

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

et son application dans les Traités de Paix de Versailles et de Saint-Germain

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques)

Présentée et soutenue le jeudi 2 février 1922, à 3 heures 1/2

PAR

VIDAN BLAGOYÉVITCH

Licencié en Droit



Président : M. G. de LAPRADELLE, professeur.
Suffragants : M. BASDEVANT, professeur.
M. GIDEL, agrégé.

ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "
13, QUAI DE CONTI, 13
PARIS

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS
ET SON APPLICATION DANS LES TRAITÉS DE PAIX
DE VERSAILLES ET DE SAINT-GERMAIN

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS et son application dans les Traités de Paix de Versailles et de Saint-Germain

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques)

Présentée et soutenue le jeudi 2 février 1922, à 3 heures 1/2

PAR

VIDAN BLAGOYÉVITCH

Licencié en Droit



Président : M. G. de LAPRADELLE, professeur.
Suffragants : M. BASDEVANT, professeur.
M. GIDEL, agrégé.

ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "
13, QUAI DE CONTI, 13
PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS ET SON APPLICATION DANS LES TRAITÉS DE PAIX DE VERSAILLES ET DE SAINT-GERMAIN

INTRODUCTION HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

Des différentes races qui composent la Nation française et l'unité de la France (1)

Malgré qu'on ait l'habitude de considérer la nation française comme étant uniquement composée d'une seule race, l'histoire au contraire, nous enseigne que des multitudes de races, se sont succédées dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, sur l'emplacement de la France actuelle.

(1) Bibliographie: *Longnon*: Origine et formation de la nationalité française; *Flach*: Les origines de l'ancienne France, t. II, p. 20 et suiv., t. IV, p. 130 et suiv.; *Guizot*: Essai de l'histoire de France (1836); *Augustin Thierry*: Récits du temps des Mérovingiens, précédés de considération sur l'histoire de France. Paris 1840, 2 vol. et surtout l'œuvre capitale de *J. Bruhnes*: La géographie humaine de la France, Paris 1920. Chapitre III intitulé: Comment s'est formé le peuple de France. Ses plus lointaines origines. De la diversité des races vers l'unité de la Nation.

Les habitants primitifs des provinces de la France actuelle, étaient les Ibères, les Ligures, les Phéniciens et les Grecs (ces deux derniers habitaient presque exclusivement le littoral méditerranéen), puis les Celtes, les Galates et les Gaulois (en latin Galli, de gallicus-coq, leur emblème national, d'où coq Gaulois), « qui sont des termes absolument synonymes bien qu'ils désignent ordinairement trois rameaux différents d'une même race » (Longnon: Origine et formation de la nationalité française, p. 15.)

Les Romains avec César occupèrent la Gaule où ils trouvèrent des éléments ethniques très divers. La Gaule sous les Romains, jouissait de l'unité de langage, et de l'unité administrative. C'est à ces deux privilèges, fruits d'une longue et tenace lutte, que les Barbares, lors de leurs invasions, s'attaqueront le plus, et que les rois francs rétabliront après la période de crise qui précédera l'installation définitive des Barbares.

Déjà au iv^e siècle, l'invasion se produisit, mais dès le v^e siècle, les trois peuples germains, les Goths, les Bourguignons et les Francs fondaient en France de véritables Etats. On y voit aussi s'établir les Alémans, les Saxons et même les Alans.

« Les Alémans traversent le Rhin et occupent l'Alsace. Quant aux Saxons, population essentiellement maritime, ils créent sur une partie du littoral gaulois entre les Bouches de l'Escaut et l'embouchure de la Loire, une suite de colonies isolées les unes des autres, tandis qu'une nation (1) celtique d'outre-mer, les Bretons, progressivement et par petits groupes, arriva à ranger sous ses lois la majeure partie de la péninsule armoricaine » (Longnon, op. cit., p. 28).

(1) Peuplade nous paraît plus exacte, car c'est encore trop tôt de parler de nation.

Sous ce nom de Francs, on désigne ordinairement des peuplades habitant les pays situés entre le Rhin, la mer du Nord, l'Elbe et le Mein. Les plus importants parmi eux étaient les Saliens, qui ne semblent pas différer des Sicambres dit Chattuaires ou Hattuaires. « La première apparition des Francs dans l'histoire remonte à l'an 240 environ ». (Longnon, p. 5 et s.). Ils s'installèrent petit à petit sur les rives de l'Escaut, puis envahirent plus profondément la Gaule. Une autre branche de la même race, les Francs ripuaires, était avec eux (1).

Les Saxons habitaient originairement sur les bords de la mer du Nord et au sud de la péninsule cimbrique, le pays qu'on nomme aujourd'hui le Holstein. Ils envahirent d'abord l'Armorique (Iles Britanniques) où ils laissèrent de profondes traces, notamment dans les noms des provinces : Essex (Saxe orientale), Wessex (Saxe occidentale), Sussex (Saxe méridionale) et Middlessex (Saxe centrale) dont Londres est la capitale). Ils tentèrent d'envahir la Gaule, à la fin du v^e siècle, mais la résistance des Romains et des Barbares déjà installés, les arrêta sur le littoral continental de la Manche, où de nombreux noms germaniques de localités témoignent de leur passage.

Les Alémans n'apparaissent qu'au iii^e siècle. Vers le milieu du iv^e siècle, ils occupent déjà la rive gauche du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Strasbourg et au-delà. Ils descen-

(1) M. Hanotaux dans l'Introduction générale de son Histoire de la Nation française (t. I, p. xlix et l.) croit que les Francs venaient des bords de la mer du Nord, de la Hollande et de la Frise. « Leurs alliés naturels et, sans doute, leurs parents les plus proches, sont les Normands, les Anglais du Danemark et du Jutland ».

dirent un peu plus tard dans la Suisse septentrionale et occidentale ainsi que dans le Jura français.

Alains, Vandales et Suèves commencent leur invasion au ^v^e siècle et se dirigent vers le sud, et au-delà des Pyrénées laissant d'assez profondes traces dans la Gaule du Sud et du Sud-Ouest.

Les Bretons vivaient longtemps dans le nord de la France et en Armorique, dans la désorganisation et sous la domination des Francs. C'est vers le ^{ix}^e siècle qu'ils s'organisèrent et se réunirent en Bretagne actuelle, où ils gardèrent jalousement leur langue et leurs mœurs, profondément différents des autres barbares.

Les Basques habitaient entre les Pyrénées et l'Ebre. C'est en 587 qu'ils apparaissent pour la première fois dans la Gaule où ils se distinguent par la brutalité et la férocité envers les habitants (Grégoire de Tours). A partir du ^{vii}^e et ^{viii}^e siècle, ils viendront très souvent faire des invasions en Gaule.

Les Normands, qui au ^{ix}^e siècle comme pirates désolèrent beaucoup de provinces franques, s'appellent aussi les Danois, appartenant avec ceux-ci à la famille scandinave ou narioise. Ils occupèrent l'Irlande orientale avec Dublin comme capitale et une partie de l'Armorique occidentale. Dans le Nord de Gaule ils ne laissèrent pas de trace.

Les Sarrazins, les Juifs, les Syriens, les Zingari ou Zsiganes vinrent compléter cette invasion germanique et y mêler leur sang.

Comment ces races se fusionnèrent-elles ? C'est *la religion* qui aida beaucoup l'ascension vers l'unité. C'est en grande partie à l'église catholique que la France doit son nom et

la puissance dont elle a joui durant tant de siècles. Puis ce furent les *noms* francs qu'on donna aux originaires gaulois, comme ceux de Gaulois, aux originaires des Francs. Les mariages et les enfants issus d'eux portaient dans leurs veines les deux sangs qui se fusionnaient de plus en plus. *La vie publique* ouverte à des hommes de races différentes, l'égalité des hommes des deux races cimentaient cette union.

« Charlemagne parlait surtout allemand et volontiers apparaît en Allemagne à l'imagination populaire comme le type accompli du monarque germain et la plus haute personnification du génie germanique, il est assez piquant de penser qu'il était vraisemblablement Romain de l'Auvergne et du Rouergue ». (*Longnon*, p. 67, 68).

La guerre privée d'abord, royale ensuite, a certainement été un facteur important de l'union. (*Flach*, *op. cit.*, t. III, p. 130 et s.). *La géographie* a été aussi un facteur d'une importance considérable. Enfin *les dynasties* nationales. Ce roi de France était l'âme de cette union. Il a été, suivant Renan « le type idéal d'un cristallisateur séculaire ». (Qu'est-ce qu'une nation, p. 285) (1). Par une politique sage et de longue vue, ce même roi pouvait dire de bonne heure, à l'envie de toute l'Europe, que la paix intérieure chez lui est réalisée, ce qui permettait à la France cette admirable cohésion devant ses ennemis extérieurs (2). L'effet immédiat

(1) L'effort des autres rois n'a pas eu autant de succès. Les Habsbourg ne sont pas arrivés à faire de l'agglomérat des nations soumises à eux, une seule nation autrichienne. En Bohême, en particulier, l'élément tchèque est resté toujours distinct de l'élément allemand. Il manquait à ces rois la sagesse politique et les circonstances que les rois de France savaient très bien exploiter à leur profit.

(2) Cette nouvelle famille d'après M. Hanotaux présente les trois empreintes de trois origines: elle est franque et nordique par ses pères, pieuse et romaine par ses aspirations et ses sentiments, celle et belge par son entourage et son habitat. (Introduction LI, *op. cit.*.)

de l'union était la première apparition de la nationalité consciente que l'Europe imitera tôt ou tard, mais toujours au prix des plus grands sacrifices que ceux consentis par le roi de France.

La fusion des éléments ethniques se faisait dans les premiers siècles de notre ère. La France n'avait ses frontières que du côté méridional et occidental. Du côté oriental, elle n'atteignait que fort rarement la Meuse et la Lorraine et au sud à peine le Rhône et la Saône. La « douce France » des chansons de geste s'appliquait aux régions de Paris, Orléans, Amiens, Laon, Reims et se distinguait nettement de la Flandre, de la Normandie, de la Bourgogne, de la Bretagne et de l'Aquitaine.

Il y a deux thèses en opposition pour la fixation de la date de l'unité française. La première soutient, que le royaume de France est directement issu du démembrement de l'empire de Charlemagne: c'est le traité de Verdun conclu en 843 entre les trois fils de l'empereur Louis le Pieux qui l'avait constitué, tel qu'il subsista sans modifications bien apparentes jusqu'à la fin du moyen âge. Une seconde thèse prétend que l'unité française date de la lutte contre la monarchie anglo-normande au XII^e et XIII^e siècles. Cette opinion, sans être inexacte, recule trop loin l'apparition de l'unité française, qui a fait ses preuves avant le XIII^e siècle. Il faut donc accepter la première opinion en la tempérant et affirmer que c'est du traité de Verdun que commence l'unité nationale, dans ce pays qui ne s'accomplira qu'avec les Capétiens. Elle n'atteindra sa forme définitive qu'à l'avènement des Capétiens, qui par les lois successorales très sages (écartant la loi salique) et n'étant qu'une seule, en face

de trois dynasties que nous voyons en Allemagne à cette époque, cimentait cette union. Par un règne sage, libéral, la dynastie capétienne implanta dans le peuple tout entier, l'idée de l'unité, qu'elle exploitera plus tard en sa faveur mais qui se retournera, encore plus tard, contre les dynasties qui la suivront (1).

(1) Quant à l'élection du roi — élément non négligeable pour l'unité, — que le peuple préférait au système héréditaire, elle fut complètement exclue sous les Mérovingiens, puis reprise au détriment du système héréditaire par les Carolingiens (Pépin le Bref) et après avoir régné en maîtresse sous les premiers Capétiens, l'élection céda lentement la place au système dynastique.

CHAPITRE II

Les Origines de la Nation française

Chaque peuple se fait une idée spéciale de ses origines. Les préférences bien entendu se portent vers les origines brillantes, parfois sentimentales, et souvent sans aucun fondement historique. Dans les moments de crises nationales, de révolutions, ce sentiment se donne libre cours : l'imagination se livre aux plus belles suppositions ; au contraire, pendant le repos, le travail sérieux d'une nation, les historiens s'efforcent de fonder leurs théories sur les faits historiques certains, et de combattre naturellement toute tendance d'imagination sans base.

La plus vieille légende est celle des Troyens, d'après laquelle les Francs installés en Gaule et oubliant leur origine, se croient tous fils de Priam. Cette légende fut soutenue et enseignée pendant 7 à 8 siècles, et ne disparut qu'au xvi^e siècle, avec des études plus historiques.

Les ancêtres des Français seraient les Gaulois, descendants d'un fils d'Enée, Brutus, et les Francs de Francus ou Francion fils d'Hector, en d'autres termes descendants de Troie. On voit bien ici l'effort du Moyen âge pour désigner les Francs, comme tous les nobles, et par conséquent comme ayant le droit à certains privilèges, et les Gaulois comme composant le peuple, les roturiers, sans aucun privilège. Mais la tendance des auteurs anonymes de cette théorie visait l'unité nationale,

car les Gaulois et les Francs, les roturiers et les nobles, étaient tous originaires de Troie. Cet effort est de plus louables, les historiens modernes le reprendront plus tard et feront des Gaulois et des Francs, un mélange où tous les deux fusionneront pour devenir une seule nation, la nation française.

Cette légende a été si profondément implantée dans le peuple que le chroniqueur *Robert de Clary*, venu de Grèce à la suite de la quatrième croisade, et passant devant Troie note :

« Qu'elle fût à nos ancêtres, et ceux qui en échappèrent s'en vinrent demeurer là d'où nous sommes venus et, par ce qu'elle fût à nos ancêtres nous sommes venus ici conquérir le pays ». (v. Johannot, p. 48).

La dernière chronique qui mentionne encore cette légende était celle de Nicolle Gilles, sous le nom de *Annales et Chroniques* (titre très long) qui encore en 1566, date de la deuxième édition, portait le titre : « *Chroniques et annales de France, depuis la destruction de Troye jusques au Roy Loys unzième.* »

Mais dès le xvi^e siècle, l'esprit de critique commença à s'éveiller : les suppositions ne furent plus considérées comme des faits historiques certains, mais soumises à des études approfondies, qui en démontrèrent plus tard la fausseté. Le livre : *De rebus gestis Francorum* (1500) de PAUL EMILE est le premier où l'on commence l'étude de l'histoire de France par des documents historiques.

Pourtant, la légende s'éveillera sous la plume de RONSARD, qui dans ses premiers chants la *Franciade*, parue en 1572, glorifie encore ses ancêtres, et se souvient de leur passé.

Mais ce fut un effort poétique, une imagination qui resta telle.

Une nouvelle théorie se fonda alors : Pour certains : BODIN (*Methodus ad facilem historicorum cognotionem* 1566) et ETIENNE FORCADEL : (*De Gallorum imperio et philosophia* 1569) les Francs seraient les Gaulois anciennement émigrés qui revenaient prendre leurs terres et héritages dans leur patrie ; — d'autres au contraire disent, se basant exclusivement sur la langue, que les Francs sont des Germains.

Depuis la seconde moitié du xvi^e siècle, l'opinion prédominante et la plus certaine était en faveur des Francs-Germains. HAILLAN : (*Histoire générale des rois de France* 1576) ; TILLET : (*Recueil des Roys de France* 1577) et surtout HOTMAN : (*Francogallia* 1574), démontrèrent l'origine germanique des Francs. La nation française résulterait de la fusion de deux peuples (Gaulois et Francs) qui scelleront leur union par l'élection de leur premier roi, Childéric.

« Hotman qui était protestant et partisan d'un parlement national, trouve à cette institution des antécédents aussi bien en Gaule qu'en Germanie, et fonde l'histoire de France sur la souveraineté populaire et l'idée de contrat. Cette conception sera féconde dans la genèse du principe des nationalités » (Johannet p. 50).

L'opinion de Hotman fut vivement combattue parce qu'elle renversait la tradition établie depuis longtemps. FRANÇOIS DE BELLEFORT dans ses *Grandes Annales et Histore véritable de France* (1579), tout en rejetant la légende Troyenne, et en admettant la fusion Gallo-romaine, affirmait que « les Francs étaient des Gauloys dépaysés, germanisés, bientôt repris par le milieu ancestral », et il est persuadé que « Capet et ses devanciers ne furent jamais aultres que Gauloys, et issus du pays ». (Johannet, p. 51). On voit

bien le souci des auteurs: c'est de présenter leur propre race comme étant pure de tout mélange « étranger ».

Avec une autre variation, la même opinion est soutenue par CHANTEREAU LE FÈVRE dans son *Traité des fiefs et de leur origine* (1662), qui nie les buts de conquête de la Gaule par les Francs, et les considère comme les libérateurs de leurs frères de race, les Gaulois, du joug romain.

Le xvii^e siècle, par les publications de ses historiens, hommes très érudits et consciencieux, permettra aux auteurs du xviii^e siècle, de trouver une argumentation avec des bases très solides pour les études historiques. Ceux-là établiront alors, sans aucun doute, l'origine germanique des Francs.

Mais il s'en faut de beaucoup que cette opinion, contraire aux traditions, fut définitivement acceptée comme étant la seule exacte. « En 1714, le jeune NICOLAS FRÈRET élève à l'Académie des Inscriptions, présentait à ses patrons un *Mémoire* ingénieux sur l'établissement des Francs au nord de la Gaule: il y démontrait avec plus de netteté que ses prédécesseurs, l'origine purement germanique des Francs, et insistait sur le fait que ce n'était pas une nation. L'arrivée des Francs en Gaule était considérée jusqu'à cette époque non comme la migration missive d'une nation constituée, mais comme une ligue; il critiquait enfin le sens traditionnel de *libre* donné à leur nom, pour y substituer celui de *fier* et de *féroce*. Une lettre de cachet lui intima l'ordre de prendre logis à la Bastille » Johannet, p. 53.

La théorie du comte *Henri de Boulainvilliers* (1658-1722) sur l'Origine historique de la nation et de l'aristocratie française est différemment appréciée. Augustin Thierry présente cet auteur comme « un homme d'un savoir médiocre et

préoccupé de regrets et de prétentions aristocratiques ». Montesquieu, de son côté le louait à cause de sa simplicité, franchise, l'ingénuité de l'ancienne noblesse et parce qu' « il savait très bien les grandes choses sur l'histoire et les lois de France ». Pour M. Johannet, personne avant Boulainvilliers, n'avait donné à la conquête des Francs « une tournure aussi agressive, personne n'en avait prolongé les effets aussi loin et aussi catégoriquement. Personne surtout n'avait groupé ces notions diverses, les renforçant l'une par l'autre et les faisant concourir à un effet unique ».

« Toute la doctrine de Boulainvilliers peut être résumée en ces 3 chefs : 1^o Réveil paradoxal des idées démocratiques, tant par réaction que par conséquence directe, Boulainvilliers en effet tournant court prenait son parti de l'élévation des serfs à un rang qu'ils n'eussent pas dû obtenir, mais qu'ils avaient prescrit et d'autre part réclamait les élections. 2^o Eveil puissant et sourd de l'idée de race, qui va traverser tout ce XVIII^e siècle à la remorque de la discussion inaugurée par lui. 3^o Scandale produit par ses attaques violentes et méthodiques, contre le pouvoir royal. Boulainvilliers est ennemi personnel des Capétiens » Johannet p. 58.

Le mérite de Boulainvilliers est de séparer l'idée de race de l'idée de nationalité, un pas bien en avant sur les deux questions bien distinctes.

L'ABBÉ DU BOS (1670-1742) est le contradicteur de Boulainvilliers, notamment dans son œuvre *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans la Gaule* (1734). La théorie en faveur jusqu'à l'apparition de ce livre professait que la migration des Francs en Gaule avait abouti à l'absorption des Gallo-Romains par eux. Pour Boulainvilliers, cette absorption fait disparaître les deux races dans la nation. Pour Boulainvilliers la fusion des races franque et

gallo-romaine se faisait comme un coup de théâtre, très vite; pour l'Abbé du Bos, elle ne s'était accomplie que plus tard, dans une période très étendue. Le roi franc y jouait le rôle de médiateur. Quant à l'origine de la noblesse, elle ne fut pas importée en quelque sorte avec les Francs, mais apparut postérieurement à la conquête.

L'abbé du Bos était très estimé dans son temps. Il tenait la première place parmi les historiens, et on ne le citait qu'avec le plus grand respect, presque avec culte. C'est lui qui entraîné par ses écrits, enseigna au jeune dauphin, futur roi Louis XVI, que les empereurs romains planaient au-dessus des lois, et que les rois de France tiennent leurs droits des Césars. Contre cette doctrine se dressaient J.-J. Rousseau, Mably, Montesquieu. Néanmoins son influence fut très grande. Dans son œuvre, la rhétorique l'emporte de beaucoup sur le souci de la vérité.

Les théories de Hotman, de Boulainvilliers, de l'abbé du Bos, trouvèrent leur continuateur dans la personne de l'abbé MABLY qui écrivit *Observations sur l'histoire de France*, à Genève 1765 et grâce à la protection de Choiseul, introduisit cet ouvrage en France. L'abbé BRIZARD dans l'*Eloge de Mably* (1787) montre deux idées neuves de celui-ci :

« La première est le tableau que l'auteur nous trace d'une république de Francs, qui, quoi qu'on en ait dit, n'est nullement imaginaire. On y voit la liberté sortir des forêts de la Germanie en leur compagnie, et venir arracher les Gaulois à l'oppression et au joug des Romains. Clovis n'est que le général et le premier magistrat du peuple libérateur; et c'est sur une constitution libre et républicaine que Mably place, pour ainsi dire, le berceau de la monarchie. — La seconde est la législation de Charlemagne : c'est à ce grand homme, qu'il considère comme un phénomène en politique, que Mably s'est arrêté avec le plus de complaisance. Il offre un modèle à tous les rois,

il nous montre dans Charlemagne le philosophe, le patriote, le législateur.

L'influence de l'abbé Mably est incontestable sur les esprits de la Révolution : il fournira aux révolutionnaires tout un passé démocratique, qu'il a habilement tiré des événements les plus divers de son pays. Les révolutionnaires auront par conséquent avec eux toute l'histoire qui n'était nullement négligeable dans la France d'avant 1789, c'est-à-dire pays essentiellement traditionaliste. Lorsque ceux-là convainquirent que la tradition est avec eux, ils auront tout dit.

En résumé la doctrine de l'abbé Mably présente une lente absorption des Gaulois par les Francs. Ceux-ci auraient donné toutes les facilités à ceux-là pour l'acquisition de la nationalité franque et l'élévation à des magistratures du pays, avantages que les Gaulois paraissent mépriser. Il réfute l'idée de l'esclavage auquel les Francs auraient soumis les Gaulois, « parce que les Français n'avaient l'idée que de liberté ».

Pendant la Révolution on s'efforçait (Sieyès: Qu'est-ce que le Tiers-Etat), de démontrer que le Tiers-Etat présentait une nationalité et cette nationalité était forcément gauloise; ce que l'abbé Velly dans l'*Histoire de France* (1755) avait démontré 40 ans auparavant.

Et pourtant le nom « François » l'emporte sur celui de « Gaulois » et lorsqu'on examine les origines de la nation française on est frappé de la ressemblance entre le Français et le « François-Francs ». Par une survivance du nom bien bizarre et que nous ne pourrions pas expliquer, il ne faut pas croire que *ipso facto*, l'origine franque s'impose. Charlemagne lui-même ne « parlait français » comme les chroniqueurs le disent, mais le *roman* qui est déjà au ix^e siècle la *lingua gallica*.

Le nom n'était pas sans importance. Pendant la Révolution française certains députés demandaient l'abolition du nom « français » et le remplacement par celui de « gaulois »

ainsi que Proudhon soixante ans plus tard, prétendait que
« l'abolition de la noblesse aurait dû automatiquement réta-
blir les prétendus Français dans leur nom et leur qualité
de Gaulois ».

CHAPITRE III

De l'ancienneté du sentiment national en France

*Opinions de M. Muir sur l'ancienneté du sentiment national
en Angleterre et de M. Hauser sur le sentiment national
en Allemagne*

Une grande divergence d'opinions partage les auteurs qui se sont occupés des origines du sentiment national. Cela vient de deux causes principales: Tout d'abord, dans le lointain des siècles, il est très difficile de séparer et d'apprécier le patriotisme pur du sentiment national conscient. Ces deux notions sont tellement mêlées l'une à l'autre que l'analyse la plus subtile n'arrive pas à en délimiter les deux domaines respectifs. Une autre cause est le choix du critérium: le territoire, les mœurs, la religion, l'organisation politique ont leur répercussion sur le sentiment national, et suivant qu'on prenne l'un ou l'autre, ou tous ces éléments à la fois, on est porté à accélérer ou à retarder l'apparition de ce sentiment (1).

(1) Dans l'antiquité classique le sentiment national n'existait pas, il ne se soupçonnait même pas. Pour de telles idées, la culture nationale supérieure est indispensable, ce qui naturellement manquait aux peuples anciens. Pour ces peuples, hébreux, grec, romain, l'esprit de cité, de race, ou de croyance se présentait supérieur à toutes les autres occupations. Quant à l'humanité, elle ne les intéressait que pour la possibilité de conquête, par le triomphe de leurs armes, qui leur donnait la présomption de supériorité en culture. « Le respect de la qualité de l'homme, l'inviolabilité du territoire, le respect des droits du peuple tout était sacrifié à l'intérêt exclusif ou religieux, ou politique et à cette

Les uns fixent des dates précises, les autres, au contraire, s'expriment d'une façon très vague, en désignant tel siècle, ou à peu près, comme marquant le point de départ du sentiment national. On ne l'explique que de ce que les auteurs prennent en considération des événements très précis, une année exacte de l'histoire (le dernier démembrement de l'empire carolingien, 888, ou 1214 ou même 1789) ou un ensemble d'événements (La guerre de cent ans, la réforme en Allemagne).

Cette seconde façon d'interpréter les événements de l'histoire, nous paraît plus exacte, car le sentiment national n'est pas une combinaison chimique qui apparaît inévitablement dès qu'on réunit les éléments nécessaires, mais un fait incertain, dépendant des événements qu'il est difficile de définir et qui changent naturellement avec les peuples et même chez un même peuple, avec le temps. Suivant que les événements d'une grande importance pour la vie d'un peuple surviennent tôt ou tard, ce sentiment apparaîtra, mais sous une condition préalable: que le pays en danger ait été aimé, c'est-à-dire ait été une patrie.

L'idée de patrie nous paraît fortement liée aux origines de nationalitarisme, car l'instruction, l'éducation, tous les éléments qui font aujourd'hui chez un peuple une conscience

fin étaient subordonnés tous les droits internationaux » *Fiore*, t. II, p. 5, 6, 7. (Droit international public). L'opinion de M. Fiore concorde très bien avec la loi des douze Tables, qui s'exprimait ainsi: « Adversus, hostem aeterna auctoritas ». Et Renan « L'antiquité classique, dit-il, eut des républiques et des royautes municipales, des confédérations de républiques locales, des empires; elle n'eut guère la nation au sens où nous la comprenons... L'Empire assyrien, l'Empire persan, l'Empire d'Alexandre... ne furent pas non plus des patries... L'Empire romain fut plus près d'être une patrie... (Qu'est-ce qu'une nation dans « Discours et conférences, p. 280).

nationale très forte, manquaient. C'est de cette idée de patrie, qui est pour nous la personnification du sentiment spontané, inconscient d'un peuple, que le vrai sentiment national apparaîtra. Et c'est pourquoi nous proposons provisoirement le terme « patrie » à la place du terme « sentiment national ».

Augustin Thierry (1) est plus hardi dans ses suppositions : il fixe l'apparition du sentiment national en France au dernier démembrement de l'empire carolingien, en 888, où il voit cette nation s'organiser dans les nouveaux Etats qui en résultèrent.

« Le système des lois personnelles, dit-il, reçut le premier coup par la fondation des nouveaux Etats où la nationalité résultait non d'une complète unité d'origine, mais de l'unité territoriale et des conventions géographiques ».

Et beaucoup plus affirmatif il ajoutait :

« De ce dernier démembrement de l'empire des Francs, date à proprement parler l'existence de la nation française ».

Pour A. Thierry, le parti carolingien représente l'étranger, celui d'Eudes, élu comme roi, le parti national. La préférence du roi électif déjà à cette époque est des plus significatives : frappé de cet événement, A. Thierry s'arrête pour y voir l'apparition du sentiment national en France.

Mais depuis l'avènement de Hugues Capet (987), Thierry ne doute plus.

« C'est la fin du règne des Francs et la substitution d'une royauté nationale au gouvernement fondé par la conquête. Dès lors, en effet, l'Histoire de France devient simple : c'est toujours un même peuple

(1) *Augustin Thierry* : *Récits des temps mérovingiens*, précédés de considérations sur l'histoire de France. Paris 1840, 2 vol.

qu'on sent et qu'on reconnaît malgré les changements qui surviennent dans les mœurs et la civilisation. L'identité nationale est le fondement sur lequel repose, depuis tant de siècles, l'unité de dynastie ».

La théorie d'Augustin Thierry est reconnue comme fausse. Il est probable que Charlemagne n'appartenait pas au « parti estranger », c'est-à-dire au peuple franc, mais descendait d'une souche Aquitaine et présentait tous les traits d'un homme du midi. (Voir aussi Longnon, *op. cit.*, précité). Quant à Hugues Capet le règne des Francs ne finit point avec lui mais se transforme, se démocratise en quelque sorte et facilite la fusion des races différentes d'où sortira plus tard l'unité de la France.

M. Esmein (Cours élémentaires d'histoire du droit français, 11^e éd., 1912, p. 355) s'exprime d'une façon incertaine, se gardant bien de préciser une date, puisque c'est impossible.

« La féodalité, dit-il avait brisé en France l'unité nationale et profondément altéré la notion de l'Etat ; l'une et l'autre devaient être progressivement reconstituées sous les rois de troisième race ».

Et Renan (Qu'est-ce qu'une nation ? dans le Discours et conférences, p. 280 et suiv.) tout d'abord montre qu'il ne faut pas chercher la nation dans l'antiquité classique, mais bien dans les temps relativement modernes. Entre les v^e et x^e siècles, les peuplades s'acheminent vers l'unité qui est la condition préalable de l'apparition du sentiment national.

« Au x^e siècle, dit-il, dans les premières chansons de geste, qui sont un miroir si parfait de l'esprit du temps, tous les habitants de la France sont Français. L'idée d'une différence de races, dans la population de France, si évidente chez Grégoire de Tours, ne se présente à aucun degré chez les écrivains et poètes français, postérieurs à Hugues Capet » (1).

(1) L'affirmation de Renan est très importante et il nous paraît incompréhensible qu'il n'ait développé avec plus d'arguments cette pro-

Pour Longnon (Origines et formation de la nationalité française, p. 70 et suiv.) c'est le ^{xiii}^e siècle qu'il faut attendre, pour voir se manifester :

«... les premiers grands élans du sentiment national, ou pour l'appeler de son nom, du patriotisme français, lorsqu'en 1124, le roi anglo-normand Henri I^{er} s'allie contre Louis le Gros, avec l'empereur d'Allemagne Henri V. La nouvelle qu'une armée allemande menace la frontière occidentale du royaume y cause le plus vif émoi. Toutes les forces militaires de la France proprement dite, se groupent sans retard auprès du monarque capétien, elles se réunissent à Reims prêtes à repousser l'invasion et devant ces préparatifs, l'empereur se retira prudemment. »

D'autres auteurs s'arrêtent à Bouvines en 1214, pour assister à la naissance du sentiment national français. La victoire de Bouvines pour M. Babelon (le Rhin dans l'histoire) « fut vraiment une victoire nationale, le triomphe de la race française sur les Allemands... Désormais le nom de France s'étend à toute la monarchie et englobe les grands fiefs eux-mêmes ». De même M. Flach (Les origines de la France ancienne, t. I), Raune, Duruy optent pour le ^{xiii}^e siècle.

Guizot (*Essai sur l'Histoire de France*, 1836), trouve dans l'avènement des Valois (1328), qui débute par la grande guerre de Cent ans, avec toutes ses conséquences fâcheuses, l'occasion d'une manifestation indiscutable du sentiment national.

« Jusqu'au règne des Valois, dit-il, c'est le caractère féodal qui domine en France; la nation française, l'esprit français, le patriotisme français, n'existent pas encore. Avec les Valois commence la France proprement dite; c'est dans le cours de leurs guerres à travers les

position. Peut-être dans le cadre d'une conférence il ne pouvait se lancer dans une étude historique approfondie, mais rien ne l'empêchait d'y revenir plus tard, ce qu'il n'a pas fait.

chances de leur destinées, que pour la première fois, la noblesse, les bourgeois, les paysans, ont été réunis par un lien moral, par un lien commun d'un même désir de vaincre l'étranger ».

Pour M. Hauser (*Le principe des nationalités. Ses origines historiques*, 1916) « c'est la lutte, le conflit armé entre les groupes humains » qui créent la nationalité.

« Macaulay a montré que l'Angleterre doit sa formation nationale à la guerre de Cent ans, et au fait qu'elle a dû renoncer au continent qu'elle est devenue une île » (p. 11).

Puis plus loin...

« C'est ainsi que la guerre de Cent ans, qui a fait la nationalité allemande, comme la croisade a fait la nationalité espagnole » (p. 12).

Tout de même M. Hauser hésite et est plutôt porté à fixer l'apparition de la nationalité française en peu avant, en 1360,

« lorsque par le Traité de Brétigny, eut été livrée aux Anglais une grande partie de la France de l'Ouest et de Sud-Ouest, où il est intéressant de constater que de nombreuses populations ainsi cédées résistèrent à la volonté de leur suzerain, et lui dénièrent le droit de les céder. « Nous avouerons les Anglais dès lèvres, disent-ils, mais le cœur ne s'en mouvra jà » (p. 12).

Certains écrivains protestants affirment, que c'est de la Grande Réforme du xvi^e siècle qu'apparaît le véritable sentiment national dans les pays jusqu'alors catholiques, puisqu'elle introduit et implante dans ces peuples les idées démocratiques, affaiblissant ainsi le pouvoir royal et créant l'idée de nationalité.

C'est surtout en Allemagne, que la Réforme eut une grande importance, et brisa l'unité religieuse, restant par essence un mouvement national. Hutten s'adresse « des gantzen Christenheit und zuvoran dem Vaterland Teutscher Nation », puis cette proposition des plus significatives : « Ietzt chrey

ich an das Vaterland Teutscher Nation, in ihren Sprach ». Luther enfin lance son manifeste à la noblesse chrétienne de la nation allemande. De même, la réforme de Zwingli est nationale.

« En traduisant la Bible en Allemand, Luther n'a pas seulement déchaîné une révolution religieuse, il a créé la langue allemande, donné à la conscience allemande une expression. Cet exemple est suivi par les réformateurs en France, en Flandre, en Ecosse, en Angleterre. On ne saurait évaluer trop haut l'importance de ce grand fait : la nationalisation de la prière ». Hauser p. 13.

Le traité de Westphalie (1648) pour Palma (*Del principio di Nazionalita*) a contribué à la création et au renforcement du sentiment national, en constituant des grandes agglomérations nationales et en donnant le libre cours au sentiment patriotique (1).

M. Lavissee (*Histoire de France* 13 vol. 1900-1911, premier et dernier volumes), M. Aulard (*Histoire politique de la Révolution française* 1901 et *Etudes et leçons sur la Révolution française*, Paris 1893) et de Roquette Buisson (*Le principe des nationalités*, thèse pour doctorat, Bordeaux 1899) trouvent dans la Révolution française, l'apparition du sentiment national, qui, affranchi de tous les liens féodaux, ne confondit plus le roi avec l'Etat, mais distinguait le patriotisme et la nation du loyalisme envers le monarque ou le gouvernement au pouvoir.

« L'idée de nation dit M. de Roquette Buisson, (p. 28), n'existait pas avant la Révolution. Elle se manifeste parfois, sous la protection de la personnalité de l'Etat et sous la forme de l'instinct national, mais sans avoir une vie propre et une individualité nettement définie ».

(1) C'est aussi l'avis de Holtzendorff: *Le principe des nationalités et la littérature italienne du droit des gens*. R. dr. int. et lég. comp. année 1870, p. 96 et suiv.

Et synthétisant tout ce qu'il a dit auparavant, M. de Roquette-Buisson, dans cette proposition claire et précise résume toute sa pensée :

« Au moment de la Révolution française, dit-il, l'instinct national indécis était incapable de former encore une personnalité de droit international ». (p. 30).

Avant de passer en revue les différentes opinions que nous venons d'énumérer, il ne nous paraît pas sans intérêt de citer ici un extrait du livre : *Nationalisme et Internationalisme*, 1918 de M. Ramsay Muir qui affirme que « le premier des peuples européens ayant atteint la pleine stature d'une nation organisée et consciente a été l'Anglais », un peuple des plus mélangés de race et de langue. M. Muir donne des raisons et trace en petit l'histoire nationalitaire de l'Angleterre qui par sa cohésion et ses vues ingénieuses mérite d'être lue.

« Deux faits, dit-il, ont aidé dans le premier développement de la conscience nationale : l'un est leur isolement géographique ; l'autre la rude discipline à laquelle ils ont été soumis sous la loi des conquérants étrangers, de grande puissance organisatrice, au ^x^e et ^{xii}^e siècle. Jusqu'au ^x^e siècle, l'histoire de l'Angleterre est celle d'une longue série de vagues successions d'immigration, de conquête et de guerre entre tribus. Puis vint la période des rois normands et angevins ; le règne du Droit fut établi et hors de cette épreuve, l'Angleterre émergea fondue en une nation au ^{xiii}^e siècle.

« On voit se manifester et essayer de se réaliser, le sens de constituer une nation, dans les protestations contre les favoris étrangers, et contre l'influence papale sous le règne de Henry III, et plus encore dans les efforts pour réaliser une nouvelle forme d'organisation, qui donnent tant d'intérêts à ce règne. L'apogée fut atteinte sous forme du puissant esprit national qui marqua le règne d'Edouard I^{er}. L'unité de la Nation fut alors exprimée par l'établissement d'un système représentatif complet. Et le premier résultat de cette unité fut une série d'efforts pour imposer une domination anglaise sur les peuples voi-

sins, pas encore aussi solidement organisés. De là, la conquête de la Galles, la longue guerre de l'indépendance en Ecosse et la guerre de Cent ans en France.

« Mais l'effort immédiat du choc d'un Etat-Nation unifié, sur des nations incomplètement unifiées, est de faire surgir chez elle aussi l'esprit de nationalité.

« L'Ecosse devint véritablement une nation en résistant à la tentative anglaise de conquête. La tentative des Anglais pour dominer la France ne fut possible que parce que, malgré des efforts de Philippe-Auguste, Saint-Louis et Philippe le Bel, la France n'était pas encore devenue une nation pleinement consciente d'être telle, ce qu'on voit au fait que de nombreux éléments dans celle-ci, étaient prêts à accueillir un conquérant étranger et à marcher avec lui. Mais la réaction contre la domination anglaise au début du x^e siècle porta à l'état de passion l'esprit de nationalité. Jeanne d'Arc et du jour où la Pucelle se dressa pour exprimer l'esprit même de la France, la flamme du patriotisme français n'a jamais été éteinte. Amants passionnés de la Liberté par tous leurs instincts, les compatriotes d'Abélard, d'Etienne Marcel, de Duguesclin ont été prêts à sacrifier même leur liberté personnelle pour assurer la liberté et la grandeur de la Patrie.

« Les Anglais, les Ecossais et les Français, tels ont été les trois premiers peuples d'Europe, et même du monde, à être inspirés de l'esprit de nationalité, et à achever l'organisation et la consolidation de l'Etat-Nation. Tous trois sont peuples de races très mélangées. »

(R. Muir : *Nationalisme et internationalisme*, 1918, traduit de l'Anglais par Henry de Varigny, p. p. 75-77.)

Nous sommes d'accord avec M. Muir, pour fixer l'apparition du sentiment national en France avec Jeanne d'Arc. Avec la Pucelle d'Orléans, ce sentiment latent peut-être, ou ne manifestant que timidement et incomplètement (le cas de Brétigny en 1360 est des plus frappants) éclate déjà mur. Il reçoit une telle expression, une telle marque dans cet admirable élan national, que Jeanne d'Arc ressuscita, que nous n'en avons pu trouver nulle part de pareille dans l'histoire de France, qui précède ces événements. La grande guerre

de Cent ans était le stimulant de ce sentiment, que Jeanne d'Arc personnifia dans sa plus haute abnégation; devant le péril commun tout céda la place à l'union de toute la nation (1)

Nous avons ainsi passé rapidement en vue les opinions sus-mentionnées, parce qu'il nous est impossible dans le cadre de ce travail, d'y entrer avec plus de détails. Nous compléterons cette étude par l'idée de *patrie* qui nous a aidé singulièrement dans la recherche du sentiment national en France.

La Révolution Française, de laquelle MM. Lavisse, Aulard et de Roquette-Buisson font dater le sentiment national en France, ne nous paraît pas le fait d'un accident brusque, mais d'une lente préparation nationale. Cet esprit que les rois absolutistes étouffaient ou exploitaient à leur profit, pour combattre plus facilement les seigneurs féodaux, existait tout entier dans l'âme du peuple. Il n'attendait, comme nous l'avons dit plus haut, que la guerre de Cent ans. La Révolution française est l'explosion de ce sentiment national, qui se manifestait indiscutablement déjà depuis longtemps.

Au *xvii^e* siècle, le mot *patrie* couramment employé par Pascal, Corneille, Bossuet, Fénelon, La Bruyère apparaît pour la première fois dans le dictionnaire académique (1694). Déjà les auteurs sépare le *roy* du *pays*. Le premier ne s'identifiait plus avec le second.

(1) « Quoi qu'il en soit, c'est elle (Jeanne d'Arc) qui donna l'élan et qui personnifia la nationalité française naissante. A partir de ce moment, la France n'est plus seulement la possession d'une dynastie anglaise, ni même française, elle est *elle-même* c'est-à-dire une nation véritable ».

Raoul de la Grasserie: Du principe sociologique des nationalités (Extrait de la Revue intern. de sociologie) Paris 1905, p. 7.

Corneille dans son Horace dit :

« Mourir pour son pays est un si digne sort,
« Qu'on briguerait en foule une si belle mort ».

Il ne dit pas « pour son roy » (Cité par Johannet, p. 31).

C'est au xvi^e siècle, en 1526, que les Etats-Généraux de Bourgogne refusent de se séparer de la France, malgré le traité de Madrid qui la cède à Charles-Quint.

Les mots *patrie*, *patriote* étaient souvent employés. « Dès 1578 un pamphlet publié en Flandre sous le titre de « Lettre d'un bon patriot aux bons patriots » permet de le constater. Nous les retrouverons en 1580 dans le *Secret des Finances* de François Fromenteau, où le mot *patriote* est employé dans le sens de partisan des réformes populaires, l'ennemi des abus : le patriote de 1580 a déjà quelques traits du patriote de 1789 » (Hauser, p. 18).

Et Ronsard, dans les « *Remontrances au peuple français* » déclare dans sa belle langue que Corneille plus tard perfectionnera :

« Que chacun à la mort fortement s'abandonne
« Et de ce jeune roi redressez la couronne !
« Redonnez-lui le sceptre et d'un bras indompté
« Combattez pour la France et pour sa liberté.
« N'épargnez votre sang, vos biens, ni votre vie :
« Heureux celui qui meurt pour garder sa patrie ».

(Cité par Johannet, p. 33).

Réflexions de Guillaume du Var dans son « *Traité de la constance et consolation ès calomnies publiques* », pendant le siège de Paris de 1590 sont empreintes d'un patriotisme qui ne diffère en rien de celui d'aujourd'hui (1).

(1) Voir aussi les différentes opinions énumérées de Littré sous le mot *patrie*, et l'article de A. de Saint-Pierst dans la *Revue des Deux-Mondes*, du 1^{er} mars 1850, p. 258.

Pour le x^ve siècle, il n'y a rien de plus à dire, sinon, que c'est le siècle de Jeanne d'Arc. Avec elle, le sentiment national, incomplet et partiel jusqu'ici, devient général. Le peuple tout entier se sent comme un homme, guidé par cette idée qu'on appelle à juste titre le véritable sentiment national. On lui attribue le mot *patrie* prononcé pour la première fois à son interrogatoire du 12 mars 1431, qui vingt ans plus tard passera en proverbe :

« Il est licite et louable pour chacun de combattre pour sa patrie »
(cité par le chroniqueur Jean Chartier).

Le xiv^e siècle est le siècle du traité de Brétigny de 1360, qui fut refusé à l'exécution. La résistance fut très vive : les seigneurs du Languedoc, les comtes de Périgord et de Comminges contestèrent au roi de France le droit de les passer à un autre suzerain. Poitou, Aunis, Saintonge, La Rochelle mirent un assez grand temps pour se soumettre aux Anglais. Et cette belle harangue de Robert Blondel qui s'adresse à la nation entière :

« François ! François ! que faites-vous !
« Tous se pert, et vous périllez !
« Ne dormez plus, réveillez-vous.
« Votre ennemi veille : veillez !

(Cité par Johannet, p. 37).

Au xiii^e siècle une manifestation très originale et digne d'attention se produisit lorsque la commune de Sissonne la Tioise, c'est-à-dire l'Allemande (Sissonne vient de Saxonne un vestige des grandes migrations) à 5 lieux de Laon, demanda de changer en Sissonne la Française (1).

(1) Le même phénomène se produisit en 1891, lorsque les habitants de la commune de Brienon-les-Allemands demandent et obtiennent le

Dans la chanson de Roland (xix^e siècle), le mot « France » est seul employé, sans qu'on y trouve le mot « patrie ». Mais on peut sans commettre d'erreur affirmer que la France y est synonyme de patrie, ce que prouvent les citations suivantes. Lorsque Roland fut cerné par l'armée des Sarrasins : « A Dieu ne plaise dit-il, que la douce France tombe jamais en deshonneur » et lorsque Charlemagne arrive devant le cadavre de Roland, il dit en pleurant :

« Il est mort, celui qui était toujours à notre tête. Ah ! douce France te voilà orpheline ! »

M. Jacques Flach (Origines de l'ancienne France, t. IV) a analysé une lettre très curieuse que la vicomtesse de Narbonne adressa au roi de France Louis VII lors du prêt d'hommage en 1173 de Raymont V de Toulouse à Henri II roi d'Angleterre, dans laquelle, l'amertume et la plus grande répugnance se manifestent pour la souveraineté d'un autre que le roi de France. M. Johannet met cette lettre au même rang que celle des protestataires Alsaciens-Lorrains en 1871.

Nous ne pousserons pas plus loin dans l'histoire : les preuves de l'apparition du sentiment national ou des manifestations du patriotisme seront des plus discutables. Tout ce qu'on peut dire à la fin de cette étude, c'est que c'est certainement dans l'histoire de France qu'il faut chercher les premiers signes du patriotisme d'abord, du sentiment national ensuite. M. Maurice Barrès est dans le vrai, croyons-nous, lorsqu'il dit que c'est la France qui fournit la première l'idée de patrie, aux autres peuples (1).

changement de nom de leur commune en Briennon-sur-Beuvron. Animé par le même sentiment, tout récemment, la commune d'Allemant obtient le changement de nom en Fleury-sur-Orne (22 avril 1917).

(1) Barrès : Les Traits éternels de la France.

CHAPITRE IV

**Origines historiques du principe des nationalités. —
Les plébiscistes sous l'ancien régime et l'histoire
nationale de la Révolution jusqu'à nos jours.**

SECTION PREMIÈRE. — *Les plébiscistes sous l'ancien régime: Du XII^e siècle à la Révolution*

C'est ordinairement de la Révolution française qu'on fait dater le principe des nationalités comme base constitutive des Etats. En effet, c'est sous la Révolution française que ce principe reçut la plus complète forme et fut appliqué à son début tout au moins, par toute une nation en révolte. Mais déjà depuis longtemps, la volonté nationale, élément principal de notre principe, se manifestait timidement, il est vrai, mais d'une façon certaine. La manifestation de volonté nationale se faisait le plus souvent sous la forme du plébiscite. Ce qui nous amène à parler du plébiscite, qui, loin d'être une institution moderne, apparut de très bonne heure. Il travaillera lentement mais sûrement, pour notre principe, dont il deviendra l'élément indispensable, sans lequel tout le principe n'aurait aucune signification.

Nous trouvons l'application de ces idées dès le XII^e siècle.

1) En 1173, Raymond V de Toulouse fut contraint de prêter l'hommage à Henri II d'Angleterre, duc d'Aquitaine,

mais il se produisit un mouvement de révolte parmi la population. Les habitants répugnaient de voir passer sous la souveraineté d'autrui une terre libérée par la royauté (Johannet, p. 42).

2) Lorsqu'en 1307, un traité, conclu à Pontoise entre l'église de Lyon et Philippe le Bel, établit le droit supérieur du roi de France sur la ville de Lyon, la consultation de population n'était pas prévue par ce traité, mais le roi de France, suivant la tradition déjà fortement établie en France, ordonna la consultation des habitants, par l'intermédiaire d'un clerc du chapitre; celui-ci se rendait dans des villes et des villages en convoquant les notables dans les assemblées publiques et discutant avec eux. Ceux-ci se déclarèrent, en grosse majorité, favorables au roi de France. C'est seulement après cette consultation populaire que Philippe le Bel exécuta le traité de Pontoise.

3) En 1359, le roi Jean captif de l'Angleterre, désireux de mettre un terme aux maux de la France et de recouvrer sa liberté, signe à Londres un écrit qui devient, une année plus tard, le désastreux traité de Brétigny. Par ce traité, il abandonne au roi Edouard d'Angleterre la moitié occidentale du royaume (1360). Malgré les mauvaises conditions dans lesquelles se trouvait le roi Jean en signant ce traité, celui-ci ne contient pas moins une clause d'après laquelle il devra être soumis à la ratification des Etats (art. 20).

« Aussitôt rentré en France, le roi Jean convoqua les gens d'église, les nobles, les députés des bonnes villes, qui constitués en Etats généraux repoussèrent le traité comme n'étant ni possible ni faisable

et leur patriotique enthousiasme, ordonnait de faire bonne guerre aux Anglais ». (SOLJÈRE. *Le plébiscite dans l'annexion, thèse, Paris 1901, p. 19*).

Les habitants eux-mêmes contestèrent à leurs seigneurs le droit de les céder. Les bourgeois de la Rochelle déclarèrent, qu'ils aimaient mieux « être taillés tous les ans de la moitié de leur chevance, qu'ils fussent es mains des Anglais ». Et ils ne se soumirent que plusieurs mois après en disant: « Nous avouerons les Anglais des lèvres, mais le cœur ne s'en mouvera pas ». Par cet exemple, pour la première fois, apparaît un élément sentimental dans la conception du lien politique (Hauser). C'est une manifestation timide du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le principe que soutiendra Jeanne d'Arc dans sa lutte mémorable et dont la Révolution française fera son guide dominant.

4). « Lorsqu'en 1420 fût signé le traité de Troyes, par lequel la succession fut dévolue à Henri V, réunissant sur sa tête les couronnes de France et d'Angleterre et déclarant le dauphin déchu, l'art. 24 du traité exigeait la ratification du traité par les peuples des deux royaumes ». (GIROUD : *le pléb. int. thèse, Paris 1920, p. 78*).

5) Lorsqu'en 1526 François I^{er} fait prisonnier à Pavie fut contraint de signer le traité de Madrid du 14 janvier 1526, son premier soin en rentrant en France consistait à ce que les habitants de Bourgogne, qu'on devait céder d'après ce traité à Charles-Quint, fussent consultés. A cet effet, le roi de France convoqua les Etats généraux pour le 2 juin 1526, ceux-ci déclarèrent « supplier et requérir le roi de les laisser sous la couronne de France ». En avril 1527, le roi fit appel à l'opinion publique et envoya une lettre à tous les

Etats provinciaux et aux élus dans le pays d'élection, où il est notamment dit que :

« L'aliénation qui lui est imposée par le traité de Madrid, est contraire au serment du Sacre et qu'il est nécessaire que les sujets de Bourgogne y consentent. » (V. *Hauser* : Histoire du traité de Madrid dans la Revue Bourguignone 1912, XXV. N° 3).

Et dans son discours du 16 décembre 1527 à Paris, le roi François 1^{er} déclare qu'« il est fondé en droit, qu'on ne peut, nulle ville ni province, contre la volonté des habitants et sujets, transférer en autre ou aliéner sinon par leur consentement exprès ». C'est l'origine de toute la doctrine française sur le plébiscite ; nul ne la définira mieux.

De son côté Charles-Quint opposa les droits successoraux qu'il avait sur les provinces de Bourgogne (depuis Marie de Bourgogne, Charles le Téméraire et Jean sans peur). En plus selon lui, la Bourgogne n'était pas nécessaire à la défense du royaume de France.

Mais tous ces prétendus droits s'arrêtent devant la volonté ferme de la population de rester française.

6) Lorsqu'en 1552, le roi de France Henri II s'annexa les évêchés de Toul, Metz et Verdun, l'évêque Robert de Lenau-court s'adressant aux habitants de Verdun, affirma « que le roi de France était venu comme libérateur, qu'il voulait traiter les bourgeois comme de bons Français et que bien éloigné d'user de mesures de rigueur, il en appelait au vote libre du peuple ».

« Ce fut par le suffrage universel que les nouveaux citoyens français furent délivrés de l'ancien joug ». (V. *Ollivier*, Empire libéral, t. I, p. 165).

En Bohême, le mouvement hussite n'est pas seulement une

hérésie: c'est l'éveil de la conscience nationale tchèque. Jean Hus et ses collaborateurs brisent l'unité de la religion catholique, d'où nécessité de convoquer les conciles à Constance (1414-1418) et à Bâle (1431-1443) où les docteurs parisiens font sortir la première des églises nationales, église Gallicane. La Pragmatique de Bourges (1438) donna une constitution à cette église.

En Allemagne, la Réforme est essentiellement un mouvement national. Hutten s'adresse à toute la chrétienté, mais en première ligne à la patrie de nation allemande (*der ganzen Christenheit und zuvoran dem Vaterland Teutscher Nation*), et il s'écrit à la patrie allemande:

« Jetzt schray ichan das Vaterland teutscher Nation, in ihrer Sprach.
(Maintenant je crie à la patrie allemande, dans sa langue).

Luther enfin lance son manifeste « à la noblesse chrétienne de nation allemande ». Puis en traduisant la bible en allemand, Luther n'a pas seulement déchaîné une révolution religieuse, mais il a créé la langue allemande et donné à la conscience allemande une expression (*Hauser*). La nationalisation de la prière est un fait d'une grande importance.

La Renaissance ressuscita la Cité, la patrie, qui, s'élargissant devient une nation dans le sens moderne du mot.

Puis le droit féodal semblait logiquement destiné à fournir un apport sérieux au prin. des nationalités, en favorisant la théorie du plébiscite. Les vassaux, d'après ce droit, s'opposaient toujours à une cession faite au mépris de leur volonté et par une interprétation logique du lien qui les attachait aux Seigneurs, se déclaraient contre toute dissolution du contrat par une volonté unilatérale. En effet, le contrat féodal, en

d'autres termes, le contrat d'allégeance perpétuelle, ne pouvait être rompu que par l'accord des volontés.

D'autre part, l'idée de plébiscite n'est certainement apparue que lorsque les nations ont commencé d'avoir conscience de leur existence. Ce consentement national au moyen du plébiscite, rentra dans le domaine du droit naturel, supérieur et antérieur à toute législation positive, qui ne pouvant pas le contester, peut tout au plus, le sanctionner par les prescriptions législatives.

Une première brèche est donnée à l'interprétation logique du droit féodal par le traité de Westphalie (1648) qui partagea l'Europe en plusieurs Etats et inaugura l'ère de l'équilibre européen — si contraire aux droits des nations. La monarchie absolue, représentée par la proposition célèbre de Louis XIV: « L'Etat, c'est moi », seconda puissamment cette idée; nous assistons alors à une opposition systématique entre les nations et les souverains, ce qui amène fatalement la Révolution. L'arbitraire qui régna en maître pendant les délibérations de ce traité, nous autorise à repousser toute prétention d'inauguration des Etats-Nations de l'année 1648 et de le considérer comme point de départ du dr. int. pub. moderne (1).

Mais la doctrine prêtera son appui aux peuples.

Grotius se déclare favorable au plébiscite (De jure belli ac pacis liv. II, chapitre VI, § 3). Il s'élève d'abord contre la

(1) *M. Holtzendorff*: (Le princ. des nationalités et la littérature italienne du dr. des gens. R. dr. int. et de lég. comp. année 1870, p. 105) est de l'avis contraire. « La base historique, dit-il, du princ. des nationalités ne peut se trouver que dans le déclin des idées de suprématie spirituelle et temporelle; la réforme et le traité de Westphalie (1648) constituent par conséquent le point de départ du droit des gens moderne ».

doctrine théologique que vulgarisèrent Bodin, Loyseau, Lebreton et d'après laquelle, le roi tient son pouvoir de Dieu seul, sans le concours duquel il n'y a point d'Etats. Pour Grotius, le roi tient son pouvoir du peuple et l'Etat serait pour lui création de l'homme et de la raison. Mais Grotius consent au roi l'aliénation de la souveraineté que la nation lui a donnée en pleine propriété. Pas plus qu'aucun droit, le droit de souveraineté, un droit essentiellement public, même considéré comme la propriété, n'est pas absolu, mais subordonné à la volonté du peuple, seul maître d'elle. — C'est le défaut absolu de la doctrine de Grotius: la stabilité d'un peuple ne serait pour rien et le droit de plébiscite s'annulerait en quelque sorte complètement devant une pareille affirmation.

Puffendorff (Le dr. de la nature et des gens, liv. VII, chap. III, § 2, et liv. VIII, chap. V, § 9) dit notamment que le

« Vainqueur n'en devient (de la province cédée) légitimement souverain que par le consentement des habitants mêmes, ou par le serment qu'ils lui prêtent ».

La doctrine de *Vattel* est bien bizarre:

« Une nation, dit-il, doit se conserver mais elle peut légitimement abandonner une province ou une ville dans le cas d'extrême nécessité... Cette province ou ville ainsi abandonnée et démembrée de l'Etat n'est pas obligée de recevoir le nouveau maître qu'on voudrait lui donner ».

Donc, l'opposition et même la guerre entre la province cédée et le vainqueur, dans laquelle indépendamment de l'Etat auquel cette province appartenait, le sort de celle-ci se réglerait. Loin de prévenir, cette doctrine pousse à la seconde guerre et pour cela nous la repoussons. Aussi, l'auteur, a-t-il formulé

ce qu'il entend sous les termes : le cas d'extrême nécessité ? Nous l'ignorons.

Quant à la doctrine de J.-J. Rousseau (1) sur la souveraineté du peuple, M. de Lapradelle dans son *Cours de droit constitutionnel*, p. 42, l'analyse ainsi :

« Si la souveraineté, dit-il, procède de la volonté des hommes, ce n'est pas seulement les constitutions, c'est-à-dire les aménagements intérieurs de l'Etat, mais la nation, c'est-à-dire les aménagements extérieurs des peuples, qui doivent se fonder sur elle. D'où cette conséquence qu'une conscience commune est nécessaire à la nation et que, partout où cette conscience est opprimée, le droit est violé : nulle annexion ne sera donc légitime devant le droit, tant qu'un plébiscite ne l'aura pas ratifiée ».

La souveraineté sur un peuple et la volonté d'un peuple de rester sous une souveraineté, reposent sur un lien contractuel : on ne peut, à moins de rompre le contrat unilatéralement, ce qui n'est pas valable en droit, disposer de la population d'un territoire en question sans son consentement. Par les voies peu différentes, Rousseau conclut absolument de la même façon que la doctrine féodale, exposée plus haut.

SECTION II. — *De la Révolution jusqu'à 1848*

Le contrat social sert de modèle aux constituants, qui tra-

(1) La doctrine de Rousseau a pour but d'abolir la souveraineté du prince au profit de la nation et cela par deux arguments : 1° Avant la situation actuelle de la société humaine, l'homme vivait en état de nature parfaitement libre ; 2° Un contrat social est établi entre le prince et les citoyens, que les deux côtés doivent respecter et qui consacre le principe de liberté de l'individu. Par une extension logique de cette doctrine, on admet la nécessité du plébiscite de la population d'un territoire cédé puisque le contrat ne peut être rompu par une seule volonté. C'est ce que la Rév. française prendra comme sa doctrine à elle. (V. critique de la doct. de Rousseau par Ahrens : Cours du dr. naturel, t. II, p. 318 et suiv.)

duisaient toutes les idées de Rousseau en actes. Une des œuvres roussienne est la *Déclaration des droits de l'homme*, qui formule que la souveraineté réside dans la nation et que la loi est l'expression de la volonté générale.

« Il s'en suit que la volonté générale, seule détentrice de la loi, a compétence pour définir sa souveraineté » (Johannet p. 98).

D'où le droit indiscutable du peuple, de consentir ou de refuser de se soumettre à une souveraineté, — le principe des nationalités ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Tout d'abord la France renonça aux conquêtes. Sur la proposition de Robespierre et malgré l'opposition de Mirabeau, l'Assemblée déclara « que la France renonçait aux conquêtes et qu'elle regardait ses limites présentes comme posées par les destinées éternelles » (décret du 22 mai 1790), puis le même décret continue: « La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ». La Constitution de 1791 s'exprime dans son titre V, absolument de la même façon.

Alsace. — La Constituante aura l'occasion dans l'année même de son décret (1790) de l'appliquer. En 1789, les vassaux d'Alsace envoyèrent les députés à Paris, en dépit et malgré les protestations des seigneurs allemands, qui ne furent pas représentés, pour demander l'union de cette province avec la France. — La question fut discutée antérieurement et on avait déjà déclaré (décret du 4 août 1789) que le principe de souveraineté du peuple est inapplicable dans cette province, comme contraire aux traités antérieurs à la Révolution. Mais l'Alsace se fondait justement sur un grand

traité antérieur à 1789, le traité de Westphalie (1648) qui réglait la question d'Alsace en faveur de la France; politiquement, cette province lui appartenait, mais par une pratique courante de l'époque, le droit foncier germanique continuait à régler les rapports entre les seigneurs allemands et les vassaux français. D'où difficultés continuelles. — La discussion réapparut un peu plus tard. C'est le principe des nationalités qui l'emporta définitivement au bout de 2 ans de lulte.

L'Alsace est redevenue française, et elle dépend uniquement des lois françaises. Les seigneurs féodaux doivent obéissance à ses lois, comme tous les citoyens. Ce que Merlin de Douai, chargé par le comité diplomatique, formula le 28 octobre 1790 par la proposition suivante :

« Le peuple alsacien s'est uni au peuple français *parce qu'il a voulu*; c'est donc sa *volonté seule* et non le traité de Munster, qui a légitimé l'union. »

On voulut ménager la susceptibilité des princes possédés en leur offrant une indemnité que ceux-ci refusèrent.

Avignon. — L'affaire d'Avignon et du comtat Venaissin nous retiendra davantage. C'étaient des terres papales à des différents titres, depuis le ^{xiii}e et ^{xiv}e siècle. Dès août 1789, les émeutes s'y produisirent. Le 12 novembre 1789, le député de Provence, Bouche, avocat au Parlement d'Aix, présenta une motion, tendant à revendiquer pour la nation la souveraineté d'Avignon et du comtat Venaissin. Il puisa les titres juridiques qui servirent de base à cette prétention, dans l'ancien droit public. La nation française hérite des droits que possédaient le comte de Provence, sur le comté d'Avignon. Or la Provence n'a jamais approuvé la cession au pape, du

comté d'Avignon. Bouche ne songe pas à s'appuyer sur la volonté des Avignonnais (Giroud, p. 33).

L'Assemblée Constituante se montrant timide, les révolutionnaires d'Avignon résolurent de la mettre en présence d'un fait accompli. Ils chassèrent le légat du pape, s'emparèrent du gouvernement de la ville et formèrent une commune qui délibéra le 11 juin 1790 la réunion à la France. Avignon envoie quatre députés chargés d'obtenir l'acceptation de la Constituante. Le 17 juillet, sur le rapport de Tronchet, l'Assemblée déclare que Avignon ne pourrait être réunie à la France que du consentement libre des habitants et à la suite d'un traité conclu avec le pape. Autrement, ce serait une conquête interdite par la Constitution.

Sur la protestation des Avignonnais, l'affaire revint devant la Constituante le 16 novembre, où un long débat s'ouvrit. Il y avait deux questions à résoudre : l'une du « droit naturel et imprescriptible des peuples », qui ne se discute plus, puisqu'il fait partie des nouvelles lois françaises, l'autre de « droit positif », de contrat. C'est Pétion qui prend le premier la parole :

« Tout le monde, dit-il, convient, que la souveraineté, c'est-à-dire la réunion de tous les peuples, réside dans la nation. Les peuples ne se lient, ni ne s'engagent : ils restent les maîtres de leur volonté et de leur confiance... On ne peut d'ailleurs concevoir de véritable union politique, d'union qui engage tous les membres d'une même société, que lorsqu'elle a été librement consentie. Un engagement sans volonté est nul. Cette vérité est hors de toute atteinte et les Etats-Unis d'Amérique lui ont rendu un hommage solennel, lors de la formation de leur gouvernement ». (v. Discours de Pétion, du 16 nov. 1790. *Moniteur* t. IV, p. 390.).

Dans la séance du 18 novembre 1790, Robespierre, Bar-

nave et les autres chefs de gauche et de l'extrême gauche, soutiennent la réunion d'Avignon et du comtat Venaissin au nom du prin. des nationalités.

Les adversaires de l'union, Malonnet et surtout Charrier (séance des 16 et 20 novembre 1790) invoquent l'argument le plus embarrassant pour la Constituante. C'est quand on permet l'incorporation d'une partie dans la Nation française, il faut bien admettre la séparation. Et on visait plus particulièrement la portion de Navarre qui s'est unie à la France récemment. Puis l'argument de conquête, que Robespierre refuse de prendre en considération « La réunion libre d'un peuple, dit-il, à un autre, a-t-elle quelque chose de commun avec les conquêtes ? ».

« La Constituante hésite sans doute pour des raisons politiques ; elle craint, en dépouillant le Pape d'une partie de ses domaines, de s'attirer le courroux de l'Europe. Elle n'est pas bien sûre non plus de la volonté des Avignonnais, mais elle hésite aussi pour une raison bien plus profonde.

« Si la volonté seule décide de la formation des nations, telle ou telle province de France peut donc se détacher du royaume, si bon lui semble. Le principe révolutionnaire du fondement de l'Etat conduit donc à la négation de l'Etat... » (Giroud, p. 37).

Menou, dans la séance du 30 avril 1791, donne des arguments peu juridiques. Pour empêcher la dissolution possible de la France, en donnant aux provinces la faculté de se détacher, Menou interprète le pacte social comme étant passé avec toute la nation d'une part et la province de l'autre ; celle-là doit consentir à la séparation que celle-ci exigerait. Mais il est démontré en droit moderne aussi bien qu'en droit romain, que les membres d'une société peuvent se séparer de leur libre volonté, à la condition bien entendu, de s'acquit-

ter des obligations qui pèsent sur eux. Menou craint aussi que les Avignonnais ne soient pas séduits, trompés, par l'appât de la liberté. Il veut que leur vote soit dénué de toute contestation.

Après une longue hésitation, la réunion est votée le 15 septembre 1791. Voici le texte du décret :

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités diplomatiques à Avignon ;

« Considérant, que la majorité des communes des citoyens a émis solennellement et librement son vœu pour la réunion d'Avignon et du comtat Venaissin à l'Empire Français ;

« L'Assemblée nationale déclare, qu'en vertu des droits de la France sur les Etats réunis d'Avignon et du Comtat et que conformément au vœu librement et solennellement émis par la majorité des communes et des citoyens de ces deux pays, pour être incorporés à la France, les dits deux Etats réunis d'Avignon et du Comtat, sont dès ce moment partie intégrante de l'Empire Français. »

L'Assemblée nationale, doutant que le vote libre des citoyens d'Avignon et du Comtat ne suffit à lui seul, doubla cet argument par les droits historiques, qui se trouvent dans cette phrase : « en vertu des droits de la France sur les Etats réunis, etc ». Ces arguments appartiennent au passé : la France révolutionnaire n'avait qu'à fonder ses droits sur les principes proclamés par sa Révolution. — Mais l'hésitation de l'Assemblée nationale prouve qu'elle tenait avant tout à la vérité et à la justice, ce qui est fort louable.

Toujours dans le même ordre d'idées, la Convention donna à ses généraux les instructions suivantes :

« Vous ne voulez point, comme les Romains, être les vainqueurs de la terre, mais les bienfaiteurs du genre humain. Vous ne voulez point asservir mais délivrer. Hors les limites de son empire, la Rép. franç. ne peut avoir d'autre domaine que la reconnaissance des peuples ».

Dans la seconde moitié de l'année 1792, la Convention reçut

plusieurs adresses et visites des populations asservies. Le 28 octobre 1722 une adresse des citoyens de Nice demandait à être Français; le 3 novembre une lettre du club de Strasbourg annonça que les Mayençais demandent l'union avec la France; le 4 novembre, les Niçois apportent le vœu de l'union; le 11 novembre arrive une députation des Savoyens à Paris et demande l'union; le 11 novembre, discours d'un patriote batave: « Les concitoyens brûlent de devenir Français »; le 15 novembre, adresse de huit communes du pays de Nassau, Saarbrück formule le même vœu:

« La France, y a-t-on dit est notre ancienne Patrie... Nos relations commerciales et conformité de langue semblent nous placer naturellement dans le département du Bas-Rhin. Le 18 nov. le vœu de Bergzabern etc... (Cité par Giroud, p. 43).

Savoie et Nice. — Le 22 septembre 1792, le général Montesquiou, — au moment où la Convention se réunissait et proclamait la République, — passa la frontière sarde et entra à Chambéry, sans coup férir, au milieu d'un enthousiasme immense du peuple. La Convention invita les peuples de Savoie d'élire les députés et de se déclarer à qui elle doit appartenir. Le 14 octobre 1792 les députés de Savoie, excepté trois de la Haute-Maurienne, se réunirent, la plupart avec le mandat impératif, de voter pour la réunion à la France, très peu avec le choix libre du gouvernement. Lors du vote, la majorité écrasante se déclara pour la France. Trois communes demandèrent la république indépendante, deux s'abstinrent de voter (M. Johannet commente autrement ces événements, p. 109-110). Le 27 novembre 1792, la Convention rend le décret suivant:

« La Convention nationale... après avoir reconnu que le vœu libre

et universel du peuple souverain de Savoie, émis dans les assemblées des communes, est de s'incorporer à la République française ; considérant que la nature, les rapports et les intérêts respectifs, rendent cette réunion avantageuse aux deux peuples ; déclare qu'elle accepte la réunion proposée et que dès ce moment, la Savoie fait partie intégrante de la République française ».

Dans ce décret se mêlent l'idée des frontières naturelles que J.-J. Rousseau lui-même accepte (dans son *Traité de paix perpétuelle*) avec les idées abstraites, émises par la Révolution. Il semble bien que c'est la première qui l'emporte de beaucoup sur la seconde.

Conquêtes déguisées. — Mais au milieu d'une faveur générale et dans la possibilité d'élargir le plus possible les frontières de la France, les beaux principes de la Convention dégénèrent petit à petit en des conquêtes déguisées. Sur le rapport de Cambon, la Convention rend le décret du 15 décembre 1792 très significatif :

« Dans les pays qui seront occupés par les armées, les généraux proclameront la souveraineté du peuple et la suppression des autorités établies. Ils aviseront le peuple, qu'ils apportent la liberté, l'égalité et la fraternité et les convoqueront dans les comices pour s'organiser. Ils traiteront en ennemi tout peuple, voulant rappeler ses princes ; ils ne poseront les armes que lorsque le peuple aura établi un gouvernement libéré ».

Il s'agit ici d'imposer la liberté aux peuples, sous peine de les traiter en ennemis de la République, et non pas de leur laisser le libre choix du gouvernement. C'est le droit à l'intervention, si féconde par ces buts autoritaires, dont le Congrès de Vienne s'inspirera et tirera le maximum de profit possible, pour les gouvernants au dépens naturellement des gouvernés.

Par son décret du 16 décembre 1792, la Convention efface

l'édifice libéral de la Révolution en déclarant: « la peine de mort contre quiconque proposera ou tentera de rompre l'unité de la République française et d'en détacher des parties intégrantes pour les réunir à un territoire étranger ».

Danton, un peu plus tard, le 31 décembre de la même année, définit ce qu'il entend sous le mot « unité » de la République. Celle-ci se trouve entre:

« L'Océan, les Bords du Rhin, les Alpes et les Pyrénées, et aucune puissance ne pourra restreindre ces frontières naturelles sans avoir contre elle tout les Français, sous les armes ».

Le décret du 31 décembre 1792 donne des instructions supplémentaires aux généraux pour l'organisation des pays conquis et conclut que ceux des gouvernements qui:

« Dans la quinzaine après la promulgation des décrets des 15 et 22 déc. ne se seraient pas assemblés, seraient déclarés ne vouloir être amis du peuple français et traités en conséquence ».

M. Giroud, auquel nous empruntons la plupart des documents et citations, donne comme conclusion des visées de la République:

« Les nations de l'Europe sont divisibles parce que c'est l'intérêt de la République, la République française est indivisible parce qu'est son intérêt » (Giroud p. 49).

Du côté du Rhin, nombreux furent les plébiscites. En Belgique, à Mons, Liège, dès le début de l'année 1793 on procéda à la consultation populaire sans aucune garantie d'impartialité. Les citoyens de Montbéliard reçurent fort peu aimablement l'armée française (10 octobre 1793, v. Johannet, p. 110-111). — A Mayence, la population se révolta le jour même où les cent députés de la Convention rhéno-germanique

votèrent à l'unanimité l'incorporation du pays à la France (21 mars 1793).

Comment le problème de l'annexion va-t-il se poser devant la Convention nationale ? Par deux traités : celui de Bâle avec la Prusse et celui de la Haye avec la République Batave. — La France avait posé ses frontières jusqu'au Rhin (vendémiaire an IV).

Pour ratifier les traités en question, on prépara l'opinion publique. On prit en considération la déclaration antérieure de Danton et tout le débat finit par le vote du texte suivant de Merlin de Douai :

« La République française peut et doit, soit retenir à titre de conquête, soit acquérir par des traités, des pays qui seraient à sa convenance, *sans en consulter des habitants* ».

C'est la faillite complète de l'idéologie révolutionnaire que les peuples asservis admiraient sans s'attendre à de pareilles conséquences.

La Belgique fut rattachée purement et simplement à la République française. Quant à la Rhénanie, on y organisa un régime intermédiaire entre l'annexion et la liberté provisoire (1).

(1) Voici quelques exemples des pétitions des habitants du pays rhénans demandant à devenir citoyens français en 1797 :

DEPARTEMENT DE LA SARRE.

« LES HABITANTS DU CANTON DE SARREBRUCK.

« AU CORPS LÉGISLATIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, A PARIS.

« Citoyen Président, soyez interprète fidèle de notre volonté suprême, auprès du grand peuple que votre auguste assemblée représente.

« Faites connaître notre dévouement imperturbable, pour la cause de la Liberté, de notre sincère attachement au Régime Républicain.

« Que notre réunion, aussi pure qu'inviolable, soit connue de la nation

Lorsqu'en vertu du traité du 5 avril 1795, la France entra de nouveau dans le concert européen, les armées françaises réoccupèrent les provinces rhénanes. Par le traité de Campo-Formio (1797), le Directoire reçut la souveraineté sur ces provinces. On organisa alors une espèce de consultation populaire, bien peu sincère, au moyen d'une petite déclaration préparée d'avance à laquelle il fallait souscrire. La publicité du scrutin a eu pour effet que la majorité de la population, par crainte des baïonnettes françaises, souscrivit à la République (avril-mai 1798). Cependant, le Directoire a pu très bien se passer de plébiscite et avec cela il serait resté dans les traditions de l'Europe d'avant la Révolution. Mais il tenait aux traditions révolutionnaires qu'elle déforma de la même façon que la Convention à la fin de son règne.

La Révolution a sombré justement parce qu'elle n'était pas

qu'aujourd'hui nous adopte et nous associe à ses grandes destinées, faisant de ce moment avec elle une seule et même famille.

« Réunis de cœur et d'affection à la France, notre même patrie, nous n'aurons plus à l'avenir qu'un même esprit, une seule volonté et un seul intérêt : nous vivrons ainsi unis dans les principes de la liberté et de l'égalité. »

(Suivent nombreuses signatures).

Traduction française de la pétition des habitants de la ville de Pirmasens, dép. du Mont-Tonnerre.

« CITOYENS LÉGISLATEURS,

« Depuis longtemps nous gémissions sous le joug de l'esclavage des orgueilleux despotes. Ardents étaient nos vœux pour la liberté. Merci, éternellement merci aux Français, d'avoir brisé les liens de notre tyranie. Nous sommes libérés et pour conserver la sainte liberté, nous ne regretterons pas de sacrifier notre vie et notre sang. Pour nous confirmer à nous-mêmes ce gage céleste, nous voulons aujourd'hui dans vos bras, avec le vœu le plus ardent d'être reçus, regardés et traités par vous comme vos frères. Acceptez notre fidèle volonté que nous confirmons par nos signatures. Dites que nous sommes Français et nos vœux sont comblés ».

Pirmasens, le 24 floréal an VI. *(Suivent les signatures des bourgeois de cette ville au nombre de 231.*

en conformité avec ses principes. Dissimulée sous un amas de belles formules, elle ne présentait de changer que la face. L'essence même de l'Etat, de ses procédés, n'avait en rien changé. On ne s'en aperçut que trop tard, mais une fois dénudés, la Convention et le Directoire ne se dissimuleront plus. Ils cèderont la place au Consulat et au premier Empire, après avoir travaillé pour ceux-ci de leur mieux, sans même s'en apercevoir (1).

En résumé, le caractère des plébiscites sous la Révolution fut de trois sortes : national (Savoie et Nice), transactionnel

(1) Les contradictions de la Convention aboutissent à des scandales. Voici la comparaison entre quatre discours de Carnot et de Merlin de Douai.

« Puisque la souveraineté appartient à tous les peuples, il ne peut y avoir de communauté ou de réunion qu'en vertu d'une transaction formelle et libre : aucun d'eux n'a le droit d'assujettir l'autre à des lois communes, sans son exprès consentement ».

Carnot ; Instructions du Comité diplomatique rédigées par lui (1793).

Le peuple alsacien s'est uni au peuple français parce qu'il a voulu ; c'est donc sa volonté seule et non le traité de Munster qui a légitimé l'union.

Merlin de Douai : Discours à la Constituante (31 octobre 1790).

« Vous devez à nos frères de conserver à la France le prix flatteur de leur courage et de leur sang, et j'ose dire que sans cela on serait en droit de vous demander : où donc est le résultat de tant de victoires et de tant de sacrifices ? »

« Il faut baser la paix sur la nature même des choses ».

Discours de Carnot à la Convention (oct., 1795).

« Vous avez déjà senti que, pour s'indemniser des maux et des dépenses de la plus injuste de toutes les guerres, ainsi que pour se mettre en état d'en prévenir une nouvelle par de nouveaux moyens de défense, la République française pouvait et devait, soit retenir à titre de conquête, soit acquérir par des traités, des pays qui seraient à sa convenance, sans en consulter les habitants.

Discours de Merlin de Douai à la Convention (octobre 1795).

(cités par Johannet p.123-124).

(Avignon et Comtat-Venaissin) et insurrectionnel (Rhin et Belgique) (M. de Lapradelle dans son Cours de 1919-1920) (1).

Napoléon I^{er}. — C'est Napoléon I^{er} qui profitera le plus de la politique révolutionnaire. Il mettra son puissant individualisme et son réalisme à la disposition d'un assemblage idéologique de haut style.

« On peut en effet rendre raison de ses actes par trois séries d'emprunts : à la tradition capétienne il prend l'idée de frontières naturelles, à la tradition des encyclopédistes celle de nationalité, à la tradition bourbonnienne celle de l'Empire et du pacte de famille. De tout cela il composa un amalgame qui déterminera en quelques mois le *ricorso* politique le plus fabuleux dont l'histoire fasse mention et qui va nous mettre sur la trace de la loi historique amorcée par M. Masson et par Prondhon ». (Johannet p. 127-128).

Se servant du principe des nationalités, Napoléon sut le ressusciter en sa faveur toutes les fois que son intérêt l'exigeait. Il accepte la couronne que la délégation italienne (2) lui apporte; il subjuga cette Germanie que les Romains eux-mêmes ont hésité à occuper, il éveilla le nationalisme des Polonais en créant le duché de Varsovie (3), puis le sen-

(1) L'action révolutionnaire aboutit au double résultat :

1^o Par son exemple, par ses doctrines, par les victoires mêmes de ses armées, la France révolutionnaire a éveillé chez les autres peuples la conscience nationale;

2^o Par l'oppression qu'elle a fait peser sur les peuples sujets, adversaires ou alliés, la France impériale a surexité ce sentiment et l'a retourné contre elle même. La guerre d'Espagne, la révolte tyrolienne, la *Befreiungskrieg*, l'attitude des cantons suisses illustre suffisamment cette vérité. (Hauser. Le prin. des nat. p. 22).

(2) Rome est la capitale, disait-il, que les Italiens choisirons un jour.

(3) « Le rétablissement de la Pologne, disait Napoléon I^{er}, en 1812, à une députation de la diète de Varsovie, m'a toujours paru désirable pour toutes les puissances d'Occident. Tant que ce royaume ne sera pas restauré, l'Europe sera sans frontière du côté de l'Asie, de l'Autriche et de la Prusse,

timent national illyrien ou yougo-slave, en créant le royaume d'Illyrie avec Ljubljana (Laibach) comme capitale (1).. Il fait en dix ans ce que les Bourbons n'ont jamais pu faire pendant leur long règne. Il n'était pas fataliste: il créait l'histoire et accélérail son évolution d'une façon vraiment étrange. L'Europe de son temps était plus française que dans n'importe quel autre moment de l'histoire. La supériorité de Napoléon sur les autres hommes consiste en ce qu'il n'inventait rien: il pensait et il agissait comme un coup de foudre.

En résumé, le principe des nationalités, proclamé en des termes exprès par la Révolution française, puis violé plusieurs fois par la Constituante et le Directoire, était exploité, comme nous avons déjà vu, par Napoléon I^{er}. Celui-ci éveille l'idée nationale en Allemagne et en Italie, mais ces deux pays ne lui seront nullement reconnaissants ni à ses successeurs (2). Une fois de plus la France travaillera pour le compte de ses voisins.

La Restauration des Bourbons rétablit les vieux principes d'avant la Révolution: les principes de légitimité (3) et de

face à face vis-à-vis du plus puissant empire de l'univers ». (Cité par P. Fiore-Dr. int. pub. / traduction française par Pradier Fodéré, 1869. Introduction p. xcviii *en note*).

(1) Lamartine avait dit de Napoléon qu'« ayant soulevé des nationalités, les nationalités l'engloutissaient ».

(2) Pour l'ingratitude de l'Italie, v. de Roq. *Buission*: Le prin. des nat. thèse, p. 109 et *Reinach*: La France et l'Italie devant l'histoire.

(3) « Il n'y a plus en politique qu'un principe, dit Talleyrand, celui de légitimité. C'était le seul remède à tous les maux, dont l'Europe avait été accablée, et le seul qui fut propre à en prévenir le retour, la sauvegarde sacrée des nations: de lui seul découlaient l'ordre et la stabilité. C'était le principe sur lequel il ne fallait pas transiger » (*Talleyrand*: *Memoires*, t. II, p. 159, 281, 285. Cité par Ollivier, *op. cit.*, p. 65). Cette opinion est d'autant plus étrange que c'est le même Talleyrand qui était l'ami de Mirabeau et complaisant de Bonaparte qui l'émet. Des nombreuses contradictions dans lesquelles celui-là tombait, c'est incontestablement une des plus énormes.

l'équilibre européen (1). Et le Congrès de Vienne viendra pour effacer le nouvel édifice des idées libérales. Il n'aura qu'un seul souci : c'est d'oublier et de faire oublier le proche passé et de remettre celui de très loin avec toute l'argumentation du temps de Louis XIV, comme si des événements d'une importance mondiale ne l'avait déjà complètement exclu de la pratique des Etats. Les hommes d'Etat d'alors, fermèrent les yeux devant les réalités, devant les besoins des nations, et lorsqu'ils les eurent ouverts, tout se fut tourné contre eux : rien ne les arrêtera plus dans leur chute.

Le Congrès de Vienne. — Le Congrès de Vienne (2) est le couronnement de tout ce qui est contraire à la Révolution. Il sanctionnera les prétendus droits monarchiques, droits en opposition complète avec les idées libérales ; il ressuscitera ce vieil équilibre européen, qui, dès son apparition (traité de Westphalie), se montra adversaire redoutable de tous les progrès. L'équilibre européen consiste en ce qu'une seule

(1) Bibliographie pour l'équilibre politique : *Dohandieu* : Essai sur la théorie de l'équilibre, 1900. — *Nys* : Théorie de l'équilibre européen (R. dr. int. et de lég. comp., t. XXV, p. 34 et suiv.). — *Cabanat* : Des antécédents de territoires, p. 116 et suiv.

(2) Le Congrès de Vienne est le triomphe des idées de Machiavel et de la doctrine des raisons d'Etat, qui se résument dans cette affirmation que la politique et la morale n'ont rien de commun. Machiavel nous trace ses principes avec une grande franchise de clarté et avec un tel ensemble qu'il suffit de les prendre et les appliquer pour qu'ils subsistent. (*Machiavel* : Prince, chap. V et XV). C'est ce que les hommes d'Etat du Congrès de Vienne ont fait. — Il faut repousser cette doctrine comme immorale et poser comme principe que loin de se séparer de la morale, la politique relève de celle-là. Très souvent il est vrai, on détourne la politique de sa véritable route, mais presque souvent ceux qui en souffrent invoquent en leur faveur la morale, qui leur donne finalement raison. La doctrine des raisons d'Etat doit être à jamais bannie du dr. int. pub. comme immorale et contraire à la pacification générale. Il n'y aura pas de Société des Nations viable si l'idée machiavéliste subsiste. (V. M. Maurice Vauthier : Machiavélisme et raisons d'Etat, R. dr. int. et lég. comp., année 1910, p. 404).

nation ne peut partir des principes de justice internationale, sans s'exposer à l'opposition, non seulement de l'Etat menacé, mais de tous les autres Etats qui font partie du même système politique (*Heffer*: Le dr. int. pub. de l'Europe, l'Introd. § 5, édition 1866, p. 7).

L'équilibre politique n'était qu'un mot, qu'une apparence sous lesquels se cachait une ligue des Etats puissants contre les Etats faibles. On voulait justifier par ce mot la tyrannie et l'arbitraire.

C'est le congrès de Vienne qui a servi à l'établissement d'un équilibre factice, contraire au droit des peuples; et qu'a donné de nouvelles occasions de guerre au lieu de les prévenir et de les rendre rares (1).

Voici à quelles conclusions arrive le Congrès de Vienne (P. Fiore, Dr. int. pub. t. II, p. 86).

« 1^o La puissance des monarques est absolue et divine. En eux s'identifient les Etats, et tous ce qu'ils concluent ou personnellement ou par le moyen de leurs ministres est obligatoire pour les sujets; 2^o Le peuple n'a pas de droit. La liberté est une largesse du prince qui peut la révoquer lorsqu'il le juge contraire aux intérêts de l'Etat. 3^o Le prince peut demander du secours aux nations étrangères pour combattre contre ses propres sujets. Les gouvernés ne peuvent jamais.

(1) Les plaintes contre le traité de Vienne du 5 nov. 1815 trouvent leur véritable expression dans les lettres de *Joseph de Maistre*: Jamais les nations, dit-il, n'ont été plus méprisées, foulées aux pieds d'une manière plus irritante pour elles. C'est une semence éternelle de guerre et de haines tant qu'il y aura une conscience parmi les hommes (29 mars 1815). Il n'y a plus d'équilibre, ni de liberté politique (1^{er} fév. 1816). C'est une chose horrible que les politiques les plus sages se trouvent conduits à désirer de nouveaux troubles et cependant on en est là (10 fév. 1816). Cité par *E. Ollivier*, pp. 93-94, t. I. V. aussi l'opinion de *E. Ollivier* sur l'équilibre politique, p. 173, t. I et suiv. *Bluntschli*: Le Congrès de Berlin et sa portée au point de vue internationale, R. dr. int. et de lég. comp., 1879, p. 2 et *Pascale Fiore*: L'organisation juridique de la Société internationale, R. dr. int. et de lég. comp. année 1899 p. 11.

priver leur souverain de son autorité. 4° Les princes peuvent échanger et se céder des provinces par droit de guerre, de conquête ou de traités sans le consentement des peuples. 5° Tout traité est valide, pourvu qu'il soit stipulé légalement. 6° Les princes les moins puissants doivent se soumettre au libre arbitre des grandes puissances, qui seules ont le droit de dicter les lois aux nations. 7° Un souverain peut porter plusieurs couronnes à la fois et les nations peuvent être divisées et morcelées ou peuvent être soumises l'une à l'autre avec des formes diverses de subordination et de sujétion » (1).

Sainte-Alliance. — C'est pour soutenir de pareilles institutions que les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse signeront à Paris les 14-26 septembre 1815 la fameuse Sainte-Alliance (2). Elle avait pour but principal de combattre toute propagation des idées proclamées par la Révolution française :

« Les principes fondamentaux en étaient empruntés en partie à la tradition religieuse du Moyen Age et en partie aux idées russes sur l'empire du monde. Et c'est pour cela que la Sainte Alliance ne pouvait satisfaire ni les consciences modernes, ni les besoins des nations civilisées. Elle appartenait à une époque passée et était par conséquent incapable de diriger et de régulariser les progrès des temps nouveaux ». (Bluntschli : art. 101 du Dr. int. codifié *en note*).

Les conséquences du traité de Vienne se sentirent d'abord

(1) *M. Thiers* est de l'avis contraire. Dans son célèbre discours du 14 mars 1867, il dit notamment que « cette politique de l'équilibre a permis à l'Europe d'échapper à la monarchie universelle qui, sous Alexandre et ses successeurs, puis sous les Césars, a fait perdre aux nations antiques, leur liberté, leur dignité, leur civilisation ». Et pourtant nous ne croyons pas que cette liberté, cette dignité et cette civilisation des nations aient été sauvegardées par ce principe de l'équilibre. La différence entre l'antiquité et le commencement du XIX^e siècle consistait en ce que la tyrannie venait de ses propres concitoyens pour les seconds et des étrangers pour les premiers, mais le régime était sensiblement le même.

(2) « Qui peut être définie : » l'association mutuelle des souverains pour la protection de leurs trônes contre le soulèvement des peuples, trop fréquents pour qu'on les néglige ». (M. de Lapradelle dans son cours.)

parmi les différents peuples de l'Amérique du Sud ou le Colombien Bolivar, homme d'Etat, orateur, écrivain, soldat, mit l'étincelle.

En Allemagne, les patriotes s'organisèrent et demandèrent dans la réunion tenue par la *Burschenschaft* (29 mai 1918) la Constitution. Ils l'obtinrent des souverains du Midi, à Nassau, en Bavière, à Bade, et des promesses de Constitution Wurtemberg. En Prusse, on pressa le roi d'exécuter les promesses.

En Espagne, le peuple se révolta contre le gouvernement inquisitorial, persécuteur, cruel, inapte de Ferdinand. Une révolution militaire, après plusieurs victoires sur les troupes du roi, obligea celui-ci à signer la constitution (2 juillet 1820).

Le Piémont révolté obligea le roi Victor Emmanuel d'abdiquer en faveur de son frère Charles Félix, qui absent, fut remplacé provisoirement par le régent Charles Albert.

En Grèce, l'archevêque de Patras Germanos, souleva la ville contre « la licence de la soldatesque turque » (Ollivier), planta en face de l'église une croix devant laquelle le peuple vint jurer de combattre pour la religion et pour la Patrie (1821).

Contre toutes ces révoltes se dressa le chancelier d'Autriche Metternich. Pour lui, l'esprit libéral était synonyme de manque de bon sens. Le Congrès de Vienne, selon lui, avait établi l'ordre européen définitif: rien à y changer. Metternich professait, contre toute idée d'unité en Italie et en Allemagne la même hostilité que contre la souveraineté du peuple ou la liberté. L'Italie n'était qu'une conception géographique: il n'existait et il ne pouvait pas exister de nation italienne,

La Confédération germanique ne se concevait pas sans l'Autriche, dont les Slaves et les Hongrois serviraient.

Metternich passa son hostilité dans les actes par les conférences de Troppau et de Laïbach. Au Congrès de Veronne, qui fixa la durée de l'occupation autrichienne à Naples (octobre 1822), Metternich obtint l'excommunication des révolutions d'Espagne et de Grèce.

C'est contre cette réaction que Béranger s'écria :

Peuples, formez une Sainte Alliance
Et donnez vous la main.

Mais les nations, malgré la résistance des gouvernants, triomphèrent à la longue. — Une première victoire du principe des nationalités fut en Amérique du Sud en 1823 lors de l'insurrection des colonies d'Espagne contre sa métropole, malgré l'intervention très active de Chateaubriand, qui, dans son discours du 24 février 1823 devant le corps législatif, disait que la France n'avait d'autre but avec l'intervention en Espagne que sa propre sécurité.

L'intervention en Grèce fut la seconde victoire du principe des nationalités. Benjamin Constant, Chateaubriand (dans sa note sur la Grèce), les poètes comme Béranger, Casimir Delavigne (*Messeniennes : Epilogue*), Victor Hugo (*Orientales : Enthousiasme*), Lamartine (*Harmonies : Invocation par la Grèce*), pressaient les puissances d'intervenir en Turquie en faveur de la Grèce.

Metternich seul s'indigna contre l'insurrection grecque, qu'il taxa de « boutique philhellénique », d'« un attentat révolutionnaire »

« Et que les sujets turcs révoltés devaient être traités comme étant en révolte contre l'autorité légitime, » (Ollivier p. 190).

La France prêta aussitôt secours aux Grecs; l'Angleterre se laissa quelque peu prier. Il a fallu le geste du poète Byron, pour qu'on se mit en faveur des Grecs. Enfin, en vertu du traité de Londres du 6 juillet 1827 conclu entre la France, l'Angleterre et la Russie, ces trois puissances intervinrent auprès du Sultan Mahmoud pour la conclusion d'un armistice, que celui-ci refusa: Alors les trois amiraux, commandant les trois flottes respectives, se trouvant dans les eaux grecques, de leur propre initiative répondirent à ce refus par la destruction complète de la flotte turque à Navarin (20 novembre 1827).

Le coup de Navarin était la première manifestation de revanche des peuples contre la politique inaugurée par le traité de Vienne. L'Empereur d'Autriche s'écria: « C'est un assassinat » (Metternich: Mémoires t. IV, p. 403). Le ministre anglais qualifia l'initiative inattendue de l'Amiral Cadrington d'un événement de sinistre. La France et surtout la Russie, par l'intervention armée en faveur de la libération grecque (7 mai 1828) ne cédèrent point.

Les conséquences ne tardèrent pas à se manifester en faveur des nations. Metternich était obligé de convoquer la diète hongroise à Presbourg (3 juillet 1825) ou le parti de l'opposition avec le comte Stéfan Szeczenyi et Deak démontra les violations constitutionnelles et en demanda le redressement.

L'Allemagne de Grimm, de Savigny, de Niebuhr, absorbée par les abstractions de la science, ne releva pas la tête. Cette tâche appartiendra à des esprits plus souples, moins aveuglés, aux poètes comme Boerne et Henri Heine (v. surtout ses *Reisebilder*).

En Italie, les poètes comme Mazzini, restaient résignés, contemplatifs. Seul, Léopardi se révoltait, mais timidement. Il n'y avait que la société mystique des *carbonari*, qui, devenue très puissante, manifeste sa volonté de vivre unie et indépendante, par les attentats et les exécutions individuelles.

En Pologne, à la suite de l'opposition de la Diète en 1820, Alexandre de Russie songea à lui retirer son indépendance, mais bien vite il revint sur sa décision.

Ce même principe des nationalités servit de base à l'union douanière allemande (Zollverein) qui, commencée en 1819, se termina en 1829 par la réunion de 18 millions d'Allemands en Etat sans frontières douanières, en attendant le jour où les frontières politiques disparaîtraient elles-mêmes.

Les entreprises nationalitaires furent encouragées par la France qui ne laissa pas échapper une seule occasion sans affirmer sa volonté ferme sur ce point. L'Angleterre au contraire se tenait toujours dans la réserve, en attendant les événements pour prendre son parti. La Russie prêtait le secours à la France toutes les fois que celle-ci le demandait.

La Russie entra en guerre avec la Turquie pour soutenir l'autonomie des principautés roumaines et serbes et la liberté de la Grèce. La guerre terminée, le tsar Nicolas vainqueur, avait tenu sa parole de ne pas agrandir son territoire par les territoires d'autrui. Il s'était contenté de l'autonomie de la Moldavie, de la Valachie, de la Serbie et de l'indépendance complète de la Grèce, liberté complète du Bosphore et des Dardanelles pour tout navire de commerce. Ne pouvant pas effacer l'article du traité d'Andrianople, qui prévoyait l'indépendance complète de Grèce et par cela la vic-

toire complète au profit des principes des nationalités, la diplomatie d'alors se contenta de réglementer l'organisation intérieure de la Grèce, en excluant de son territoire les îles de Samos et de Crète et en lui imposant le régime monarchique (Conférence de Londres du 22 mars 1829).

La Révolution de 1830 se prolongea en Belgique. Elle éclata à Bruxelles le 27 septembre 1830. Un gouvernement provisoire décréta: que les provinces de la Belgique, violemment détachées de la Hollande constitueraient un Etat indépendant; qu'un congrès national serait convoqué pour établir la Constitution définitive du nouveau royaume. — A peine réuni, le Congrès national vota successivement, l'indépendance du peuple belge (18 novembre 1830), la monarchie constitutionnelle et représentative sous un chef héréditaire (22 novembre) l'expulsion à perpétuité de tout pouvoir en Belgique des membres de la famille d'Orange-Nassau (24 novembre) (v. Ollivier, p. 226, t. I).

En Italie, la révolution ne se manifeste point. Charles-Albert avait succédé au règne de Charles-Félix et donné toutes les garanties de liberté. De même au vieux roi de Naples succéda le jeune Ferdinand II qui, par sa politique sage et très patriotique calma le peuple et prépara doucement l'union italienne. Au contraire, les Etats pontificaux n'étaient point en paix. L'insurrection éclata dans les Marches, la Ombrie, les Romagnes et dans les duchés de Parme et de Modène (1).

(1) « Nous avons été intéressés, dit l'éminent journaliste Armand Carrel dans le National du 23 janvier 1833, à exclure l'Autriche de la Haute-Italie et à désirer qu'une grande nationalité italienne s'établisse entre cette puissance et nous et la rejette au delà des Alpes. Le jour n'est pas éloigné ou

Au Brésil, l'empereur Don Pedro ayant refusé de renvoyer le ministère impopulaire parce qu'il était prêt, dit-il, à tout faire pour le peuple, mais rien par lui, s'étant vu abandonné par tous ses fidèles, abdiqua (7 avril 1831).

Au Danemark, en Angleterre même, le ministère Grey-Palmerston promit au peuple les réformes électorales, tant l'agitation était intense.

Le mouvement du peuple fut très vif en Pologne. On proclama l'indépendance de toute la Pologne et la déchéance des Romanoff (25 janvier 1831). Mais sans aucun secours, ni soutien, ce mouvement fut vite étouffé par les Russes.

Quant aux sentiments français pour la nationalité allemande, Lafayette les exprima de la façon suivante (discours du 9 avril 1832) :

« La nationalité allemande, respectable (quoi qu'on en ait dit) nous est aussi chère à nous Français, qu'elle l'est à la Germanie elle-même ».

A l'exception de la révolution belge, qui fut efficacement secondée par les gouvernements français et anglais, les appels des autres peuples en insurrection ne les touchèrent point. Surtout Louis-Philippe ne voulait pas se brouiller avec les Russes. « Nous ne cédon's à aucun peuple le droit de nous forcer de combattre pour sa cause; le sang français n'appartient qu'à la France » déclara Casimir Périer le 18 mars 1831 à la tribune du Corps législatif, en se faisant l'interprète de la majorité de la Chambre.

L'opposition manifesta son mécontentement contre cette poli-

l'Italie renaitra, ou l'Autriche sera pour la seconde fois chassée non seulement de Venise et Trieste, mais peut-être même des côtes Adriatiques ».
Ces vues prophétiques se sont enfin réalisées.

tique anti-cosmopolite. « Le génie de la France ayant toujours été dans le cosmopolitisme et le dévouement lui ayant été imposé par Dieu comme un élément de sa puissance, comme une condition de sa vie ». (Louis Blanc: Histoire de dix ans, t. II, p. 352).

Le peuple de Paris, mécontent de cette politique contraire aux traditions libérales de la France, se révolta en apprenant que les Polonais, les Français du Nord, sont vaincus et que leur révolution fut étouffée par le fer et par le feu. Pendant quelques jours, avec ses barricades, Paris donnait l'aspect d'une ville *en révolution* (1).

La réaction suivit de près les insurrections.

« A Toepnitz, les ministres, à Muntchgraetz (octobre 1832) les souverains allemand et russe, se promirent assistance contre tout soulèvement et en particulier contre le soulèvement polonais. Ils proclamèrent en maxime, ce qui ne contredisent pas les principes : que tout souverain indépendant a le droit d'appeler à son secours dans les troubles intérieurs comme dans les dangers extérieurs de son pays, tel autre souverain indépendant, qui lui paraît le plus propre à l'assister, et que ce dernier a le droit d'accorder ou de refuser ce secours selon ses intérêts et ses convenances. Dans le cas où cette assistance serait accordée, aucune puissance non invoquée ou appelée par l'Etat menacé, n'a le droit d'intervenir, soit pour empêcher l'assistance réclamée ou accordée soit pour agir dans un intérêt contraire. » (Ollivier t. I, p. 294 et suiv.).

Ce fut donc un resserrement de la Sainte-Alliance, mais qui n'arrêtera pas l'ascension des peuples vers la liberté. Les procédés des souverains étaient d'autant plus barbares que l'ère de libération de leurs peuples sera plus proche.

(1) « Dors, ô ma Pologne, s'écriait Lamennais, dors en paix, dans ce qu'ils appellent ta tombe. Moi, je sais, que c'est ton berceau ». Ollivier, p. 245.

Ceux-ci n'attendent pas bien longtemps pour voir le triomphe de leur cause.

Charles-Albert dans le Piémont était devenu un des princes les plus libéraux. Ferdinand de Naples changea subitement sa politique libérale et inaugura un régime de censure et de despotisme qui dépassait largement celui de son prédécesseur. Metternich ne pouvait que l'encourager dans ses entreprises.

Le Pape Grégoire XVI avait octroyé tous les services de son Etat au profit du clergé fermé à toute idée libérale.

Dans le duché de Toscane le régime était supportable. Le roi Léopold II tolérait la liberté que ses sujets avaient seuls conquis.

En Allemagne, quelques agitations se firent entendre : à Hambach (27 mai 1832), à Francfort (3 avril 1832), à Hanover, surtout où à l'avènement de la Reine Victoria 1837), cette province fut détachée de la couronne d'Angleterre et dévolue à un fils de Georges III, qui se distingua par son despotisme.

La société des *carbonari* se fit sentir partout en Italie. Pour la seconder, un jeune patriote italien, Mazzini, fonda une société secrète « la Jeune Italie », que la police piémontaise découvrit. Mazzini s'enfuit en France, où il passa en Suisse et de là continua l'action contre la Savoie « plus ridicule encore que lamentable ». Le même sort fut réservé à l'abbé Vincenzo Gioberti, coupable d'avoir des idées libérales et pour cela expulsé en France.

Metternich, adversaire juré de cette réaction nationalitaire, prêta secours et assistance à tout prince qui voulut la combattre. Ses meilleures artisans, Ferdinand II de Naples

et Nicolas de Russie traduisaient par les mesures les plus rigoureuses, les pensées réactionnaires de celui-là. De face, l'Europe tranquillisée par la terreur et le despotisme des princes faisait semblant de dormir; en réalité l'opinion publique préparait en révolte les peuples pour faire cesser l'oppression.

Le bien-être matériel des sujets ne fut pas assuré. Les Etats du pape et de Naples dépensaient beaucoup plus qu'ils ne recevaient. D'où les difficultés qu'il fallait combler par tous les moyens, d'où l'insécurité matérielle des sujets, qui se voyaient continuellement dans l'attente de confiscation de leurs biens, pour l'amélioration des finances.

En 1840, en Prusse, Frédéric Guillaume IV succéda à son père, le vieux roi d'Iéna. Par son libéralisme et sa sagesse, il conquist les sympathies de tous les peuples germaniques, de telle sorte que Metternich prévoyait par lui, l'unité de l'Allemagne, avec l'Autriche comme première puissance.

Sur les menaces de Metternich, Charles-Albert s'était rétracté, après une petite excursion dans le libéralisme. Il affirma qu'il n'accorderait jamais la Constitution. Mais ce recul inattendu du roi de Piémont n'effraya pas les artisans de l'unité nationale. *Mazzini* avec sa « Jeune Italie » déployait toute l'activité dans le Piémont qui seul avait une armée nationale, seule capable de vaincre les esprits adversaires de l'union. Mais son action, vouée à l'insuccès parce que diffuse, non méthodique, et reposant sur la terreur, n'aboutit pas.

Gioberti, avec moins d'insistance, mais malgré son libéralisme toujours très clerical, adressait de France, à ses compatriotes, des supplications de s'unir. Dans son livre « Pri-

mato civile degli Italiani » (1843), il professait l'unité de l'Italie avec la présidence du pape et l'appui militaire du Piémont.

Césaire Balbo, dans ses « *Speranza d'Italia* » (1845) moins clerical que *Gioberti*, professait une confédération des principautés italiennes avec le pape comme vice-président, et cela non parce que celui-ci le méritait, mais parce que l'intérêt de l'Italie exigeait la paix avec la monarchie danubienne, profondément attachée au Saint-Siège. L'Indépendance pour lui était le bien suprême: sans elle rien ne se ferait, car elle est la source de toute action. Comme *Gioberti*, *Balbo* repoussait l'unité italienne par les associations secrètes. Le jeune avocat vénitien, *Daniel Manin*, dans ses discours célèbres, se solidarisait avec *Gioberti*.

Les opposants de Hongrie, *Deak*, *Szechenyi*, et surtout *Kossuth* demandèrent l'indépendance de leur pays et se tournant vers les Habsbourg, ils leur indiquèrent les trois manières de la faire « avec vous, ou sans vous, ou contre vous » (*Ollivier*, p. 357).

En France, tout le mouvement des jeunes intellectuels se porta vers les réformes constitutionnelles, mais *Guizot* refusa de prendre en considération la valeur de leurs demandes (1).

La réaction de la Prusse fut très violente. A l'ouverture du premier Landtag (11 avril 1847) le roi déclara qu'aucune puissance de la terre ne pourra jamais changer les rapports

(1) « Il n'y a pas, dit-il, de jour pour le suffrage universel; il n'y a pas de jour où toutes les créations humaines, quelles qu'elles soient puissent être appelées à exercer des droits politiques. Il ne faut pas se confier aveuglement à l'intelligence: l'excessive confiance dans l'intelligence humaine, l'orgueil humain, l'orgueil de l'esprit, a été la maladie de notre temps; l'intelligence a besoin d'être avertie, contenue, éclairée, guidée par la situation sociale ». (Discours du 24 mars 1847).

naturels entre le souverain et son peuple. La couronne ne peut pas se plier à la volonté de la majorité, ni considérer les députés comme des représentants du peuple. Dans la défense des droits royaux, se distingua surtout le jeune Otto de Bismarck-Schoenhausen des Marches de Brandebourg, qui fut ses premiers débuts politiques à cette occasion.

Au Piémont, Charles Albert avait promis d'adoucir la censure et de lever l'épée pour la liberté et l'union de l'Italie à la première occasion qui se présenterait (octobre 1845).

Lorsqu'en 1846 monta sur le trône le pape Pie IX et institua les réformes libérales dans ses Etats, l'Autriche et la principauté de Naples voulurent intervenir et rétablir l'ordre ancien. Charles Albert proclama tout haut qu'à la première nouvelle d'intervention de ces deux Etats, il enverra ses 120.000 Piémontais au secours du pape et proclamera la guerre de l'indépendance et de religion.

Cavour aida le roi de Piémont dans ses entreprises. Se tournant vers Gioberti et Balbo il proclama que le temps des conspirations est passé; l'émancipation d'un peuple n'est pas l'effet d'un complot ni d'une surprise, mais le fruit de l'action combinée de toutes les forces vives du pays, de tous les partis nationaux, qui doivent se rassembler autour des trônes ayant des racines profondes dans le sol national. Seulement, ainsi uni, on pourrait croire à l'affranchissement de la tutelle étrangère. En politique, Cavour tenait le milieu mettant les violences et les vigueurs révolutionnaires au service des idées raisonnables.

La Constitution fut enfin rendue (le 8 février 1848) après des longues délibérations et conseils. Le pouvoir exécutif dans cette Charte constitutionnelle était collectivement exercé

par le Sénat, la Chambre des députés et le roi. Le 4 mars le Sénat fut promulgué et Balbo reçut mandat de constituer le premier ministère constitutionnel.

La France ne pouvait qu'encourager, suivant ses traditions libérales, l'ascension des peuples vers la liberté. Lamartine dans son discours du 1^{er} juillet 1839 déclara « les intérêts de la civilisation et de la liberté bien au-dessus d'une question d'agrandissement des frontières. Il y a un sentiment au-dessus du patriotisme lui-même : le sentiment du développement de l'humanité ».

C'est M. Thiers qui se dressa contre ce rêve internationaliste en faisant beaucoup de tapage et de bruit, sans pour cela, selon M. Ollivier, faire bénéficier la France (v. discours de M. Thiers du 4 février 1847).

Mais une force cohérente et une grande union régnait en France, malgré les luttes politiques. Ceci vient de ce que ce pays possédait une législation libérale et n'avait pas sur ses bras une Pologne ou une Irlande. Les hommes d'Etat de 1840-48 voyaient favorablement l'unité italienne s'accomplir. Cela était conforme à la saine politique.

De tous ces mouvements nationalitaires devait fatalement sortir le principe qui les a guidé et sur lequel ils reposaient : c'était le principe des nationalités :

« ...une idée qui dit tout et ne dit rien, mais qui remplit actuellement le monde », selon Melternich (Mémoires, t. VII, p. 378).

L'unité italienne était dirigée contre l'Autriche. Celle-ci ne pouvant pas l'arrêter l'encerclera au moins dans son foyer au Piémont, se gardant bien de le laisser propager dans toute la péninsule.

SECTION III. — *De 1848 jusqu'à nos jours*

M. Thiers protesta énergiquement contre la politique anti-nationalitaire de Guizot, en Italie (discours des 31 janvier et 1^{er} février 1848) et en Suisse. Il était artisan de la chute de la monarchie de Juillet, qui sombra enfin. Les causes en étaient, *intérieures*: corruption, refus de la réforme électorale; *extérieures*: la tentative de rapprochement avec le gouvernement autrichien, c'est-à-dire prendre franchement parti contre les mouvements nationalitaires.

En résumé jusqu'à 1848, la théorie des nationalités avait été celle des peuples; les gouvernements en avaient subi l'influence sans la formuler; dans leurs actes ils s'y étaient plus ou moins adaptés; dans leurs paroles, ils en étaient le plus souvent restés à la politique traditionnelle de l'équilibre et aux instructions de Louis XVIII.

Le peuple, arrivant aux affaires, y apporta sa propre pensée, celle que ses écrivains, ses orateurs, ses poètes, celle que Béranger, Laménais, Armand Carrel, Lafayette, Lamartine leur avaient enseignée; l'évolution commencée en 1814 s'acheva: la théorie des nationalités, jusque là, l'opinion d'un parti se transforma en diplomatie d'Etat.

Lors du changement du gouvernement en 1848, les puissances étrangères s'émurent, à juste titre, croyant qu'avec la deuxième République, c'est l'ère de l'intervention qui commence. Mais le gouvernement provisoire, par l'intermédiaire de son Ministre des Affaires étrangères Lamartine, s'empessa de déclarer que le but du nouveau gouvernement n'est point.

« incendier le monde, mais de briller de sa place, sur l'horizon des peuples, pour les devancer et les guider à la fois ».

Puis Lamartine formule plus nettement la pensée du gouvernement provisoire, dans son célèbre manifeste aux puissances étrangères (du 4 mars 1848), et dans son discours (du 23 mai) à la tribune. Le principe des nationalités est le fondement de sa politique. C'est pour la première fois qu'un gouvernement embrasse franchement le principe des nationalités et le prend pour son guide.

« La nouvelle République, dit le manifeste, considère les odieux traités de 1815 comme inexistant en droit, néanmoins elle continuera à l'accepter comme la règle toujours existante des délimitations territoriales. Ne cherchant qu'une alliance, celle du génie de la civilisation, elle désavoue toute ambition. Son seul but est d'achever, par dessus les frontières, la grande nationalité : intellectuelle et la confédération des peuples, la constitution de la fraternité internationale sur le globe. Elle ne toucherait aux traités que si les intérêts des autres peuples l'exigent. Elle est résolue à ne point faire et à empêcher toute propagande sourde ou incendiaire chez ses voisins. Par respect des nationalités, elle n'irait pas établir la liberté parmi les autres peuples. Pour leur gloire, pour leur honneur, pour la solidité même de leurs institutions, il faut que le peuple les achètent et les cimentent par leur propre sang. Mais elle ne permettrait à personne de mettre sa main entre le rayonnement pacifique de sa liberté et le regard des peuples. Si l'heure de la résurrection de quelques nationalités opprimées en Europe ou ailleurs paraissait avoir sonné dans le décret de la Providence ; si la Suisse, notre fidèle alliée depuis François 1^{er}, était contrainte ou menacée dans le mouvement de croissance qu'elle opère chez elle pour prêter une force de plus au faisceau des gouvernements démocratiques ; si les Etats indépendants de l'Italie étaient envahis ; si l'on imposait des limites ou des obstacles à leurs transformations intérieures ; si on leur contestait à main armée le pouvoir de s'allier entre eux pour consolider une patrie italienne, elle se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples ».

L'analyse de ce manifeste nous fait relever un certain nombre de points très importants :

1^o La République proclame l'inexistence des traités de 1815, mais consciente de sa faiblesse, elle n'en fait pas une question de guerre. Suivant cette sage politique, elle attend pour voir, si le même mouvement se propagerait chez les autres peuples, ce qui faciliterait singulièrement son action ;

2^o Elle n'aura qu'une seule alliance : celle du génie de la civilisation ;

3^o Son but est l'achèvement d'une société des États ou des nations qu'elle appelle la confédération des peuples ;

4^o Elle ne touchera aux traités que dans l'intérêt des autres peuples. Par cela, la nouvelle République désavoue et répudie d'elle toute idée impérialiste, déguisée sous le nom d'intervention ;

5^o Elle ne propagera pas ses doctrines à l'extérieur ;

6^o Le point le plus important. Elle n'ira pas porter la liberté chez les autres peuples. Il faut que ceux-ci la conquièrent, car la liberté n'a de valeur que si elle est chèrement payée par les peuples, — le point de vue tout à fait opposé à l'action de la grande révolution. Les hommes de 1848 s'étaient aperçus, fort heureusement, qu'on ne peut pas imposer un régime à un autre peuple, malgré lui. — Mais la nouvelle république, fait entendre sa ferme volonté, de ne point permettre, à aucun gouvernement d'intervenir pour empêcher le « rayonnement pacifique de sa liberté et le regard des peuples », car elle se considère comme modèle des peuples qu'on ne pouvait qu'imiter ;

7^o La déclaration passant aux détails, proclama la possibilité de guerre contre quiconque arrêterait les mouvements

libéraux de Suisse et d'Italie, et cela pour avoir l'appui dans les gouvernements démocratiques de ces pays dans la propagation des idées émises par la Révolution de 1848. — Tout cela est soumis à un évènement incertain, à la Providence, qui sonnera à son heure. La République a bien pu, si elle a eu à sa disposition la force nécessaire et la volonté, ne point se laisser entraîner par cette idée vague, incertaine qu'est la Providence. Le destin et la providence d'un peuple se forment en grande partie, sinon entièrement, par lui-même.

Nous nous sommes longuement expliqués sur cette déclaration, parce qu'elle a pu guider les peuples dans la paix beaucoup plus tôt que l'on ne croyait. Mais la Révolution de 1848, pas plus que celle de 1789, n'a été conséquente avec elle-même. Elle a fait bon marché de ses principes et pour cela elle a échoué.

Les orateurs se solidarisèrent avec cette déclaration. Blancqui dans son discours du 16 mai 1848 demande l'affranchissement de la Pologne, fut-ce même par l'épée de la France. De même, le citoyen Bonaparte se fait défenseur zélé de la cause polonaise: « sans l'appui des nationalités nouvelles, dit-il, de la Pologne avant tout autre, notre République ne sera jamais en sûreté vis-à-vis de l'Europe monarchique ».

Mais la majorité de l'Assemblée était hostile à l'intervention armée, et après un discours de Lamartine où celui-ci prévoyait tous les dangers et l'inefficacité d'une pareille action, se contenta d'une déclaration platonique:

« La France, y est-il dit, tend une main armée aux nations voisines et ne demande aucun agrandissement de territoire. Elle demande à l'Allemagne de s'unir à elle dans une sincère, solide et pacifique

alliance, pour rendre à la Pologne la vie indépendante que lui ont enlevée les traités maintenant déchirés. L'Assemblée n'oubliant pas l'Italie, charge Lamartine de déclarer que la France est prête à intervenir sur le premier appel du côté des Alpes, pour soutenir et empêcher de ne plus retomber sous le joug qu'elle a si glorieusement secoué ».

Dans la Constitution du 4 novembre 1848. (Préambule, art .V) la République française, pose le principe en résumant ses débats antérieurs qu'elle :

« Respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne, n'entreprend aucune guerre dans la vue de conquête et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

Le principe des nationalités, formulé dans des termes si nets par la nouvelle République française, descend vers le Sud et remporte les premiers succès en Italie. Dans les pays du pape et du duché de Naples, des nouvelles révoltes éclatent dans la seconde moitié de 1848. On demande avec Rossi, le ministère démocratique et la constituante italienne.

Le gouvernement du Piémont propose au peuple lombard la fusion immédiate avec le Piémont (12 mai 1848). Une immense majorité se prononce pour l'affirmative (29 mai). Venise prend le même parti (5 juillet).

La guerre déclanchée par l'Autriche contre cette union de la Haute-Italie, commença par le succès des Italiens, mais le Piémont ne pouvant pas lutter longtemps, dut céder aux forces supérieures. Après la prise de Milan, Charles Albert était obligé de signer l'armistice à Salesco qui refoula le Piémont dans ses anciennes limites (9 août). Venise refusa d'adhérer à cette capitulation, annula le décret de fusion, se remit en République (13 août 1848) et demanda

l'aide de l'Angleterre. Celle-ci lui propose de s'entendre avec le gouvernement autrichien.

Il ne restait qu'appeler la France républicaine au secours, mais Charles Albert considéra :

« l'intervention d'une armée républicaine comme plus funeste à l'Italie que la présence de l'armée autrichienne en Lombardie. » (Ollivier t. II, p. 153-154).

Il se résigne cependant, ne trouvant de secours nulle part ailleurs, de le demander à la France, sous la condition expresse que les troupes traverseront les pays indiqués par le roi et qu'elles se livreront à aucune espèce de propagande républicaine ni annexionniste (surtout en ce qui concerne la Savoie). Semblables demandes furent envoyées de la part de Venise, de la Toscane et de Rome.

Mazzini jugea sévèrement la conduite trop monarchique du roi de Piémont. — Mais tandis que les Français s'efforçaient à équiper et instruire les Piémontais dans l'art militaire et politique, ceux-ci ne cessaient de représenter leurs voisins comme impérialistes, guerriers professionnels etc. (1).

En Prusse le peuple commença à s'émouvoir par l'intermédiaire de ses représentants. Des discours furent prononcés au Reichstag, que Bismarck jugea trop libéraux. Il conseilla au roi le courage et dispersa l'assemblée. Une tentative de réunion des députés dans le Brandebourg coûta aux députés de nombreuses arrestations. La Chambre fut définitivement dissoute (5 novembre 1848) et en même temps on annonça l'octroi de la Constitution.

(1) Voyez une dépêche très intéressante du ministre piémontais Pareto à son ambassadeur de Londres Revel (rap. par Ollivier, t. II, p. 157).

Avec *Napoléon III*, le principe des nationalités obtient un défenseur puissant.

« Pour l'empereur, écrit l'ambassadeur allemand Goltz, le droit des nationalités signifie le droit des peuples à voter eux-mêmes sur leurs nationalités » (1) (v. Sybel : *Petits écrits historiques*, tome IV, p. 138).

Sous son règne on entre dans l'ère nouvelle des nationalités par des plébiscites italiens que Napoléon III favorisa. Les 11 et 12 mars 1860 eurent lieu des plébiscites de l'Emilie et de la Toscane, qui se déclarèrent par une écrasante majorité favorables à l'union avec le royaume de Sardaigne. La Romagne se détacha des Etats papaux pour se réunir au Piémont.

La sage politique des hommes d'Etat italiens facilita cette union. Depuis 1848, elle reposait sur les trois idées principales : 1^o Chasser l'Autriche du sol national; 2^o Etablir un régime constitutionnel; 3^o Constituer une sorte de fédération des différentes communes italiennes. En 1851, la formule de Mancini sur le principe des nationalités aida puissamment Cavour dans ses buts politiques. Enfin le conseil de Napo-

(1) M. Seignobos est défavorable à Napoléon III. Ce serait pour lui, une légende, qui contient une part de vérité, que de représenter Napoléon III comme le champion des nationalités. Il s'est intéressé aux Roumains dans le Congrès de Paris de 1856. Il a voulu soutenir les réfugiés hongrois en 1859 pour les employer à la guerre contre l'Autriche, Bismarck en a fait autant en 1860. — Pour les Polonais, Napoléon n'a pu faire que des démarches diplomatiques en 1863, demandées par l'opinion publique française. Pour les Danois du Slesvig, il n'a pas risqué la guerre en 1864 et n'a obtenu en 1866 qu'une tardive concession verbale dans le traité de Prague. — Des cinq guerres qu'il a faites, aucune, exceptée celle d'Italie, n'intéressait une nationalité. Napoléon n'essaya pas d'empêcher par la force l'unité italienne, mais en profita pour se faire céder (1860) la Savoie et Nice. Cette acquisition, contraire à ses promesses politiques de 1859, mit tous les souverains en défiance contre lui; il essaya désormais en vain de renouer avec eux des relations cordiales. Il se sentit isolé et impuissant. (Cité par Johannot, pp. 176-177).

l'éon III au roi Victor Emmanuel, de répondre favorablement aux vœux de la population, sur la réserve de maintenir l'autonomie de la Toscane et de respecter en principe les droits du Saint-Siège, encouragea les nationalistes italiens dans leur œuvre.

Le travail secret et très habile de Cavour en vue de la réunion des Etats de la péninsule par tous les moyens, met l'Europe en émotion, que Napoléon III tache de calmer par le principe des nationalités auquel il est très favorable. On assiste à la déchéance des Assemblées à Parme, Toscane, Romagne, qui votent l'union avec le Piémont.

Garibaldi marche sur Palerme, puis s'empare de Naples. Cavour se dirige sur Rome où on force le pape d'achever l'union par un ultimatum et avant la réponse la frontière est passée par les troupes garibaldiennes. A Naples, le peuple forcé par les Garibaldiens, vote en grande majorité l'union avec le Piémont.

Les plébiscites italiens présentent bien en effet, d'une manière générale les caractères d'une œuvre arbitraire, d'une propagande secrète, quelque fois même, de la violence ouvertement déclarée. C'est peu de choses à côté de la volonté des hommes éminents, qui se mirent à la tête du mouvement (1).

(1) C'est par la force que l'union italienne fut imposée aux esprits séparatistes. Ce qui autorise M. de Roquette-Buisson d'en tracer une page nullement favorable aux Italiens. « On doit juger, dit-il, les peuples et les individus, non d'après leurs paroles, mais d'après leurs actes. Entre le cours d'ouverture de Mancini et les actes de la politique italienne il y a un abîme, il est possible que les Italiens donnent raison à Mancini mais il est certains qu'ils ne donnent pas tort au comte de Cavour ni, à M. Crispi ». (M. de Roquette-Buisson: Le princ. des nat., thèse pour le doctorat, p. 112 *en note*).

Plébiscites de la Savoie et de Nice. — En vertu de l'art. 1^{er} du traité de Turin (du 25 mars 1860) passé entre Napoléon III et le roi de Sardaigne, une consultation populaire doit se faire le plus tôt possible, sur la cession du territoire de la Savoie et de Nice, par le roi de Sardaigne. Le vote s'ouvrit à Nice le 15 avril et en Savoie le 22. Il donna une forte majorité à la France. Ce plébiscite est nettement international, puisqu'il soumet la cession d'un territoire étranger à l'accomplissement préalable de cette formalité. Il affirme le droit de la population de prononcer sous quel maître elle entend rester, ce qui est bien le principe des nationalités, proclamé d'une façon, on ne peut plus précise.

Mais pour l'expliquer, il faut se rapporter un peu avant le plébiscite. L'opinion française, pour prix de sa neutralité dans l'union italienne, exigeait la Savoie et Nice, ce qui excitait l'opinion publique italienne. Cavour, pour désintéresser complètement la France de la Péninsule, eut l'idée de lui promettre ces provinces sous conditions expresses: 1^o Que la population y consente; 2^o Que les parlements ratifient le traité. — Mais l'opinion de Cavour était toujours contraire au principe de la libre détermination des peuples (1).

Le principe des nationalités par l'intermédiaire du plébiscite, reçut encore plusieurs applications.

Les Iles Ioniennes. — Par le traité de Vienne du 5 novembre 1815 conclu entre l'Autriche, la Russie et la Grande Bretagne,

(1) « Un tel principe (la souveraineté de peuple), dit-il, pourrait devenir pour l'Europe par fausse extension, la cause des troubles et de dangers incessants. Le suffrage universel peut s'appliquer seulement à l'intérieur du pays, mais non servir à modifier l'exercice de la souveraineté dans les rapports avec l'étranger, ni pour accroissement de territoire ». (*Chiola: Littera edite e inedite du C. Cavour IV, p. LV en note, cité par Giroud; Le pleb. int., thèse, p. 73*).

cette dernière reconnaît la république des sept îles Ioniennes comme Etat libre et indépendant, dont elle accepta la protection à titre de fidei-commis.

Ces îles étaient habitées par une population essentiellement grécque. Le royaume de Grèce se développa et devenu prospère, attira tous les égards de cette population, qui obtint finalement une consultation au moyen d'un parlement ordinaire, qui n'avait pas reçu un mandat spécial. A l'unanimité, la réunion fut décidée (séances des 23 septembre et 7-10 octobre 1863). Le 14 novembre 1863, les puissances consentirent l'union avec la Grèce.

Vénétie. — Lors de la cession de la Vénétie par l'Autriche à la France le 24 août 1866, Napoléon III s'empressa de la donner à elle-même, afin qu'elle se décidât de son sort. Le plénipotentiaire napoléonien, le général Lebœuf, dans sa proclamation à la population dit entre autre (19 oct. 1866) :

« L'Empereur connaît les aspirations des populations, il sait qu'elles désirent être réunies aux Etats du roi Victor Emmanuel. Mais par respect pour le droit des nationalités et pour la dignité des peuples, l'empereur a voulu laisser aux Vénitiens le soin de manifester leur vœu. »

La population vota sur cette proposition : « Nous déclarons nous unir au royaume d'Italie, sous le gouvernement monarchique de Victor-Emmanuel et de ses successeurs » (21 et 22 oct. 1866). Il y eut 647.246 oui et 69 non (1). (Girard, *op. cit.*, pp. 79-80). (L'étude de l'histoire nationalitaire des différents peuples à la suite, sera continuée dans la troisième partie de notre thèse).

(1) Pour le traité de Prague du 23 août 1866 et pour l'Alsace-Lorraine, nous en parlerons dans la troisième partie de notre thèse, qui sera consacrée à l'application du principe des nationalités dans les traités de paix de Versailles et de Saint-Germain.

PREMIÈRE PARTIE

ESSAI D'UNE THÉORIE GÉNÉRALE SUR LES NATIONALITÉS

Définitions. — Les éléments constitutifs de la nationalité.
Différentes écoles de nationalité.

CHAPITRE PREMIER

Définitions

DÉFINITION DES MOTS *Nation*, *Nationalité*, *Peuple*, *Etat*, *Patrie*, DANS LES DICTIONNAIRES DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, DE LITTRÉ, DE LAROUSSE, DE LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE, DE CALVO...

Le mot *nationalité* vient de *nation*. La *nation* vient du latin *nationem* qui vient de *natus*, *né*. *Nation* dans l'ancienne langue signifiait aussi comme en latin, *naissance*, *nature* (Littré). *Nation* n'est pas un dérivé populaire, mais un terme de fabrication savante. La formation populaire lui aurait donné *naïson* et non pas *nacion*, forme du vieux français (Johannet). Ethymologiquement, la *nation* doit désigner un rapport de naissance, de descendance qui est le sens primitif du mot.

Le dictionnaire de Trévoux (1771) mentionnant le mot *nation* pour la première fois s'exprime que « ce terme dans sa signification primitive désigne un nombre de familles sorties d'une même tige ou nées dans un même pays ».

C'est autour des sens du mot *nation*, *nationalité* que vont se débattre différents dictionnaires. Les uns vont le prendre dans le sens du dr. int. privé, les autres dans le sens du dr. int. public, le seul qui nous intéresse.

Nous énumérerons ici les différentes définitions des mots : *nation*, *nationalité*, *peuple*, *état*, *patrie*... sans entrer dans une analyse plus approfondie, qui serait l'objet de notre dernier chapitre de cette première partie.

DICT. DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE : *Nation*. 1^{er} sens : La totalité des personnes nées ou naturalisées dans un pays et vivant sous un même gouvernement. C'est le sens courant du mot *nation* dans le XVIII^e siècle, car depuis sa première apparition (1835), ce mot reste toujours défini de la même façon. — 2^e sens : Il se dit quelquefois des habitants d'un même pays, encore qu'ils ne vivent pas sous le même gouvernement. C'est le sens plus moderne, qu'on donnait, malgré que l'Italie où l'Allemagne fussent partagées, aux mots *nation italienne*, *nation allemande*.

Nationalité. Etat, condition d'une réunion d'hommes formant une nation distincte des autres. Principe des nationalités. — Sens du dr. int. privé.

LITTRÉ : *Nation*. 1^o Réunion d'hommes habitant un même territoire, soumis ou non à un même gouvernement, ayant depuis longtemps des intérêts assez communs pour qu'on les regarde comme appartenant à la même race. 2^o Tous ceux d'une même nation qui vient en pays étranger. — La définition de Littré est fort incompréhensible; on peut se demander ce qu'il entend sous les mots : « habitant un même territoire ». Si le « territoire » ici est le synonyme de l'Etat, on ne s'expliquerait plus pourquoi Littré dit plus loin : soumis ou *non* à un même gouvernement. Ce qu'il dit est illogique. Quant à la deuxième partie de sa défi-

nition, elle n'est pas non plus acceptable, puisqu'elle fait reposer la nation sur la race, point de vue tout à fait inexact.

Nationalité. Le principe des nationalités, principe d'après lequel des portions d'une race d'hommes tendent à se constituer en un seul corps politique. C'est le principe des nationalités qui transforme aujourd'hui l'Allemagne (1863, date de l'édition du dictionnaire).

Étymologie : Provençal : *nation*, *naïson* ; espagnol : *nacion* ; portuguais : *nação* ; italien : *nazione* ; du latin : *nationem* : dérivé du *natus*, *né*.

NOUVEAU LAROUSSE ILLUSTRÉ : *Nation* : Réunion d'hommes habitant un même territoire et ayant une origine commune ou des intérêts depuis longtemps communs, des mœurs semblables et le plus souvent une langue identique.

Nationalité. Caractère de ce qui est national ; état de ce qui est constitué en corps de nation :

« C'est le souvenir du passé qui constitue la nationalité d'un peuple ». (De Barante).

Principe des nationalités : Le droit des nationalités à s'organiser en Etat procède des déclarations de la Révolution française sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

GRANDE ENCYCLOPÉDIE : *Nation* : un long article signé par M. Charnay définit la *nation* comme :

« Un groupement... qui suppose la communauté d'origine, de ressemblances physiques, des affinités morales, une parenté historique ou politique, l'occupation d'un même pays : toutes les choses à la fois ou quelques unes d'entre elles... »

Nationalité. Le lien qui unit divers individus ou peuples dépendant d'un même gouvernement et qui les rattache à une nation déterminée. Sens du dr. int. privé.

DICTIONNAIRE DE CALVO du dr. int. : *Nation* : en dr. int. la nation peut être définie l'ensemble de tous les individus régis par un même gouvernement bien qu'il ne soit pas compris dans un même territoire. — Mélange du dr. int. privé et public. A notre sens, l'auteur aurait dû partager ces deux termes en quelque sorte opposés et en faire deux définitions comme le dictionnaire académique l'a fait.

DICTION. DE CALVO : *Nationalité* : Tous les individus qui dépendent d'une même nation, sont unis par un lien naturel qu'on nomme *nationalité*.

— Si M. Calvo avait mis au lieu *dépendent* *appartiennent*, à une même nation (sens du dr. int. pub.) sa définition aurait été exacte. Elle ne l'est pas justement parce que le mot *dépendant* est mal employé et ne donne que l'idée de *nationalité* en dr. int. privé.

CICERON : *Nation*. Respublica est coetus multitudinis juris consensu et utilitatis comminione societas. Cic. de resp. lib. I. § 26.

VATTEL. Les *nations* ou *Etats* sont des corps politiques ou sociétés d'hommes, qui recherchent leur bien-être et leur avantage commun en réunissant leurs forces. (Dr. des gens traduction de Calvo t. I). La ressemblance est frappante entre les définitions de Vattel et de Cicéron. Vattel inaugure par les mots *nation* ou *Etat*, qu'il prend comme synonymes, une grande lutte entre les jurisconsultes qui n'est pas encore terminée. Nous en reparlerons plus tard. — La définition est bien vague et M. *Pinheiro-Ferreira* en substitue une autre :

« La nation, dit-il, est une association contractée dans le but de s'assurer mutuellement envers et contre tous, la jouissance des droits naturels de sûreté, de liberté et de propriété ». (Cité par P. Fodéré dans la trad. du dr. des gens de Vattel, 1863, t. I. p. 71).

Cette définition, pas plus que celle de Vattel n'est ni bonne, ni complète.

Peuple. Les différents dictionnaires prennent le mot *peuple* comme synonyme de nation, ce qui est faux. Il y a une différence bien marquée entre ces deux termes, que le jurisconsulte Bluntschli a établi, et dont nous nous occuperons plus tard. (v. école allemande dans notre trois. chap. de cette partie).

DICTION. DE L'AC. FR. : *Peuple*. 1^o Nation, multitude d'hommes d'un même pays, qui vivent sous les mêmes lois. 2^o *Peuples*, au pluriel, se dit quelques fois des habitants d'un Etat, composé de diverses provinces, dont plusieurs ont été réunies par la conquête ou autrement, et sont régies par des lois, des coutumes particulières. 3^o *Peuple* se dit quelquefois d'une multitude d'hommes qui n'habitent pas le même pays, mais qui ont une même origine, une même religion. Ex. : Peuple juif. — Le 3^o sens, se rapproche le plus de la vérité.

LITTRÉ : *Peuple*. 1^o Multitude d'hommes d'un même pays et vivant sous les mêmes lois. 2^o Au pluriel : *Peuples* se dit quelquefois des habitants d'un Etat composé de diverses provinces, qui n'ont pas été réunies en même temps et qui sont régies par des lois différentes. Ex. : Peuples qui composaient l'empire romain. (La ressemblance entre la définition de Littré et celle du dictionnaire académique est frappante. Nous croyons que c'est le dict. ac. qui a influencé Littré, comme lui étant antérieur). 3^o Multitude d'hommes qui bien que n'habitant pas le même pays, ont une même religion ou une même origine. Ex. Le peuple juif — Même remarque.

Ethym. : Provençal : *pobol. poble*; cat. *poble*; esp. *pueblo*; port. : *povo*; ital. : *popolo*; du latin *populus* forme à redouble-

ment, dérivée du radical *pla* emplir, sancrit *par* : proprement la foule.

DICTION. DE LAROUSSE ILLUSTRÉ : *Peuple* : 1^o Nation, multitude d'hommes habitant le même pays et vivant sous les mêmes lois. 2^o Multitude d'hommes qui n'habitent pas le même pays, mais qu'unissent leur origine, leur religion ou un lien quelconque. Ex. : Le peuple juif.

DICTION. DE CALVO : *Peuple*. 1^o Multitude d'hommes vivant sur le même territoire et sous le même gouvernement : le peuple romain, français, dans ce sens le mot est à peu près synonyme de *nation*. 2^o Cependant, on appelle aussi *peuple* une multitude d'hommes qui n'habitent pas le même pays, mais qui ont une même origine, ou une même religion : Les peuples du Nord, slaves, germaniques, latins.

Toutes ces définitions ont le défaut de confondre la *nation* et le *peuple*, qui pourtant malgré une grande ressemblance ne sont pas la même chose : Celui-ci précède de celle-là.

DICT. DE L'AC. FR. I : *Etat*, se dit encore de la forme du gouvernement d'un peuple, d'une nation. Etat monarchique, démocratique ou populaire, aristocratique, constitutionnel, républicain, etc. Il signifie aussi le gouvernement, l'administration. Etat se dit également d'un peuple, en tant qu'il est constitué en corps de nation, qu'il forme une société politique distincte.

LITTRÉ : *Etat* 1^o La forme du gouvernement d'un peuple, d'une nation. Etat monarchique, républicain ; 2^o Le gouvernement, l'administration suprême d'un pays. 3^o L'ensemble des citoyens considéré comme un corps politique. 4^o L'étendue de pays soumis à une seule souveraineté politique.

Étymologie : Bourguignon : *elay* ; provençal : *estat, stat* ; esp. :

estado; ital.: *stabo* ; du latin *status*, état, de *stare*, être debout, fixe.

DICT. DE LAROUSSE. *Etat*: 1^o Forme du gouvernement, régime politique. Puis on s'efforce de démontrer que l'Etat et la nation ne sont pas la même chose.

DICT. DE CALVO. *Etat*: C'est l'ensemble des pouvoirs et des droits d'une société d'hommes, l'être moral dans lequel se résument tous les droits et les intérêts généraux d'une société d'hommes, réunis sous un même gouvernement; c'est la nation organisée.

Pour VATTEL l'état et la nation étant la même chose, une définition suffit pour les deux termes.

Dans le PETIT DICT. POLITIQUE ET SOCIAL PAR MAURICE BLOCK (Paris 1896) on remarque l'inexactitude de l'emploi du mot Etat là où il fallait dire gouvernement et réciproquement. Nous ferons remarquer que le mot Etat représente le plus souvent une abstraction, tandis que le gouvernement est une réalité. Trop souvent on emploie le mot Etat où il faudrait gouvernement ».

Enfin *Grotius* donne la définition suivante de l'Etat:

« Etat est une réunion parfaite d'hommes libres, associés pour jouir de la protection des lois et pour leur utilité commune ». (Le dr. de la guerre et de la paix, liv. I. ch. I. t. I. p. 90, de la traduction de M. P. Fodéré).

DICT. DE L'AC. FR. *Patrie*: 1^o Le pays où l'on a pris naissance. 2^o Il signifie, dans un sens plus particulier la province, la ville où l'on est né. 3^o Il se dit souvent, dans un sens figuré, de la nation dont on fait partie, de la société politique dont on est membre.

LITTRÉ. *Patrie*: 1^o Pays où l'on a pris naissance, province ville où l'on est né. 2^o La nation dont on fait partie, la société politique dont on est membre. *Etym.*: Wallon: *patreie*; du latin *patria*, de *pater*-père.

LAROUSSE ILLUSTRÉ. *Patrie*: Pays ou l'on est né ou auquel on appartient comme citoyen... Ce qui fait la patrie, c'est une âme, c'est-à-dire, une sensibilité, une intelligence et une volonté à la fois. Si la patrie suppose le souvenir du passé, dans ses gloires et dans ces détresses, la représentation de la solidarité présente des intérêts: elle n'exige pas moins une tendance commune vers la réalisation d'un certain idéal, l'accord des volontés dans l'effort libre (v. aussi les opinions de CH. NODIER pour lequel la patrie est avant tout « une notion d'habitude » et J. B. Say: *Mélanges de morale*, œuvres diverses, 1848, p. 700), aussi l'opinion ingénieuse de M. Maurice Vauthier: *Machiavelisme et raisons d'Etat*. R. dr. int. et lég. com. année 1910, p. 418.

CHAPITRE II

Les éléments constitutifs de la nationalité

Nous avons parlé des différences qui existent entre les termes : *nation* et *nationalité* dans le chapitre précédent lorsque nous avons énuméré les définitions des dictionnaires les plus connus. Nous rappelons ici simplement et provisoirement qu'une *nation* est la réunion d'hommes, habitant le même territoire et ayant les mêmes affinités physiques (théorie des races), ou la même conscience nationale (théorie française) ou toutes les deux à la fois (théorie italienne). *Nationalité* est la tendance d'un groupement d'hommes, possédant les qualités d'une nation, à la constitution d'un corps politique distinct des autres à lui semblables. *Le principe des nationnalités* a pour but de réaliser cette tendance, de lui donner une forme concrète, en d'autres termes, de la rendre respectable. Nous en reparlerons lorsque nous nous occuperons des différentes écoles de nationalité.

Mais on ne peut donner une définition exacte de nationalité, qu'en analysant ses éléments constitutifs — fort multiples et d'une importance inégale. — Les auteurs sont loin de s'accorder sur ce point. Suivant qu'ils partent d'un point ou d'un autre, ils admettent ou ils refusent d'admettre tel ou tel élément comme capital dans la constitution d'une nation. Les écoles tout entières se formeront sur ces différences d'opinions : on appellera l'école allemande, celle qui fonde la nation sur la race; l'école française, celle qui considère la volonté nationale comme étant pré-

pondérante dans la formation d'une nation ; l'école italienne, celle qui donne une grande place à la théorie des races, mais la soumet à la conscience nationale ou au consentement national. Ainsi cette dernière sert d'intermédiaire entre les deux premières écoles.

I. **La race** est le premier des éléments, non pas certes, par son importance réelle, mais parce que les auteurs lui ont donné une trop large place dans leurs écrits. Elle est l'idée dominante de la théorie allemande. On peut l'appeler indifféremment théorie racique ou théorie allemande sur la race.

Et d'abord qu'est-ce que la race ? « La race, dit Geoffroy Saint Hilaire, est une suite d'individus, issus les uns des autres et distincts par des caractères devenus constants » et Broca appelle du nom de race « les variétés du genre humain », (cité par Topinard : *Anthropologie* p. 199). En gros, elle désigne les différents types physiques de l'humanité (*Grande Encyclopédie*) (1). Mais suivant l'ancienne signification, la race se fondait exclusivement sur la similitude de langue. Celui qui parlait la même langue était présumé appartenir à la même race, sans preuve contraire, (Morgan), ce qui s'accordait bien avec l'ancien fondement de nation, qui personnifiait le plus souvent un groupe

(1) Taine se sert du mot *race* pour désigner une *nation*; de même Thiers dans son fameux discours du 14 mars 1867 considère *la race* comme synonyme de *nation*.

M. Flach se révolte, à juste titre, contre la non distinction entre le groupe ethnique et l'espèce, le peuple et la race : « Ce sont pourtant, dit-il, deux notions profondément distinctes. Le groupe ethnique est un groupe social, la race un groupe anthropologique. Le groupe ethnique peut être composé de nombreuses espèces, races ou variétés humaines. Il est basé sur la communauté de langue, de mœurs, de croyance, de sentiment et d'institutions traditionnelles, et peut ainsi se subdiviser en sous groupes nombreux que... j'appellerai souvent groupes ethniques ». *Flach*: Les origines de l'ancienne France, t. III, p. 127, (*en note*). Paris 1904.

d'hommes soumis à un même gouvernement, à un même maître.

Donc, la race lie les hommes par un lien *naturel*. Mais à mesure que les races s'éloignent de leur origine, le lien qui les unissait d'abord, disparaît. Les limites qui séparent les races sont d'ailleurs incertaines et flottantes, comme les caractères classificateurs qui servent à les grouper. Il n'en saurait être autrement, après les révolutions politiques et les mélanges qui en sont la suite. On peut dire aujourd'hui que chaque *nationalité* est composée de races diverses et que ces races elles-mêmes ont été trempées de sang étranger (1).

(1) V. *Renan*: Qu'est-ce qu'une nation, p. 293. (Dans le volume Discours et Conférences); *Dottain*: La question des races dans la politique européenne: Revue contemporaine du 15 août 1861, p. 358 et suiv.; *P. Fiore*: Dr. int. pub., t. I, p. 98 et suiv.; *Ramsay Muir*: Nationalisme et internationalisme, p. 50 et suiv.

M. *Ahrens* est de même avis. « Il n'y a pas de race pure, dit-il, depuis les migrations et les fusions si profondes des peuples, surtout de ceux qui appartiennent tous à la grande famille aryenne ou indo-européenne ». (*Ahrens*: Cours de droit naturel, p. 308).

« Que les anthropologues arrivent ou non à se mettre d'accord sur l'importance, qu'il faut attribuer à l'indice céphalique, à la couleur des yeux ou des cheveux, un fait domine tout le débat. A l'aube de la période historique, les races sont déjà terriblement mêlées, brassées par des migrations, des conquêtes », etc. (*Hauser, op. cit.*, p. 2).

« Il faudrait remonter dans le passé au moins d'une vingtaine ou d'une trentaine de milliers d'années, c'est-à-dire au moins jusqu'aux temps paléolithiques, pour découvrir des groupes humains approximativement homogènes, répondant à la définition théorique de la race... Et encore, si nos connaissances étaient plus étendues les découvrirait-on ? » *Bruhnes et Vallaux* : La Géographie de l'histoire, p. 570, ainsi que toute chapitre XIV, intitulé: Le relativisme de la nation de race.

Pour quiconque voulait approfondir la nation de la race, nous recommandons spécialement le livre de M. Marcellin Boule: Les hommes fossiles, éléments de paléontologie humaine, Paris 1921, et une conférence faite à Paris par le docteur Bérillon, professeur à l'Ecole de psychologie, le 19 mars 1919, sur les caractères nationaux, leurs facteurs biologiques et psychologiques (Association française pour l'Avancement des Sciences. Conférences 1918-1920, p. 51-100). — Deux thèses opposées. — Aussi la question des races et la Science, dans Revue du Mois, 10 juin 1919, p. 167, par Jules Sageret. — *Bruhnes* : La géographie humaine de la

A cause de ces mélanges, la science ethnographique ne pourra pas nous rendre ce grand service de délimitation de race. Elle doit rester toujours en dehors de la politique, car mise au service de celle-ci, elle peut aboutir à des injustices inouïes. Tout d'abord, un national, qui est, d'après l'état actuel de la science, considéré ethnographiquement comme appartenant à telle race, peut demain, par de nouvelles découvertes être rattaché à une autre. D'où l'instabilité qui peut nuire à l'individu. La crainte la plus grande, serait que, dans les mains des diplomates, elle sera faussée continuellement au profit d'un Etat et au détriment d'un autre. Mais l'étude des races est capitale pour le savant, qui s'occupe de l'histoire de l'humanité :

« La conscience instinctive qui a présidé à la confection de la carte d'Europe n'a tenu aucun compte de la race, et les premières nations de l'Europe sont des nations de sang essentiellement mélangé ». (Renan *op. cit.* p. p. 296-297) (1).

Anthropologiquement, on n'arrive qu'à de faibles résultats; mais on remarque que dans les plaines, à cause des facilités de vie, tel le transport, la nourriture, les mélanges de races sont plus

France, p. 105 et suiv.: « Il n'y a pas de race civilisée qui soit pure; aucun des ensembles politiques d'aujourd'hui ne correspond à une race homogène ». — J. Deniker: *Races et les peuples de la terre. Eléments d'anthropologie et d'ethnographie.* Paris, 1900, avec 2 cartes.

(1) « L'introduction de l'ethnographie, dit M. Dottain, dans la politique, loin d'apporter un remède à l'état de division et de luttes où l'on se trouve encore malheureusement engagé, ne fait que créer une confusion plus grande... Elle enfante des guerres sans grandeur morale, parce qu'elle n'a point un noble principe, et qui, funeste à la liberté, ne profite qu'à la force et à l'oppression. Le droit de conquête est ainsi remis en honneur... La distinction des races, prises comme principe politique, est un pur matérialisme; elle est incompatible avec la loi de l'humanité, parce que séparant les sociétés humaines comme les espèces des animaux, elle va contre l'unité du genre humain. Pour la race, comme pour la famille, le mélange du sang est nécessaire à la conservation et au développement de l'être physique, ainsi que de l'être moral ». (Dottain, *op. cit.*, pp. 370-371).

fréquentes que dans les montagnes. Pour ces dernières, l'exemple frappant sont les Basques français et espagnols, parlant leurs langues, dite basque-française et basque-espagnole, bons citoyens de la République et excellents sujets du roi d'Espagne, mais se distinguant par des traits différents considérablement de ceux des Français ou des Espagnols. Ces cas ne sont naturellement que fort rares.

Mais si la montagne se trouve sur le passage des peuples migrants, ses habitants ne conserveront point leur pureté de race originaire. M. Morgan nous fournit un cas fort curieux avec les peuplades du Caucase. Celles-ci étaient la muraille naturelle défendant l'Asie sédentaire contre l'Europe nomade.

« Il semblerait que tous les peuples qui ont tenté de franchir cette chaîne, eussent laissé des traces de leur passage, au milieu des vieux peuples Kartliwéliens; car on parle dans ces montagnes cent vingt langues différentes, dont moitié du Daghestan près de ces fameuses portes de Derband, seule brèche par laquelle pouvait se produire les invasions. Là chaque vallon renferme pour le moins une tribu entièrement différente de ses voisins, par les mœurs comme par les parlers et, très certainement aussi, par les origines » (Morgan : *Essai sur les nationalités*, p. 10) (1).

La théorie allemande se fonde tout entière sur cette idée de race. Voici par quelle voie elle y arrive logiquement :

Dans le monde de l'homme, comme dans le monde animal, ce qui règne, c'est la force et non le droit;... le droit n'est que la mesure de puissance de chacun ». (Schopenhauer : *Ethique* p. 109).

La lutte entre les individus a fait ainsi surgir, aux yeux des historiens de la force, le droit souverain de l'Etat, auquel nous les voyons aboutir enfin. Mais de la lutte des Etats, surgit de

(1) V. aussi *Th. Ruyssen*: Le problème des nationalités, dans *Bulletin officiel de la Ligue des Droits de l'homme*, n° 1, janvier 1916, p. 20 et suiv.

même un principe équivalent; la volonté individuelle s'efface devant la volonté des Etats; la volonté des Etats disparaît aussi devant la volonté plus forte de la *race*. La race devient ainsi la personnification la plus haute de la force, et par conséquent du droit; elle est, d'après les théoriciens allemands, la plus forte et supérieure aux autres. Mais comme la race ne peut pas rester seule, on doit l'organiser en Etat, qui serait une puissance disposant du pouvoir de contrainte, de défense, d'autorisation, en un mot, source de tout droit. Sa personnalité toute puissante plane au-dessus de ses sujets et citoyens, qui ne peuvent rien contre elle : leurs personnalités s'effacent devant celle de l'Etat (1). Dans son dernier stade, la théorie de race aboutit à la supériorité d'une race, dans l'hypothèse : de la race germanique.

Et pour donner la possibilité à l'Etat ainsi composé, de vivre et défendre sa toute puissance sur les sujets, il faut que là, où la moindre goutte de sang allemand coule, s'étende la frontière de la patrie allemande. Et puisque ce n'est pas une chose facile, puisque la base est des plus mouvementée, l'Allemagne a mobilisé toute une armée de savants : les anthropologistes fouillent la terre, ramassent des silex, mesurent des crânes, — les philologues établissent des étymologies, les folkloristes remontent la piste des légendes, les historiens remuent les parchemins; et tout ce monde d'érudits, poudreux de la cendre du passé remué, démontrent savamment aux peuples, qu'ils ne sont pas, ce qu'ils

(2) « La théorie qui fonda les nationalités exclusivement sur la race, ne peut plaire qu'aux esprits absolus, qui se plaisent à diviser l'humanité en catégories exactes. — L'ethnographie est une science imparfaite ; les races se modifient et sont soumises à une sélection continue ».

Stieglitz (Alexandre de): De l'équilibre politique, du légitimisme et du principe des nationalités, t. III, p. 189 et suiv.

croyaient être. Toute la doctrine allemande se trouve résumée dans les mots de Treitschke :

« Nous autres Allemands, nous savons mieux que les Alsaciens où est leur vrai bien... Nous leur rendrons leur vraie identité malgré eux ». (Wass fordern wir von Frankreich ? de Treitschke) (1).
Ruyssen).

— « Le droit du germanisme, dit Renan, sur telle province, est plus fort que le droit des habitants de cette province sur eux-mêmes. On crée ainsi une sorte de droit primordial analogue à celui des rois de droit divin ; au principe des nations, on substitue celui de l'ethnographie. C'est là une très grande erreur, qui, si elle devenait dominante, perdrait la civilisation européenne. Autant le principe des nations est juste et légitime, autant celui du droit primordial des races est étroit et plein de danger, pour le véritable progrès ». (Renan op. cit. p. 291).

« La vérité est qu'il n'y a pas de race pure et que faire reposer la politique sur l'analyse ethnographique est la faire porter sur une chimère. Les plus nobles pays, l'Angleterre, la France et l'Italie sont ceux, où le sang est le plus mêlé. Est-il un pays germanique pur ? Quelle illusion ! Tout le sud a été gaulois. Tout l'est à partir de l'Elbe est slave. Et les parties que l'on prétend réellement pures, le sont elles en effet ? » (Renan, op. cit. 294) (2).

Poussant l'analyse plus loin, Renan nous donne ce qu'il entend sous le nom de race germanique :

« Ce qu'on appelle, dit-il, philologiquement et historiquement la race germanique, c'est sûrement une famille bien distincte dans l'espèce humaine. Mais, est-ce là une famille au sens anthropologique ? Non assurément. L'apparition de l'individualité germanique dans

(1) C'est le mérite de Napoléon et de son despotisme d'avoir éveillé chez ce peuple « studieux », ce peuple de « penseurs », la forme de ce patriotisme spécial « le patriotisme scientifique », qui a eu pour conséquence le développement prodigieux de doctrine racique allemande. Ne pouvant trouver dans l'histoire, les traditions, les rois, les mœurs, la religion, l'unité de la nation, les savants allemands ont fondé la doctrine racique qui nie le passé. En cela, cette doctrine est spéculative.

(2) V. aussi *Michelet*: La France avant l'Europe 1870, ch. xi. 4

l'histoire ne se fait que très peu de siècles avant Jésus-Christ. Apparemment les Germains ne sont pas sortie de terre à cette époque. Avant cela, fondu avec les Slaves, dans la grande masse indistincte des Scythes, ils n'avaient pas leur individualité à part. Un Anglais est bien un type dans l'ensemble de l'humanité. Or le type de ce qu'on appelle très improprement la race anglo-saxonne, n'est ni le Breton, du temps de César, ni l'Anglo-Saxon de Hengist, ni le Danois de Knut, ni le Normand de Guillaume le Conquérant; c'est le résultat de tout cela. Le Français n'est ni Gaulois, ni Franc, ni Burgond » ; (c'est l'ensemble de tout cela). (Renan op. cit. p. 295-6).

Le milieu géographique influe à la longue sur les caractères ethniques les plus divers et provoque des transformations et des adaptations qui sont ensuite transmises par hérédité. C'est un élément dont il faut tenir compte, dans l'appréciation de la race.

Les Etats de leur côté, n'ont rien fait, tout au contraire, pour sauvegarder l'individualité de race, car l'unité politique et nationale d'un peuple ne pouvait se faire qu'à la condition de renverser l'indépendance individuelle de celle-ci. Les Etats ont compris de bonne heure cette vérité politique et l'ont appliquée.

Dans le même ordre d'idées, M. Dottain (op. cit. p. 370) arrive à la constatation du triple phénomène :

« Premièrement, que les grands Etats et les plus puissants de ce continent sont ceux qui se composent d'un plus grand nombre de races différentes à l'état de combinaison ; secondement, que les races différentes sont réunies, mais à l'état de distinction, sont les plus faibles, ou même qu'ils sont voisins de leur ruine ; troisièmement, que là où une race distincte et sans mélange forme individuellement un Etat, il est paralysé dans son développement et ne présente aucun des caractères d'un véritable organisme ».

En résumé, la théorie allemande convient à un peuple fort, qui regarde sa nationalité comme inachevée et qui croit gagner à la guerre. Elle constitue *un type d'idéologie nettement agressif*,

incapable de tempérament et voué à la subversion (v. Johannet, op. cit. p. 212) (1).

Et comme signe de race, la doctrine allemande prend principalement la langue.

Suivant la théorie de race, les peuples ne doivent pas se mêler et loin de s'accorder dans le souci continu de conserver leur pureté, arriveront fatalement à se disputer et à se détester mutuellement (2). L'orgueil inné de la race germanique ne permettrait pas aux races inférieures le mélange de sang, ce qui aurait pour but d'assombrir ses « nobles qualités ». — Mais c'est une théorie qui existe depuis longtemps : la personnalité des lois lors de l'invasion des Germains dans la Gaule et la loi Lombarde avec cette proposition : « *Pro libero secundum nationem suam* », en fournissent les preuves. Et depuis, sous des aspects différents, cette pratique n'a jamais cessé d'être familière à la Germanie. On la retrouve encore, à peine transformée, dans la Constitution de 1912, octroyée par François Joseph aux Bosniaques-Herzégoviniens, qui prévoie les curies électorales particulières à chaque race. — Et la loi Delbrück du 22 juil. 1913, sur la naturalisation, dans son art. 25 s'exprime ainsi : « Ne perdra pas sa nationalité d'Etat, quiconque, sur sa demande, aura reçu, avant l'acquisition de la nationalité d'Etat étrangère,

(1) V. aussi, *De Roquette-Buisson*, op. cit., p. 78 et suiv.; *Hégel*: Philosophie du droit, p. 252 et 254 ; *Serge Popoff* : Du mot et de l'idée de nation, Paris 1869, p. 10; *Raoul de la Grasserie*: Du principe sociologique des nationalités (Extrait de la Revue internationale de Sociologie). Paris 1905, p. 22.

(2) V. les vues très justes de Vacher de Laponge, cité par Johannet, op. cit., p. 222, sur les conséquences de la doctrine racique. — *William Martin*: L'Allemagne et les nationalités, dans la Revue politique et parlementaire, de novembre 1911.

l'approbation écrite de l'autorité compétente de son état originaire, en vue de la conservation de sa nationalité d'Etat ».

« L'unité de l'espèce humaine est maintenant démontrée, par des arguments irréfragables, et ce n'est que par des sophismes qu'on peut soutenir, que la différence de la couleur et de l'angle facial, ou de la conformation physique du crâne, établit des différences d'espèces dans la famille humaine.

« Nous concluons donc, que la race ne constitue pas la nation, et que la reconnaissance du principe de l'unité individuelle des races, et en conséquence la nécessité de leur séparation, sanctionnerait un préjugé cruel, en admettant une différence substantielle appuyée sur les différences accidentelles, contre l'unité naturelle du genre humain ». (P. Fiore : Dr. int. pub. p. 102-104).

C'est aussi notre conclusion.

II. La langue (1) second élément de nationalité, a beaucoup plus d'importance, que la race, a cause de sa fixité et d'une exactitude plus ou moins relative suivant les peuples (2).

(1) Bibliographie: *Renan, op. cit.*, p. 300; *Morgan, op. cit.*, p. 15 et suiv.; *P. Fiore, op. cit.*, p. 106 et suiv.; *R. Muir, op. cit.*, p. 54; *Grasserie, op. cit.*, p. 28; *William Martin, op. cit.*, p. 281 et suiv.; *Laurent*: Histoire du droit des gens, et des relations internationales; T. XVIII et la Philosophie de l'histoire, p. 480 et suiv.; *Carnazza Amari*: Traité du dr. int., t. I, pp. 235-36, etc... *Fichte*: Rede au die deutsche Nation, etc...

(2) Pour la séparation des Etats, fondée sur la langue, on n'en trouve guère de trace avant le moyen âge. C'est au xiv^e siècle que la chronique tchèque de Dalimal met ses paroles anxieuses dans la bouche d'une princesse patriote: « Garde-toi de confier ta fortune à l'étranger tête bohème. Là où il n'y a qu'une langue, là est la gloire ». Deux siècles auparavant, le héros magyar St-Etienne mettait la grandeur des Etats dans un principe opposé: *unius linguae unusque moris regnum imbecille est*. De pareilles préoccupations passaient par dessus la tête de l'homme antique. Tout au plus chez les Grecs, les Hébreux, gratifiait-il d'un surnom grotesque les peuples dont le parler offensait ses oreilles: *barbaroi* et *zumzummin*, les *predouilleurs*. Mais ils ne faisaient rien semble-t-il, pour accentuer ce critérium. En 1551, nous verrons les princes protestants d'Allemagne, bien stylés par la cour de France, proposer à Henri II, de lui remettre les terres impériales, qui n'étaient pas de parler germanique, mais français. Cette théorie valut à la France les Trois Evêchés. (V. Johannet, *op. cit.*, p. 1-2).

La science auxiliaire est la *linguistique*, qui analyse les divers parlers, pénètre profondément dans l'esprit des peuples en l'étudiant dans ses tendances traditionnelles qui persistent au travers de la plus part des cataclysmes, imposés aux hommes par les hommes eux-mêmes ou par la nature.

« Les langues, dit Renan, (*op. cit.*) p. 300, sont des formations historiques, qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui les parlent et qui, en tout cas, ne sauraient enchaîner la liberté humaine, quand il s'agit de déterminer la famille avec laquelle on s'unit pour la vie ou pour la mort. »

Cette affirmation exacte en ce qui concerne la race, ne l'est pas tout à fait pour la langue, parce que la langue d'un peuple vient de ce peuple, lui-même, traduisant sa manière de penser, de sentir et exprimant tout ce qu'il y a de beau ou de bas dans un peuple. La langue comme le peuple, vit et court tous les changements survenus dans son esprit, son caractère et ses conceptions (1).

D'autre part Renan a raison de refuser la constitution d'une nation sur la base linguistique *seule*. Elle peut bien être un élément constitutif de nation mais secondaire ; elle peut bien préparer une nation dans ce qu'on appelle sa volonté de vivre unie, le consentement national, ce qui n'est pas un travail négligeable. Cette conclusion pourtant ne nous paraît pas ressortir de la présentation de Renan.

(1) La langue de chaque peuple est d'ailleurs en rapport direct avec son génie, avec la forme de son esprit et la nature de ses conceptions. On peut juger le caractère d'une nation par la langue qu'elle parle. La langue française est fine, souple, légère, pleine de belles tournures de phrases et à cause de cela même, très difficile pour les étrangers. L'allemand est obscur, lourd, exacte image de l'esprit allemand. L'Anglais est extrêmement simple, avec peu de grammaire, prononçant très vite et incomplètement les mots : une véritable langue commerciale qui repré-

Les nations dominatrices ont très bien compris l'importance de la langue chez des nations subjuguées. Pour l'effacer, elles n'ont reculé devant aucun obstacle, mais la langue étrangère ne s'y adapte qu'avec une grande résistance. Nous en voyons l'exemple le plus frappant en Allemagne, qui craignant de « l'invasion slave », dans les contrées limitrophes de la Prusse Orientale, interdit l'emploi de la langue nationale pour les inscriptions des rues, des gares, des édifices publics, des enseignes des boutiques, dans les débats judiciaires, à l'église, et même aux cimetières, où partout la langue du dominateur fut affichée, mais surtout dans les écoles, aux enfants polonais. Mêmes procédés furent employés en Alsace et au Slesvig. Mais cette guerre scolaire a réveillé, avec une vigueur conquérante, le patriotisme endormi : En Pologne, la langue nationale fut enseignée aux enfants par leurs parents ; en Alsace, la langue française a fait des progrès depuis qu'elle est poursuivie ; au Slesvig, la loi du 12 avril 1908 sur les associations qui prescrivit les langues allogènes, a réveillé une agitation qui s'éteignait et qui maintenant s'étend. (v. Martin, *op. cit.* p. 284). Le résultat était donc diamétralement opposé à celui que les initiateurs allemands de ces mesures attendaient (1).

sente la formule: le temps est de l'or. L'italien est harmonieux, mélodique, pleine d'imaginatons et de musique, comme le peuple qui le parle.

M. Emile Boutroux a noté très justement: « Un illustre philologue, l'un de nos maîtres les plus aimés, Michel Bréal, dans son célèbre Essai sur la Sémantique, expose qu'il ne faut pas considérer le langage comme une chose existant en soi et évoluant par soi, selon des lois indépendantes de l'homme. Tout ce qui est condition extérieure, estime-t-il, joue uniquement dans l'évolution du langage, un rôle de cause seconde et occasionnelle. La seule cause vraie, c'est l'intelligence et la volonté humaines » (Rapp. par Jean Bruhnes et Camille Vallaux: La géographie de l'Histoire, Paris 1921, p. 21-22).

(1) Un autre exemple, nous trouvons en Alsace et en Lorraine, dont les habitants, d'après M. Fiore, *op. cit.*, p. 106, « ne comprennent pas

Tout en donnant une bonne place à la langue surtout, dans la préparation de la nationalité, nous ne pouvons pas baser la constitution d'un Etat sur le parler seul des peuples. Donc la langue ne suffit pas à elle seule. Elle peut être trompeuse. Exemple : Les Bulgares, qui ont été et sont toujours d'origine tartare, avec toutes les qualités et défauts que cette race présente, parlent un dialecte slave, qui leur fut imposé par leurs dominateurs slaves. A première vue, on les croirait slaves ; mais ils sont profondément attachés à leur origine tartare, dont ils se vantent en s'appelant Tartaro-Bulgares (1).

L'unité de langue n'apporte pas nécessairement l'unité nationale ; la diversité de langue n'empêche pas nécessairement celle-ci. Exemple : La langue espagnole domine dans l'Amérique du Sud, malgré que les liens entre celle-ci et l'Espagne soient rompus depuis l'indépendance des colonies sud-américaines. Les Américains du Nord (Etats-Unis) parlent l'anglais, mais constituent une nation à part. Les Suisses parlent trois langues différentes, même quatre (romanche) et sont pourtant une nation. De même les Belges, en parlant le français, le flamand et même l'allemand, constituent une nation par excellence.

Historiquement, la communauté de langue a été un facteur considérable, surtout un conservateur puissant de la nationalité (Hauser). Bacon, Leibnitz et Vico soutiennent avec raison, que

le dialecte gascon, ni provençal. Dans l'Alsace, le nombre de ceux qui parlent l'allemand est si grand, que les actes administratifs doivent se publier dans les deux langues ; et pourtant, il n'est pas de province française qui ait plus que Strasbourg un sentiment plus vif, plus chaleureux de l'honneur français. Pourra-t-on dire cependant, que la France n'est pas une nation, par cela seul qu'il y a quelques différences accidentelles dans l'unité de la langue ? » V. aussi *M. William Martin: op cit.*, p. 281.

(1) V. l'affirmation des mœurs allemandes par Bülow, dans Tchernoff : *Les nations et la société des nations dans la politique moderne*, p. xvii.

le premier mouvement de l'histoire d'un peuple est sa langue. Mancini (Diritto internazionale, Naples 1873, p. 34 et suiv.) dit « l'unité de la langue prouve l'unité morale de la nation » et que « la langue est le plus puissant de tous les liens qui constituent l'idée nationale ». On subit l'influence du peuple dont on adopte la langue. Exemple : Les Américains du Nord et l'anglais, les peuples slaves et l'allemand. Ceci pourtant n'est pas absolu.

L'Irlande par exemple, quoique de langue anglaise, flétrit les procédés de l'Angleterre sur sa langue même... Actuellement encore, l'irrédentisme italien est surtout à base linguistique. L'Unité allemande s'est faite en somme autour des vers de Moritz Arndt : So weit die deutsche Zunge Klingt (1) (Hauser). Au Slesvig, la limite entre les Danois et les Allemands n'est pas la frontière politique, mais la barrière linguistique. La nationalité tchéco-slovaque, ou la nationalité magyare ou la nationalité serbo-croate, sont à *peu près* inscrites dans l'ère géographique, où la langue dominante est le tchèque, le magyar ou le serbo-croate.

Très curieuse est la conception de Fichte (dans son IV^e discours à la nation allemande).

« Ce qui parle en réalité, dit-il, ce n'est pas l'homme, mais en lui parle la nature humaine et elle se manifeste en d'autres hommes semblables à lui ».

Et dans son V^e discours, il est plus affirmatif.

« Ce qui parle, dit-il, la même langue, c'est déjà avant toute appari-

(1) Voici le passage entier des vers de Moritz Arndt:

Wass ist des Deutschen Vaterland?
So nenne endlich ich das Land,
So weit die deutsche Zunge klingt,
Und Gott im Himmel Lieder singt ;
Das soll es sein! das soll es sein!
Das ganze Deutschland soll es sein.

(Cité par de Roquette-Buisson, *op. cit.*, p. 90, *en note*).

tion de l'art humain, un tout que par avance la pure nature a lié de liens multiples et invisibles... Un pareil tout ne peut admettre en son sein aucun peuple d'une autre origine ou d'une autre langue, ni vouloir se mêler avec lui ».

C'est la négation même du droit des peuples à s'unir volontairement ; c'est la négation de la nationalité suisse par exemple. C'est en d'autres termes, toute la doctrine racique allemande qui veut faire de la langue, son élément principal de domination (1) (2).

Pour certains auteurs, comme Bluntschli, Novicow, Kozuharoff,

(1) V. Hauser, *op. cit.*, p. 23 et suiv. — D'autres spécimens nous viennent de la patrie allemande par la bouche de Moritz Arndt qui déclare en 1815, que « le Danemark ne peut exister à l'avenir que comme une partie de l'empire allemand, parcequ'il parle un « dialecte allemand ». De même, suivant Christophe Rühr (1817), « c'est le droit et le devoir des Allemands de délivrer du joug danois leurs frères opprimés ». Cela non pas naturellement parce qu'ils se plaignent, mais parce qu'ils font partie du germanisme inconsciemment, par la langue sud juthandaise « un dialecte allemand ».

(2) En Autriche, l'allemand était partout la langue officielle, dans l'administration, devant la justice, à l'école. En 1867, le droit de Hongrie à la langue magyare fut reconnu. Pour les autres parties de l'empire, l'art. 19 des lois fondamentales décrète: 1^o Chaque race a le droit inviolable de maintenir et de cultiver sa nationalité et sa langue; 2^o L'Etat reconnaît à toutes les langues en usage dans les pays de la monarchie, un droit égal à être employées dans les écoles, l'exercice des fonctions et certains actes de la vie publique; 3^o Dans les pays habités par des populations appartenant à plusieurs races, les établissements publics doivent être organisés de telle sorte, que, sans être obligés d'apprendre une seconde langue, chacun puisse recevoir, dans sa langue propre, les éléments nécessaires à son instruction. « Tel fut le point de départ de la théorie; cependant elle ne fut pas suivie dans la pratique, parce qu'on sentit qu'elle aboutirait à des Etats indépendants ou tout au moins fédératifs sans aucune hégémonie, car la langue créerait une nationalité si celle-ci n'existait pas ». (Grasserie, *op. cit.* p. 34.) Devant cette conséquence, les gouvernements autrichiens reculèrent mais une forte opposition tchèque et slovène leur imposa un respect, si minime soit-il, à l'engagement pris.

Au Reichsrat, les députés ont le droit de parler dans leur langue nationale; pour le serment à prêter, la formule est lue successivement en allemand et dans la langue du député; le compte-rendu sténographique et le procès-verbal des séances sont rédigés en allemand.

la langue joue le premier rôle dans la délimitation d'une nation. — Si on poussait cette doctrine jusqu'aux dernières limites, on arriverait à des iniquités, telles les frontières linguistiques ; la Suisse par exemple serait obligée au partage, de même la Belgique, l'Alsace-Lorraine, etc. (1).

Mais forcer un peuple d'accepter la domination qu'il ne veut pas à cause de similitude de langues, serait injuste. Le principe des nationalités fondé sur la langue, conduit à la guerre non moins sûrement que celle des limites naturelles. (2).

Nous en concluons, que les langues peuvent servir d'auxiliaires dans les délimitations des peuples, mais les constitutions des Etats ne peuvent se poser *uniquement* sur elles.

III. « **La religion** est un fait tout individuel, qui n'a aucune relation avec les rapports politiques et civils des citoyens. Elle lie les hommes à Dieu, et à la société morale ; mais elle n'a aucune influence sur les rapports sociaux, l'ordre juridique étant complètement distinct de l'ordre moral » Fiore *op. cit* t. I. p. 107.

La religion donc, dans la constitution des Etats modernes, n'a aucune influence. Mais dans l'antiquité, son rôle était des plus importants : elle tenait à l'existence même du groupe social, qui n'était que l'extension de la famille. La religion, les rites, se distinguaient de famille en famille. Qui ne pratiquait pas ces rites familiaux n'appartenait pas à telle famille. (Renan). Les cultes étrangers étaient réputés ennemis. Les nations barbares voient même dans la consécration de leur religion et la haine des cultes étrangers, une des plus grandes sauvegarde de leur indépen-

(1) Pour M. de Vivien de Saint-Martin, la langue est le signe de race (V. son nouveau Dictionnaire géographique).

(2) V. Laveley: Causes actuelles de guerre en Europe.

dance. La religion brahmane ou boudhiste a conservé la nation chinoise aussi cohérente qu'unie. De même chez les Assyriens, le Dieu suprême Asour, s'imposait par des brutalités inouïes et chez les Hébreux, le Dieu unique Iaweh, n'était pas une divinité universelle, mais bien le drapeau national juif.

En Orient, la distinction religieuse est poussée très loin. Elle se personnifiait dans le fanatisme musulman qui planait au-dessus de l'Europe, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne. Aujourd'hui, après quelques excursions dans ses ambitions, ce fanatisme paraît résigné d'accepter un sort moins brillant qu'il ne désirait. C'est un exemple de ce qu'une religion peut présenter de brutal et de peu humain.

L'Unité de religion n'a jamais suffi à elle seule, pour constituer une nation. Les Etats balkaniques : la Roumanie, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie sont de religion orthodoxe, mais jamais, en aucune manière, ces Etats n'ont tendu vers une union politique; contraire aux intérêts de ces pays. La différence de religion ne peut pas davantage arrêter l'ascension d'un peuple vers l'union. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes nous fournit un exemple tout récent. Les Serbes y sont en majeure partie orthodoxes, les Croates et Slovènes catholiques, dans le Nord du pays; il y a quelques protestants et les Serbes de Bosnie-Herzégowine et de la Serbie du Sud (Macédoine) un peu plus de moitié, musulmans. Ceci n'a pas empêché ces peuples de se constituer en nation. De même en Suisse les catholiques et les protestants sont en complète paix religieuse et tous bons citoyens de leur république.

L'idée moderne de nation s'est développée sur tout autre plan que celui de la conscience religieuse. Aussi les Etats modernes abandonnent-ils les pratiques religieuses au libre contrôle de la

conscience ; le schisme et l'hérésie ne sont plus affaire d'Etat, et les diverses confessions, comme nous avons dit plus haut, peuvent vivre sans heurt, au sein d'une même nation. Mais il ne faut pas nier le rôle des prédicateurs dans certains pays... Popes bulgares et serbes, « papas » grecs en Macédoine et en Epire, missionnaires catholiques autrichiens et italiens, sont encore autant et souvent plus que les instituteurs, les véritables agitateurs nationalistes » (Ruyssen. *op. cit.* p. 30). Le Tzar fût pour tous les Slaves, le chef et le protecteur de l'orthodoxie, et le Saint Synode, son puissant instrument.

Les religions, nous l'avons vu dans l'antiquité aboutissaient fatalement à des conflits, car « pendant des siècles, l'humanité se divise non pas sur des questions de nationalité, mais sur des questions religieuses, et l'avènement des grandes religions met fin à l'idée de patrie ; on n'est plus romain ou athénien, on est chrétien, bouddhiste, musulman ». (Renan, *Origine du christianisme : Marc Aurèle*) (1).

Le christianisme et l'islamisme sont antipathiques l'un à l'autre, la guerre entre eux est sans merci. Les Croisades en sont la preuve. De même, le protestanisme et le catholicisme sont la cause de guerre de Trente ans et celle des Hussites. Pour empêcher les retours du passé, il est fort dangereux de fonder un Etat uniquement sur l'élément religieux. D'abord on aboutirait à des immenses Etats, qui loin de fonder une paix générale seraient continuellement en guerre, car nous ne croyons pas à

(1) « Au moyen âge, on était chrétien avant d'être Français, Italien ou Allemand. On est maintenant, avant toute chose, de son pays et de son drapeau, dans tout Etat équilibré, sain et solide. Ainsi se constitue l'ensemble de sentiments et de tendances que nous appelons le patriotisme, fondé, dans ce qu'il y a de plus résistant, sur l'amour de l'Etat-territoire ». Bruhnes et Vallaux: *La géographie de l'histoire*, p. 395-6.

la tolérance religieuse entre ces puissants Etats religieux. L'histoire nous donne pleinement raison. En second lieu, il sera injuste de forcer des hommes d'appartenir à un même Etat rien qu'à cause de l'identité de religion. Dans de pareils Etats, on ne tiendra compte de différence de race de langues, de traditions... et on verra rassembler les différentes mentalités, cultures, conceptions, dans un même tout, ce qui ne pourra exister que dans des suppositions gratuites de certains auteurs. Nous avons refusé d'accepter le fondement d'une nation sur les *seuls* éléments de race, et de la langue; nous nous refusons de prendre l'élément religieux comme unique fondement d'une nation : il n'est que secondaire et suivant les Etats, de peu, ou de nulle importance. Nous terminons cette étude avec ce célèbre passage de Renan : « Les divisions (de religions) n'existent plus, et si la religion doit garder toute son importance dans le for intérieur de chacun, elle est sortie presque entièrement des raisons qui tracent les limites des peuples ». (Renan, Qu'est-ce qu'une nation ? p. 300 et suivante).

IV. **Les frontières naturelles; le territoire** (1), comme la religion, sont un élément de nationalité dont on se servait beaucoup plus dans le passé qu'aujourd'hui. — Les peuples barbares voyant des plaines plus fertiles que les leurs, les cours d'eaux mieux navigables que ceux qu'ils possédaient, se jetaient à la guerre de conquête; de même la possession des plaines sans montagnes ne leur valait pas grand'chose, d'où guerre imminente. Aujourd'hui, on ne devait

(1) Bibliographie: *De Faria*: Considérations sur les limites d'Etats; *Brentano-Sorel*, *op. cit.*, p. 20; *Ollivier*, *op. cit.*, p. 167; *Renan*: Qu'est-ce qu'une nation, p. 303 et suiv.; *Hauser*, *op. cit.*, p. 9; *Bruhnes et Laloux*: La géographie de l'Histoire, Paris, 1921, p. 354 et suiv.

pas dire autant, surtout que la nation ne suit plus les montagnes pour sa défense, ni les cours d'eau pour son commerce. Le droit international moderne règle à l'amiable les questions là où, dans l'antiquité, les peuples se seraient exterminés (1).

La géographie ici joue le principal rôle : elle fournit toute l'argumentation à la théorie des frontières naturelles.

« Les rivières ont conduit les peuples ; les montagnes les ont arrêtés. Peut-on dire cependant, comme le croient certains partis, que les limites d'une nation sont écrites sur la carte et que cette nation a le droit de s'adjuger ce qui est nécessaire pour arrondir certains contours, pour atteindre telle montagne, telle rivière, à laquelle on prête une sorte de faculté *a priori* ». (Renan : Qu'est-ce qu'une nation p. 303).

C'est toute la théorie des frontières naturelles. Renan, à juste titre, se demande s'il y a de doctrine plus arbitraire et plus funeste. Avec cela, on justifie toutes les violences.

« Et d'abord, continue-t-il sont-ce les montagnes ou bien, sont-ce les rivières qui forment ces prétendues frontières naturelles ? Il est incontestable que les montagnes séparent, mais les fleuves réunissent plutôt. Et puis, toutes les montagnes ne sauraient découper les Etats. Quelles sont celles qui séparent et celles qui ne séparent pas ? De Biarritz à Tornea, il n'y a pas une embouchure de fleuve, qui ait plus qu'une autre un caractère bornal. Si l'histoire avait voulu, la Loire, la Seine, la Meuse, l'Elbe, l'Oder auraient, autant que le Rhin ce caractère de frontière naturelle, qui a fait commettre tant d'infractions au droit fondamental, qu'est la volonté des hommes. On parle des raisons stratégiques. Rien n'est absolu ; il est clair que bien des concessions doivent être faites à la nécessité. Mais il ne faut pas que ces concessions aillent trop

(1) La théorie des frontières naturelles à son origine dans l'Etat romain, mais ne s'y répandit qu'à l'apogée de sa puissance et ne présida guère qu'à ses subdivisions intérieures. Richelieu, dans son testament politique, conseilla à la France de se tenir de ses frontières naturelles (le Rhin), ce qui faisait remettre en honneur cette vieille doctrine romaine, déjà oubliée.

loin. Autrement, tout le monde réclamera ses convenances militaires et ce sera la guerre sans fin. Non, ce n'est pas la terre, pas plus que la race, qui fait une nation. La terre fournit le *substratum*, le champ de la lutte et du travail ; l'homme fournit l'âme. L'homme est tout dans la formation de cette chose sacrée qu'on appelle un peuple. Rien de matériel n'y suffit. Une nation est un principe spirituel, résultant des complications profonde de l'histoire, une famille spirituelle non un groupe déterminé par la configuration du sol ». (Renan *op. cit.* p. 303, et suiv. (1).

Cette théorie des frontières naturelles est complétée en ce qui concerne les montagnes, par la théorie des glacis. En effet, les nations atteignant certaines montagnes, s'aperçoivent vite que cette barrière n'est pas si naturelle et si infranchissable qu'elles la croyait, que la montagne par exemple, est beaucoup plus souvent un chemin, un réseau de sentiers et de passages qu'une barrière, et alors, dans le souci continuél de protection, elles poussent ses frontières jusqu'aux glacis. Une autre nation qui possède ces glacis, ne les cèdera pas sans lutte, d'où le conflit inévitable. De même, lorsqu'une nation s'établit sur un bord de mer, pour sa sécurité veut s'étendre sur l'autre bord, d'où collision avec les intérêts d'une autre nation. Ce souci d'arrondissement ne connaît aucune limite: il traite les agglomérations humaines comme une argile uniforme à mettre sous la roue du potier, pour en faire le travail qui lui conviendra le mieux (v. Fiore, *op. cit.*, t. I, p: 125-126) (2).

(1) V. l'excellent article de l'éminent géographe russe A. Woeikof: De l'influence de l'homme sur la terre (Annales de géographie, X, 1901, p. 98); Bruhnes et Vallaux: La géographie de l'Histoire, Paris 1921, p. 125.

(2) Nous voyons chez les nations qui pratiquent cet arrondissement par dehors, une tendance de s'arrondir par dedans en quelque sorte, c'est-à-dire en faisant disparaître les enclaves constituées à l'intérieur de leur territoire par des nationalités différentes. « Elles exercent une

Mais il ne faut pas refuser toute l'influence de situation géographique sur la mentalité, les conceptions, les qualités et les défauts des habitants (1), ce qui ne les oblige en rien de vivre dans un même Etat. Leur volonté librement exprimée peut seule rendre cette union viable (2),

La théorie des frontières naturelles se montra toute puissante après la guerre mondiale (1914-1918). Certaines puissances, pour s'attribuer des territoires ennemis ou amis, se servaient d'elle, en la déguisant sous des différentes formes. Nous en reparlerons dans notre troisième partie (3).

pression constante sur ses îlots ethniques, qui disparaissent peu à peu, comme dans la mer » (Hauser). Pour protéger ces minorités ethniques, on a inventé la théorie de la protection des minorités.

(1) Il est reconnu par exemple, qu'un peuple, dont le pays est situé sur les côtes est marin, commerçant, égoïste, matériel...; qu'un autre sur les montagnes, à cause des difficultés de relations est plus individualiste et libéral: le dominer n'est pas facile, ce qui fait qu'il garde jalousement sa liberté...; qu'un troisième habitant les plaines, exposé plus souvent et plus facilement à des invasions étrangères, parce qu'il n'a pas de barrières naturelles qui la protégeraient, se voit dans l'obligation de remettre sa liberté et ses intérêts entre les mains d'un seul, qui les défendra, mais aussi gardera ce pouvoir plus longtemps qu'il n'est nécessaire: d'où l'absolutisme contraire à la liberté. — De même, le climat a une influence très sensible sur la population. Dans les pays froids, les peuples sont travailleurs, réalistes; dans le midi, les habitants sont naturellement sensuels (et chez eux l'imagination prédomine (V. Stieglitz, *op. cit.*, t. III). — Pourtant, il ne faut pas pousser trop loin ce raisonnement, car, s'il est vrai, que le sol impose à l'homme ou lui interdit certaines modes d'actions; il n'est pas moins certain qu'en retour, l'homme donne au sol la figure de son amour et de son rêve et souvent arrive à maîtriser les barrières naturelles... Dans cette lutte, nous ne doutons pas, c'est l'homme qui sera le vainqueur à la fin.

(2) Au fond, la notion d'un territoire naturel est une fixation; c'est le domaine qu'un peuple assigne à ses ambitions et à ses espoirs (Ruyssen).

(3) On a l'habitude de compléter la théorie des frontières naturelles par les frontières naturelles fondées sur les *droits historiques*, ce qui n'est pas admissible non plus, malgré qu'on ait dit, car il n'y a pas de peuple qui n'a pas fait de conquêtes et qui n'a pas opprimé les autres peuples. Alors les revendications se trouveraient réciproques.

Cette théorie peut être appelée aujourd'hui impérialiste, parce que loin de fonder la paix, elle aboutit fatalement à la guerre. Nous lui refusons une place dans les éléments constitutifs d'une nation, en nous solidarisant avec M. P. Fodéré (dans Fiore, *op. cit.*, t. I, p. 126), qui affirme que « la vraie frontière naturelle se trouve dans les cœurs ».

Le milieu historique tend à atténuer et à éliminer les caractères ethniques différenciés, à produire un certain nivellement, à cimenter de plus en plus l'unité du genre humain. Cette tendance de cohésion, qui était jadis la conséquence de la guerre, devient, à l'époque moderne, le produit du travail associé, des échanges économiques, des énergies intellectuelles et morales, en somme, de tous les coefficients sociaux, qui, grâce à la multiplication des voies de communication, à l'extension et à la complexité des rapports internationaux, provoquent toujours, plus de fusion des groupes ethniques. Cet élément se complète avec celui de géographie.

V. **La dynastie** présente une force cohérente pour rassembler les différents éléments de nationalité, éparpillés dans un peuple en leur donnant une forme politique concrète.

« C'est par la dynastie que la nationalité voit, marche, se défend, se perpétue le mieux ». (Johannet, *op. cit.* p, 382).

En France, c'est autour des Capétiens, que les différentes races se sont rassemblées pour former l'union. En Angleterre, ce sont les forces dynastiques qui ont associé, puis incorporé l'Ecosse au destin de la Grande-Bretagne, et si l'Irlande tomba, ce fut faute d'une dynastie. Le cas de l'Espagne est encore plus éloquent. Sa formation au x^v^e siècle, résulte d'un mariage et si, dans la péninsule, les destins de

la Catalogne sont enchaînés à ceux de la Castille, tandis que ceux du Portugal s'en écartent, la raison doit en être cherchée dans l'existence à Lisbonne de la maison de Bragance, équivalent qui manque à Barcelone ou à Valence, dont la dynastie arabe fut expulsée au XIII^e siècle (Johannet, p. 383). L'Italie attendit 10 siècles pour s'unir, faute de dynastie nationale, mais une fois découverte dans celle de Savoie, l'union se fit en moins de 30 ans. L'Allemagne avec ses nombreuses dynasties, perpétuellement en désaccord, ne s'unira qu'avec les Hohenzollern, qui imposeront l'union de tous les pays allemands de force, faute de bonne volonté. Les Romanoff tenaient les différents peuples et l'immensité du territoire russes; une fois disparus, on voit bien ce qu'il en est advenu de la Russie. De même, sans les Habsbourg, l'édifice fragile et précaire qu'on appelait autrefois l'Autriche-Hongrie, se désagrégea en plusieurs Etats nationaux.

La dynastie héréditaire au moyen âge, présentait l'élément de stabilité et de force. Les peuples sans dynastie nationale s'unifiaient avec d'autres peuples plus heureux, afin de mettre leur destin sous la protection d'un roi. C'était presque un axiome politique, que la monarchie présente la force et la république, le désaccord, la faiblesse. Seule cette manière de voir, nous permet d'expliquer, pourquoi Bismarck favorisait l'installation du régime républicain en France après 1871, et pourquoi le Japon s'opposait à la restauration monarchique en Chine en 1916. — Cette prétention est fort discutable et discutée: elle pouvait être exacte dans le passé, mais aujourd'hui, elle ne l'est plus parce que ce n'est plus le roi qui personnifie l'Etat, mais toute la nation prise *in globo*.

Mais un peuple peut marcher vers l'union sans dynastie:

la Suisse en est un exemple. D'autre part, une nation peut ne plus vouloir de dynastie, se voyant suffisamment forte pour continuer toute seule sa vie. La France en est l'exemple classique: après avoir vu plusieurs dynasties sur son trône, elle croyait à juste titre, que le mieux pour une nation, c'est de se guider elle-même.

Nous concluons que la dynastie est un élément du passé dont il ne faut pas nier l'importance; aujourd'hui elle est, suivant les pays, de peu ou d'importance nulle.

VI. Les intérêts.

« Un Zollverein n'est pas une patrie » (Renan, *op. cit.* p. 303). « L'intérêt peut associer provisoirement des forces mêmes ennemis, comme il peut dresser l'un contre l'autre des esprits ou des groupes, qui par ailleurs se sympathisent. Mais le lien national est d'un autre ordre qu'un compromis d'affaires; une nation n'est pas un syndicat d'appétits ». (Ruyssen *op. cit.*, 20).

Les affinités économiques, la proximité, peuvent être un élément de nationalité, mais ce n'est que provisoire, puisqu'à la moindre dispute, tout se rompt, faute d'un attachement plus solide.

On peut objecter toutefois, que le Zollverein allemand a préparé l'union de l'Allemagne et que par conséquent, il ne faut pas lui refuser toute l'importance. L'objection n'a pas de valeur, parce que, l'union allemande n'est que l'accomplissement d'une volonté unilatérale de la dynastie des Hohenzollern de Prusse, qui, par la force, pressait les autres dynasties, *volens, nolens*, de l'approcher.

Pourtant, sous peine de se désagréger, l'Etat doit se composer des peuples, possédant tous les mêmes intérêts généraux. Jadis ces intérêts étaient ceux du maître — l'Empire

des Habsbourg en est l'exemple moderne le plus frappant — et ce maître contraignait les peuples à son obéissance. Il n'en est plus de même aujourd'hui, dans la plupart des pays, où l'intérêt national dicte au souverain la conduite qu'il doit suivre. Naturellement, ces intérêts généraux se présument chez des peuples possédant les traditions communes et ayant déclaré vouloir appartenir à telle nation déterminée. — Les intérêts donc, ne sont que tout à fait secondaires, dans la formation d'une nation.

M. Morgan (*op. cit.*, p. 34-35), nous donne une autre cause de la conservation de l'esprit national chez des peuples assujettis : *leur exclusivisme et l'horreur qu'ils ont des intrusions étrangères.*

« Vivant en contact perpétuel, dit-il, avec des gens d'esprit et d'intérêts différents des leurs, les peuples se sont gardés d'introduire dans leur milieu, des éléments différents de leur race, considérant dans leur bon sens, que le bien le plus précieux que possède une nation, est sa culture personnelle. Culture composée de traditions et de tendances, variant avec le temps, suivant les nécessités, mais demeurant toujours folle d'elle-même. C'est ce sentiment national, maintenu par la force même des choses, qui a permis à la Bohême, à la Grèce, à l'Arménie et à beaucoup d'autres pays encore, de persister à travers des siècles et de mille difficultés, comme patrimoine de nations qui ne voulaient pas périr, qui conservaient la foi dans leurs destinées ».

Donc le conquérant contribue grandement à allumer les flammes du patriotisme national, en essayant de détruire une nation. Inspirée par l'esprit de liberté, une nation opprimée se conservera dans son exclusivisme et ne trouvera que des sympathies auprès des nations civilisées, qui l'aideront au besoin, vers sa liberté complète.

VII. « **La possession d'une commutne radition** en souvenir de souffrances supportées et de victoires remportées en commun exprimées dans les chants et les légendes, dans les noms chéris des grandes personnalités qui semblent incorporer en elles le caractère et les idéales de la nation, dans les noms aussi des sites sacrés, temples de la mémoire nationale... » (Muir, *op. cit.*, p. 62); voici un élément de nationalité d'une grande importance.

M. Muir nous fournit tout de suite un exemple :

« L'indestructible nationalité dit-il des rudes montagnards de la Serbie, n'est pas due à la race, à la langue ou à la religion, bien que toutes celles-ci aient contribué à la former, autant qu'au pieux souvenir d'Etienne Douchan, au tragique souvenir de Kossovo et des quatre siècles d'esclavage qui ont suivi; elle est rendu plus profonde par le souvenir de la longue lutte obscure contre les Turcs, à partir de 1804, et enrichie par les triomphes de 1912 et 1913 : elle est rendus impérissable par les souffrances héroïques des soldats de 1914 et 1915, par l'agonie de leur défaite tout autant que par leurs victoires. Ici est la source de ce paradoxe de la nationalité qu'elle n'est qu'intensifiée par la souffrance... » (Muir, p. 62 v. aussi Ruysen p. 32).

La force des traditions avait jadis tellement frappé Renan, qu'il en a fait, avec le consentement national, l'élément principal de nationalité.

« L'homme ne s'improvise pas, dit-il. La nation, comme l'individu, est aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous, le plus légitime; les ancêtres nous ont fait ce que nous sommes... Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple... Avoir souffert, joué, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques;... en fait des souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes; car ils imposent des devoirs; ils commandent l'effort en commun » (Renan, *op. cit.*, p. 306-307.)

Ce legs des riches souvenirs du passé influe sur la volonté des individus dans leur détermination de devenir membres d'une nation. Suivant que l'histoire parle pour un peuple ou pour un autre, et que les traces en soient toutes vivantes, il n'y a pas de doute que l'ensemble des individus sur lequel ceci se rapporte, se déclarerait appartenir à telle nation déterminée. Pour cela, nous lui donnons une première place, tout de suite après le consentement national, dont il est membre inséparable.

VIII. De tous ces éléments, c'est le **consentement national**, la volonté librement exprimée d'un peuple, qui fait le fond même d'une nation.

« L'homme n'appartient, dit Renan, (préface p. II à V du livre Discours et conférences) ni à sa langue ni à sa race ; il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est un être moral... » et plus loin... « au-dessus de la langue, de la race, des frontières naturelles, de la géographie, nous plaçons le consentement des populations, quels que soient leur langue, leur race, leur culte ».

Ce consentement peut être présumé ou expressément déclaré. mais il ne faut jamais refuser aux populations ce droit.

On peut prétendre, qu'avec une pareille doctrine, l'existence des Etats peut être continuellement mise en doute, puisque une partie de la population est libre de se déclarer un jour hostile à la communauté politique dont elle faisait partie jusqu'alors. Ceci nuirait, bien entendu, aux Etats en question et à leurs relations internationales. La paix mondiale, en conséquence, ne serait qu'un mot. Par des machinations de toute sorte, les puissantes nations arriveraient à jeter des sujets de dispute chez des nations plus faibles, qui se partageraient facilement pour se lier à celles-là, afin

de jouir de plus de bien-être, de sécurité, et même de pouvoir combattre leurs concitoyens jusqu'alors... On peut faire ici toute sorte de suppositions, l'imagination étant complètement libre.

Pour empêcher cet état de désorganisation, nous déclarons ne vouloir pas faire du consentement national l'unique élément de nationalité. Une pareille doctrine serait grosse de conséquences pour la stabilité des Etats et la paix mondiale. Mais en la complétant par les *souvenirs du passé, des sacrifices communs, des victoires et défaites, des joies et souffrances, en un mot de la tradition nationale*, nous croyons être dans la véritable doctrine des nationalités, qui loin d'être ennemie de la stabilité des Etats et de la paix mondiale, inaugurerà une ère de tranquillité des Etats et de bonnes relations internationales.

Nous partageons, en partie, l'opinion de Renan. Pour nous, comme pour Renan, « une nation est une âme, un esprit, une famille spirituelle, résultant, dans le passé, de souvenirs, de sacrifices, de gloires, souvent de deuils et de regrets communs, dans le présent, du désir de continuer à vivre ensemble », suivie d'un commencement de l'indépendance et de l'habitation en masse compacte sur un territoire déterminé. La définition seule de Renan, à notre avis, s'applique au peuple qui, suivie de notre addition devient *nation* (v. plus loin dans l'école allemande: Bluntschli).

« Ce qui constitue une nation, continue Renan, ce n'est pas de parler la même langue ou d'appartenir au même groupe ethnographique, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir ». (Renan, Préface des Conf. et Dis. p. II-V).

On dirait bien, qu'à cette définition manque une base matérielle: les intérêts, la langue, l'affinité de race (qui est matérielle en ce sens qu'on juge les individus d'après elle, selon leur extérieur, leur conformation physique, quelque chose d'essentiellement matériel), le territoire même, qui paraît être subordonné à la partie en quelque sorte immatérielle de la définition. En plus, elle est trop vague, trop élastique... Quoi de plus incertain que les traditions nationales? Que prendre comme criterium? L'histoire ou les légendes, les faits mentionnés dans des documents historiques ou dans la poésie, dans l'épopée nationale? Et peut-on bien concorder le consentement national avec le passé? Une nation doit-elle être l'esclave de ses traditions?

Les objections sont graves, mais ne sont pourtant pas irréfutables: les intérêts et la race, nous avons répondu plus haut, ne sont pas prépondérants dans la constitution d'une nation, et même, leur rôle étant si minime, on pourrait nier leur importance. La langue a quelque importance, mais secondaire. Quant au territoire national, il va avec la nation: là où un peuple se déclare vouloir continuer de vivre avec ses frères de race, de langue et surtout du passé, il apportera avec lui son territoire, et la nation grossie d'hommes, grossira en rapport du territoire (1). Lorsque les Serbes, les Croates et les Slovènes déclarèrent vouloir fonder un Etat et continuer leurs traditions interrompues il y a mille ans, ils entendirent élargir le territoire de la petite Serbie et en faire un grand Royaume.

(1) Mais le territoire, la terre ne fournit à l'homme que le champ d'activité, l'homme lui donne l'âme. Car l'homme est tout dans ce qu'on appelle une nation (Rouan).

La définition est bien vague, dira-t-on. On peut y mettre tout ce qu'on veut et rien du tout. Non. Le consentement national est une chose certaine, qui peut être matériellement constaté par le plébiscite international (1) dont l'histoire et les traditions nationales servent de base. Et dans le désaccord de celle-ci et de celle-là, c'est l'histoire, bien entendu, qui l'emportera.

Quant à l'objection qu'une nation ne doit pas être l'esclave de ses traditions, nous déclarons vouloir prendre les traditions comme base constitutive d'une nation. Une fois constituée, cette nation peut suivre son libre cours dans les relations internationales. Elle y peut suivre la tradition, mais peut aussi bien changer et faire de ses amis traditionnels ses ennemis et réciproquement. Mais c'est l'affaire de la politique qui ne nous intéresse pas ici. L'objection donc est mal dirigée.

A la différence de la doctrine de J.-J. Rousseau, dont on peut nous faire grief ici, nous affirmons que la base contractuelle de notre doctrine est plus réelle et pour cela plus solide, du moment que nous demandons le consentement express des individus par le moyen du plébiscite international, ce qui forme naturellement un contrat, un traité public entre le peuple votant l'union et la nation l'acceptant. Et même, dans le cas, où le plébiscite international n'est pas intervenu, la volonté de la population étant présumée favorable à l'union, sa base est très solide, puisqu'elle repose sur les traditions nationales, élément d'une force et de stabilité

(1) « L'existence d'une nation, dit Renan, est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie ».

presque aussi grand que le consentement express. Même en supposant, que l'argumentation ci-dessus n'ait pas de valeur, parce que la volonté humaine, même doublée des traditions nationales, est trop changeante pour servir de base constitutive d'une nation, on peut répondre par ce sophisme, qui vaut autant que la question, qu'il n'y a rien d'éternel sur la terre. Le changement de toute chose est un signe de vie et de progrès (1).

Cela serait une vaine prétention, une utopie, que de prétendre avec une pareille doctrine, fonder la paix perpétuelle sur la terre. Nous pensons simplement atténuer l'arbitraire qui règne actuellement dans les relations internationales, en présentant une doctrine, qui répartirait avec plus de justice objective, les territoires et les peuples. Nous sommes fermement persuadés, qu'avec notre doctrine, les conflits internationaux, qui ont tant ravagé l'humanité, seront au moins ajournés pour un assez long laps de temps.

(1) « Tant qu'à ce principe de vie (la conscience nationale) ne pénètre pas de sa force merveilleuse, la masse inerte et sans forme des éléments de la nationalité, ceux-ci n'ont ni unité, ni centre d'activité; ils forment bien un corps, même un corps animé, mais un corps incapable d'exercer les fonctions de la personnalité morale » (Stieglitz Alexandre : De l'équilibre politique du légitimisme et du principe des nationalités, 3 volumes, Paris 1894-97, t. III, p. 85).

M. Michel S. Kebedgy, dans son article : La question macédonienne (R. dr. int. et de lég. comp. 1904, p. 7), résume sa conférence qu'il a faite sur « l'idée de la nationalité et de la conscience nationale » en 1899. « Je m'étais attaché, dit-il, à démontrer l'importance dominante pour la constitution de toute nationalité, de cet élément décisif qu'on appelle la conscience nationale, auprès duquel tous les autres éléments habituels, mais non indispensables, tel que la race, la langue, la religion, les mœurs, etc. n'ont et ne saurait avoir qu'une importance relativement secondaire. J'ai expliqué en outre, que la conscience nationale sincèrement constatée, nous offre un moyen, à la fois simple et solide, pour apprécier les revendications nationales dans les différents pays, accorder notre sympathie aux peuples qui aspirent légitimement à l'accomplissement de leur unité nationale, condamner ceux qui voudraient porter atteinte aux droits des autres peuples ».

CHAPITRE III

Étude comparative des différentes écoles de nationalité et les définitions qu'elles donnent de « nation », « nationalité », « peuple », etc.

I. *Ecole italienne.* — Le fondateur de cette école est *Pascale Mancini*, qui dans son fameux discours d'ouverture, à la chaire de droit international à l'Université de Turin le 22 janvier 1851, posa son fondement en définissant la nation :

« *Nazione*, dit-il, é una società naturale di uomini, fondata sull'unità di territorio, di origini, di costumi, di lingua conformata a comunanza di vita e di coscienza sociale ». La Nation est une société naturelle d'hommes, fondée sur l'unité de territoire, d'origine, de mœurs, de langue conforme à la communauté de vie et de conscience sociale. (Mancini Pascale : v. La leçon d'introduction à la chaire de dr. int. pub. à l'Univ. de Turin, portant le titre : *Della nazionalità come fondamento del Diritto delle genti*. 1854, (1).

Cette définition, qui était considérée lors de son apparition comme révolutionnaire, n'est que l'analyse des éléments physiques et psychologiques des peuples. Elle est locale en ce sens, qu'elle servait de guide aux hommes éminents italiens

(1) Le fait curieux à signaler : Lorsque avec la franchise d'un savant qui ne craint rien, Mancini exposa sa doctrine, le représentant diplomatique autrichien à la cour piémontaise, le comte Aponyi, d'accord avec son collègue de Naples, immédiatement protesta (en 1852) auprès du roi de Piémont, sentant que cette doctrine est tournée principalement contre son pays. — V. aussi *Mancini*: *Del progresso del diritto nella società, nelle legislazioni e nella scienza durante l'ultimo secolo in relazione co principi e con gli ordini liberi* 1869.

pour la fondation de l'unité de leur pays, à l'intention desquels elle a été certainement formulée, mais son action a dépassé les limites de l'Italie et en ce sens elle est internationale.

Il faut remarquer tout de suite, les deux parties bien distinctes de cette définition. La première contient des éléments physiques, matériels: territoire, origine, mœurs, langue; la seconde, le lent travail de l'histoire: le sens de la communauté de vie et de conscience sociale, des éléments qui rapprochent d'abord les premiers, puis les cimentent dans l'union. Mancini a intentionnellement mis en avant les éléments physiques, parce que, croyait-il, ceux-ci apparaissent d'abord imminents comme tout ce qui est physique dans la nature. La volonté humaine n'y est pour rien, si non pour les constater. Puis, travaillé par ces éléments, le peuple après l'éducation et l'instruction, commence à se considérer comme une unité organique, qui doit s'organiser en nation. Une fois cette idée apparue dans le sens du peuple, le temps forcément l'amènera vers l'unité complète, en lui formant ce ciment de l'unité: la conscience nationale-sociale selon Mancini.

Juridiquement, cette idée de nationalité à s'organiser comme Etat, n'est autre chose, pour Mancini, que le droit des individus, à la liberté personnelle, prise *in globo*, c'est-à-dire, un ensemble des libertés de tous les individus, qui en formeront une seule grande liberté, semblable à la doctrine allemande de l'Etat, mais qui n'a avec celle-ci d'autres traits-d'union que la ressemblance. Tandis que l'Etat allemand, aboutit fatalement à un mécanisme colossal, où les libertés individuelles ne sont qu'un mot (et dont nous avons senti la force et l'influence pendant la guerre mondiale de 1914-1918),

l'Etat mancinien, au contraire, ne créait que l'union pacifique, l'élément de stabilité et de paix dans les relations internationales (1).

(1) Dans une étude remarquable, sur le principe des nationalités. M. Milenko Vesnitch, alors professeur à l'Ecole des hautes études juridiques de Belgrade, critique la définition de Mancini, qu'il croit incomplète : (V. Dr Milenko R. Vesnitch : Le sujet naturel de dr. int. pub. : Le principe des nationalités. — Sa leçon d'ouverture des cours du dr. int. pub. à la chaire de la dite école, faite le 15 fév. 1892. (Tirage à part du « Juriste »), p. 8-10.

« Dans cette définition (celle de Mancini) dit-il, manquent premièrement : l'idée du passé commun et secondement la notion de la volonté de la nation en question, de vivre en commun et de servir à de grandes fins, que la providence a mis dans le devoir de l'humanité. L'idée du passé commun est d'une importance capitale; il ressort de la situation de fait même, dans laquelle se trouvent certains Etats modernes et dont la population, quoique par sa composition ethnique n'appartenant pas à la même nationalité, tout de même, de pleine volonté, consciente de son passé et des efforts communs pour la liberté et l'indépendance, désire à l'avenir rester dans la même communauté. Il suffit, pour justifier ce manque dans la définition d'en haut, de citer le cas de la Suisse. La population Suisse n'appartient pas à la même race: elle parle quatre langues différentes, possède des religions différentes, mais tout est lié par les souvenirs à Tell et à Winkelried, — et nous pouvons affirmer, contre beaucoup d'autres, qu'au point de vue de dr. int. pub. existe une nation suisse. — D'autre part la volonté de la nation en question de vivre en commun est inséparable du principe des nationalités lui-même; elle est la partie essentielle du droit d'auto-disposition lui-même, qu'on reconnaît à chaque particulier depuis la Révolution française, qu'on a reconnu dans la seconde moitié de ce (xix^e) siècle à quelques peuples, et qu'on reconnaîtra à tous à la fin. Si l'idée de droit d'auto-décision ne ferait pas la partie de la définition de nationalité comme fondement du dr. int. pub., les Français, par exemple, pourraient exiger, se fondant sur la définition de nationalité de Mancini, la cession de ceux des cantons suisses, dans lesquels on parle le français, une grande partie de la Belgique, etc. et si on voulait pousser (ce raisonnement) à l'extrême, on pourrait aller jusqu'à donner à un Aréopage européen, le droit de séparer les Magyars de l'Autriche, alors qu'ils voient dans l'union avec celle-ci, son salut, et aient la forte volonté de rester à l'avenir avec elle.

« Ainsi, la définition de nationalité comme fondement du droit int. pub. devrait être la suivante: La nationalité est une société naturelle d'hommes, qu'appellent dans la vie commune d'Etat, la communauté de territoire et de race, l'identité du passé et de langue; — les hommes qui ont la conscience et la volonté de vivre dans la vie commune d'Etat ».

Tout en acceptant la critique de M. Vesnitch, de la définition de Mancini,

Il s'en suit, de cette courte analyse, que pour Mancini, le peuple d'abord, la nation ensuite, ont précédé l'Etat, qui n'est que leur forme définitive. Cette opinion ne nous paraît pas conforme à l'histoire: celle-ci, en effet, nous parle éloquemment de tant d'abus de force et de tant de formations d'Etats sans base nationale. L'évidence même nous force de ne point l'accepter pour le passé; pour l'avenir au contraire, l'évolution des nations doit suivre le cours que Mancini lui a tracé (1).

Pour *Mamiani* l'Etat précède la nation. Il donne la définition suivante de la nation: « un certain nombre de peuples, aptes et prédestinés à une étroite communauté de sang, l'unité de génie national, l'identité de langue ». Cette définition est très incomplète: il y entrent le sang et la langue, éléments d'une importance tout à fait secondaire. Quant au « génie national », le terme nous paraît très vague: il peut bien contenir le consentement national, qui doit en effet être un de ses éléments, mais ce n'est pas sûr: mieux vaut le formuler expressément, comme Mancini l'a fait. Il y manquent aussi les traditions nationales, élément sans lequel, à notre sens, il n'y a point de nation.

Mamiani dans la suite, s'élève contre le Congrès de Vienne et ses traditions, parce qu'il n'a pas accepté pour guide le

qui éclaire en deux points de vue que regrettablement Mancini avait omis, nous ne pouvons nous contenter que partiellement de sa définition à lui, parce qu'elle mentionne la race et la met sur le même pied d'égalité que les autres éléments d'une importance plus grande. La définition de M. Vesnitch est visiblement inspirée dans sa première partie de la doctrine italienne. La seconde partie est excellente: elle donne le véritable point de départ de la constitution d'un Etat.

(Voir à la fin de ce chapitre les autres auteurs serbes qui ont écrit sur notre sujet).

(1) Voir plus loin la critique de la doctrine de Mancini par Bluntschli.

principe des nationalités; il demande que les communautés politiques se forment, s'étendent et se dissolvent d'après le droit et le principe de la spontanéité et de la nationalité. Il n'y a pas de conquêtes perpétuelles. Pour tout changement de territoire, Mamiani exige le consentement de la population du territoire cédé, sous peine de nullité de cession (1).

Pierantoni suit Mancini et Mamiani en ce qui concerne le principe des nationalités. Pour la constitution des Etats, il est de l'avis de Mamiani. Comme ces deux auteurs, Pierantoni se déclare contre le droit d'intervention et pour la nécessité du consentement d'une population, pour la validité de la cession d'un territoire (2).

Ferraro Gola (*Corso di diritto internazionale pubblico, privato e matitimo*) définit la nationalité comme étant:

« la société naturelle des hommes, basée sur la communauté de race, de territoire, de langue, de mœurs, de traditions et sur la conscience de sa prédestination à la suprême union sociale de l'Etat ».

Cette définition est très complète, peut-être trop.

Palma (3) déclare, que le droit naturel de la nationalité est inviolable et domine les traités, qui peuvent être violés, quand la constitution d'un Etat national l'exige. Les chan-

(1) Mamiani développe sa pensée sur ce point, de la façon suivante : « Tout peuple autonome à la pleine liberté de vivre indépendant et dès lors, il dépend de lui, ou de rester séparé des autres, ou de s'unir et de s'incorporer en eux. Quel qu'ils soient les motifs sérieux et même obligatoires qu'il puisse entendre invoquer en faveur de cette union, ils sont d'une nature purement morale et tendent à remplir ce qu'on appelle une obligation imparfaite ». Mamiani : *Dell' ottima congregazione umana e del principio di nationalita*, p. 220.

(2) V. en même sens, Carnazza Amari, *Revue du dr. int. et de lég. comp.* 1873, p. 562.

(3) Luigi Palma: *Del principio di nazionalita nella moderna società Europea*.

gements territoriaux ne se justifient que s'ils tendent à réaliser le principe des nationalités, soit par voie de cession volontaire, soit par la guerre, qui ne doit être considérée comme moyen de défense légitime seulement lorsqu'elle est entreprise au profit de ce droit.

Dans la personne de *Pascale Fiore*, la doctrine italienne trouvera un grand défenseur. Il consacre tout un chapitre dans son *Droit international public* (1) (trad. de Pradier Fodéré, t. I, p. 97-131) à l'idée de nation et du droit des nationalités.

A la question: Qu'est-ce qu'une nation? P. Fiore se trouve en face de deux écoles:

« La première... soutient, que la nation est un fait nécessaire, une conséquence fatale de la réunion des divers éléments appartenant à l'ordre géographique, ethnographique, physique et morale ».

Les éléments de nationalité seraient donc:

« L'affinité de race, la communauté de langue, d'habitudes, de mœurs, de religion ».

dont la réunion donnerait la définition de nation. — La seconde ne tient:

« aucun compte de ces limites, ni de l'affinité de race, méconnaissant tout à fait la personnalité nationale et considérant les faits à accomplir comme les faits basés sur la raison du droit; elle soutient, que la nation est l'association d'hommes habitant le même territoire, soumis à la même législation et gouvernés par la même autorité. Cette école confond la nation avec l'Etat » (p. 97-98),

car la force et la violence peuvent bien contraindre une multitude d'hommes à reconnaître le même pouvoir et à

(1) Dont le titre exact en italien est: *Di un nuovo diritto internazionale pubblico secondo i bisogni della civiltà moderna.*

obéir à la même législation; mais elles ne pourront jamais faire d'eux une nation. Ex.: si la prétention de cette seconde école est exacte, les Polonais seraient, avant le traité de Versailles, les Prussiens, les Russes et les Autrichiens et jamais Polonais.

La non distinction de cette importante division, a conduit les auteurs à des confusions regrettables, qui leur ont fait commettre des inexactitudes et des erreurs. Le mérite appartient à P. Fiore, d'avoir délimité les deux domaines respectifs: celui du Droit international privé et celui du Droit international public, le seul qui nous intéresse.

La doctrine de P. Fiore repose sur le fait de l'association nécessaire entre les individus, dans le but de faciliter sa fin.

« Nous déclarons, dit-il, que nous entendons par nation, une libre et spontanée association de personnes, qui, par communauté de sang, de langue, d'aptitude, par une affinité de la vie civile (politique) ou tempérament, de vocation, sont aptes et prédisposées, à la plus grande union sociale ». (p. 118-119).

La nation, d'après Fiore, n'est donc pas l'effet de circonstances physiques ou naturelles, mais du droit naturel de sociabilité. Les hommes ont le droit de s'associer et quand en s'associant, ils se proposent une fin commune et qu'ils acquièrent la conscience de leur personnalité pour atteindre cette fin, ils deviennent nation. La nation est donc une agrégation libre et spontanée d'hommes tendant à la même fin.

La nation suppose donc la spontanéité et la liberté et elle n'existe qu'à cette condition. Il ne faut pas attribuer cette spontanéité à des circonstances extérieures, mais à la conscience et la libre volonté des hommes. Ce n'est pas le gouvernement, ce ne sont pas les diplomates, les publicistes, les

ethnologues, les philosophes, les historiens, qui peuvent tracer les lignes de démarcation des nations, car ces limites sont déterminées par certains instincts primitifs, par certaines aspirations mystérieuses, par la tendance naturelle qu'ont les peuples de se réunir à d'autres.

La force et la violence peuvent bien arrêter cette ascension du peuple vers l'unité, mais celui-ci manifeste sa vie par les journaux, les livres, brochures, résolutions, assemblées, jusqu'au triomphe complet de sa volonté de s'unir. Ex.: l'Italie.

« Ce lien mystérieux et invisible, qui réunit les peuples, les philosophes ont voulu l'expliquer comme un effet des influences de la race, de la nature, du sol et de l'uniformité de la langue. Que ces circonstances extérieures soient des plus intéressantes, qu'elles aient une grande influence comme élément d'affinité et d'homogénéité entre les individus, nous l'admettons, mais nous ne pouvons pas les reconnaître comme les seuls éléments, les seules conditions qui constituent la nation » (Fiore p. 105).

En conclusion, P. Fiore déclare que, si un peuple a droit à la nationalité, ce n'est pas parce qu'il appartient à la même race et qu'il parle la même langue, mais parce que Dieu l'a créé libre et sociable. Et dès lors, on ne peut empêcher la constitution d'un Etat sur le principe des nationalités, sans commettre une injustice contre le droit de spontanéité et de sociabilité, un sacrilège même, puisque c'est aller contre la volonté de Dieu. Il se peut qu'une nation soit subjuguée injustement par une autre nation, mais le temps ne validera jamais de pareilles œuvres. La nation recouvrera, tôt ou tard, ses droits qui sont éternels et supérieurs aux vicissitudes du temps (p. 127). Quand ce droit sera reconnu comme fondamental et principal, le droit international repo-

sera sur des bases solides et nous verrons se clore pour toujours l'ère des invasions, des conquêtes et des énormes injustices sociales, consacrées par le droit ancien, qui méconnaissant les principes de la justice absolue, n'admettait que le droit de la force et des traités, en consacrant comme principe suprême la légitimité des faits accomplis (Fiore, p. 129).

Ce qui frappe d'abord, c'est la grande conformité d'opinions chez les auteurs italiens et sous ce rapport, c'est peut-être le seul pays d'Europe. Nous trouvons la même constatation chez *Holtzendorff* qui a écrit une étude substantielle sur la doctrine italienne (v. Dr Fr. von Holtzendorff: Le principe des nationalités et la littérature italienne du droit des gens. Rev. dr. int. et de lég. comp. année 1870, p. 96 et suiv.). Il ne nous cite qu'un seul auteur qui a élevé sa voix contre le principe des nationalités. C'est le philologue: *Fortunato Cavazzoni Pedezzini* de Modène (1).

MM. Bonfils et Fauchille dans leur *Traité du droit international public*, 5^e édition, p. 9, étant eux-mêmes contraires au principe des nationalités nous citent un adversaire acharné

(1) Voici la liste des partisans de la doctrine de Mancini et de Mamiani que Holtzendorff nous cite dans son étude précitée : *Domenico Carutti* : Principi di libero governo; *Diadato Liroy* : Del principio di nazionalità guardato del lato della storia, e del diritto pubblico; *Pascale Fiore* : Di un nuovo diritto internazionale pubblico secondo i bisogni della civiltà moderna; *Ferraro Gola* : Corso di diritto internazionale pubblico, privato e marittimo; *Carnazza Amari* Elementi di diritto internazionale; *Del Bon* : Istituzioni di diritto pubblico internazionale (Padoue, 1868). — Un seul adversaire : *Fortunato Cavazzoni Pedezzini* de Modène : *Studia sopra la nazione e sopra l'Italia*. — Bonfils cite comme partisan de la doctrine italienne : *Nitti* : Il principio di nazionalità e precursori di Mancini; adversaire : *Padeletti*. — Voyez aussi comme partisan : *Francesco Consentini* : Préliminaires à la Société des Nations, 1919, p. 153 et suiv.

de la doctrine italienne. *Padeletti*, c'est son nom, s'exprime ainsi :

« La théorie de nos plébiscites, sur ce point (sur le prin. des nat.) sans compter qu'elle est loin d'être unanime et uniforme, est presque partout vague, inexacte, incertaine dans ses développements et presque jamais pratique dans ses conclusions extrêmes... Je n'ai pas besoin de m'arrêter à démontrer par des exemples, comment l'application absolue du principe des nationalités bouleverserait l'Europe entière et troublerait pour toujours un état de choses, un développement historique, qui n'est partout, ni toujours, l'œuvre du hasard, du caprice et de la diplomatie seule. — Il est inutile de rappeler que les Etats, comme la Belgique, la Suisse etc... n'auraient pas le droit d'exister et que tout devait tendre à la formation de trois ou quatre Etats monstrueux. La conséquence logique de ce principe, serait l'établissement d'un pangermanisme, d'un panslavisme... Ou au contraire, selon la manière d'interpréter ou d'appliquer le principe, la création d'un certain nombre de petits Etats impuissants et querelleurs. Songez à la composition de l'Autriche-Hongrie ou de la péninsule des Balkans ».

La critique de cette opinion nous entraînerait trop loin. Par sa légèreté elle ne tient pas debout. D'ailleurs, l'auteur a bien pu prévoir un conflit international quelconque, comme celui dont nous venons de sortir, qui réglerait les questions de nationalités et disloquerait cet édifice précaire et immoral, qu'on appelait autrefois l'Autriche-Hongrie. Sur son tombeau, les Etats balkaniques, exclus dans l'impuissance le plus querelleur et le plus impérialiste — je veux dire la Bulgarie — s'agrandirent et par de sages traités fondèrent la paix, qui, grâce à leurs forces unies, sera respectées. Quant à la fondation des grands Etats sur le principe des nations nous n'y croyons guère : le pangermanisme est tombé en faillite, après avoir tenté un suprême effort pendant la guerre mondiale de 1914-1918, non pas sur la base nationale, mais sur

la base impérialiste. Le panslavisme n'est qu'un rêve: le sens de non-organisation et de non-réalité des peuples Slaves et surtout des Russes, en est la preuve. Y croire, c'est fermer les yeux devant la réalité (1).

II. *Ecole allemande*. — Le caractère dominant de cette école, c'est qu'elle ne fait point de différence entre les termes *nation* et *Etat*. Ces deux termes se confondent ou tout à fait, ou avec une petite différence bien insignifiante. Pour l'expliquer, nous devons en chercher la raison dans l'idée allemande de l'Etat, devant lequel toute individualité s'efface. L'Etat est le but suprême de toute l'activité humaine, d'où la subordination de l'homme à l'idole étatique, d'où le refus des auteurs allemands, de considérer la nation comme base de l'Etat, et de s'attacher à entrer dans ses éléments constitutifs. Il ne leur faut pas, tout de même, refuser tout travail sur ce point; ils y ont découvert un seul élément: la race, qui ne sert, il est vrai, que d'enforcer singulièrement leur conception de l'Etat, comme nous avons déjà dit lorsque nous nous sommes occupés de la race; nous nous y référons.

Heffter (Droit international public, liv. I^{er}, sect. I^{re}, § 15, de

(1) On n'aura une idée exacte de ce que le panslavisme représente de surnaturel et d'extravagant qu'après avoir lu ces quelques vers du poète tchèque *Kollar*:

« Ah, si je pouvais, dit *Kollar*, de toutes les tribus slaves dispersées, or, argent et bronze, je ferais une seule statue.

« Avec la Russie, je fonderais la tête, les Polonais formeront le tronc, les Tchèques les bras et les mains, des Serbes, des Wends, des Lusatens, des Croates, des Silésiens, des Slovaques, je ferais les vêtements et les armes.

« Toute l'Europe s'inclinerait devant cette idole, car elle aurait la tête au-dessus des nuages et les pieds sur la terre ».

(Cité par *Louis Léger*: L'étude sur *Kollar*, p. 331.

la traduction de Bergson) définit la *nation* ou l'*Etat* comme :

« une association permanente d'hommes, réunis et régis, par une volonté commune, dans le but de pourvoir à leurs besoins physiques et moraux et pour le développement rationnel de l'homme dans sa liberté ».

L'Etat et la nation pourtant ne sont pas la même chose.

La *nation* est l'expression du passé, cimentée par la volonté de vivre actuellement avec ses frères. L'*Etat*, au contraire, se caractérise par l'unité du gouvernement autonome. L'Etat peut être l'expression visible de la nation, mais cela ne se réalise pas toujours; car il peut arriver qu'un Etat soit composé de provinces habitées par des populations de nationalités différentes et qu'une nation soit divisée en deux ou plusieurs Etats.

L'Etat peut être l'expression visible de la nation. Ex.: l'Allemagne après la guerre mondiale, dépouillée des provinces françaises d'Alsace et de la Lorraine, de la province danoise de Slesvig, des provinces polonaises et russes, se trouve dans ce cas. De même la Tchéco-Slovaquie, la Pologne actuelle, etc. — Une nation est divisée en deux ou plusieurs Etats. Ex.: la Serbie avant l'union avec la Croatie et la Slovenie, la Pologne avant le traité de Versailles, la Roumanie avant l'union, la France avant le retour de l'Alsace-Lorraine, etc.

Ainsi, nous refusons d'accepter l'opinion de Heffter, car l'évidence même parle contre elle (1).

(1) Heffter délaisse dans la suite le terme *nation* et ne conserve que le terme *Etat*. Celui, d'après sa définition, n'existe qu'après avoir rempli ces trois conditions: 1° de former une communauté pourvue des moyens et des forces nécessaires pour se maintenir; 2° d'avoir une volonté organique, exclusive, en un mot, un pouvoir pour diriger la réunion; 3° de jouir d'une stabilité qui est la condition naturelle du développement libre,

Klüber (Droit des gens moderne de l'Europe, édit. de la collection des économistes et publicistes contemporains, 1861, p. 25, § 20), ne fait pas non plus de distinction entre les termes *nation* et *Etat* qui sont pour lui :

« l'agrégation d'un certain nombre d'hommes et de familles, qu s'étant réunis dans un pays et y ayant fixé leur demeure s'associent et se soumettent à un chef commun dans l'intention de veiller ensemble à la sûreté de tous ».

Nous n'avons rien à remarquer à cette définition, sinon, qu'elle a servi de modèle aux hommes d'Etat de Prusse pour la constitution de l'Empire allemand. Sa monstruosité nous est suffisamment connue pour lui donner le droit de servir de modèle aux autres nations civilisées (1).

Bluntschli (Algem. Staatsrecht, § 1, 1863, S. 82), définit peuple (*die Nation*) comme ein Kulturbegriff » ; la nation (*das Volk*) comme « ein staatsrechtlicher Begriff » : le peuple est un être de culture, la nation un être du droit public.

Puis paraphrasant sa définition, *Bluntschli* s'exprime ainsi :

« On peut définir le peuple (*die Nation*), la communauté de l'esprit, du sentiment de la race, devenue héréditaire dans une masse d'hommes, de professions et de classes différentes ; communauté, qui abstraction faite d'un lien politique, se sent unie par la culture et l'origine, spécialement par la langue et les mœurs, et étrangère aux

en d'autres termes, de présenter une possession territoriale pour la communauté et des conditions de moralité et de capacité intellectuelle. (V. *Vergé* : De droit des gens avant et depuis 1789, dans le Précis du droit des gens moderne de l'Europe par G. F. de Martins, 2^e éd., t.I).

(1) Ott (dans *Klüber*, *op. cit.*, p. 27) reconnaît que la condition première d'une nation est une idée pratique commune, un but d'activité commun. « Tout peuple, dit-il, qui s'est fait l'instrument d'une réalisation sociale, qui a contribué pour sa part pendant une suite de générations et en jouissant de l'indépendance nationale à l'œuvre du progrès général et qui a occupé ainsi son poste dans l'histoire, a le droit de conserver ce poste et ne peut en être expulsé, que par violence et l'iniquité ».

autres communautés de ce genre ». (Bluntschli : Théorie de l'Etat, p. 75). — « *La nation* (das Volk) est une communauté d'hommes, unis et organisés en Etat. Elle existe dès que l'Etat se forme et s'élève au-dessus du peuple, par la conscience de l'appartenance et de l'unité politique communes » (*Ib.* p. 75).

Donc, sans Etat, point de nation. Le peuple n'a pas de personnalité juridique, tant qu'il n'est pas devenu nation dans l'Etat. Mais un peuple capable de fonder un Etat et de le conserver, peut seul devenir une nation. Une nationalité qui n'a pas de force nécessaire pour constituer un organisme matériel, un gouvernement, n'est pas en effet une nation (1).

Un peuple, d'après Bluntschli, se forme lentement, par une sorte de développement *psychologique* qu'amène petit à petit, dans une masse d'hommes, un caractère propre et une communauté de vie, s'affermissant par hérédité. Une

(1) L'analyse de l'opinion de Mancini par Bluntschli, dont nous avons fait mention plus haut, est bien significative. « Nous sommes d'accord avec Mancini, dit-il, en ce sens qu'il fait reposer la raison d'être profonde du droit des gens, non dans la manifestation de volonté des Etats, mais dans la nature humaine qui unit tous les peuples. Nous considérons avec lui, les nations en tant que communautés historiques, de race et de culture, comme appelées à animer les Etats de l'esprit national et nous savons, que la formation moderne des Etats a de préférence un caractère national. Mais les nations, aussi longtemps qu'elle ne sont pas devenues peuples et n'ont pas reçu dans l'Etat un corps légal, ne sont cependant des personnes juridiques. Il leur manque l'unité de volonté et les organes indispensables pour manifester cette volonté ; ces organes se trouvent dans l'Etat seul. Si le droit des gens reposait réellement sur la base élastique de la nationalité et non sur le terrain solide de l'Etat, il perdrait tout point d'appui et deviendrait incapable de se faire reconnaître et respecter ».

Bluntschli, Dr. int. codifié, p. 69, note sous l'art. 68.

Toute la doctrine allemande y est formulée ; la volonté humaine n'a aucune importance : c'est la nature humaine qui parle en quelque sorte pour les citoyens, et tout est subordonné à l'Etat, sans lequel point de vie chez des nations. Les conséquences des pareilles prétentions se sont fait sentir en Allemagne : par leurs suites, elles nous dispensent d'en parler davantage.

foule arbitrairement rassemblée ne forme point un peuple; la convention des parties ou l'association, ne le font pas d'avantage. Pour créer un peuple, le lent travail des générations est nécessaire; le peuple n'existe définitivement que lorsque son caractère propre est devenu *héréditaire* par la perpétuation des familles et la transmission de sa culture de père en fils.

Une nation nouvelle suppose un développement politique, une formation d'Etat; elle peut par conséquent, se produire rapidement, par une organisation subite, qui cependant ne sera jamais mieux assurée que lorsqu'elle reposera sur un peuple (v. Bluntschi, *Théorie de l'Etat*, p. 72-73).

Le lien entre les opinions de Heffter et de Klüber et celle de Bluntschli est si apparent qu'il n'est même pas besoin de le démontrer. L'Etat et la nation s'identifient, se confondent, et sous ce rapport la doctrine allemande est aussi cohérente que la doctrine italienne.

Pourtant Bluntschli diffère de ses compatriotes par la manière de formuler son opinion. Tandis que ceux-ci se contentent de ne formuler que la définition, sans ou avec peu de justification, celui-là s'efforce de démontrer l'exactitude de ses prétentions par toute une argumentation juridique. Pour celui, qui ne fait pas de différence entre les termes *Etat* et *nation*, sa justification peut paraître irréfutable, mais pour nous, qui n'acceptons pas cette opinion, ceci ne nous touche en rien. Nous réservons notre point de vue, lorsque nous aurons à critiquer l'opinion de M. Weiss, dans l'école française qui est partisan de cette manière de voir.

Le mérite de Bluntschli est d'avoir le premier, fait la dif-

férence entre les termes: *peuple* et *nation*. Le peuple n'est pas autre chose qu'une nation sans territoire, nous dirons d'une façon plus précise, sans habitation en masse compacte sur un territoire déterminé et sans un commencement d'indépendance. Sous ce rapport le seul peuple aujourd'hui qui puisse porter ce nom, est le peuple juif. Il possède toutes les qualités que Bluntschi attribue à un peuple, en plus, il est dispersé dans le monde entier, sans unité de territoire, ni d'habitation en masse compacte, ni embryon d'indépendance. Parce qu'il est un peuple, il doit passer en nation, en organisant sa liberté et en constituant une communauté politique à part. Par cela, on empêchera cette anomalie, que les Juifs possèdent deux nationalités: celle de l'Etat dans lequel ils sont nés ou vivent depuis longtemps, et celle que la religion leur commande. Alors on n'aura point besoin de formuler des théories qui ne tiennent pas debout, devant une analyse juridique à fond et qui s'appellent: la protection des minorités, etc. — Nous ne voyons pas d'autres exemples pour donner à une communauté ethnique, linguistique, religieuse, le terme *peuple*. Cette distinction paraît encore plus saisissante, en comparant le peuple juif avec les nations serbe ou polonaise par exemple (1).

(1) Dans l'énumération des définitions des dictionnaires des plus courants, (v. notre premier chapitre), nous avons constaté une confusion entre les termes *peuples* et *nation*. Nous citerons ici un autre spécimen de cette confusion, que nous trouvons dans Fodéré (v. Le dr. int. pub. de P. Flore, en note page 98 et suiv.). Pour lui, les termes *peuples*, *nation*, *Etat* expriment « dans le langage ordinaire une même réalité sous les rapports différents. C'est ainsi que les associations humaines sont dites *peuples* sous le rapport de la communauté de territoire et de population, *Etats* sous le rapport de l'unité politique, c'est-à-dire de la communauté des lois et du gouvernement, *Nation*, sous le rapport de la communauté d'origine et de naissance ».

La distinction entre le *peuple* et la *nation* séduit au premier abord, mais cette bonne opinion ne s'effacera, tout au contraire, avec une étude plus détaillée: elle frappe avec sa netteté et son exactitude. Sans accepter les éléments constitutifs du *peuple* et de la *nation*, que Bluntschi nous propose, nous ne pouvons pas refuser d'accepter sa manière de penser, pour la délimitation des domaines respectifs de ces deux termes.

Enfin, le principe des nationalités, pour Bluntschi, a pour but, de faire de chaque peuple un Etat et de chaque Etat un être national (Iede Nation ein Staat, jeder Staat ein nationales Wesen) (1).

Pour Ahrens (Cours de droit naturel t. II, p. 308 et Théories du droit public et du droit des gens, liv. V, ch. III, § 103, n° 2):

« la nation est une personne morale qui réunit les hommes par les liens de la race, de la communauté du langage et de la culture sociale... C'est la conscience de la culture commune, le sentiment de la solidarité dans la destinée, qui constitue la force principale de cohésion dans une nation et devient une puissance qui attire à la fois les parties dispersées ou séparées ».

Ahrens considère la nation, comme une « personne morale » ce qui est mieux que son identification avec l'Etat, suivant les auteurs précités. Cette personne morale n'est certainement pas l'Etat; sans cela, l'auteur l'aurait expressément dit, mais une *réalité* quelconque, car les auteurs allemands ne peuvent rien faire « sans une base réelle ». Pourtant

(1) V. aussi Bluntschli : Die nationale Staatenbildung und der moderne deutsche Staat 1870.

Ahrens n'en fait pas une question; il ne prend ni la race, ni la langue, ni la personnalité morale de la réunion des hommes, comme éléments principaux, mais bien « la conscience de la culture commune, le sentiment de la solidarité dans la destinée ». En cela il se rapproche de la doctrine française, ce qui fait rompre les traditions de ces compatriotes.

Dans la question: si tous les Etats doivent être nationaux, Ahrens n'est pas bien précis. S'éloignant du sujet, il nous parle d'une grande confédération d'Etats, fondés sur les races romaine (latine), germanique et slave, ce qui n'est pas une chose réalisable, tout au moins sans Etats nationaux, qui pourraient en faire partie. L'hypothèse est donc toute gratuite (v. Ahrens, Cours du droit naturel, t. II, p. 309 et suiv.).

Wheaton (Eléments du droit international, 4^e édit., Leipzig, 1864, t. I, p. 29-30), critiquant la définition de l'Etat de Cicéron, trouve une différence entre les termes *Etat* et *nation*:

« Un *Etat*, dit-il, doit aussi dans certains cas être distingué d'une *nation*, puisqu'il peut être composé de plusieurs races d'hommes différentes, soumis à la même autorité suprême, comme cela arrive par exemple dans l'Empire d'Autriche et dans le Royaume de Prusse. Il peut aussi arriver, qu'une nation soit soumise à divers Etats, comme la nation polonaise est soumise à la domination de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse ».

Ainsi, cette opinion doit être soigneusement mise à part, puisqu'elle n'est qu'une rare exception au principe. Ce qui est ici à remarquer, c'est que l'auteur fonde son opinion sur les exemples, chose assez inconnue chez ses compatriotes où la théorie se donne libre cours sans exemples pratiques.

Moins précis, mais plus acceptable, *Niebuhr* (cité par *M. de Roquette-Buisson*, *op. cit.*) affirme que :

« la nationalité commune est la plus haute que l'union politique qui lie et sépare les hommes. Elle fait naître entre eux, par la grammaire, la langue, les mœurs, les traditions, la littérature, une confraternité, qui les sépare des souches étrangères et leur rend odieux le lien qui les attache à un peuple, qui n'est pas le leur ».

Il faut remarquer que l'élément de race n'y fait pas partie, ce qui est fort louable. Les autres éléments, la tradition, la littérature... ont une force morale et rendent cette définition moins brutale et pour cela plus acceptable.

Le disciple de Rousseau *Emmanuel Kant* disait en 1795 dans son *Zum ewigen Frieden* qu' « un Etat n'est pas une propriété. C'est une société d'hommes sur laquelle personne n'a le droit de commander et d'ordonner, si ce n'est elle-même » (1). Evidemment, cette définition n'est allemande que par la nationalité de son auteur. Si les auteurs allemands l'avaient acceptée, elle les aurait conduit vers un Etat moins brutal que le leur.

Enfin, nous citerons sans commentaire, le mot célèbre de *Bismarck* (discours du 3 déc. 1850) : « La seule base d'un Etat c'est l'égoïsme politique ». C'est la finale (2).

(1) Kant accepte le contrat social, qui garantit le droit de l'individu en face du prince, dont le pouvoir repose sur la volonté des individus. Si on refuse l'idée de contrat social à l'Etat on ne comprendra rien dans le droit public moderne. Le droit de choisir l'Etat est le premier élément de la liberté de l'individu. Mais seul l'Etat moderne connaît le contrat social; l'Etat barbare l'ignore complètement.

(2) Pour compléter l'étude sur la doctrine allemande de nationalité, voyez aussi : Mohl : *Die Nationalitätsfrage*, (Staatsrecht, Völkerrecht und Politik). — Bulmerincq : *Praxis, Théorie und Codification des Völkerrecht*. — Schmid R. : *Die politische Bedeutung des Nationalitätsprinzips* (dans *Deutsche Vierteljahrschrift* n° 66 jusqu'en 1861). — Neumann Fr. J. : *Volk und Nation*, Leipzig 1888 et Schleiermacher (Ethique, § 267) qui prétend que la nationalité est là où « une masse de familles, liées ensemble par la parenté et séparées d'autres, vivent ensemble ».

III. *Ecole française*. — Nous diviserons les auteurs de cette école en deux groupes : les *partisans* du principe des nationalités (qui sont plus nombreux) et les *adversaires*.

Les partisans. — Mme de Staël (de l'Allemagne, préface 6^e édit., Garnier Frères) est la première qui ait tenté de donner une définition de la nation :

« Les différences des langues, dit-elle, les limites naturelles, les souvenirs d'une même histoire, tout contribue à créer parmi les hommes, ces grands individus qu'on appelle les nations ; de certaines proportions leur sont nécessaires pour exister, de certaines qualités les distinguent... »

Mme de Staël ne fait pas de question de race dans cette définition, elle ne trouve que trois éléments constitutifs de nation ? Langue, limites naturelles, souvenirs d'une même histoire. Ce dernier a une véritable valeur ; les deux premières ne sont que secondaires. La tendance de cette définition est de démontrer qu'il existe une nation allemande distincte de la nation française. En cela, Mme de Staël était désagréable à Napoléon, mais par son effort elle a mis ses compatriotes sur la voie : les études sur les questions nationales se succéderont et donneront aux auteurs français une place enviable.

Après celle de Mme de Staël, nous voyons apparaître la définition de nation et de nationalité dans le *dictionnaire académique* en 1835, après avoir été admise vers 1823 dans *Boiste* avec cette citation : « Les Français n'ont point de nationalité » (Bonaparte). Il est à croire qu'en cet exemple, le mot est employé comme synonyme de race.

Les *romantiques* sont partisans du principe des nationalités.

Lamartine dans sa Marseillaise de la paix, Victor Hugo, Alfred de Vigny chantent la reconnaissance des nations.

En 1848 dans *Ortolan* (De la souveraineté du peuple) on définit la *nation*, comme :

« une réunion en société, des habitants d'une même contrée, ayant le même langage, régis par les mêmes lois, unis par l'identité d'origine, de confirmation physique et de dispositions morales, par une longue communauté d'intérêts et de sentiments et par une fusion d'existence, amenés par le laps des siècles ».

Le souci de l'auteur est bien visible ; il voulait mettre dans une définition tout ce qui lui semblait faire une nation, d'où la confusion d'éléments divers, ainsi que des notions du droit int. privé et public, — deux domaines bien distincts.

Tout au début de son règne, *Napoléon III* à Ajaccio, prononça un discours où il définit la *nationalité* comme étant :

« réunion de conditions, d'origines, de race, de mœurs, de géographie, d'histoire, de langue, de religion, d'intérêts. Il faut que la nationalité soit dans la volonté de ceux qui la réclament. Il faut, pour qu'un peuple soit digne de former une nationalité, qu'il sache s'affirmer par des sacrifices ».

C'est par le même effort, soutenu par *Ortolan*, d'englober tous les éléments de nationalité, que prêcha cette définition de *Napoléon III*. Il y a trop de choses là-dedans qui ne se supportent pas très souvent. Cette confusion au seuil même de ce qui constitue une nationalité et qui devait être le principe dominant de la politique du Second Empire, est de beaucoup, croyons-nous, dans l'insuccès de cette politique.

Emile Ollivier (Empire libéral t. I: du Principe des Nationalités) consacre le tome premier de son livre à l'étude

du principe des nationalités, qu'il considère à juste titre, comme très important :

« Le principe des nationalités, dit-il, est, que toute association d'hommes nommée peuple ont une individualité indépendante, libre, souveraine, jouissant du droit imprescriptible de disposer d'elle-même, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur : à l'intérieur, de s'organiser à son gré, de changer ses institutions pacifiquement, ou à la suite de luttes intestines et de révolutions ; à l'extérieur, de s'allier à qui il veut, aux conditions qu'il juge les meilleures, de contracter même des liens plus étroits d'annexion, de constituer avec d'autres, s'il est petit, de puissantes unités » (t. I. p. 164).

C'est pousser jusqu'à ses extrêmes limites le principe des nationalités. Nous ne reculons que devant le danger que pareilles unions peuvent occasionner en renforçant certaines unités politiques, qui, au contraire, dans l'intérêt même de la paix internationale, doivent être découpées en petits Etats. L'exemple de l'Autriche allemande est bien d'actualité ; d'après E. Ollivier, à l'union de ce pays avec l'Allemagne, personne ne devait s'opposer. Tout nous dit, au contraire, qu'il faut empêcher cette union, par la force même si c'est nécessaire, car l'intérêt supérieur de la paix l'exige. Tout ce que l'Allemagne avait perdu d'un côté, elle le gagnerait de ce côté-ci, et la paix ne serait qu'un mot. — Mais, sauf cette restriction, nous sommes pleinement d'accord avec M. Ollivier et nous acceptons ses opinions dans les passages suivants :

«... La volonté des populations est donc le principe dominateur, souverain, unique, absolu, duquel doit sortir le droit des gens moderne tout entier par une suite de déductions logiques, comme d'une source inépuisable. C'est le principe de la liberté, substitué dans les relations internationales à la fatalité géographique et historique » t. I. p. 169-170... « La théorie des nationalités... constitue...

une tentative pleine de grandeur pour faire prévaloir plus de justice et plus de paix dans les relations internationales » (t. I. p. 182).

« La nationalité, dit M. L. Bouffart, (Atlas politique de l'Europe, pl. II) unit tous les hommes qui ont combattu, souffert pour les mêmes intérêts, qui ont triomphé les mêmes ennemis et gémi les mêmes désastres; qui ont vécu des mêmes idées et dont les mœurs et les aptitudes se sont développés dans la même voie. La nationalité, c'est la patrie avec son histoire, ses traditions possédées en commun ».

La définition de M. Bouffard est très bonne, mais malheureusement incomplète, puisqu'il ne nous fournit qu'un élément de nationalité: les traditions. Nous avons mis cet élément à la première place, à côté du consentement national actuel qui manque à cette définition. Mais sa forme est très claire, et en cela, elle nous rappelle beaucoup de celle de Renan, qu'elle renforce singulièrement.

« Une nation, dit M. Fodéré (dans le Dr. int. pub. de P. Fiore, traduction p. 98-101 *en note*) est la réunion en société des habitants d'une même contrée, ayant le même langage, régis par les mêmes lois, unis par l'identité d'origine, de conformation physique et de dispositions morales, par une longue communauté d'intérêts et de sentiments et par une fusion d'existences, amenée par le laps des siècles. On entend par la *nationalité*, le fait et le droit d'exister à l'état de nation ».

La confusion entre le sens de *nation* en droit international public et privé est apparent. En outre, cette définition tombe sous la même critique que celle d'Ortolan et de Napoléon III.

M. Morgan (J. de Morgan: Essai sur les nationalités, p. 1.), nous donne une définition claire et précise, malheureusement sans élément le plus important, qu'est le consentement national actuel.

« La nationalité, dit-il, est le groupement rationnel des êtres

humains, suivant leurs traditions, leur tendance, leur idéal de la vie (1) ».

M. Ruysen (Th. Ruysen: Le problème des nationalités, dans le Bulletin officiel de la Ligue des droits de l'homme n° 1, janvier 1916, p. 15), définit ainsi la nationalité:

« La nationalité, dit-il, c'est d'abord, en un sens abstrait le caractère de ce qui est national. Mais c'est aussi, c'est surtout, en un sens concret, l'ensemble des éléments ethniques, qui aspirent à s'élever à la dignité, aux risques et aux éniivements de la vie de nation. La nationalité, c'est la nation en puissance, la nation qui se cherche et s'évertue à prendre figure historique. Elle est faite des éléments semblables, mais disposés, qui cherchent à s'agréer en un même corps, à se donner les organes caractéristiques d'une vie commune, à conquérir enfin l'unité et la souveraineté politique » (p. 15).

M. Ruysen, dans la suite, analyse certains éléments de nationalité qui nous ont beaucoup servis.

Le principal argument de cette définition est « l'ensemble des éléments ethniques » qui a le malheur d'être formulé sans préciser à quoi reconnaître cette ethnicité: est-ce la race? il le refuse; est-ce la langue? L'auteur paraît vouloir la prendre en considération, et l'accompagne de religion, de souvenirs historiques, de traditions... Ainsi justifiée, la définition peut paraître acceptable, surtout avec élément de souvenirs historiques et traditions qui est d'une grande importance, croyons-nous.

Et *Renan*, dans sa fameuse conférence du 11 mars 1882 définit la nation comme une « âme, un principe spirituel ». Nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps (v. notre déf. de la nation).

(1) Nous nous sommes servis dans l'étude des éléments constitutifs de nationalité, des arguments de M. Morgan, pour les combattre ou les défendre au besoin. Son livre, sous ce rapport, nous a été très précieux.

M. Emile Boutroux, dans la Revue du 15 avril-1^{er} mai 1915 (p. 232) article intitulé: La Nation comme Personne morale, s'exprime ainsi:

« C'est la volonté qu'ont un certain nombre d'hommes, de vivre ensemble dans le pays où ils sont nés et où leur personnalité est empreinte, de cultiver ensemble les mêmes souvenirs et de poursuivre les mêmes fins, qui est à la fois, l'essence et le criterium de la nationalité. La nationalité tient à la vie de l'âme humaine et est elle-même, une chose vivante ».

Cette définition contient tout ce qu'il lui faut pour être bonne. Elle est claire, précise, exacte, puisqu'elle renferme les deux éléments nécessaires et suffisants: la volonté de la population et les souvenirs du passé. En fait de définition, avec celle de Renan, elle est la meilleure qui puisse rendre exacte cette notion de nation si complète et si peu étudiée.

Enfin, *M. Johannet* (*op. cit.*, p. 404-405), qui a consacré tout un livre au principe des nationalités et nous a servi de guide et d'inspirateur sur plusieurs points, nous présente la définition suivante de nationalité:

« Une nationalité est l'idée d'une personnalité collective, variable d'inspiration, de conscience, d'intensité et de grandeur, relative à l'Etat, soit qu'elle représente un Etat unifié disparu, soit qu'elle coïncide avec un Etat unifié existant, soit qu'elle aspire ou se prête à former un Etat unifié futur, et qui cherche dans le caractère naturelle d'origine la justification de son identité comme de ses prétentions ».

Une définition tout d'abord, doit être courte, facilement concevable, simple, ce qui n'est pas, évidemment le cas de celle-ci. Elle contient à la fois la *nation* et la *nationalité*, (dont l'auteur s'excuse lui-même), — deux termes, nous avons déjà vu, distincts et pour cela devant être soigneusement séparés. En analysant la définition de *M. Johannet*, nous voyons à

son début même qu'une nationalité est l'idée d'une personnalité collective... relative à l'Etat... puis sa fin :

«... et qui cherche dans des caractéristiques naturelles d'origine la justification de son identité comme de ses prétentions ».

C'est toute la doctrine allemande de race qui y reparaît, dans un ensemble très discret et fort bien aménagé, mais qui ne peut tout de même pas se déguiser d'une façon si parfaite qu'on ne l'aperçoive. Dans ce cadre, elle est moins brutale, mais non pas pour cela, moins dangeureuse; tout au contraire ! Nous ne nous solidarisons pas avec cette définition, et pour les raisons exposées plus haut, nous la rejetons entièrement (1).

Les adversaires. — *M. Thiers* n'est pas un adversaire redoutable. Il attaque ce qu'on appelle la théorie des nationalités pour ne formuler autre chose, que la nationalité, base même de notre principe :

« Si la théorie des nationalités, dit *M. Thiers*, dans son fameux discours du 14 mars 1867 dans le corps législatif, — signifie quelque chose, c'est ceci : qu'il faut que tous les Etats, ou tout au moins, la plupart des Etats, soient composés d'une seule race de peuples de même origine et parlant la même langue... A ces conditions, aucun Etat n'aurait le droit d'exister. Pour vouloir qu'une pareille théorie fût appliquée, pour qu'elle fût praticable... il faudrait se reporter de mille ans en arrière... Ainsi, il faudrait rejeter tous les Vandales en Afrique, ne mettre en Espagne que les Goths, en France que des Francs, ne mettre en Allemagne que des Germains... »

C'est la critique de la théorie racique, que nous avons nous mêmes formulé. *M. Thiers* lui refuse, à juste titre, une place

(1) V. aussi *Taine* : Les Origines de la France contemporaine, préface p. 3, et *Scelle* : La morale des traités de paix, 1920, p. 56 et suiv. *Bruhnes* et *Vallaux* : La géographie de l'histoire, p. 617 et 618.

prépondérante. Mais avec cette façon de concevoir la « théorie des nationalités », M. Thiers nous oblige de le considérer comme adversaire de notre principe, puisqu'il n'a pas formulé nettement sa pensée sur ce point. Nous sommes portés à croire que sa critique se rapporte, non seulement à la théorie de race, mais à tout le principe des nationalités.

M. Thiers continue :

« On demande, dit-il, où sont les nationalités ? les voilà ! Les nationalités consistent dans le caractère des peuples, dans ce caractère tracé profondément, ineffaçablement... Notre nationalité, c'est ce que le temps a fait de nous, en nous imposant les mêmes goûts, en nous donnant pendant des siècles les mêmes joies, et les mêmes douleurs. Voilà ce qui constitue une nationalité, et celle-là est la seule véritable la seule universellement reconnaissable des hommes ».

C'est toute la théorie française de nationalité. Renan, lui-même, ne l'aurait pas pu formuler plus nettement. M. Thiers a omis seulement, dans le passage essentiel, d'ajouter la volonté nationale, mais dans la suite du dit discours, on voit sa pensée se compléter par cet élément essentiel de nationalité.

M. Weiss, adversaire acharné du principe des nationalités, s'efforce avec toute son argumentation, de démontrer l'impraticabilité, sa non-fixité, qui l'empêchent naturellement de servir de base constitutive de l'Etat. Analysant la nation en elle-même, M. Weiss suppose, d'après les doctrines nationalitaires, qu'elle

« ne serait pas une association de citoyens, vivant sur un même territoire, obéissant aux mêmes lois, reconnaissant l'autorité d'un même gouvernement, mais un groupe idéal d'hommes dispersés peut-être dans les contrées les plus lointaines, relevant de souverainetés différentes, qu'une certaine identité de race, de culture ou d'intérêts sert pour les uns vers les autres, et porte à s'unir en vue de former

un jour un seul et même Etat. Ainsi composée, la nation n'est pas nécessairement une personne de droit des gens ; le lien qu'elle établit entre ceux qui le composent n'est pas un lien politique, mais une attache naturelle et morale, qui résiste aux bouleversements et aux conquêtes ».

Suivent la définition de nation d'Ahrens, que nous avons rapportée plus haut et celle de Caro (la Revue des Deux Mondes du 15 janvier 1871) qui se rapproche beaucoup de la définition de la nation de Renan. — L'école italienne de Mancini pour M. Weiss, ne confond pas la nation avec l'Etat : celui-ci ne repose que sur celle-là, qui est son origine et son fondement juridique.

Pour M. Weiss, la base même du principe proclamé par l'école italienne est « des plus mouvementée et son point de départ singulièrement arbitraire ». Il se demande successivement à quel signe reconnaître la nation. Est-ce la langue, est-ce l'existence longtemps prolongée ? Est-ce la similitude du visage et des traits ? A toutes ces questions, M. Weiss répond négativement et en faveur de son opinion, il invoque le discours de M. Thiers, du 14 mars 1867, que nous avons analysé un peu plus haut et trouvé que ce n'est pas un argument bien solide.

« Et tant, continue M. Weiss, que le principe des nationalités ne sera pas une vérité démontrée et n'aura pas définitivement prévalu dans les rapports politiques des peuples, la *nation* s'identifiera avec l'*Etat*, lorsqu'il s'agira de déterminer la situation juridique de ceux qui en font partie. *Nation* et *Etat* d'une part, *nationalité*, sujétion, allégeance de l'autre, sont donc à nos yeux synonymes. La nationalité est le lien qui rattache à l'Etat chacun de ses membres ».

Si nous comprenons bien, la doctrine de M. Weiss est spéculative en ce sens qu'elle ne refuse pas nettement de pren-

dre en considération, toute constitution d'Etat sur la base nationale, ce qu'ise comprendrait fort bien, mais attend jusqu'à cette doctrine ne soit pas « une vérité démontrée et n'aura pas définitivement prévalu dans les rapports politiques des peuples » pour le succès de laquelle il n'aura pas travaillé. C'est profiter de l'effort d'autrui, ce qui ne doit pas se faire.

Quant à l'affirmation de M. Weiss sur l'identité des termes *nation* et *Etat*, nous nous refusons de les considérer en aucune façon comme tels (1). Cette manière de voir nous paraît singulièrement inexacte en 1907, la date de la deuxième édition de l'ouvrage de M. Weiss (*Traité de droit international privé* t. I) et encore, quoique dans une moindre mesure, aujourd'hui, car pour l'approuver, il faudrait qu'il y eût au préalable, la réalisation complète du principe des nationalités, c'est-à-dire la fondation des Etats sur les bases nationales et non pas sur le bon vouloir des princes et des hommes d'Etat. Nous sommes malheureusement bien loin de cet idéal suprême.

Nous craignons d'accepter l'opinion de M. Weiss, à cause de cette vérité trop démontrée hélas aujourd'hui, qu'avec de pareilles doctrines on construit des Etats monstres, dont l'Allemagne nous fournit l'exemple.

Ainsi M. Weiss, en déclarant ne pouvoir faire de différence entre l'Etat et la nation, se trouve en opposition avec lui-même, car, tout en rejetant la théorie des nationalités comme arbitraire, il ne l'accepte pas moins dans ses dernières conclusions — l'idée des fondateurs de ce principe concordant ad-

(1) Nous invoquons en notre faveur l'opinion des éminents savants MM. Bruhnes et Vallaux (*op. précité*, p. 617 et 618).

mirablement bien avec l'affirmation de M. Weiss, — c'est-à-dire l'Etat et la Nation sont la même chose. Le triomphe donc, du principe des nationalités, donne pleinement raison à M. Weiss. C'est le résultat logique de son raisonnement auquel il ne s'attendait certainement pas. Nous nous contentons de le signaler.

MM. *Brentano-Sorel* (dans *Précis du droit des gens*, 1900 p. 11), s'élèvent d'abord contre la tendance des auteurs de confondre l'*Etat* et la *nation* — deux choses distinctes, ce qu'ils démontrent avec des exemples (p. 11: Autriche-Hongrie, Pologne, France).

Cette distinction faite, ces auteurs définissent la *nation* comme étant

« une réunion d'hommes, ayant les mêmes mœurs, les mêmes coutumes et les mêmes traditions historiques » (p. 12), et l'*Etat* comme un « ensemble des institutions par lesquelles les nations sont parvenues à organiser leurs forces et à maintenir l'ordre public à l'intérieur de frontières déterminées » (p. 13).

La définition de la nation de MM. Brentano-Sorel est incomplète et pour cela seul inacceptable, parce qu'il lui manque le consentement national actuel.

Dans la suite (p. 16-17), ces auteurs n'acceptent point la constitution des Etats sur le principe des nationalités dont l'élément principal serait la langue. — C'est à tort, croyons-nous, qu'ils formulent ainsi le principe des nationalités, après avoir donné une bonne, mais malheureusement incomplète définition de la nation, qui aurait pu servir de base du principe même. Par cela, ils auraient épargné la critique qui la suit immédiatement. La langue est bien un élément de nationalité, mais non pas le seul ni le principal.

C'est l'histoire qui nous aidera dans le travail de constitution des Etats d'après le principe des nationalités.

« C'est en vain, que des populations, qui ne possèdent point une cohésion suffisante pour former un corps de nation essayeront de se constituer en Etat; elles auront beau parler le même idiome, si elles sont divisées dans leurs affections, si elles ne possèdent de mœurs stables, si leurs coutumes sont flottantes et leurs traditions incertaines, elles ne produiront qu'une agitation stérile et comme cette agitation troublera les Etats voisins, ils le feront cesser en asservissant les populations qui la causent... Si le principe des nationalités était un axiome de droits des gens, l'histoire de France serait un paradoxe, l'histoire romaine ne s'expliquerait pas, il faudrait voir dans la chute de la Pologne et dans l'anarchie des colonies espagnoles des phénomènes inintelligibles ».

La première partie de cette citation est exacte; il faut en effet qu'il y ait un lien immatériel entre les habitants d'une contrée en voie de constitution en nation, pour qu'elle s'effectue. Quant à la seconde, elle est bien incompréhensible, car lors de la constitution de la France, de l'Empire romain, de la chute de la Pologne... un autre principe régnait: celui de la force, de la conquête. Ménagé admirablement bien avec toute la sagesse des rois de France, ce principe des nationalités remporta un grand succès et fonda l'unité française comme il fut la cause initiale de la chute de l'empire romain. De même, en vertu de ce principe, les puissants voisins partagèrent entre eux la Pologne.

Ainsi donc, l'histoire nous enseigne, qu'un même principe peut produire des effets différents: dans certaines occasions, bons; dans d'autres, mauvais. Et c'est parce que le principe de la conquête a fait plus de mal que de bien que dans les temps modernes on s'était efforcé de trouver un autre

principe, selon lequel on partageait les populations avec plus de justice objective. Nous croyons qu'avec le principe des nationalités, entendu dans le sens de la doctrine de Renan un peu complétée, ce besoin serait largement satisfait.

M. de Roquette-Buisson (*op. cit.*, p. 112 et suiv. 209 et suiv.) pour la définition de nationalité se trouve en face de deux écoles: 1^o celle qui admet comme le fondement de la nationalité: la race, la géographie, les intérêts matériels, la religion et les traditions historiques; 2^o et celle qui tient compte des éléments précités, plus la volonté libre poursuivant un but social.

Cet auteur s'arrête longtemps sur l'école italienne qu'il croit avoir subi deux influences: allemande et française, dont elle fut un mélange. La France l'aida pour l'application de ces idées, que les Italiens oublièrent trop vite et devinrent ingrats (v. p. 109 et la citation de Cavour par *Joseph Reinach*: La France et l'Italie devant l'histoire). Malgré l'apparence libérale du principe italien, la force se cache derrière elle, car c'est par la force qu'elle fut introduite.

« On doit juger les peuples, dit-il, et les individus, non d'après leurs paroles, mais d'après leurs actes. Entre le cours d'ouverture de Mancini, et les actes de la politique italienne, il y a un abîme; il est possible que les Italiens donnent raison à Mancini mais il est certain qu'ils ne donnent pas tort au comte de Cavour ni à M. Crespi (p. 112 *en note*) ».

D'une longue analyse de l'histoire, M. de Roquette-Buisson conclut que le principe des nationalités amène fatalement à une guerre d'extermination où le plus fort régnera.

« Le principe des nationalités, dans le passé dangereux, dans le

présent redoutable, dans l'avenir insuffisant, ne peut servir de base au droit international public » (p. 209).

Nous ne comprenons pas l'hostilité de M. de Roquette-Buisson. Tout parle au contraire en faveur du principe des nationalités et si cet auteur a pu voir dans l'avenir, il aurait certainement prévu cette guerre mondiale, qui remettrait en faveur notre principe. Loin d'être insuffisant dans l'avenir, le principe des nationalités doit être le seul fondement juridique d'un Etat.

Avec cela, nous avons épuisé la liste d'un grand nombre d'auteurs français, qui se sont occupés de notre principe. Nous n'avons pas trouvé dans l'école française cette unanimité d'opinions, si caractéristique dans l'école italienne et, quoique dans une moindre mesure, dans l'école allemande, mais il ne faut pas négliger le grand nombre d'auteurs favorables au principe. Comme dans toute doctrine, ici aussi, l'école française est le représentant et le défenseur de l'idéal qui s'identifie avec le principe des nationalités. Le petit nombre d'adversaires n'est pas redoutable. M. Thiers s'élève contre l'idée racique de nationalité, qui est fort attaquable. De même, MM. Brentano-Sorel prennent la langue comme élément principal de nationalité et l'attaquent, ce qui est fort juste. M. de Roquette-Buisson, sans donner des preuves certaines, est fort hostile à notre principe, sans pour cela nous effrayer. Enfin, M. Weiss est adversaire redoutable, mais sa doctrine, comme nous l'avons démontré, ne tient pas debout, devant un raisonnement plus à fond.

Ainsi, nous pouvons affirmer, ce qui est tout en l'honneur de la doctrine française, qu'elle est presque unanime dans la

défense du principe des nationalités, idéal suprême vers lequel tout doit tendre (1).

(1) Des auteurs anglais que ont écrit sur le principe des nationalités, nous citerons: *Ramsay Muir*. Nationalisme et internationalisme, 1918, préface p. 34 et suiv, qui parle longuement des Etats-Nations et du prin. des nat. « La nationalité, dit-il, constitue une idée illusive, difficile à définir. Son essence est un sentiment et en dernière analyse nous ne pouvons que dire qu'une nation est une nation, parce que les membres de celle-là la tiennent pour telle, avec passion et unanimement » p. 66. Cet auteur est en plein accord avec la doctrine française.

J. Stuart Mill qui s'exprime ainsi pour la nationalité... « On peut dire qu'il y a nationalité là où se trouvent des hommes unis par des sympathies communes, sympathies qui les portent à agir de concert beaucoup plus volontiers qu'ils ne le feraient avec d'autres et à désirer vivre sous le même gouvernement et que ce gouvernement soit exercé exclusivement par eux-mêmes ou par une portion d'entre eux ». Cette définition pêche par bien de points, mais elle exclue nettement l'idée de race. Pour *Freeman E. A.* (*Comparative politics* 1878) la nationalité contiendrait trois éléments : la communauté de territoire, de gouvernement et de langue.

Les auteurs russes *Serge Popoff* : (Du mot et de l'idée de nation, Paris 1869), et *Stieglitz* (Alexandre de) : (De l'équilibre politique, du légitimisme et du principe des nationalités, Paris, 1894-1897, 3 volumes, surtout t. III, p. 189 et suiv.) soutiennent ardemment le prin. des nationalités et en cela, ils ressemblent beaucoup aux auteurs français.

M. Michel Tseretheli : (La nation et l'humanité (en géorgien) compte-rendu dans R. dr. int. et de lég. comp. 1910, p. 557 et suiv.) prétend que l'Etat n'est autre chose que la projection des organes individuels de la Nation. Quelquefois pour conserver d'autres individualités nationales, le peuple n'est que du matériel social pour constituer les Nations et les Etats. La patrie est la notion plutôt morale. Le dr. int. futur doit prendre la Nation comme son seul sujet, au lieu de l'Etat, puisque suivant l'enseignement de Mancini, l'idée de l'Etat est la dérivée de l'idée fondamentale de la Nation. La façon dont l'auteur expose ses idées est fort originale, mais avec idée *M. Tseretheli* appartient à la doctrine française. L'effort vers l'emplacement de l'Etat par la nation est des plus remarquable, chez cet auteur.

Un diplomate, dont nous ne connaissons pas la nationalité, dans son *Essai sur le principe des nationalités*, prétend que la volonté est de beaucoup dans la formation des nations, sans pour cela être le seul élément, car « il ne suffit pas de vouloir pour devenir une nation ».

(V. aussi l'art. de *M. Ernest Nys*: L'Etat et la notion de l'Etat, dans la R. dr. int. pub. et de lég. comp. 1901, p. 613 et suiv. V. aussi chapitre VII, VIII et IX du livre capital de *MM. Bruhnes* et *Vallaux*: La géographie dans l'histoire).

Des auteurs hongrois, qui ont écrit sur notre sujet nous citerons les rois suivants : *Cochut* ; (« L'influence de la Révolution française dans

la question nationalitaire » Revue des deux Mondes, 1866, liv. LXIV, p. 689 et suiv.), l'étude surtout historique, dans laquelle l'auteur en passant définit la nationalité comme « la sympathie et la solidarité des citoyens sous le gouvernement qu'ils ont librement choisi ». *Keleti*: (Qu'est-ce que la nationalité? Brest 1874, p. 8) croit que la nationalité est la même chose que le sentiment religieux. En d'autres termes, l'élément religieux dans la constitution d'une nationalité est de beaucoup le plus prépondérant sur les autres.

Eotvos J. von: (Die Nationalitätsfrage, la traduction allemande par Dr M. Falck, 1865), une étude remarquable à tous les points de vue, dit que « la nationalité n'est pas autre chose que cette conscience de l'unité, qui se forme, chez un important nombre d'hommes, par les communs souvenirs sur leur passé, leur situation et la communauté de leurs intérêts et sentiments ».

Des auteurs serbes, dont les études sont assez nombreuses sur notre sujet, nous citerons à part le travail remarquable d'une haute science de M. Milenko R. Vesnitch (cité dans l'école italienne): *Guerchitch G.*: Les changements territoriaux, l'idée nationale dans l'antiquité, le moyen âge et les temps modernes et le principe du suffrage universel (plébiscite) dans la Revue de la Société littéraire serbe, liv. XLVI (1878), p. 42-176 (en serbe) et « Le principe des nationalités dans le XIX^e siècle, et spécialement dans ses rapports avec le droit d'auto-détermination du peuple. Même Revue (1879, liv. XLVII, p. 78-176 (en serbe) ; *Dr Milovan Dj. Milovanovitch*: Le principe des nationalités dans le droit int. pub. et dans la politique internationale, dans La Patrie Liv. XXII (1889) p. 321-345 (en serbe) et *Mil. Dj. St* : Du gouvernement représentatif, traduction de K. Yovanovitch, Belgrade 1876, surtout chapitre XVI: (De la nationalité dans ses liens avec le gouvernement représentatif). La place nous manque pour exposer en entier, les vives discussions auxquelles a donné lieu le principe des nationalités ce qui serait fort intéressant. C'est surtout autour de la définition de nationalité de M. Milovanovitch (art. précité, p. 332), qui serait « un groupe d'hommes qui se sent appelé par ses besoins et ses aspirations, de vivre, dans une communauté de culture et politique » que la discussion porta. On lui reprochait le manque de l'élément racique, ce qui est fort bien à notre avis, puisque sa définition se rapproche beaucoup de celle de la doctrine française que nous avons accepté comme étant la seule véritable.

Pour compléter la bibliographie sur le *Principe des Nationalités* voyez, outre les ouvrages déjà mentionnés, les ouvrages suivants :

Ouvrages généraux :

SERRIGNY. — *Traité du Droit public des Français, précédé d'une introduction sur les fondements des Sociétés politiques* (2 vol. in-8°, Paris, 1846, T. I.).
WHEATON (H). — *Histoire du progrès du Droit des gens en Europe et en Amérique*. (4^e édition, Leipzig, F. A. Brockhaus, 1865, 2 vol.).

- LAWRENCE (W. B). — *Commentaire sur les éléments du Droit international public* (Leipzig 1868, 4 vol., T. I, p. 155 et suiv.).
- PRADIER-FODERE. — *Précis du Droit administratif* (Paris, 1872, 1 vol. in-8°).
- CALVO (Charles). — *Le droit international théorique et pratique*. (Paris, 1880, T. I. p. 143 et suiv.).
- BURLEMAQUI (J). — *Eléments du Droit naturel* (Lausanne 1883, in-8°, 2 vol. T. I., 1^{re} partie, Chapitre IV).
- DESPAGNET. — *Cours de Droit International public*. (Paris, 1894, in-8°, p. 108).
- Ouvrages spéciaux :**
- GASPARETTO (Luigi). — *Il principio di nazionalità nella sociologia e nel diritto internazionale*. (Torino, Bocca, 1898, in-8°).
- BARRÈS (Maurice). — *Scènes et doctrines du nationalisme*. (Paris, F. Juven, 1902, in-16°).
- WIEDERSUM (J). — *Le Droit des Nationalités* (en allemand) (Leipzig, 1911, in-8°).
- WOUKITCHÉVITCH (N). — *La question des Nationalités*. (Genève, 1912, in-8°).
- MUIR (Ramsay). — *The National principle and the War*. (Oxford, 1914, in-16°).
- BROWNE (J. H. BALFOUR). — *War problems*. (London, Longmans Green and Co, 1915, in-16°).
- BAIE (E). — *Le droit des Nationalité*. (Paris, F. Alcan, 1915, in-16°).
- TRACHAEL (Albert). — *Les petites Nations et leur droit à l'existence*. (Genève, 1915, in-16°).
- Compte rendu sommaire de la III^e Conférence des Nationalités*, (Lausanne, 1917, in-8°).
- RUYSSEN (Théodore). — *What is a Nationality ?* (Part. II, New-York, 1917, in-16°).
- ZANGWILL (Israël) — *The Principe of Nationalités* (New-York, 1917, in-16°).
- MITSCHERLICH (Waldemar). — *Der Nationalismus Westeuropas* (Leipzig, 1920, in-8°).
-

DEUXIÈME PARTIE

LES BUTS DE GUERRE DES PAYS BELLIGÉRANTS EN GÉNÉRAL et les NATIONALITÉS et le PRINCIPE DES NATIONALITÉS EN PARTICULIER

« Pendant les deux premières années de la guerre, le gouvernement de la République ne crut pas devoir autoriser la presse à formuler et à discuter les conditions de la paix future. La censure de M. René Viviani et celle de M. Aristide Briand ne pouvaient qu'être approuvées. Nos ennemis en effet n'avaient jamais officiellement proclamé leurs buts de guerre et leur intérêt était de provoquer chez les alliés des polémiques qui auraient rompu notre union sacrée ». (*Charles Daniélou* : Responsabilités et buts de guerre, chez P. Figuière, Paris 1918, 3 vol. t. I, Préface).

Les buts de guerre sont une innovation dans l'histoire diplomatique de l'Europe. Avant la guerre mondiale de 1914 à 1918, les gouvernants n'avaient jamais formulé officiellement leurs buts de guerre, étant donné que personne ne les leur demandait et que la guerre était considérée comme une affaire de prince, ne se discutant pas, comme tout ce qui le touchait d'ailleurs. Ses peuples n'avaient qu'à s'incliner devant sa volonté toute puissante et à faire la guerre pour son bon vouloir. D'où l'abstention des peuples de demander à leurs princes les raisons pour lesquelles ils faisaient la

guerre; quant à ceux-ci, ils se gardaient bien d'en dire un mot, étant donné qu'avec ceci l'on ouvrirait la porte des affaires d'Etat aux peuples, ce qu'on ne devait jamais faire. Cette affirmation était vraie avant la grande Révolution française, elle l'était encore, quoique dans une moindre mesure, après cet événement.

Dans l'étude de l'histoire, on arrive à découvrir les raisons des guerres; ainsi les Croisades (la fin du ^x^e à la fin du ^{xiii}^e siècles) avaient pour but la délivrance du tombeau du Christ des Musulmans; la guerre de Cent ans (1337 à 1453) résultait de la rivalité de l'Angleterre et de la France sur le littoral de la Manche; la guerre de Trente ans (1618 à 1648) avait pour raison la religion, etc. Mais de l'avis même des contemporains des événements que nous venons d'énumérer, la raison véritable était ignorée par le gros du peuple — des combattants. Il n'y avait que le roi et son entourage qui la connaissait, et encore est-il nécessaire pour qu'une injustice, un tort soient criants, pour qu'une guerre soit déclarée ! Des moindres raisons suffisaient ordinairement pour que l'état de guerre existât entre deux ou plusieurs Etats.

Peu à peu, avec le suffrage universel, le peuple acquiesçait le pouvoir. Tout le long du ^{xix}^e siècle, nous assistons à cette lutte intéressante entre le roi et le peuple: celui-là à la fin cédait toujours à celui-ci, mais lentement et avec beaucoup de résistance. Mais, chose curieuse, le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix, était presque toujours octroyé au roi par les Constitutions modernes de l'Europe. Et pourtant, n'y a-t-il affaire d'Etat plus grave et entraînant à des conséquences plus désastreuses que la déclaration de la guerre et la conclusion de la paix ? Mais, de bonne heure déjà,

on avait commencé par faire une différence entre la guerre et la paix: tandis que pour la déclaration de guerre, la déclaration seule du chef d'Etat suffisait, au contraire, pour la solidité du traité de paix qui termine les hostilités, la ratification des Chambres s'imposait. Et ceci paraît-il, parce que le traité en question obligeait la nation toute entière, comme si la guerre ne l'obligeait point. L'explication n'a pas de valeur. Et pour assimiler la déclaration de guerre en quelque sorte à la conclusion de paix au point de vue des pouvoirs nécessaires pour la faire, la Société des Nations devait jouer un certain rôle avec l'arbitrage obligatoire de ses membres devant sa Cour permanente. Mais nous croyons qu'il aurait mieux fallu imposer dans les traités qui avaient terminé la guerre mondiale, l'insertion obligatoire dans les Constitutions des Etats ennemis aussi bien que des Etats amis, des clauses interdisant aux chefs d'Etat seuls de faire la guerre sans l'assentiment des Chambres sous la peine de graves sanctions contre les contrevenants. Ceci aurait peut-être empêché dans l'avenir les guerres pour des raisons futiles, car la nation, seule qui a à supporter la guerre et ses conséquences, pourrait par conséquent se refuser d'obéir à des suggestions des gouvernants et par cela empêcher les plus graves crises de l'Humanité — les guerres.

La guerre mondiale de 1914 avait trouvé les peuples d'alors en guerre, dans un état de civilisation supérieure; ils voulaient clairement connaître les raisons pour lesquelles on les menait sur le front. Les déclarations ministérielles et les débats dans les Chambres, après des démarches multiples, surtout de la part de l'Angleterre, mais malheureusement infructueuses, auprès des puissances voulant à tout prix la

guerre, leur avaient démontré la nécessité de légitime défense à laquelle les nations sont soumises exactement de la même manière que les individus. Mais étant donné que la guerre mondiale avait dépassé par ses procédés scientifiques de destruction et d'horreur et le nombre des soldats, tout ce qu'on avait vu jusqu'ici, ainsi que sa durée que les Anglais surtout prévoyaient comme exceptionnellement longue, les déclarations sur les buts de guerre apparaissaient de bonne heure. La question des responsabilités était envisagée d'abord, parce que tout le monde cherchait avec indignation les responsables. Ensuite, la sécurité nationale et le droit des petits peuples à la vie indépendante figuraient sur le même plan. C'est là que nous trouvons l'affirmation de notre principe qui paraissait inapplicable après les unités italienne et allemande. Seulement, à la différence des conditions d'unité des deux nations précédemment citées, qui luttaient toutes seules pour ce suprême droit à la vie de leurs peuples, pendant la guerre mondiale, le plus grand nombre de nations civilisées affirmait la ferme volonté de ne cesser les hostilités qui leur étaient imposées qu'après le triomphe des droits des petites et des grandes nations à la vie indépendante. Nous n'envisagerons ici que ce dernier droit, — le droit des nationalités.

1914. — A part certains manifestes des chefs d'Etat, rien de particulier à remarquer pour nous. Le 30 juillet 1914, le prince Alexandre de Serbie, après avoir affirmé que son Etat ne demandait qu'à vivre en paix avec la monarchie voisine, s'écria dans son manifeste à l'Armée :

« Il n'y a pas, mes héros, de devoir au monde plus sacré que de défendre sa nation, son foyer... Sur nos étendards la Providence a

plus que jamais écrit ces mots : guerre pour la liberté et pour l'indépendance de la nation serbe ! ».

(V. aussi le manifeste de François-Joseph du 28 juillet 1914 à ses peuples, le manifeste du tzar Nicolas II du 3 août 1914, le manifeste du roi George V, du 5 août, le discours du trône au Reichstag du 4 août, et surtout le discours de M. Viviani, président du Conseil français, à la date du 5 août :

« Ce qu'on attaque, dit-il, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses Alliés et ses amis sont fiers d'être les défenseurs ».

Car c'est elles qui sont en cause; tout le reste n'est que prétexte. Nous relevons le discours au Guilhall de M. Asquith du 9 décembre 1914 qui est le premier, croyons-nous, dans son genre :

« Nous ne remettrons, dit-il, au fourreau l'épée qui n'a pas été tirée à la légère que lorsque la Belgique et — j'ajouterai la Serbie — aura retrouvée pleinement son indépendance ; lorsque les droits des plus petites nationalités d'Europe seront assis sur un fondement inattaquable et lorsque la domination militaire de la Prusse sera entièrement et définitivement détruite ».

Les Alliés et les Ennemis n'ont pas encore besoin de déclarer leurs grands buts de guerre, qui n'est qu'à son commencement. La défense angoissante du sol national ne donne pas le temps aux combattants de demander à leurs gouvernants les raisons du cataclisme mondial : les déclarations du début de la guerre leur suffisant de son côté. Le président Wilson proclame au peuple américain la nécessité d'observer une complète neutralité (le 18 août 1914).

1915. — Tout au début de cette année, Sir Edward Gray

prononça un discours dans lequel il exprima nettement sa pensée sur la guerre :

« Nous voulons, dit-il, que les nations de l'Europe quelle qu'elles soient, grandes ou petites, puissent mener une existence indépendante, établir elles-mêmes leur forme de gouvernement et travailler en pleine liberté à leur développement ».

Et lord Windston, quelques jours après déclara que l'Angleterre veut que :

« cette guerre remanie la carte de l'Europe selon le principe des nationalités, selon le vrai lien des peuples habitants ces territoires tant disputés. Après tant de sang versé nous voulons une paix durable qui rétablisse l'harmonie, libère les races, restaure l'intégrité des nations ».

Ces buts ne changeront en rien dans la suite. En février les socialistes alliés déclarèrent « qu'ils ne font pas la guerre aux peuples mais au gouvernements qui les oppriment »... pour que les « populations annexées par la force recouvrent le droit de disposer d'elles-mêmes » (v. aussi la déclaration des socialistes : M. Edouard Vaillant, dans l'*Humanité* du 14 avril et M. Renaudel, dans le même journal du 14 juin ; les manifestes de Zimmerwald, rapportés dans l'*Humanité* du 12 novembre, et dans le *Temps* (du 10 novembre). — Du côté allemand, nombreuses furent les manifestations pour la fixation des buts de guerre. Aucune idée humanitaire, tout annexionniste — voici l'idée exacte de paix allemande (v. un spécimen dans l'exposé de M. Rudolf Martin, ancien ministre de l'Intérieur, rapporté dans le *Matin* du 27 avril 1915, la pétition des intellectuels allemands, rapporté dans l'*Humanité* du 12 août). La Social démocratie allemande expose dans une résolution votée à la Conférence, tenue à Berlin, les 14,

15 et 16 août les conditions de la paix dont nous extrayons le quatrième point :

« Attendu, dlt-il, que l'annexion de territoires étrangers est contraire en droit à la libre disposition des peuples, et qu'en outre l'unité intérieure et la force de l'Etat national allemand ne seraient qu'affaiblies par ces annexions en même temps qu'elles lui porteront le plus grand préjudice pour ses relations politiques extérieures et cela d'une façon permanente, nous combattons les plans qui ont pour but des conquêtes des politiciens à courte vue ». (v. l'*Humanité* du 29 août 1915.). V. aussi le *Temps* du 23 nov. (l'exposé du Comité colonial allemand) et du 12 nov. (l'article du comte de Reventlow).

Enfin, un discours de M. de Bethmann-Hollwegg du 19 décembre dans lequel, avec un cynisme bien allemand, celui-ci déclare que les Allemands ne menacent pas les petits peuples, mais poursuivent la lutte, qui leur a été imposée, pour la défense de leur pays et leur liberté. — Le président Wilson, encore neutre, déclara dans son discours de Philadelphie du 10 mai, 3 jours après le torpillage du *Lusitania* qu'« un homme peut être trop fier pour se battre » et qu'« une nation peut être trop certaine de son bon droit pour avoir besoin d'employer la force » ce qui était généralement considéré comme une allusion de la situation des Etats-Unis dans le monde. La note du président Wilson à l'Allemagne à propos du torpillage du *Lusitania* du 13 mai avertit le gouvernement allemand qu'il

« doit être certain que le gouvernement des Etats-Unis ne négligera aucune protestation, aucun acte qui commandera son devoir sacré qui est de soutenir les droits des Etats Unis et de ses citoyens, et d'en sauvegarder le libre exercice ».

Dans le discours annuel au Congrès du 7 décembre 1915 le président Wilson demande des mesures militaires navales,

financières, car il voit bien que la neutralité des Etats-Unis ne sera pas de longue durée. L'effort de M. Wilson, quoiqu'il ne touche pas directement à notre sujet mérite d'être retenu. C'est la raison pour laquelle nous le citons. — Ainsi l'année 1915, malgré qu'elle ne soit pas importante au point de vue du nombre de déclarations, montre l'état d'esprits de deux camps ennemis : les Allemands aussi bien que les Alliés ne changeront en rien.

(V. aussi les discours de M. Chamberlain du 17 avril et de Sir Edward Gray du 23 mars).

M. Aristide Briand, dans sa déclaration du 3 novembre 1915 aux Chambres affirme que la France à qui la guerre a été imposée, la poursuivra jusqu'à la restitution du droit par la victoire et jusqu'à ce qu'elle ait obtenu toutes les garanties d'une paix durable.

1916. — Au point de vue des déclarations et des manifestations, cette année est beaucoup plus importante que l'année précédente. Les vues amorcées jusqu'alors, deviennent plus claires et plus complètes. Les Alliés ne feront que développer leurs justes buts de guerre ; les Empires centraux ne cacheront pas davantage leurs buts impérialistes.

Tout au début de l'année 1916, nous assistons à la campagne du président Wilson en faveur des lois de préparation militaire. Les paroles et les discours n'ayant pas abouti, le président se prépare d'agir autrement, d'autant plus que les attentats des agitateurs allemands prennent une extension inquiétante pour la paix et le bien-être des Etats-Unis. Le président parla le 27 janvier à New-York-City, le 29, à Pittsburgh et à Cleveland, le 31 janvier à Milwaukee et à Chicago,

le 1^{er} février à Des Moines, le 2 février à Topeka et à Kansas City, le 3, à Saint-Louis. Il exposa la nécessité d'être prêt à toutes les éventualités, car l'incendie de l'Europe risquait de se propager jusqu'à l'Amérique et qu'il ne suffisait pas de vouloir soi-même la paix pour l'avoir. Le Sénat d'ailleurs profondément pacifique faisait des plus vives résistances au président. — Le discours de M. Wilson du 27 mai, prononcé à la première assemblée annuelle de la Ligue pour imposer la paix, à Washington, donne une idée exacte de ce que le président entend sous le nom de Ligue des Nations, qu'il réalisera à la Conférence de la paix de Paris.

En avril, M. de Bethmann-Hollweg expose ses buts de guerre inspirés des principes anti-nationalitaires. L'Allemagne avant tout est son mot d'ordre (v. la paix Dellebrück dans le *Temps* du 26 juillet) la déclaration hypocrite de M. Bethmann-Hollweg du 9 novembre, relative à la Ligue des peuples que l'Allemagne devait conduire à la paix et celle de Hindenburg du 20 décembre, considérant toute Ligue de paix comme chimère (reproduits, la première dans le *Temps* du 11 novembre, la seconde dans le même journal du 21 décembre), sont des documents purement allemands.

L'admirable réponse du parti socialiste français au questionnaire de Stockholm, contient de véritables buts de guerre humanitaires: l'évacuation des territoires envahis, la restauration de la Belgique et du Luxembourg, la création de la Pologne, la consultation des habitants du Slesvig et des pays de l'Autriche, habités par les Italiens, les questions de Lithuanie, de Finlande, d'Arménie, d'Ukraine et de toutes les nationalités d'Autriche et des Balkans doivent être résolues conformément au même principe du droit des peuples à dis-

poser d'eux-mêmes, enfin le retour d'Alsace-Lorraine à la France (v. l'*Humanité* du 1^{er} juin et la déclaration du groupe socialiste français parlementaire du 23 septembre 1916). La Ligue des droits de l'homme a tenu à Paris un Congrès le 1^{er} novembre, où on vota une résolution d'après laquelle le traité de paix doit consacrer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et annuler les annexions imposées par la force, comme celle de l'Alsace-Lorraine. Ceci sont les buts de guerre français.

Le 16 décembre, M. Sonnino soutient le principe des nationalités devant la Chambre italienne.

M. Asquith fonde son espoir dans la société des Nations et la liberté des petits peuples (discours du 26 septembre à Dublin, v. aussi discours de M. Heuderson du 16 décembre rapporté dans l'*Humanité* du 17 décembre et de Bonar Law reproduit par le *Temps* du 23 décembre).

Le 14 novembre, le gouvernement russe déclare vouloir constituer une Pologne libre et indépendante; Les Alliés, réunis à Paris, à la conférence se solidariserent avec le gouvernement russe, auxquels s'associa l'Italie (v. le *Temps* des 18-19 novembre). C'était déjà le commencement de la réalisation des idées émises jusqu'alors. Les représentants polonais affirment que la nation polonaise est une et indivisible et demandent l'indépendance pour leur pays (v. le *Temps* du 11 novembre).

Le 18 décembre un fait de la plus haute importance surgit: le président Wilson dans une note adressée aux belligérants leur demande de faire connaître leurs buts de guerre. Sa démarche était strictement conforme à l'article 3 de la convention de la Haye, qui porte la signature des Etats-Unis

relatif au règlement pacifique des conflits internationaux, dont voici le texte :

« Les puissances étrangères au conflit ont le droit de proposer leurs bons offices et leurs médiations, même pendant la durée des hostilités. L'exercice de ce droit ne peut en aucun cas être considéré par telle ou telle puissance belligérante comme un acte inamical ».

Après avoir démontré qu'il n'avait aucune ambition de se superposer en maître lors de la Conférence prochaine de la paix, le président conclut qu'il :

« propose simplement qu'on jette la sonde, de sorte que neutres et belligérants puissent savoir de combien ils se rapprochent de ce havre de paix auquel toute l'humanité aspire, d'un désir intense et toujours plus grand. Il croit, que tous les intéressés comprendront et l'esprit dans lequel il parle et les buts qu'il poursuit ; et il espère avec confiance obtenir une réponse qui jettera une clarté nouvelle sur les affaires du monde ».

1917. — Au début de cette année, on remarque la préoccupation des belligérants de répondre à la proposition de paix du président Wilson. — La réponse allemande du 1^{er} février est vague, incertaine, assez acceptable à la vue superficielle, mais annexionniste en l'approfondissant. Elle propose une conférence entre les pays en guerre pour discuter leurs buts de guerre (v. *Figaro* du 2 février). De même la réponse autrichienne était conçue de la même façon. — Les Alliés ont répondu collectivement le 12 janvier :

« Les Nations alliées, dit la réponse, ont conscience qu'elles ne combattent pas pour les intérêts égoïstes, mais avant tout pour la sauvegarde de l'indépendance des peuples, du droit et de l'humanité... »

Leurs buts qui sont bien connus consistent dans :

« la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro...

La libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère... de la Pologne ».

M. Lloyd George à la Chambre des Communes le 4 juillet et M. Ribot à la Chambre des Députés le 6 juillet, rejettent dans des termes à peu près semblables la déclaration des Alliés du 12 janvier à laquelle ils restent fortement attachés (v. *Journal des Débats* du 5 juillet).

Les déclarations ministérielles et autres se succèdent sans nombre en *Allemagne*. Celle-ci se démasque complètement : il n'y a plus de doute où il faut chercher les justes buts de guerre ; ce n'est pas certainement dans les Empires centraux.

M. Gérard, dans ses révélations publiées dans le *Daily Telegraph*, fait connaître les conditions de paix de M. de Bethmann-Hollwegg (v. *Temps* du 21 août) purement annexionnistes. — Le *Temps* du 11 janvier publie la note du Comité national allemand pour la paix. — Buts de guerre de la section rhénane de la ligue pangermaniste (rapporté par le *Matin* du 29 mai). Les buts de guerre de la Ligue pangermaniste du 6 juin (v. *Figaro* du 7 juin 1917). La réponse des socialistes allemands au questionnaire de la Commission hollando-scandinave du 16 juin ne diffère en rien des buts de guerre du gouvernement allemand (v. l'*Humanité* du 22 juin). Beaucoup moins impérialiste est la réponse des minoritaires allemands à Stockholm le 8 juillet (v. le *Petit Parisien* du 11 juillet). Le 15 juillet la motion suivante a été rédigée de concert avec les trois partis socialiste, radical et catholique :

« Le Reichstag désire, est-il dit, une paix durable avec l'Entente et une réconciliation entre les peuples, sans songer aux conquêtes territoriales obtenues par la violence ».

Ceci resta lettre morte notamment lors des pourparlers russo-allemands à Brest-Litowsk, où le gouvernement allemand exécuta ses buts de guerre annexionnistes pleinement approuvés d'ailleurs pour les trois partis en question. — M. Michaélis est au moins sincère puisqu'il refuse de préciser les buts de guerre de l'Allemagne (dans son discours au Reichstag du 28 septembre) parce qu'ils pourraient nuire à l'Allemagne, étant donné qu'ils démontreront clairement la volonté annexionniste allemande. — Mais le 9 octobre, M. de Kühlmann déclare au Reichstag que l'Allemagne ne restituera jamais l'Alsace-Lorraine à la France (v. le *Journal* du 11 octobre et le *Figaro* du 26 octobre). Le Congrès socialiste de Würzburg (au commencement du mois de novembre) demande dans sa motion l'autonomie et les droits égaux pour les Alsaciens-Lorrains, mais dans le cadre de l'Empire allemand. — Rares furent les Allemands qui protestèrent contre les buts impérialistes de leurs gouvernants. Nous ne relevons que le discours au Reichstag du député-socialiste Haase, du 29 novembre, dans lequel celui-ci dénonce l'action annexionniste de l'Allemagne envers la Russie ainsi que les appétits énormes que la Bulgarie a voué cyniquement (v. l'*Homme libre* du 4 décembre).

En Autriche-Hongrie, le Comte Tisza soutient que nulle part le principe des nationalités n'a été appliqué aussi largement qu'en ce pays et se perd dans une analyse juridique très subtile de la doctrine du président Wilson. La loi du 27 juin déclarant « qu'il est inexact de prétendre que l'Autriche ait reconnu le droit des nations de disposer d'elles-mêmes comme base d'une paix durable » dément l'affirmation du Comte Tisza. L'Autriche-Hongrie, jusqu'à l'Armistice, entend

conserver son système de domination. — Le Comte Czernin, dans son discours de Budapest, du 2 octobre, énonce les principes de la paix future :

« La guerre dit-il, comme moyen de politique doit être combattue ; le principe de désarmement devra figurer dans le traité de paix... »

Quant aux problèmes des nationalités, celui-ci les discuta devant une délégation hongroise au début du mois de décembre, affirmant que ce sont des problèmes purement intérieurs et non pas internationaux et que sauf par les moyens constitutionnels, les nationalités de l'Autriche-Hongrie ne pouvaient rien obtenir par d'autres procédés. En d'autres termes l'unité de l'Autriche-Hongrie doit être respectée.

En France, l'année 1917 nous fournit un grand nombre de manifestes, de déclarations et de notes, émanant de différents partis et opinions mais tous affirmant les justes buts de guerre. M. Marcel Sembat prêche l'écrasement complet de l'Empire allemand, qui est le seul obstacle de la paix (v. *La Renaissance* du 8 janvier). — M. Ribot dans sa déclaration du 21 mars résume les buts de guerre de la France qui consistent dans le retour des provinces d'Alsace-Lorraine à la mère patrie et dans le respect des droits et de la liberté des peuples... — M. Vandervelde combat l'idée de paix « sans indemnités, sans annexions » des socialistes allemands et demande la restitution de la Belgique, de l'Alsace-Lorraine, etc. (v. le *Matin* du 14 mai).

« Une paix durable, déclare M. Ribot le 22 mai, nous ne l'aurons que si nous la fondons sur la justice et sur le droit des peuples ».

M. Viviani à Chicago, dans son discours du 6 mai affirme que

« les peuples alliés ne se battent pas pour conquérir des territoires,

ils ne se battent pas pour déchirer des provinces, ils ne se battent pas pour satisfaire quelque ambition malsaine qui fermentait dans leur conscience. Non, l'enjeu est plus grand. C'est le sort du monde que nous portons dans nos mains .. Nous déclarons qu'il n'est pas possible que la force opprime la faiblesse. Nous demandons la paix pour tous, la liberté pour tous, l'égalité pour tous... » (V. *le Temps* du 7 mai).

M. Ribot, le 5 juin à la Chambre, et le 6 juin au Sénat, explique les droits de la France sur l'Alsace-Lorraine « qui ne sera pas aux yeux des Etats-Unis une conquête » — Le 15 juin, les socialistes lisent une déclaration à la Chambre des Députés, demandant la restitution de l'Alsace-Lorraine, la Belgique et la restauration politique et économique des petites nations ou fractions de nations opprimées :

« En proclamant avec la Révolution russe qu'il veut une paix sans annexions, sans contributions, mais donnant aux peuples cette libre disposition d'eux-mêmes sans laquelle il ne peut y avoir de paix durable; en proclamant avec les Etats-Unis la nécessité de constituer la Société des Nations qui organisera et maintiendra l'équilibre pacifique d'une humanité régénérée, le Parti socialiste affirme sa volonté d'agir sur les gouvernements alliés pour qu'ils conformément à ces principes toute leur action de guerre et de diplomatie ».

MM. Vandervelde, Henderson et Thomas, dans leur lettre du 3 juin 1917 au Soviet admettent la formule du Soviet, réclamant la libération des territoires et la réparation des dommages. Le Soviet, dans sa réponse à MM. Vandervelde, Henderson et Thomas, reconnaît le droit des nationalités et admet le principe des compensations (v. *l'Humanité* du 26 juin). — En réponse à la note russe du 9 avril-24 mars, le gouvernement français repousse toute idée de conquête et réclame des restitutions, des réparations et des garanties (les journaux du 13 juin). — Le 8 juillet, *l'Humanité* publie un

mémorandum, signé par MM. Vandervelde et Louis de Brouckère, à la Commission hollando-scandinave, dans lequel il est dit notamment que le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France constituerait une désannexion.

« de même que la constitution d'une unité polonaise, l'achèvement de l'unité italienne ou de l'unité serbe, désirée par les populations intéressées, ne porterait pas un caractère de violence et de contrainte caractéristique d'annexion. Ces changements territoriaux ne serviraient qu'à la réalisation de fins nationales légitimes, conformes à toutes les traditions de démocratie, et aux doctrines si souvent formulées de l'Internationale ».

Dans les annales du socialisme, nous ne croyons pas qu'il y ait de plus patriotique et de juste déclaration que celle que nous venons d'énumérer. — M. Ribot, le 11 juillet, devant la Commission des Affaires Etrangères, a fait la déclaration suivante :

« Nous avons un droit imprescriptible sur l'Alsace-Lorraine, qui nous a été ravie par la force. Nous ne pouvons pas admettre un plébiscite. C'est l'opinion du gouvernement entier... » (V. aussi sa déclaration devant la Chambre des députés du 31 juillet).

« Si la France poursuit cette guerre, déclare M. Painlevé, président du Conseil le 18 septembre, ce n'est ni pour conquérir, ni pour venger, c'est pour défendre sa liberté et son indépendance, en même temps que la liberté et l'indépendance du monde. Ses revendications sont celles du droit même ; elles sont indépendantes du sort des batailles ».

Et le lendemain, M. Ribot déclare : « Nous voulons uniquement le droit... » (V. la déclaration du 30 septembre de la Fédération radicale et radicale-socialiste de la Seine, rap. dans le *Matin* du 1^{er} octobre, v. aussi la déclaration de la Franc-Maçonnerie des pays alliés, rap. dans la *Lanterne* du 3 juillet).

M. Barthou, Ministre des Affaires Etrangères, répond à

la Chambre des Députés à M. de Kühlmann et déclare au sujet de l'Alsace-Lorraine :

« Nous disons... que nous ne sommes pas partisans d'une politique d'annexion. Mais demander ce qui nous appartient, reprendre le bien qui nous a été volé, dont nous sommes les légitimes propriétaires, c'est faire, en effet, une désannexion. c'est-à-dire que c'est protester contre une annexion qui a été faite au détriment du droit... »

M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires Etrangères, le 27 décembre à la Chambre repousse le programme de paix soumis par l'Allemagne aux maximalistes russes et le lendemain déclare que la question d'Alsace-Lorraine est une question mondiale en même temps que morale : « Elle est le symbole du droit et de la justice ». Le discours de M. Stéphen Pichon du 27 décembre est très important parce qu'il pose nettement les buts de guerre de l'Entente :

« Vaincre d'abord, dit-il, par ce que c'est la condition nécessaire de salut pour notre pays ; mais vaincre pourquoi ? Pour conquérir ? Pour opprimer ? Non pas ! Pour assurer au monde une paix de justice et de fraternité ».

En Angleterre, l'effort oratoire des hommes d'Etat ainsi que des organisations diverses ne fut pas moins important. Le besoin de justifier la prolongation de la guerre dans ce pays insulaire important beaucoup à cause de son industrie mais soumis à beaucoup de privations et de restrictions par le fait de la guerre, se faisait beaucoup plus sentir que sur le continent. D'où la nécessité du Premier Ministre, surtout d'aller s'expliquer devant les Trade-Unions.

M. Henderson qui représente le parti travailliste au sein du comité directeur de guerre anglais a fait au correspondant de la New-York Tribune une déclaration dans laquelle il

estime qu'il est impossible pour les Alliés de consentir au *statu quo* (v. le *Temps* du 8 janvier). M. Chamberlain réclame des restitutions et des compensations pour la Belgique, la France, la Serbie et la Russie (*l'Eclair* du 18 avril). — M. Balfour déclare à la Chambre des Communes le 30 juillet que l'Alsace-Lorraine doit être restituée à la France (le *Figaro* du 1^{er} août). — Enfin, M. Asquith, dans son discours du 27 septembre à Leeds, déclare au sujet de l'Alsace-Lorraine que

« si le grand tort de la France en 1871 n'est pas définitivement redressé, le monde n'aura fait que sanctionner la doctrine prussienne, qui soit dans une injuste guerre une entreprise profitable... » (v. le *Figaro* du 28 sep.).

Mais Karl Marx, mieux que personne avait flétri l'annexion de l'Alsace-Lorraine par son pays en 1871 :

« L'Histoire, dit-il, mesurera le châtement, non au nombre de kilomètres carrés conquis sur la France, mais bien à la grandeur du crime qui aura fait revivre, dans la seconde moitié du xix^e siècle, la politique de conquête... » (v. le *Figaro* du 14 août).

M. Lloyd George, à Londres, le 12 octobre, M. Asquith, à Liverpool, maintiennent leur ancien point de vue sur l'Alsace-Lorraine, dans leurs réponses à M. de Kühlmann. — M. Balfour, dans sa réponse qu'il fit le 6 novembre 1917 à la motion présentée par les pacifistes aux Communes, réclame la restitution de l'Alsace-Lorraine et affirme sa résolution d'arracher au peuple turc tous les peuples qui ne sont pas turcs. La lettre de lord Lansdowne du 29 novembre 1916, au rédacteur du *Daily Telegraph*, dans laquelle celui-ci expose les buts pour lesquels les Alliés combattent est ordinairement considérée comme favorable aux Allemands. — La réponse des

Alliés s'imposait donc. — M. Clémenceau, le 13 décembre 1917, formule les bases d'une paix durable, qui doit être « une paix nette, une paix qui ne laisse place ni aux revendications des peuples opprimés ni aux dangers d'agression ; en un mot la paix du droit ». MM. Bonar Law et Chamberlain (le 30 novembre) condamnent sévèrement la lettre de lord Lansdowne. La paix n'aurait aucune valeur sans la victoire des Alliés. — M. Asquith, dans l'interview du journal *l'Observer*, résumant les buts de guerre de la grande guerre déclare :

« Nous infirmerons, nous annulons toutes nos déclarations et jetterons au vent les sacrifices incalculables que nous avons faits, si nous nous soumettions à une paix qui laisserait la France toujours dépouillée, l'Italie toujours comme une nation mutilée et incomplète, qui ne réduirait pas les pouvoirs de la Turquie et les occasions qu'elle a d'être mal gouvernée, qui ne rétablirait pas la Belgique libre et restaurée, la Serbie agrandie et autonome, qui ne garantirait pas l'existence d'un Etat homogène et autonome de la Pologne qui fut dans le passé la proie des ambitions dynastiques et militaires, qui n'assureraient pas le développement libre de la Roumanie et des Slaves du sud-est ». (v. aussi son discours du 11 décembre rap. dans *le Temps* du 13 déc. et celui de M. Winston Churchill du 19 déc. rap. dans *le Temps* du 12 déc, et l'important discours de M. Lyod George du 20 décembre à la Chambre des Communes, rap. par *le Temps* du 22 décembre).

En *Italie*, des nombreux discours sur les buts de guerre, nous relevons celui de M. Sonino, du 20 juin qui réclame la libération des nations opprimées. Quant à l'Albanie, l'Italie envers elle

« n'a d'autres visées que sa défense contre toute ingérence possible de tiers puissance ; l'Italie garantit à l'Albanie le plein droit de disposer d'elle-même à l'intérieur ». (Rap. par *le Matin* du 21 juin).

Le président Marcora déclare le 16 octobre, à la Cham-

bre italienne que l'Italie n'acceptera que la paix victorieuse qui lui donnera sa complète unité (1).

Les conditions de paix de *Russie* furent beaucoup de bruit à la fin de 1917. M. Skobeleff devait présenter ces conditions à la Conférence des Alliés en novembre 1917, mais ceux-ci les refusèrent étant donné que Lénine venait de publier des documents de la diplomatie secrète russe et de proposer aux Allemands l'armistice. Le 10 novembre, Lénine lance le manifeste suivant :

« Le gouvernement des ouvriers et des paysans créé par la révolution des 6 et 7 novembre et qui s'appuie sur le conseil des ouvriers et soldats, propose à tous les belligérants de commencer aussitôt des pourparlers en vue d'une paix juste et démocratique. Le gouvernement est d'avis qu'une paix juste et démocratique doit être une paix immédiate sans annexion, c'est-à-dire une paix sans appropriation par la violence des territoires étrangers et sans conquêtes de vive force de nationalités étrangères, et une paix sans contribution ».

Le chancelier Hertling, dans son discours du 29 novembre

(1) Les deux déclarations du gouvernement provisoire russe sont d'une grande importance et méritent d'être retenus : La première est du 9 avril 1917. « La Russie libre, dit-il, n'a pas pour but de dominer les autres peuples, de leur enlever leur patrimoine national, d'occuper de force les territoires étrangers, mais d'établir une paix solide ayant pour base le droit des peuples de disposer de leur sort. — Le peuple russe ne convoite pas le renforcement de sa puissance extérieure; en ce qui concerne les autres peuples, il n'a pour but de subjurer ni de rabaisser personne. — Au nom du principe supérieur d'équité, il a enlevé les chaînes qui pesaient sur le peuple polonais; mais le peuple russe n'admettra pas que sa patrie sorte rabaisée de la grande lutte et ébranlée dans ses forces vitales ».

La seconde déclaration, celle du 19 mai est encore plus précise : « Dans sa politique extérieure, dit-elle, le gouvernement pose nettement la question du rétablissement rapide de la paix commune, qui ne tend ni à la domination d'un peuple sur l'autre, ni à la mainmise sur les biens nationaux, ni à la conquête des territoires d'autrui, enfin, d'une paix sans annexion, ni indemnité et sur la base du libre développement des nations ».

au Reichstag, déclare trouver dans la proposition de paix de Lénine des bases suffisantes pour accepter de discuter. De son côté, M. de Kühlmann approuve Lénine (le discours du 30 novembre). Le groupe socialiste parlementaire français fait appel le 19 décembre aux socialistes russes à ne pas consentir une paix séparée et demande aux gouvernements alliés la révision de leurs buts de guerre. Les socialistes mineuritaires français approuvent les buts de Lénine (Résolution du 2 janvier 1918). Malgré tout, l'armistice entre la Russie et les Empires centraux est signé le 15 décembre 1917 à Brest-Litowsk. Il prévoit dans son article 9 les négociations de paix immédiate. Mais comme ceci occupe le commencement de l'année 1918, nous en reparlerons dans les pages consacrées à cette année.

Pour l'action des *neutres*, v. le manifeste des délégations des pays neutres à Stockholm (rapporté par l'*Humanité* du 4 novembre).

Le Pape, lui-même, a cru nécessaire d'intervenir pour proposer ses buts de guerre aux nations belligérantes, par une note du 1^{er} août 1917 (v. le *Temps* du 17 août). « Le point fondamental doit être, dit le pape, qu'à la force matérielle des armes, soit substituée la force morale du droit ; » d'où le désarmement nécessaire. Les frais qu'occasionnent ces armements suffiront pour dédommager chaque Etat en guerre — ce qui équivaut au refus du paiement des indemnités de guerre. La Belgique doit être évacuée et restaurée et les conflits entre l'Italie et l'Autriche, la France et l'Allemagne doivent être résolus, en tenant compte « dans une mesure juste et possible » des aspirations des peuples. De même pour l'Arménie, les Etats Balkaniques, la Pologne. Pas un mot de

l'Alsace-Lorraine, ce qui justifiait une certaine méfiance de la France envers cette note. Les mots de la note pontificale sont pesés; une grande subtilité et finesse sont leurs caractères dominants, mais étant vague et imprécise, elle ne pouvait pas satisfaire les Alliés. L'explication forcée du cardinal Gasparri, dans sa lettre de fin septembre 1917 à l'évêque de Valence, fait semblant de préciser la pensée de Benoît XV (v. l'*Echo de Paris* du 2 octobre), mais il n'en est rien. Les gouvernements allemands et austro-hongrois, après avoir dénié hypocritement encore une fois leur volonté de dominer le monde, acceptent, dans des termes ambigus, la proposition de paix du pape et souhaitent que leurs ennemis les acceptent aussi (v. le *Temps* du 23 septembre). La Bulgarie déclare que son premier souci « a toujours été de songer sans cesse à assurer l'unité du peuple bulgare, tout en rendant à la Bulgarie les bienfaits de la paix » et à cette condition seulement, elle accepte la proposition de paix pontificale (v. l'*Eclair* du 27 septembre). La Turquie a répondu favorablement (v. le *Temps* du 3 octobre). Le Brésil de même (v. le *Journal des Débats* du 15 novembre). Le 24 décembre, le roi des Belges transmet à Benoît XV la réponse dans laquelle le gouvernement belge expose les conditions de paix de Belgique:

« L'intégrité du territoire belge, y-est-dit, — métropolitain et colonial — l'indépendance politique, économique et militaire sans condition ni restriction, des réparations pour le dommage subi, des garanties contre le renouvellement de l'agression de 1914, telles restent les conditions indispensables d'une paix juste en ce qui concerne la Belgique » (le *Figaro* du 24 janvier 1918).

Une nouvelle lettre du cardinal Gasparri du 7 octobre à

l'archevêque de Sens, précise un certain nombre de points de la note pontificale, sans pour cela convaincre la France (v. aussi le compte-rendu de la grandiose cérémonie qui eut lieu le 10 décembre à la Madeleine, au cours de laquelle on exposa des motifs pour qui les catholiques français ne pouvaient accepter la note pontificale, dans l'*Echo de Paris* du 11 décembre). Les gouvernements alliés ne répondirent point à la grande surprise du Vatican, car la France, l'Angleterre et la Russie, s'étaient engagés envers l'Italie par l'article 15 du traité secret de Londres du 26 avril 1915, de l'appuyer dans l'opposition que celle-ci

« pourrait faire contre une proposition tendant à introduire un représentant du St. Siège dans n'importe quelle négociation de paix ou négociation pour la solution des questions soulevées par la guerre actuelle ».

Enfin les Alliés avaient tous les droits de croire à la partialité du pape. Le 27 août, le président Wilson démontra la naïveté (c'est le terme le plus doux) de la note du pape. Celle-ci, en effet, traite sur le pied d'égalité parfaite, la justice et l'injustice et propose le règlement de paix avec un gouvernement irresponsable qui n'a pas tenu la parole. Le *statu quo ante bellum*, que le pape propose ne peut pas être accepté, puisque le but de cette guerre est justement la délivrance des peuples d'une vaste organisation militaire, dirigée par un gouvernement irresponsable. — Le but du pape, loin d'être atteint, discrédita celui-ci encore davantage aux yeux du monde civilisé.

L'activité du *Président Wilson* et des *Etats-Unis* fut immense en 1917.

Dans son important discours du 22 janvier 1917, au Sénat

des Etats-Unis sur les conditions essentielles d'une paix permanente, le président Wilson se félicite de son initiative du 18 décembre 1916 qui a eu un certain succès.

« La guerre actuelle, dit-il, doit d'abord être terminée... Les traités et les accords qui y mettront un terme doivent stipuler des clauses qui créeront une paix digne d'être garantie et défendue, une paix qui obtiendra l'approbation de l'humanité, et non pas seulement une paix qui servirait les intérêts particuliers et les ambitions immédiates des nations engagées dans le conflit... Si la paix à venir doit être durable, il faut qu'elle soit assurée par la force supérieure et organisée de l'humanité... »

Mais le moyen même de ce discours se trouve à sa fin où le président Wilson propose « que les nations adoptent d'un commun accord la doctrine du Président Monroe comme doctrine mondiale; qu'aucune nation ne cherche à imposer sa domination à une nation ou à un peuple quelconque, mais que chaque peuple soit laissé libre de déterminer lui-même son propre régime... » et que tous s'unissent, en évitant les « lacs embarrassant des alliances », dans un concert des puissances.

« Je propose, dit le président, un gouvernement par le consentement des gouvernés ».

Tels sont les principes pour la défense desquels l'Amérique plus tard entrera en conflit avec les Empires centraux. — 13 février, dans son discours au Congrès, le président Wilson annonce la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne à cause de sa guerre sous-marine à outrance.

« Nous ne désirons, dit-il, aucun conflit armé avec le gouvernement impérial d'Allemagne. Nous sommes les amis sincères du peuple allemand... et nous ne proposons pas autre chose que la juste défense des droits incontestables de notre peuple ».

Dans le discours inaugurant sa deuxième présidence du 5 mars, le président Wilson fait clairement entendre que les Etats-Unis ne sont pas loin de la guerre.

« Nous ne sommes plus les simples citoyens d'un Etat. Les heures tragiques de trente mois d'une perturbation si profonde, ont fait de nous des citoyens du monde. Il ne peut y avoir de retour en arrière. Nos destinées nationales sont engagées, que nous le voulions ou non ».

Puis il expose les principes sur lesquels la paix doit reposer qu'il reprendra plus tard. — Dans son discours du 2 avril, le président Wilson demande au Sénat de déclarer la guerre à l'Allemagne, étant donné que la patience des Etats-Unis a dépassé toutes les limites.

« Le droit, dit-il, est plus précieux que la paix et nous combattons pour les biens qui ont toujours été les plus chers à nos cœurs, pour la démocratie, pour les droits et les libertés des petites nations, pour que le règne universel du droit, fondé sur une entente entre les peuples libres, assure la paix et la sécurité à toutes les nations et rend le monde enfin libre... A une telle tâche nous pouvons sacrifier nos vies et nos richesses... »

A la suite de ce discours, le Sénat vota la guerre le 4 avril par 82 voix contre 6. La Chambre des Représentants la vota à son tour le 6, par 373 voix contre 50 et ce jour même, le président Wilson lança une proclamation déclarant l'état de guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne et fixant les dispositions qu'il entend prendre envers les étrangers ennemis. Le 16 avril, le président adresse une proclamation au peuple des Etats-Unis pour réclamer l'union et indiquer à chacun le moyen de servir son pays pendant la guerre. — Dans son message à la Russie, du 26 mai (publié à Washington le 9 juin), le président Wilson donne de sages

conseils à la nouvelle démocratie et lui démontre la nécessité de ne point se retirer de la guerre :

« Le jour est venu de vaincre ou d'être vaincu. Si les forces de l'autocratie réussissent à nous diviser, nous seront écrasés ; si nous restons unis, la victoire est certaine et ce cette victoire la liberté est le prix. Alors nous pourrons nous permettre d'être généreux ; mais même alors, pas plus que maintenant, nous ne pourrons nous permettre d'être faibles, d'omettre une seule des garanties nécessaires à la justice et à la paix du monde ».

Le Jour du Drapeau (le 14 juin), le président prononça un important discours dans lequel il passa rapidement en revue les buts par lesquels l'Amérique se bat, ainsi que l'action destructive de l'Allemagne (v. aussi son discours prononcé à Buffalo, devant la Fédération américaine du Travail, le 12 novembre). — Dans son message au Congrès du 4 décembre 1917, le Président rappelle les événements qui se sont succédés depuis le mois d'avril et les idées sur la guerre des Etats-Unis.

« La guerre doit libérer de la conquête et de la menace prussienne ces provinces jadis si belles, ces populations jadis heureuses de la Belgique et du nord de la France ; elle doit libérer aussi les peuples de l'Autriche-Hongrie, les peuples des Balkans, les peuples de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie, de l'imprudente domination étrangère que fait peser sur eux l'autocratie militaire et commerciale de la Prusse. Nous nous devons toutefois à nous même la déclaration que nous ne désirons aucunement compromettre ou remanier l'empire austro-hongrois ».

Ce passage a été vivement critiqué comme contraire à la première proposition, car en effet comment libérer les peuples de l'Autriche-Hongrie dans le cadre de la vieille monarchie ? Si le président fait allusion à l'autonomie éventuelle qu'on donnerait à ces peuples, il se trompe sur leur sincé-

rité. En effet ces autonomies avaient toujours été promises par l'Autriche-Hongrie au profit de ces peuples, dans les périodes de crise sans qu'on ait tenu jamais la parole :

« Nous avons l'intention de ne faire aucun tort à l'Empire allemand, de n'intervenir en rien dans ses affaires intérieures. Nous considérons de tels projets comme absolument injustifiables... Personne ne médite l'anéantissement ou la servitude ou la ruine des entreprises pacifiques de l'Empire allemand... »

Le président, à notre sens, s'était trop éloigné dans les principes pour ne voir qu'une chose : c'est que le peuple allemand est l'exécuteur suprême des ordres des gouvernants allemands, qui, loin de lui déplaire, concordent avec bon sens, ses conceptions. C'est seulement par la victoire complète que les Alliés pourraient le rendre à la raison, mais il lui faudra une longue vie indépendante, constamment surveillée par les Alliés, pour qu'il soit un jour pleinement et consciencieusement libre. Les peuples, aussi bien que les individus, passent par l'enfance et la minorité, pour recouvrer à l'âge mur la pleine possession de leurs facultés et actes.

Le président demande la déclaration immédiate de guerre à l'Autriche-Hongrie, parce qu'elle

« en ce moment n'est pas maîtresse chez-elle ; elle n'est que la vassale du gouvernement allemand. Nous devons voir la situation comme elle est et agir dans ces circonstances sans mêler aucune question de sentiment à l'implacable réalité ».

La déclaration de guerre avec l'Autriche-Hongrie est votée le 7 décembre. Quant à la Turquie et la Bulgarie, le président ne demande pas encore la rupture.

1918. — La dernière année de guerre, la plus importante au point de vue qui nous intéresse, donnera l'occasion aux

Allemands, d'appliquer leurs buts de guerre à Brest-Litowsk et à Bucarest.

La proposition de paix des *maximalistes* russes du 22 décembre 1917 à Brest-Litowsk, contient 6 paragraphes prévoyant l'évacuation des territoires conquis pendant la guerre, le rétablissement politique des peuples qui la perdirent durant cette guerre, le référendum national nécessaire pour le changement des territoires, la protection des minorités, le non-paiement des indemnités de guerre et le règlement des questions coloniales de la même manière que celles de l'Europe. La Quadruplice accepte comme base de discussion la proposition maximaliste (le 26 décembre 1917) et il se déclare « pour une paix immédiate, générale, sans acquisitions territoriales opérées par la force et sans indemnité de guerre ». Mais, une réserve importante, la Quadruplice, n'accepte les buts « sans avoir la garantie que les Alliés de la Russie reconnaîtront et exécuteront aussi loyalement et sans réserve, ces conditions vis-à-vis de la Quadruplice. Ces réserves faites, voici les buts de guerre des Austro-Allemands 1° « L'appropriation par la force, de territoires qui furent occupés pendant la guerre, n'est pas dans les intentions des gouvernements alliés »; 2° « Les Alliés n'ont pas l'intention de ravir leur indépendance aux peuples qui la perdirent pendant la guerre »; 3° « La question de la dépendance constitutionnelle de groupes nationaux ne possédant pas l'indépendance constitutionnelle ne peut pas, d'après l'avis des Alliés, être réglée entre les Etats. La question doit, là où elle se présente, être réglée indépendamment par chaque Etat avec ces peuples par la voie constitutionnelle ». L'allusion est claire: c'est l'Autriche-Hongrie qui doit être protégée devant cet amas

de formules; 4° La protection des minorités, acceptée en principe, sera mise en vigueur « en tant qu'elle paraît réalisable »; 5° Renonciations réciproques d'indemnité des frais de guerre et des dégâts causés par la guerre; 6° Pour les colonies allemandes « le libre exercice du droit des peuples à disposer de leur sort n'est pas ici exécutable dans les conditions proposées par la délégation russe » (v. les journaux du 28 décembre 1917). M. Stéphen Pichon, le 27 décembre à la Chambre, repousse le programme de paix soumis par l'Allemagne aux maximalistes russes. Ceux-ci d'ailleurs protestèrent les 4 et 22 janvier 1918, proclamant « que les conditions de paix annoncées à Brest-Litowsk, constituent, en effet, l'annexion la plus monstrueuse ». Malgré que Trotsky déclare le 11 février ne pouvoir pas souscrire à la paix d'annexions des Empires centraux, il annonce tout de même la fin de l'état de guerre avec la Quadruplice, en même temps que le généralissime Krylenko adresse à l'armée russe l'ordre de démobilisation. Le 21 février, 1918, l'Allemagne pose aux maximalistes les conditions de paix suivantes: La Livonie, L'Esthonie, l'Ukraine et la Finlande, devront être évacuées par les Russes. Leur sort futur sera réglé ultérieurement d'accord avec la population. La démobilisation et l'internement des navires de guerre russes. Le traité prévoit de nombreux avantages économiques au profit des Empires centraux. Enfin 11° « toutes les conditions précédentes doivent être acceptées dans un délai de quarante-huit heures. Les plénipotentiaires russes doivent parler immédiatement pour Brest-Litowsk et signer là, dans les trois jours, le traité de paix qui doit être ratifié dans un délai de deux semaines ». Ces conditions sont acceptées et souscrites par le Soviet, après une dernière protesta-

tion, qui n'eut aucune valeur. La débâcle russe fut consommée par le traité de Brest-Litowsk du 24 février — L'Ukraine de son côté propose, le 10 janvier 1918, la paix aux Empires centraux sous les conditions suivantes: 1^o la paix démocratique; 2^o les garanties nécessaires pour permettre l'expression véritable de la volonté des peuples; 4^o toute annexion ou cession d'une partie quelconque du territoire sans l'approbation de ses habitants, est inadmissible; 5^o pas d'indemnité de guerre; 6^o l'indépendance de la République Ukrainienne doit être garantie... Tout autre fut le traité de paix entre les Empires centraux et l'Ukraine, conclu le 9 février 1918. D'abord un important territoire de l'Ukraine est cédé à l'Autriche-Hongrie (article 2); Evacuation de ces territoires; (article 3); Relations diplomatiques (article 4); Pas de frais de guerre (article 5); Clauses économiques extrêmement favorables à l'Allemagne, dont voici une proposition: « Le libre transit de l'Asie, notamment vers la Perse, autrefois empêché par la Russie, est garanti » (article 7). — Le député Oscar Cohn proteste le 22 février au Reichstag contre la politique annexionniste de l'Allemagne en Russie. Les chefs des gouvernements alliés de leur côté réunis à Londres en mars 1918 se refusent à reconnaître la paix imposée par les puissances centrales à la Russie et proclament que la paix de l'Entente est celle du droit.

Les Empires centraux ne s'arrêtent pas seulement sur la Russie et l'Ukraine. La Roumanie à son tour connaîtra la dureté des buts de guerre allemands. Dans les conditions de paix que les Empires centraux avaient imposées à la Roumanie et qui étaient passées dans le traité de paix même: la Roumanie cède aux Alliés la Dobroudja jusqu'au Danube

(article 1^{er}). Les rectifications des frontières austro-roumaines sont acceptées, quoique défavorables à la Roumanie (article 3) Démobilisation roumaine (art. 5). Avantages de toutes sortes sont consentis par la Roumanie au profit des Allemands. Ainsi la période de paix allemande est terminée.

Les pourparlers germano-bolchevicks ont amené le président Wilson de prononcer au Congrès un très important discours pour énoncer les conditions essentielles de la paix que les Etats-Unis pourraient accepter (8 janvier 1918). Après avoir démontré la contradiction entre les propositions de paix allemandes et les conditions de la paix signée à Brest-Litowsk, ainsi que la bonne foi des maximalistes russes, le président émet cette idée générale :

« Aucun homme d'Etat ayant la moindre notion de sa responsabilité ne devrait se permettre un seul instant de prolonger ce tragique et effroyable gaspillage de sang et de richesses, sans être sûr, de cette assurance qui exclut toute crainte d'erreur, que ces sacrifices essentiels sont consentis pour sauver une partie intégrante de ce qui est vital dans la société et que le peuple dont il est la porte-parole les juge comme lui légitimes et indispensables... Le temps des conquêtes et des agrandissements est passé, passé aussi le temps des traités secrets, conclus dans l'intérêt de quelques gouvernements particuliers et le plus souvent destinés à bouleverser inopinément la paix du monde ».

Le président passe ensuite sur les conditions essentielles de la paix, qu'il résume dans ces *célèbres 14 points* : 1^o relatif à la publicité des conventions et débats diplomatiques ; 2^o relatif à la liberté de navigation sur mer en dehors des eaux territoriales ; 3^o suspension des barrières économiques et légalité du traitement en matière commerciale ; 4^o La réduction des armements compatible avec la sécurité intérieure ; 5^o règlement colonial librement débattu ; 6^o Evacua-

tion du territoire russe tout entier et le règlement de toutes les questions concernant la Russie en accord avec les autres nations civilisées, ainsi que l'aide de celles-ci à celle-là, en vue de recevoir la Russie dans la société libre des nations; 7° « La Belgique... doit être évacuée et restaurée sans aucune tentative pour limiter l'indépendance dont elle jouit au même titre que toutes les autres nations libres »; 8° Le territoire de la France devra être totalement libéré et les portions envahies devront être restaurées; le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, tort qui a compromis la paix du monde pendant près de cinquante ans, doit être réparé, afin que la paix puisse être de nouveau assurée dans l'intérêt de tous »; 9° « Une rectification des frontières de l'Italie devra être opérée selon les lignes de démarcation clairement reconnaissables entre nationalités »; 10° « Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous désirons sauvegarder et assurer la place parmi les nations, doit être accordée la plus grande latitude pour leur développement autonome »; 11° « la Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués, les territoires occupés devront être restaurés; à la Serbie, devra être assuré un libre accès à la mer; les relations mutuelles des divers Etats balkaniques devront être déterminées par un amical échange de vues, en tenant compte des liens d'allégeance et des différences de nationalité que l'histoire a créés; des garanties internationales d'indépendance politique et économique et d'intégrité territoriale seront instituées en faveur de ces Etats »; 12° « aux régions turques de l'empire ottoman actuel devra être assurée une souveraineté non contestée; mais aux autres nationalités présentement soumises au joug turc on devra

garantir une sécurité absolue d'existence, la pleine possibilité d'un développement autonome et sans entraves » ; 13° « Un Etat polonais indépendant devra être créé, qui s'étendra sur les territoires habités par les populations indiscutablement polonaises ; on lui assurera un libre accès à la mer ; son indépendance politique et économique, son intégrité territoriale devront être garanties par des conventions internationales » ; 14° il faut qu'une association générale soit formée entre les nations, en vertu de conventions formelles, aux fins de procurer à tous les Etats, grands et petits également, des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale ». En plus, le président demande de traiter, en cas d'acceptation par l'Allemagne, avec les véritables représentants de celle-ci et non pas avec le parti militaire et « les hommes qui ont pour programme l'impérialisme et la tyrannie ».

Le 5 janvier M. Lloyd George, devant les délégués de Trade-Unions définit les buts de guerre de l'Angleterre « Nous ne faisons pas, dit-il, une guerre d'agression contre le peuple allemand... La destruction et le démembrement de l'Allemagne ou du peuple allemand n'ont jamais été un de nos buts de guerre depuis le début des hostilités jusqu'à ce jour... Nous ne nous battons pas non plus pour détruire l'Autriche-Hongrie ou pour priver la Turquie de sa capitale ou de ses pays tristes et fameux d'Asie et de Thrace dont la population principale est de race ottomane... La première revendication faite par le gouvernement britannique et ses alliés a donc toujours été la restauration politique, territoriale et économique complète de l'indépendance de la Belgique et toutes les réparations possibles pour les dévastations de ces cités et de ces provinces... Vient ensuite la restauration de la Serbie, du Monténégro, des territoires envahis de France, d'Italie et de Roumanie ; le retrait intégral des armées étrangères, et les réparations pour les injustices commises sont une condition fondamentale d'une paix permanente... Nous voulons aussi soutenir jusqu'à la mort la démocratie française dans ses demandes de révision de la grande injustice commise en 1871,

lorsque, sans égard pour les vœux de leurs populations, deux provinces françaises furent arrachées aux flancs de la France et incorporées à l'empire allemand... La Russie ne saurait être sauvée que par son peuple. Nous croyons cependant qu'une Pologne indépendante, comprenant tous les éléments vraiment polonais qui désirent en faire partie est une nécessité pour la stabilité dans l'Europe Occidentale. De même, bien que nous estimions, avec le président Wilson, que le démembrement de l'Autriche-Hongrie ne fait pas partie de nos buts de guerre, nous sentons que si une autonomie véritable, suivant des principes bien démocratiques, n'est pas accordée aux nationalités d'Autriche-Hongrie qui l'ont désirée si longtemps, il est impossible d'espérer faire disparaître les causes d'agitation qui, dans une partie de l'Europe, ont si longtemps menacé la paix générale — Pour les mêmes raisons, nous considérons qu'il est indispensable de satisfaire les revendications légitimes des Italiens qui veulent voir réunir à eux ceux qui appartiennent à leur race et à leur langue — Nous voulons aussi demander que l'on fasse droit aux légitimes aspirations des populations de race et d'idiome roumains... L'Arabie, l'Arménie, la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine ont, suivant nous, le droit de voir reconnaître leur existence nationale séparée... Si donc on nous demande pourquoi nous combattons, nous répondrons comme nous l'avons souvent fait ; nous combattons pour une paix juste et durable. Nous croyons qu'avant qu'on puisse espérer une paix permanente, il faut que trois conditions soient remplies : 1^o Le caractère sacré des traités doit être rétabli ; 2^o Un règlement territorial doit être conclu, qui soit basé sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire sur le consentement des gouvernés ; 3^o Il nous faut chercher à limiter par l'institution d'un organisme international, le fardeau des armements et diminuer les probabilités de la guerre. A ces conditions, l'empire britannique accueillera la paix. Pour obtenir ces conditions, les peuples britanniques sont prêts à faire des sacrifices encore plus grands que ceux qu'ils ont déjà endurés ».

M. Stephen Pichon, le 11 janvier, démontre à la Chambre qu'il n'y a pas de désaccord entre les Alliés sur leurs buts de paix. — De son côté, M. Orlando, dans son discours du

12 février à la Chambre italienne rappelle les buts de guerre de l'Italie, celle-ci :

« ne veut pas davantage, mais ne peut pas vouloir moins que cela : accomplissement de son unité nationale et sécurité de ses frontières vers la terre et vers la mer... Rien ne peut nous causer une plus grande douleur que le soupçon aussi injuste et nuisible pour nous que pour les autres, que les buts de notre guerre sont déterminés non seulement par des raisons inéluctables de notre existence même, mais aussi par des convoitises impérialistes et des vues d'oppression. C'est le contraire — et je le proclame ici devant le Parlement et l'Italie, — que personne au monde ne peut considérer avec une plus grande sympathie que nous les aspirations des différentes nationalités gémissant encore sous l'oppression de races dominatrices »...

Ces déclarations sont de la plus haute importance. Les célèbres 14 points du président Wilson seront acceptés par les Alliés. M. Lloyd George insiste un peu trop, à notre sens, sur l'affirmation que le démembrement de l'Autriche-Hongrie ne fait partie des buts de guerre des Alliés. Suivant une opinion fort répandue au commencement de l'année 1918, l'Autriche-Hongrie serait toute prête de conduire une paix séparée. Alors pour ménager sa susceptibilité, et pour faciliter sa marche vers la paix, les Alliés se gardaient bien d'annoncer sa liquidation, même au prix de sacrifier les droits des peuples de la monarchie à disposer d'eux-mêmes, qui constituaient pourtant le noyau de tous les buts de guerre des Alliés. La surprise en fut grande en Italie et parmi les peuples opprimés, mais les Alliés furent bientôt désillusionnés par l'offre de la paix séparée de l'Autriche, qui échoua. Nous en reparlerons.

— Le comte Hertling répond le 24 janvier aux discours de M. Lloyd George et discute les quatorze articles du message

du président Wilson. Il commence par reconnaître que M. Lloyd George avait changé de ton. Suivant lui, l'Alsace-Lorraine (dont il trace l'histoire) était désannexée en 1871 et la désannexion était acceptée par le 29 mars 1871 par l'Assemblée nationale française, seul représentant légal du peuple français. La France d'alors, suivant l'affirmation même des Anglais, était un pays annexionniste et dangereux pour ses voisins, d'où rien de plus naturel que de se protéger contre elle. Dans sa réponse au président Wilson, le comte Hertling insiste sur le fait que tout le peuple allemand est derrière son gouvernement, ce que nous avons toujours cru. Le chancelier d'Allemagne, passant en revue les quatorze points du président Wilson, déclare qu'on pourrait arriver, sans difficultés, à s'entendre. 5. L'Allemagne demande une nouvelle répartition des colonies. 6. L'entente n'ayant pas pris part aux négociations de paix de Brest-Litowsk, la question russe ne peut intéresser que la Russie et la Quadruplice. 7. La question belge fait partie des questions générales comme gage jusqu'à ce que l'Entente cesse de discuter l'intégrité territoriale de l'Allemagne. 8. « Les territoires français occupés sont entre nos mains un gage précieux » et leur évacuation ne peut être consentie qu'en tenant compte « des intérêts vitaux de l'Allemagne ». L'Alsace et la Lorraine, la Terre d'Empire, restèrent allemandes. Les 9^e, 10^e et 11^e points concernent l'Autriche-Hongrie qui répondra spécialement par l'intermédiaire de son premier ministre. 12. L'intégrité de l'Empire Turc figure au nombre des intérêts vitaux de l'Allemagne. 13. La Pologne, créée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie doit s'entendre avec celles-ci pour sa Constitution future, à l'exclusion de l'Entente. 14. L'Allemagne se réserve

une étude plus sérieuse de la Société des Nations. A sa conclusion, le comte Hertling déclare: « Nos ennemis ne veulent pas « anéantir » l'Allemagne; mais ils louchent avec convoitise vers des territoires qui appartiennent à l'Allemagne ou à ses alliés... » On sent toujours le vainqueur qui s'adresse au vaincu. Et tant que les conditions ne respectent pas « la dignité, l'intégrité et les intérêts vitaux de l'Empire allemand », il ne pourrait pas y avoir de paix durable ni possible.

Le comte Czernin, dans son discours du 24 janvier à la Commission des Affaires Etrangères de la délégation d'Autriche, expose l'état des pourparlers austro-russes et répond au message du président Wilson. En ce qui concerne la Russie, le Ministre des Affaires Etrangères austro-hongrois déclare qu'il

« ne demande ni un mètre carré ni un kreutzer de la Russie, et que si la Russie adopte, comme cela semble être le cas, le même point de vue, la paix doit venir... La population de la Pologne doit librement, et sans être influencée, choisir son sort ».

Répondant au président Wilson, le Comte Czernin déclare:

« Nous défendrons les possessions de nos alliés d'avant la guerre comme les nôtres propres. C'est là le point de vue des quatre alliés avec une complète réciprocité »,

L'organisation intérieure des peuples de l'Autriche-Hongrie, ne regarde pas les Alliés. Acceptant les quatre premiers points des propositions de M. Wilson, le Comte Czernin déclare au sujet de l'Italie, de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie qu'il se refuse à faire à ses ennemis, « qui persistent opiniâtement à vouloir faire la guerre jusqu'à la victoire commune, des concessions unilatérales dont la

monarchie souffrirait d'une façon permanente » et qui donneraient à eux « l'avantage infini de pouvoir faire traîner la guerre en longueur et relativement sans risques ». — L'Italie a pu, sans perdre tant d'hommes ni d'argent, acquérir un territoire qu'elle n'obtiendra plus. — Sur la question polonaise la réponse autrichienne s'accorde pleinement avec le Président. — Pour les détails de l'application de ces principes, le Comte Czernin préconise des conversations personnelles.

Ces deux discours ont été vivement critiqués par les Alliés et même par certains journaux et partis politiques allemands. Ce qui distingue le discours du chancelier d'Allemagne, c'est l'effort pour trouver des formes élastiques (v. *l'Humanité* du 6 février 1918).

M. Wilson répond au Congrès aux discours du Chancelier allemand et le Comte Czernin le 11 février:

« La réponse du comte Czernin, dit-il, qui vise surtout mon discours du 8 janvier, est rédigée sur un ton très amical... La réponse du comte von Hertling est, je dois le dire fort vague et fort obscure. Elle est remplie de phrases équivoques et l'on ne voit pas où elle conduit ».

Le président démasque, derrière de belles formules, la véritable pensée du Comte Hertling, qui est annexioniste:

« ...La méthode que propose le chancelier allemand est celle du Congrès de Vienne. Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas y revenir. Le but de nos efforts aujourd'hui, c'est la paix du monde, c'est l'établissement d'un nouvel ordre international, fondé sur les principes larges et universels de la justice et du droit; nous ne voulons pas d'une paix faite de pièces et de morceaux. Est-il possible que le comte von Hertling ne voie pas cela, ne le saisisse pas que vraiment sa pensée continue de vivre dans un passé mort et révolu?... Il ne doit plus être question de transférer les peuples d'une puissance

à une autre à la suite d'une simple conférence internationale ou d'un accord entre rivaux et antagonistes. Les aspirations nationales doivent être respectées; désormais les peuples ne doivent plus être dominés et gouvernés qu'avec leur propre consentement... La seule détermination n'est pas une simple phrase... ».

Enfin, le président complète ses vues antérieures, par les quatre propositions suivantes, qui les résument en quelque sorte:

« 1^o Chaque partie du règlement final doit reposer sur ce qui est la véritable justice dans chaque cas particulier et sur les arrangements les plus propres selon toute vraisemblance à fonder une paix définitive; 2^o Les peuples et les provinces ne doivent plus être troquées entre les gouvernements comme des troupeaux ou des pions sur un échiquier, même quand il s'agit de ce grand échiquier à jamais discrédité qu'est l'équilibre des puissances; 3^o Tout au contraire, tout règlement territorial auquel cette guerre donnera lieu doit être conclu dans l'intérêt et pour le plus grand profit des populations en cause, non pas comme simple clause d'arrangement et de compromis entre les ambitions d'Etats rivaux; 4^o A toutes les aspirations nationales bien définies la plus large satisfaction devra être accordée; on évitera d'introduire de nouveaux éléments de discorde et d'antagonisme ou de perpétuer ceux qui existaient et qui ne pourraient manquer de compromettre la paix de l'Europe et par conséquent du monde... Une paix générale établie sur de tels fondements peut être discutée. Tant qu'une paix de ce genre ne sera pas assurée, nous n'aurons pas d'autre alternative que de continuer la guerre ».

Les armées des Etats-Unis qui se précipitent sur le front de France ne menacent personne.

« La puissance des Etats-Unis ...ne servira jamais à aucune agression, à aucun accroissement que réclameraient nos intérêts égoïstes. Née de la liberté, elle reste au service de la liberté ».

Les réponses allemande et autrichienne n'ont pas pu satis-

faire non plus M. Lloyd George. Dans son discours du 12 février aux Chambres, celui-ci déclare :

« que présenter une demande de cette sorte pour la première fois dans la quatrième année de la guerre, c'est la meilleure preuve possible que l'Empire allemand, ou ceux tout au moins qui le dirigent au moment présent, ne sont pas en humeur de discuter avec les Alliés de raisonnables conditions de paix... Il est vain de créer la paix quand il n'y a pas de paix ». Je voudrais, continue M. Lloyd George, que n'importe quel membre de cette Chambre me désignât dans ces discours quelque chose qu'il fût possible de regarder comme juste et raisonnable. Je n'y trouve rien de semblable, et je le dis avec le plus profond regret, mais le gouvernement ne retire rien de la déclaration des buts de guerre qu'il a faite ».

Le Conseil supérieur de guerre des Alliés dononce le premier (le 2 février), les plans de conquête des Empires centraux et affirme que les « principes de Liberté, de Justice et de Respect pour le Droit des nations » restent les buts pour la réalisation desquels les Alliés continuent la lutte (1).

M. Radoslavof expose le 21 janvier au Sobranié les buts de guerre de la Bulgarie. Avec un cynisme brutal qui dépasse largement celui du Comte Hertling, le premier ministre bulgare déclare que

« si les Bulgares ont consenti aux sacrifices douloureux sup-

(1) Voir en particulier : pour la *France* : les déclarations de M. Paul Deschanel des 9 et 10 janvier ; de M. Aristide Briand à la Chambre du 11 janvier ; interview de M. Clémenceau du *Telegraf d'Amsterdam*, reproduit par le *Temps* du 2 février 1917, le discours de M. Georges Leygues à la Sorbonne du 6 février — pour l'*Angleterre*, le discours du trône du 12 février ; le discours de M. Balfour du 10 janvier à Edimbourg ; la lettre de lord Lansdowne du 1^{er} février à une délégation d'écrivains, réclamant une paix franche, basée sur des réparations adéquates ; les discours de M. Balfour des 13 et 28 février aux Communes ; lettre de lord Lansdowne du 5 mars, — pour l'*Italie*, les discours de M. Orlando, du fin janvier, le *Temps* du 1^{er} février, et de M. Sonnino du 23 février, tous les deux à la Chambre italienne.

portés pendant la guerre, c'est pour réunir tous les tronçons épars en un seul Etat unifiant le peuple bulgare dans ses limites ethnographiques. Cette unification comporte la réunion de la Dobroudja, du pays de la Morave et de la Macédoine à la Bulgarie, leur mère-patrie. Elle n'est pas en contradiction avec la formule de paix sans annexions forcées sur la base de la libre détermination du sort des peuples par eux-mêmes... ».

Nous déclarons ne pouvoir comprendre le courage de M. Radoslavof, de falsifier les faits qui sont évidents par tout le monde. Malgré tout, l'annexion de la Dobroudja, de la Morava et de la Macédoine, constituerait le plus abominable des crimes contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le Comte Hertling, dans son discours du 25 février, au Reichstag, feint d'adhérer à quatre principes du président Wilson du 11 février. Il met en garde le président contre l'illusion de croire à l'existence en Allemagne de deux choses opposées : le gouvernement autocratique et la masse populaire privée de tout droit. Le gouvernement et le peuple allemands ne font qu'un sujet de la question d'Alsace-Lorraine, le Chancelier allemand déclare « qu'il n'y a plus de question d'Alsace-Lorraine au sens international ; s'il y a une question d'Alsace-Lorraine, c'est une question purement allemande ». Dans l'analyse à sa façon des buts de guerre alliés, et surtout anglais, le Comte Hertling voit partout les annexions et s'étonne que l'Entente ose encore « représenter l'Allemagne militariste, impérialiste, autocratique, comme un danger de la paix ». — De son côté, le Comte Czernin déclare le 2 avril que

« les quatre points du Président Wilson constituent une base propre à entrer dans la discussion d'une paix générale... Reste

à savoir si M. Wilson réussira ou non dans ses efforts pour faire adopter cette base par tous les Alliés... ».

Pour le comte Czernin :

« les rectifications de frontières de peu d'importance que nous obtenons (de la part de la Russie) ne sont pas des annexions, ce sont des territoires presque déserts qui servent uniquement à donner des garanties de sécurité militaire ».

L'Allemagne et l'Autriche font donc bon marché des beaux principes émis par le président Wilson, dont ils voudraient se servir pour masquer leurs buts annexionnistes. Mais l'analyse juridique de leurs pensées par le président et les autres alliés ne fait que renforcer ceux-ci dans leur volonté de vaincre d'abord et de parler ensuite.

Le même discours du comte Czernin du 2 avril ouvrit le grand débat Clémenceau-Czernin, dans lequel celui-ci succomba et donna sa démission.

« M. Clémenceau, dit le comte Czernin, quelque temps avant le commencement de l'offensive sur le front occidental, (en printemps 1918), me fit demander si j'étais prêt à entrer en négociations et sur quelles bases. Je répondis immédiatement, d'accord avec Berlin, que j'étais prêt à ces négociations et que je ne voyais aucun obstacle à la paix avec la France si ce n'étaient les aspirations françaises vers l'Alsace-Lorraine. On répondit de Paris qu'il n'était pas possible de négocier sur cette base. Dès lors, on m'avait plus le choix : la lutte formidable à l'ouest est déjà déchaînée ».

Le gouvernement français fait communiquer aux journaux le 13 avril, la note suivante :

« Le comte Czernin aurait prononcé un discours, hier, dans lequel il aurait fait allusion à des propositions de paix faites par M. Clémenceau. Le président du Conseil est parti ce matin,

à la première heure, pour le front, ce n'est qu'après son départ qu'il a eu connaissance des déclarations du Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie. — A la lecture de la dépêche ci-dessus, M. Clémenceau a fait cette simple réponse : « Le comte Czernin *ja menti* ».

La réponse de M. Clémenceau, qui n'aime pas les phrases, dépasse par sa netteté de beaucoup les longs débats diplomatiques qui auraient pu s'engager à propos du discours en question, mais qu'on avait coupé dans l'origine même. Tout au contraire, c'était l'Autriche qui avait la première proposé paix à la France, par la lettre autographe de Charles I^{er} au prince Sixte de Bourbon, communiquée le 31 mars 1917, par le prince même, à M. Poincaré et dont le président du Conseil français pris immédiatement connaissance. M. Clémenceau révéla cette lettre le 12 avril 1918. L'Empereur Charles commence par affirmer que tous ces peuples « sont unis plus étroitement que jamais dans la volonté commune de sauvegarder l'intégrité de la monarchie au prix même des plus lourds sacrifices ». Puis l'empereur Charles ne cachait pas ses sympathies pour la France pria le prince « de transmettre secrètement et inofficiellement à M. Poincaré », qu'il appuiera « par tous les moyens et en usant de toute son influence personnelle auprès des Alliés les justes revendications françaises sur l'Alsace-Lorraine... Quant à la Belgique, elle doit être rétablie entièrement dans sa souveraineté... Quant à la Serbie, elle sera rétablie dans sa souveraineté » sous certaines conditions. L'empereur d'Autriche pense pouvoir ouvrir les pourparlers officiels sur la base exposée plus haut entre l'Entente et les Austro-Allemands, afin de mettre un terme aux souffrances qui est leur origine dans la guerre. La révélation de cette lettre causa une vive effervescence en

Allemagne, qui se méfiait déjà du « trop pacifique empereur ». Le communiqué viennois du 13 avril corrige la prétendue inexactitude de la lettre, « privée et purement personnelle », sur l'Alsace-Lorraine. L'Empereur aurait appuyé les revendications françaises sur ces provinces si elles avaient été « justes, mais elles ne le sont pas ». Le gouvernement français affirmant catégoriquement l'inexactitude de la publication de la lettre de l'empereur Charles, le comte Czernin n'avait qu'à donner sa démission. C'est ainsi que le vieux président du Conseil français fait tomber les jeunes diplomates, mêmes ennemis et à une distance de plusieurs milliers de kilomètres. Ainsi l'incident était clos.

Le président Wilson, dans son discours prononcé à Baltimore le 6 avril 1918 pour le premier anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis et l'ouverture de la campagne en faveur du troisième emprunt de la liberté, déclare encore une fois de plus ne vouloir pas faire la guerre au peuple allemand, mais il faut clairement entendre à l'Allemagne, que, comme celle-ci refuse de fonder une paix juste et durable sur le droit tel que l'Amérique le conçoit, « C'est la Force, la Force à outrance, sans restriction ni limite, la Force ici justifiée, qui, triomphante, fera du droit la loi du monde, et renversera dans la poussière toutes les tyrannies égoïstes ».

Le 16 juin, Guillaume II, à l'occasion du 30^e anniversaire de son règne, dans le toast qu'il adresse au maréchal Hindenburg, déclare que le but idéal de la guerre doit être le triomphe de la conception allemande du monde et la défaite de la conception anglo-saxonne. M. Erzberger, avec quelques amis, dans la « *Germania* » du 23 mai s'élève contre la politique de la force qui « quand elle n'est pas soutenue

ne suffit pas; la conciliation est indispensable ». — Le socialiste minoritaire Naase, le 25 juin au Reichstag, dénonce la politique annexionniste du gouvernement allemand. Enfin pour quelques spécialités de la paix allemande (voir la *Victoire* du 14 juin, la *Tribune de Genève* du 3 juillet, l'*Echo de Paris* du 11 juin). M. de Kulhmann, dans son discours du 24 juin à la commission du Reichstag expose les buts de guerre de l'Allemagne, insiste sur la question belge et affirme que l'Allemagne n'a pas fermé les portes pour des démarches en vue d'une paix honorable. Enfin, le comte Hertling lui-même, ne voulant pas parler, se trouve forcé de déclarer le 25 juin, que la bonne volonté de l'Allemagne pour la fin de guerre est faussement interprétée par les Alliés, comme le signe de faiblesse de celle-là. Les Alliés par le Conseil supérieur de guerre déclarent le 4 juin que « les peuples alliés sont résolus à ne pas abandonner une seule des nations libres du monde au despotisme de Berlin » (v. aussi la déclaration de M. Clémenceau du 8 juin).

Le président Wilson prononce à Mount-Vernon sur la tombe de Washington, le 4 juillet 1918 (Indépendance Day) un important discours dans lequel ses vues antérieures sont complétées par les quatre points suivants:

1^o « La destruction de tout pouvoir arbitraire, où qu'il se trouve, qui puisse à lui tout seul, secrètement et de sa propre initiative troubler la paix du monde; si ce pouvoir ne peut être présentement détruit, il doit être du moins réduit à une virtuelle impuissance ». — 2^o « Le règlement de toute question concernant soit des territoires, soit un droit de souveraineté, soit des arrangements économiques, soit des relations politiques, sur la base de la libre acceptation de ce règlement par le peuple immé-

diatement intéressé, et non point selon les intérêts matériels ou le profit d'un autre peuple ou d'une nation quelconque qui pourrait souhaiter un règlement différent en vue de son influence dans le monde ou de sa propre hégémonie ». — 3^o « Le consentement de toutes les nations à se laisser guider dans leur conduite à l'égard les unes des autres par les mêmes principes d'honneur, de respect pour la loi commune, qui déjà régissent les rapports entre individus dans tous les Etats modernes. Ainsi, toutes promesses et conventions seraient religieusement observées, les intrigues et conspirations particulières ne pourraient être tramées, toute injustice inspirée par l'égoïsme recevrait son châtement, on inaugurerait le règne de la confiance mutuelle établie sur le noble fondement du respect mutuel des droits ». — 4^o « L'établissement d'une organisation de paix telle qu'on ait la certitude que le pouvoir combiné des nations libres mettra obstacle à tout empiètement sur le droit, telle aussi que la paix et la justice soient pleinement sauvegardées par un véritable tribunal de l'opinion auquel tous devront se soumettre et qui tranchera toute contestation internationale au sujet de laquelle les peuples directement intéressés ne pourraient se mettre d'accord amicalement. — Ces grands desseins s'expriment en une seule formule : nous voulons le règne de la loi, fondé sur le consentement des gouvernés et soutenu par l'opinion organisée de l'humanité ».

M. Lloyd George, dans son message du 4 août au peuple britannique, affirme que l'Angleterre n'est pas entrée dans la guerre pour des motifs égoïstes et repousse toute idée de paix prématurée. M. Balfour, de son côté, démontre à la Chambre des Communes, le 8 août, qu'un abîme sépare les Alliés de l'Allemagne au point de vue des buts de guerre. De nouveau, M. Lloyd George soutient à Manchester, le 12 septembre, que la paix n'est possible que par la victoire des Alliés.

Dans le discours prononcé au Métropolitan-Opera de New-York le 27 septembre, le président Wilson énonce cinq prin-

cipes qui doivent dominer les négociations en vue de la paix :

1^o « Il faut que l'impartiale justice qui sera dispensée ne distingue pas entre ceux envers qui nous avons envie d'être justes et ceux envers qui nous n'avons pas envie d'être justes. Il faut que cette justice ne connaisse pas de favoris, que sa seule règle soit celle de l'égal traitement des différents peuples intéressés ». — 2^o « Aucun intérêt spécial ou particulier d'une nation isolée ou d'un groupe de nations ne peut être la base d'aucune partie de l'arrangement final s'il ne peut s'accorder avec le commun intérêt de tous ». — 3^o « Il ne peut y avoir de ligue, d'alliances, de conventions ou d'ententes spéciales à l'intérieur de la vaste famille commune de la Ligue des Nations ». — 4^o « Plus précisément encore, il ne saurait y avoir de combinaisons économiques particulières égoïstes à l'intérieur de la Ligue, ni de recours à aucune forme de boycottage et d'exclusion économique, à moins que l'exclusion des marchés du monde ne soit une pénalité économique que la Ligue des Nations elle-même aurait droit d'infliger comme moyen disciplinaire et coercitif ». — 5^o « Tous accords et traités de toute espèce entre nations doivent être portés à la connaissance de monde entier dans leur intégrité ».

Puis, par une analyse subtile et exacte, le président arrive à démontrer que :

« les ambitions particulières des nations sont passées de plus en plus à l'arrière-plan et la préoccupation de l'humanité éclairée a pris leur place. Les idées des âmes simples sont devenues à tout lieu plus claires, plus fermes, plus concordantes que les idées des politiciens qui, avec leur logique pervertie, sont encore à s'imaginer qu'ils jouent une partie pour gagner la suprématie et de forts enjeux. Voilà pourquoi j'ai dit que c'est ici une guerre de peuples, non une guerre d'hommes d'Etat. Les hommes d'Etat n'ont qu'à suivre la voie que montre la conscience commune, victorieuse des ténèbres, ou qu'à disparaître brisés ».

Pour la déduction logique des idées de M. Wilson on arrive

à ce résultat : puisque la guerre a été faite par les peuples, et la victoire remportée par eux, aucune puissance du monde ne pouvait leur enlever le droit de faire la paix. — la paix des peuples (v. les conditions de paix du sénateur Lodge, du 23 août, reproduites par le *Matin* du 25 août) (1).

Le 15 septembre, le gouvernement *autrichien*, d'accord avec les gouvernements alliés invite les gouvernements belligérants à une réunion en pays neutre pour examiner les conditions d'une paix de compromis. L'Autriche trouve dans l'analyse de différents discours et manifestes alliés une tendance de rapprochement et de conciliation ainsi qu' « un fort désir d'arriver à une paix de compromis... » « Une conversation suivie et directe entre les représentants des gouvernements et uniquement entre eux pourrait s'engager dans les pays neutres... » « Les opérations militaires ne seraient pas interrompues. La conversation n'irait pas plus loin que ne le jugeraient utile ceux qui y prendraient part... » La proposition est fort acceptable. Si elle n'émanait pas de la vieille chancellerie de Metternich, on pourrait la discuter. Mais elle arrive trop tard, juste au moment où la défaite finale commence à poindre à l'horizon. Pour sauver son intégrité, l'Autriche en vain tente un dernier moyen ; les Alliés seront impitoyables, un peu plus tard envers elle, surtout le président Wilson, et rien ne l'arrêtera plus dans sa décomposition. —

(1) *Pour la France*, v. les discours de M. Clémenceau du 18 octobre, à la Chambre, du 19 octobre à Tourcoing ; v. aussi la déclaration de la Ligue de l'Enseignement avec plusieurs autres ligues républicaines, rap. par le *Temps* du 13 juin ; le discours du député Delory du 22 octobre à la Chambre ; l'ordre du jour du parti radical et radical-socialiste du 27 octobre. — *Pour l'Angleterre*, v. le discours de M. Asquith du 16 octobre, rap. par l'*Echo de Paris* du 17 octobre, et celui de M. Balfour du 23 octobre, rap. par le même journal du 24 octobre.

L'Allemagne adhère à la proposition de l'Autriche le 20 septembre. — La Bulgarie aussi :

« Nos buts, dit cyniquement le représentant de ce pays, se résument uniquement et exclusivement dans la consolidation de notre unité et dans la fixation de notre peuple dans les limites ethnographiques que lui a assignées l'Histoire et que les actes émanant des Grandes Puissances ont plus d'une fois sanctionnées dans le passé ».

L'hypocrisie de M. Radoslavof dépasse ici celle du comte Hertling, qui pourtant portait sans rival cette épithète. — La Turquie adhère le 26 septembre. — M. Balfour, au nom de son pays repousse la proposition autrichienne le 16 septembre, le gouvernement des Etats-Unis fait de même le 21 septembre, ainsi que le gouvernement italien le 19 septembre. La note autrichienne passa dans les archives de l'histoire (1).

En Allemagne, dans un important discours, le prince Max de Bade, le nouveau chancelier, répondant au président Wilson, avec un ton complètement changé, accepte la Société des Nations « qui ne peut réussir à moins que tous les peuples n'arrivent à se dominer eux-mêmes ». L'Allemagne est démocratisée; l'Alsace-Lorraine recevra un système nouveau d'organisation; le Reichstag sera le véritable représentant du peuple allemand. La majorité du Reichstag formule ses bases de la politique du nouveau gouvernement (octobre 1918) en 8 points, dont 2^o l'Allemagne est prête sous certaines con-

(1) Pour l'Allemagne, v. le discours du vice-chancelier von Payer le 12 septembre à Stuttgart, rap. le *Temps* du 14 septembre; l'interview d'Erzberger du 13 septembre, rap. le *Figaro* du 16 septembre; le discours du comte Hertling du 24 septembre devant la commission plénière du Reichstag où il se déclare partisan d'une Ligue des Nations et reprend la discussion des quatorze points du programme Wilsonien; le discours de M. Solf à Munich le 1^{er} octobre, rap. le *Temps* du 23 octobre.

ditions d'entrer dans la Société des Nations; 3° la restitution de la Belgique et son indemnisation doivent être garanties; 5° « établissement d'un Etat fédéral indépendant d'Alsace-Lorraine, avec autonomie complète correspondant à la demande d'une assemblée populaire par l'Alsace-Lorraine ». M. Solf, dans son exposé du 26 octobre au Reichstag, renouvelle son adhésion aux principes du président Wilson et discute la question du Slesvig, de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne à l'allemande. — Charles I^{er} annonce, le 16 octobre, avant son premier départ de l'Autriche à ses « fidèles peuples » que

« l'Autriche doit devenir, conformément à la volonté de ses peuples, un Etat confédéré, dans lequel chaque nationalité formera, sur le territoire qu'elle occupe, son propre organisme constitutionnel ».

Cet appel restera sans aucune suite, tellement les « fidèles peuples de l'Autriche » connaissaient leurs anciens maîtres. — Enfin, par une dernière manœuvre, l'Allemagne tente de partager les Alliés en proposant la paix séparée à la Belgique, le 16 septembre, que celle-ci refuse le 20 septembre.

Les Armistices. — 1° *La Bulgarie* demande le 25 septembre, une suspension d'armes pour arrêter les conditions d'un armistice et éventuellement de la paix. A la réponse favorable du général en chef des Armées d'Orient Franchet d'Espérey, l'armistice est signé à Salonique le 30 novembre 1918.

2° *L'Autriche.* Texte de la dépêche transmise le 5 octobre au président Wilson par le gouvernement suédois, au nom de l'Autriche-Hongrie :

« La monarchie austro-hongroise, qui n'a jamais fait qu'une

défensive et qui a témoigné à maintes reprises de son désir de mettre fin à l'effusion du sang et de conclure une paix honorable et équitable, propose par la présente au Président des Etats-Unis de conclure immédiatement, avec lui et avec ses alliés, un armistice général sur tous les fronts, sur terre, sur mer et dans les airs et d'entamer sans délai des négociations de paix. — Ces négociations auraient pour base les quatorze points du message du 12 février 1918. On tiendrait compte également des déclarations faites par le président Wilson le 27 septembre 1918 ».

Le comte Burian, Ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie dans son discours du 15 octobre, adhère à toutes les propositions du président Wilson et ceci explique le retard que celui-ci apporte pour la réponse :

« Je voudrais seulement dire que notre confiance dans la parole du président Wilson est si ferme que nous repoussons catégoriquement les suppositions d'après lesquelles on voudrait attribuer à ce procédé des motifs, des raisons tactiques, des intentions malveillantes pour la Monarchie... L'idée du président Wilson qui conçoit comme un tout unique la question de l'armistice et celle de l'évacuation des régions ennemies occupées sur les fronts de bataille pour les Empires Centraux, est tout à fait juste et fondée, non seulement sur des raisons politiques, mais aussi sur des raisons militaires positives ».

Réponse du président Wilson à la note autrichienne du 5 octobre, adressée au ministre de Suède à Washington, par le secrétaire d'Etat, le 18 octobre 1918: le président a changé la proposition de ses 14 points, relative à l'autonomie des peuples d'Autriche-Hongrie, puisque le gouvernement de Tchéco-Slovaquie a été reconnu comme le gouvernement *de facto* étant en guerre avec l'Autriche. « Il a aussi reconnu, de la façon la plus complète, la justice des aspirations nationalistes des Yougo-Slaves pour la liberté ». Le président ne peut donc plus accepter une simple autonomie de ces peu-

ples; c'est à eux qu'il faut s'adresser pour connaître la façon dont le gouvernement austro-hongrois pourrait satisfaire leurs aspirations. — Par sa deuxième note, datée du 27 octobre, l'Autriche adhère entièrement à la note précédente. Le 28 octobre, le comte Andrassy, le Ministre des affaires Etrangères, insiste auprès de M. Lansing pour que « dans l'intérêt de l'humanité » les hostilités cessent. Enfin, le 31 octobre 1918, les conditions de l'armistice furent transmises et acceptées par l'Autriche-Hongrie.

3^o *La Turquie*, suivant sa demande de fin d'octobre, reçoit et accepte les conditions de l'armistice, le 3 novembre 1918, dont l'Angleterre se charge d'exécuter.

4^o *L'Allemagne* demande l'armistice le 4 octobre 1918, au moyen d'une note, par l'entremise du chef du Département politique du gouvernement fédéral suisse, pour être transmise au président Wilson qui la reçoit le 6 octobre. « Le gouvernement allemand prie le président des Etats-Unis d'Amérique de prendre en main la cause de la paix, d'en informer tous les Etats belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations. — Le gouvernement allemand prend pour base de ces négociations, le programme élaboré dans le message adressé au Congrès, le 8 janvier 1918, par le président des Etats-Unis d'Amérique et dans ses déclarations ultérieures, en particulier dans le discours du 27 septembre 1918 ». Suit une demande d'armistice. — Dans sa *réponse du 8 octobre*, le président demande si le gouvernement allemand accepte les conditions posées par le président dans son adresse au Congrès le 8 janvier, et dans ses adresses subséquentes, « et que son but, en en-

tamant des discussions, serait seulement de se mettre d'accord sur les détails pratiques de leur application ». Avant de suggérer un armistice aux Alliés, le président demande l'évacuation complète des territoires occupés par les armées allemandes. De plus, le président demande le chancelier s'il parle « au nom des autorités constituées de l'Empire qui, jusqu'ici, ont conduit la guerre ».

Deuxième note allemande, envoyée le 12 octobre 1918, répond affirmativement sur tous les points suggérés par le président (acceptation des conditions du discours du 8 janvier, dont on s'entendra sur les détails d'application, l'évacuation du territoire occupé, le gouvernement allemand actuel, parle au nom de la grande majorité du Reichstag et porte la responsabilité). — Le président répond le 14 octobre en flétrissant les actes de barbarie auxquels se livrent les armées allemandes dans leur retraite précipitée de Flandres et de France. Ce n'est pas évidemment la manière de démontrer sa bonne foi. L'attention spéciale est attirée au gouvernement allemand sur la constitution du discours du 4 juillet :

« Détruire tout pouvoir arbitraire... » « Le pouvoir qui jusqu'ici a gouverné la nation allemande est de nature ci-dessus indiquée. Il dépend de la volonté de la nation allemande de la changer ».

C'est une condition préalable de traiter avec la nation allemande.

Dans sa *troisième* note, datée du 20 octobre, l'Allemagne justifie les actes mentionnés par le président, par la nécessité militaire, l'ordre spécial étant donné aux soldats allemands d'épargner tout ce qui n'est pas indispensable pour la défense. La transformation dans laquelle se trouve actuelle-

ment l'Allemagne est de nature à inspirer la pleine confiance au président.

Dans la *troisième note* du président Wilson à l'Allemagne, du 23 octobre, celui-ci trouve suffisantes les garanties et les promesses que le gouvernement allemand lui fournit. Il veut donc proposer aux gouvernements avec lesquels les Etats-Unis sont associés à la guerre, une armistice, qui doit exiger des garanties extraordinaires de la part de l'Allemagne pour que l'état antérieur des choses ne se renouvèle plus. Il se satisfait de l'armistice, parce qu'il croit à la transformation intérieure de l'Allemagne; sans cela, il aurait exigé la capitulation.

Quatrième note de l'Allemagne au président Wilson (du 27 octobre 1918) :

« Le président connaît les changements d'une grande portée qui ont été accomplis et sont encore en cours d'exécution dans le régime constitutionnel de l'Allemagne. Les négociations de paix sont conduites par un Gouvernement national qui a entre les mains l'autorité effective et constitutionnelle pour prendre une décision. — Les pouvoirs militaires sont également subordonnés à ce gouvernement ».

Quatrième note du président Wilson à l'Allemagne (le 5 novembre 1918). Le président a transmis le 23 octobre la correspondance échangée avec l'Allemagne, aux gouvernements avec lesquels les Etats-Unis sont associés à la guerre.

Un memorandum d'observations lui a été adressé par les gouvernements en question. Ceux-ci acceptent les conditions posées par le président Wilson le 8 janvier, sous deux conditions: 1^o la discussion de la question de la liberté des mers

doit restée entièrement libre lors de la conférence de la paix ; 2° l'Allemagne doit évacuer et « compenser tous les dommages subis par les populations civiles des nations alliées et par leurs propriétés, du fait des forces armées de l'Allemagne, soit sur terre, soit sur mer, soit en conséquence d'opérations aériennes ». Le président approuve cette interprétation des points de ses conditions de paix du 8 janvier :

« ..Le maréchal Foch a été autorisé par le gouvernement des Etats-Unis et les gouvernements alliés à recevoir les représentants dûment accrédités du gouvernement allemand et à leur communiquer les conditions d'un armistice ».

Le prince Max de Bade annonce au peuple allemand que l'armistice va être bientôt signé par une délégation allemande (le 6 novembre). Enfin l'armistice est signé entre le maréchal Foch et l'amiral Weymiss d'une part et MM. Erzberger, le comte von Oberndorff, le général von Winterfeldt, le capitaine de vaisseau Vanselow, d'autre part, le 11 novembre 1918. La guerre mondiale est finie.

A l'occasion de la signature de l'armistice, le président Wilson prononce un admirable discours au Congrès, annonçant l'heureuse nouvelle de la fin des hostilités. Puis dans une belle élévation d'esprit, le président trace le présent et l'avenir des nations :

« Le présent, dit-il, et tout ce qui le concerne appartiennent aux nations et aux peuples qui ont conservé leur maîtrise sur eux-mêmes et leur régime régulier de gouvernement, l'avenir est à ceux qui se montreront les amis véritables de l'humanité. Vaincre par les armes, c'est seulement remporter une victoire passagère ; conquérir le monde en gagnant son estime, voilà une conquête durable ».

Analyse sommaire de la doctrine du président Wilson (1)

La doctrine du président Wilson, établie les nouvelles conceptions qui doivent guider le monde. Elle nie d'abord la souveraineté absolue de l'Etat à l'intérieur comme à l'extérieur, et admet en conséquence, l'intervention des puissances dans certains cas au nom supérieur de l'Humanité. Cette intervention est la raison d'être même de la Société des Nations : sans elle, nous ne pouvons même pas la concevoir. Mais à l'encontre des interventions individuelles, si fréquentes après le Congrès de Vienne qui n'avaient d'autre but que d'arrêter les peuples dans leur ascension vers la liberté et de conserver les trônes aux monarques (v. la SainteAlliance), l'intervention collective de la Société des Nations représentant l'Humanité toute entière sera forcément désintéressée et surtout plus efficace, parce que la force ne lui manquera point pour soutenir le droit en cause.

Cette suprématie de l'Humanité sur l'Etat a été plusieurs fois proclamée par le président, au cours de la guerre. Dans son message au Sénat du 22 janvier 1917, il déclare :

« pour que la paix soit durable, il faut qu'elle soit assurée par la force supérieure organisée de l'humanité ».

Le message au Congrès du 2 avril 1917 porte :

« notre but est la défense des principes de paix et de justice dans la vie du monde contre les puissances autocratiques et égoïstes en même temps que l'établissement, parmi les peuples vraiment libres et se gouvernant eux-mêmes, de l'unité d'objectifs et de moyens qui assurera à jamais le respect de ces principes » (2).

(1) V. l'excellente brochure de M. André Mandelstam : *Mémoire sur la délimitation des droits de l'Etat et de la Nation d'après la doctrine du président Wilson*. Paris, 1919.

(2) (V. aussi l'adresse à la Russie du 10 juin 1917, la réponse au pap

Le président ne voit de salut au monde que dans son unité. Cette unité ne supprime pas, bien entendu, les frontières et la souveraineté des Etats, mais se superpose dans certaines questions touchant l'Humanité à ceux-ci; les Etats, par cela même qu'ils acceptent de faire partie de la Société des Nations lui cèdent certains droits.

Mais, d'un autre côté, le président est le grand champion des nationalités. Il croit, à juste titre nous semble-t-il, que le plus fréquemment les guerres éclataient entre les Etats parce que ceux-ci n'étaient pas au complet, je veux dire, parce que toutes les populations qui voulaient faire partie d'un Etat ne pouvaient pas exprimer librement leur volonté sans provoquer la guerre. Cette guerre mondiale, que nous venons de traverser malgré de nombreux torts, a eu pour conséquence de poser toutes les questions nationales dans toute leur ampleur. Avant de les étudier à la conférence de la paix, le président les avait étudié sérieusement et les avait plusieurs fois mentionnés dans ses messages et discours (v. son discours du 22 janvier 1917, art. 14 du célèbre programme de paix du 8 janvier 1918). Le message du 11 février 1918 précise la pensée du président:

« ...toutes les aspirations nationales bien définies devront recevoir la satisfaction la plus complète qui puisse être accordée sans introduire de nouveaux ou perpétuer d'anciens éléments de discorde ou d'antagonisme susceptibles avec le temps de rompre la paix de l'Europe et par conséquent du monde ». (V. aussi le point 2 du discours du Mount-Vernon).

Le président ne reconnaît pas le droit de tous les peuples

Benoît XV et surtout ces quatre points du discours à Mount-Vernon du 4 juillet 1918).

à la liberté, mais seulement de ceux dont « les aspirations nationales sont bien définies ». Qui définira ces droits ? Là-dessus, le président Wilson est peu clair. Il est incontestable que ces droits n'iront pas à l'encontre de l'Humanité, au profit de laquelle d'ailleurs ils peuvent seulement exister. A notre avis, la doctrine wilsonienne doit être ainsi interprétée : avant la constitution de la Société des Nations, c'est la Conférence de la Paix de Paris, qui représentant les trois quarts de l'Humanité, aura le droit de l'apprécier ; après cette constitution, c'est la Société des Nations qui sera seule compétente.

La création des nations concorde donc très bien avec la Société des Nations. Les nations, ses membres, doivent se constituer justement sur le principe des nationalités, qui à lui seul, enlève la plus grande partie des causes de guerre.

Quand les raisons matérielles sont en cause entre les Etats, l'accord est plus facile à faire, mais rien de pareil lorsqu'on se débat autour des questions nationales où l'honneur et les sentiments nationaux sont en jeu. Pour cette raison, encore une fois, notre principe des nationalités s'impose.

Le point fâcheux de la doctrine wilsonienne est l'affirmation dans son discours du 8 janvier 1918, art. 10, relatif à l'Autriche et l'article 12 relatif à l'Empire turc, que la décomposition de ces deux empires immoraux ne fait pas partie des buts de guerre des Etats-Unis. Ici, le président est en contradiction flagrante avec ces affirmations antérieures, sur le droit des nationalités à la vie indépendante. Mais aucun doute ne peut subsister sur l'interprétation des textes manifestement contradictoires : la véritable pensée du président se trouve dans les déclarations sur les droits des peuples à

disposer d'eux-mêmes; quand aux articles 10 et 12 précités, ils ne pouvaient qu'être l'effet de circonstances. Par une idée, démontrée d'ailleurs comme fausse, les Alliés croyaient à la possibilité de détacher l'Autriche-Hongrie et l'Empire turc de l'Allemagne; d'où ce ménagement dangereux. Mais l'excuse du président Wilson vient de ce fait qu'il était chef d'un Etat en guerre avec l'Allemagne en même temps que le penseur et le juriste, et qu'il faut en politique, se plier beaucoup plus qu'en science pure. Mais depuis, le président avait changé. Sa réponse du 18 octobre 1918 au gouvernement austro-hongrois le prouve.

Il ne faut pas refuser aux Alliés la gloire d'avoir, eux aussi, formulé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; sans leur acceptation et leur assentiment, la doctrine du président Wilson n'aurait pas pu avoir sa réalisation pratique. C'est grâce à l'union de toute chose, y compris les buts de guerre, que l'Entente a sauvé l'Humanité de la plus formidable agression, préparée d'une longue date.

La doctrine wilsonienne est d'une belle cohérence dans laquelle tout se tient. D'ailleurs le contraire ne pourrait point se concevoir de la part du penseur, du philosophe, du juriste et d'homme d'Etat qu'est le président Wilson. Chaque époque a donné un ou plusieurs grands hommes. La guerre mondiale a donné à l'Humanité le président Wilson. — C'est tout dire.

Enfin, à la fin de cette longue étude, nous citerons quelques extraits du discours de M. Poincaré, inaugurant la Conférence de la Paix, le 18 janvier 1919, qui sont précieux pour nous parce qu'ils montrent la voie de la paix à suivre par les nations victorieuses. Après avoir remercié du choix de

la ville de Paris, pour les travaux préparatoires de la paix, le président de la République française dit, en s'adressant aux nations alliées et associées :

« Ce qui vous donne toute qualité pour établir une paix de justice, c'est qu'aucun des peuples dont vous êtes les mandataires n'a trempé dans l'injustice. L'humanité peut vous faire confiance, parce que vous n'êtes pas de ceux qui ont violé les droits de l'humanité ».

Puis, en traçant brièvement les raisons pour lesquelles les nations se sont mises en guerre contre les Empires centraux, M. Poincaré prêche la même solidarité de ces nations pendant la paix :

« Vous ne chercherez donc que la justice... Mais la justice n'est pas inerte ; elle ne prend pas son parti de l'injustice ; ce qu'elle réclame d'abord, lorsqu'elle a été violée, ce sont des restitutions et des réparations pour les peuples et les individus qui ont été dépouillés ou maltraités... Ce que la justice réclame encore, ...ce sont des sanctions contre les coupables et des garanties efficaces contre un retour offensif de l'esprit qui les a pervertis... Ce que la justice exclut, ce sont les rêves de conquêtes et d'impérialisme, le mépris des volontés nationales, les échanges arbitraires de provinces entre Etats, comme si les peuples « n'étaient que des meublés ou des pions dans un jeu ». Le temps n'est plus où les diplomates pouvaient se réunir pour refaire, d'autorité, sur un coin de table la carte des Empires. Si vous avez à remanier la carte du monde, c'est au nom des peuples et à la condition de traduire fidèlement leurs pensées, de respecter le droit des nations, petites et grandes, à disposer d'elles-mêmes et de le concilier avec le droit également sacré, des minorités ethniques et religieuses. Besogne formidable, que la science et l'histoire, vos deux conseillers, se chargeront d'éclairer et d'alléger. — A tous ces peuples qui se constituent ou se reconstituent en Etats, à ceux qui veulent s'unifier avec leurs voisins, à ceux qui se divisent en unités distinctes, à ceux qui se réorganisent suivant leurs traditions retrouvées, à tous ceux enfin dont vous avez déjà consacré ou dont

vous consacrerez bientôt la liberté, vous vous efforcerez naturellement d'assurer les moyens matériels et moraux d'existence ; vous ne les appelez pas à la vie pour en faire aussitôt des condamnés à mort, vous voudrez que là, comme partout, votre œuvre soit féconde et durable ».

La Conférence de la Paix suivit dans les grandes lignes la voie que lui traça ainsi l'éminent président de la République française. Les buts de guerre des Alliés et du président Wilson, appliqués à la lumière des sages conseils de M. Poincaré, aboutiront enfin aux traités de paix de Versailles du 28 juin 1919, et de Saint-Germain, du 10 septembre 1919, qui liquidait complètement l'état de guerre entre l'Allemagne et l'Autriche d'une part et les Alliés et Associés de l'autre, et que nous entreprendrons dans la suite, pour étudier au point de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire, au point de vue de la constitution des nations.

Bibliographie sur la paix

- CAIX DE SAINT-AMOUR (Comte de). — *La paix que nous devons faire. Le remaniement de l'Europe*. Paris, Boivin, 1915, in-16, 72 p. cartes.
COSMOS. — *Les bases d'une paix durable*. New-York, 1917, in-16.
EISEMANN (Max L. G.). — *Das Friede Kommt. Gegenwarts Betrachtungen*. Berlin, 1917, in-8, 75 p.
WEIDEL (Karl). — *Deutscher Friede*. Magdeburg, 1918, in-16, 96 p.
BÉRARD (Victor). — *La paix française*. I. *Principes de la paix*. Paris, A. Collin, 1919, in-12, VII + 366 p.

Bibliographie sur l'action du pape pendant la guerre

- (L. I.). — *Le pape et la guerre*. Grenoble imp. I. Baratier, in-16, 24 p.
MISSIROLI MARIO. — *Il Papa in guerra. Prefazione di Giorgio Sorel*. Bologna. N. Zanichelli, 1915, in-16. 111 p.
QUADROTTA (Gulielmo). — *Il Papa, l'Italia, è la guerra*. Prefazione di Francesco Scaduta. Milano-Rava, 1915, in-16, XXIV-174 p.).

TYRELL (Francis). — *The Pape and the great War. The silence of Benedict XVth can in be befended?* London, the Kampden press. April, 1915, in-16, 32 p.

Le pape et la guerre simples, reflexions d'un catholique français sur la situation religieuse (1915-1916). Paris, F. Alcan, 1916, in-8, 42 p.

ABBÉ THELLIER de PONCHEVILLE. — *L'action du pape pendant la guerre.* Paris, éd. par Frères d'armes, 1919, in-16, 52 p.

Bibliographie sur le président Wilson

WILSON (Woodrow). — *L'Etat : Eléments d'histoire et de pratique politique.* Paris, 1902, 2 vol. in-8, V. Giard et E. Brière.

MÊME. — *La guerre, la paix* : Recueil des déclarations du Président des Etats-Unis d'Amérique sur la guerre et la paix, 20 décembre 1916, 6 avril 1918-Paris, Berget-Levrault, 1918, in-8.

MÊME. — *Messages, discours, documents, diplomatiques relatifs à la guerre mondiale...* par Désiré Roustan. Paris, Bossard, 1919, 2 vol., in-8.

G. D. HERRON et W. MORTON-FULLERTON. — *Pour et contre Woodrow Wilson* (art. dans le « Monde Nouveau », octobre 1920).

V. aussi la Revue « La paix des peuples », transformée en « La vie des peuples ».

TROISIÈME PARTIE

L'APPLICATION DU PRINCIPE DES NATIONALITÉS DANS LES TRAITÉS DE PAIX DE VERSAILLES ET DE SAINT- GERMAIN

L'application du principe des nationalités se trouve dans le traité de paix de Versailles à propos de l'Alsace-Lorraine, du Slesvig et de la Pologne, que nous étudierons successivement.

Dans le traité de paix de St-Germain (du 10 sept. 1919), l'application de notre principe se trouve dans les questions qui touchent les revendications italiennes, l'Adriatique, l'Etat serbe-croate-slovène, la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie. Toutes ces questions seront passées en revue à la suite de l'étude du traité de Versailles.

CHAPITRE PREMIER

La Question d'Alsace-Lorraine

LA FORMATION D'ALSACE-LORRAINE (1).

I. *La réunion de Metz à la France. La province des Trois Evêchés jusqu'à la Révolution.* — Metz au temps où elle était cité gauloise s'appelait Disodorum et était la capitale de la peuplade de Médiomatrices. Ses habitants combattirent avec Vercingétorix pour l'indépendance de la Gaule. A l'occupation de celle-ci par les Romains, elle devient romaine, et sa langue devenue latine, se transforme peu à peu en langue française sans que les Barbares y laissent de traces. Metz fit partie aussi du royaume franc.

En 843, le traité de Verdun attribua Metz au royaume de Lorraine, qui, en 923, passa sous la suzeraineté de l'Allemagne et devint le duché de Lorraine. Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, elle forma une république indépendante, pour devenir plus tard une ville libre du St-Empire où l'autorité de l'Empereur était toute nominale. Mais son aspect au moyen âge était celui d'une ville française.

En 1551, la république de Metz passa sous la protection du roi de France Henri III en même temps que les deux villes impériales de Toul et de Verdun, mais elle conserva ses droits et franchises. En 1585, le même roi prit le titre de protecteur et souverain supérieur de Metz. Lors de sa visite,

le roi Henri IV, en 1603, fut reçu comme roi de France, Metz faisait déjà partie intégrante du Royaume. Le même roi étendit son pouvoir sur l'Evêché de Metz en 1613. Par un édit du 15 janvier 1633, le cardinal Richelieu fut instituer, le parlement de Metz, ouvert solennellement le 23 août suivant. — Ainsi, cette province fut assimilée très vite par la France, comme les autres provinces d'ailleurs dont les habitants parlaient un dialecte germanique, comme Thionville, Sarrebourg, etc. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, Metz était une ville française par sa langue, ses coutumes et ses sentiments.

II. *La réunion de l'Alsace à la France.* — L'Alsace était une province gauloise, le Rhin marquant la limite entre la Gaule et la Germanie. Occupée par les Romains et fortement latinisée, elle fut envahie par des bandes germaniques au ^{ve}^e siècle, qui finirent par lui imposer leur langue; mais l'Alsace demeure englobée dans le royaume franc créé par Clovis.

Quant au traité de Verdun, de 843, les petits-fils de Charlemagne se partagèrent les Etats de leurs ancêtres, l'Alsace fit successivement partie du royaume de Lothaire I^{er} et de Lothaire II, sous le nom de Lorraine.

Pendant la guerre de Trente ans, la France acquit l'Alsace, qui au commencement de cette guerre était divisée en plusieurs provinces plus ou moins indépendantes. Sa population l'avait reçu amicalement. La paix de Munster, dont la rédaction était en latin et fort obscure, reconnut à la France la possession de l'Alsace, dans son art. 75. Une discussion s'ouvrit entre les auteurs français et allemands sur l'interprétation des art. 75 et 89 du traité qui se contredisaient.

Il n'en est pas moins vrai que la France devient la maîtresse de la province en question. Le traité, signé à Nimègue, le 5 févr. 1679, entre l'empereur Léopold et Louis XIV, confirmait la paix de Munster. Par les arrêts de 1680, la souveraineté du roi de France fut étendue sur la province d'Alsace, excepté la ville de Strasbourg et la république de Mulhouse. Le 30 sept. 1681, la ville de Strasbourg se voyant entourée des troupes françaises, reconnut le roi de France pour son « souverain, seigneur et protecteur » ; en échange le roi lui confirma ses anciens privilèges et statuts.

Par le traité de Ryswick, du 30 octobre 1697, confirmé par celui de Rastadt du 6 mars 1714, la souveraineté entière au profit de la France, fut reconnu sur l'Alsace. Les dix villes libres d'Alsace furent respectées. Il n'y eut rien de changé, sinon la sécurité et la protection. L'Alsace sous la France ne connut plus d'invasion. En plus, la vitalité nouvelle se manifesta dans cette province, qui commença à assimiler la culture et la civilisation françaises.

III. *La réunion de la Lorraine à la France.* — Les pays qui devaient former l'Alsace et la Lorraine faisaient un tout de la Gaule, puis de l'Empire romain et du royaume franc ; ils ont été englobés dans le royaume de Lothaire I^{er} en 843, dans celui de Lothaire II en 855. Peu de temps après, l'Alsace se sépare de la Lorraine pour rester telle pendant tout le moyen âge et les temps modernes.

Le duché de Lorraine comprenait Metz, Toul, Verdun, Lunéville et aussi Bruxelles, Trèves, Aix-la-Chapelle. En 959, il est divisé en deux parties : Basse et Haute Lorraine. De 1048 à 1739, une unique dynastie, descendant de Gérard

d'Alsace, gouverna le duché presque sans interruption. Jusqu'au xiv^e siècle, les ducs de Lorraine se tournèrent plutôt vers le Saint Empire romain pour se lier, à partir de ce siècle, de plus en plus intimement avec la France. En 1542, le duc de Lorraine devient souverain indépendant comme le roi de France ou l'Empereur. La France occupa la Lorraine, dont la population parlait le français et dont la civilisation venait de France, de 1633 à 1661 et de 1670 à 1697. Après cette date, rendue à ses anciens ducs, la Lorraine, à laquelle on ajouta le duché de Bar, fut incorporée à la France, en 1766, sans aucune protestation de la part des habitants. Les ducs Lorrains devinrent par la ligne féminine les empereurs d'Autriche; les Lorrains les suivirent avec leurs meilleurs vœux, leur restant profondément attachés.

IV. *Les réunions à la France de l'Alsace et de la Lorraine sous la Révolution.* — La Révolution acheva l'unité nationale. Les villes de Metz et de Strasbourg renoncèrent à leurs constitutions archaïques; après quoi les révolutionnaires chassèrent les princes allemands, délivrant ainsi la population de leur tyrannie. Après avoir incorporé l'Alsace à la Nation française (dont nous avons parlé dans notre introduction historique), la convention partagea les provinces d'Alsace et de Lorraine en départements (Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin). Certaines enclaves étrangères allemandes, qui voulaient se débarrasser de leurs princes, se donnèrent à la France.

Mulhouse faisait partie de la confédération helvétique depuis 1515, ce que la France avait toujours respecté. Prospère et industrielle, la province de *Mulhouse* jouissait de tous les

droits de franchise pour ses produits multiples exportés en France. Mais pendant la Révolution, le blocus douanier lui enleva la plus grande partie de ses privilèges et marchés. Alors, elle résolut de se donner à la France. Le Grand Conseil de la ville vota le 3 janvier 1798 la réunion à la France par 97 voix contre 5; les bourgeois, réunis le lendemain, ratifièrent ce vote, par 591 voix contre 15. Le 15 mars, la ville de Mulhouse fut incorporée solennellement à la France. Le traité de Lunéville du 9 févr. 1801 reconnut que tous les anciens territoires de la rive gauche du Rhin, qui étaient autrefois allemands, comme faisant « partie intégrante du territoire français ». L'Empereur et l'Empire renonçaient à tous leurs droits sur cette région.

V. *La Lorraine et l'Alsace depuis la Révolution française jusqu'en 1870.* — Sous la Révolution et le premier Empire les Alsaciens et les Lorrains se montrèrent fiers et dignes de la République et de l'Empire. Nombreuses furent les manifestations pour la France et nombreux furent les citoyens de ces deux provinces qui occupaient les situations importantes dans l'Etat français.

La langue et la civilisation françaises furent cultivées à Strasbourg comme dans n'importe quelle autre ville de France. Le français fut exclusivement enseigné dans les lycées et l'université de Strasbourg et connu de tout le monde. Ceci s'appliquait surtout à l'Alsace qui avait conservé son aspect extérieur, dû d'ailleurs à la liberté que la France lui apporta. Les journaux, les revues, les publications diverses, tout était presque exclusivement en français. Et lorsqu'en

1815 on voulait enlever les provinces d'Alsace et de la Lorraine à la France, toute la population se révolta, affirmant par ceci la volonté de vouloir conserver l'ancienne patrie.

VI. *L'Alsace et la Lorraine pendant et après la guerre de 1870-71.* — Pendant la guerre de 1870-71, l'Alsace-Lorraine connut les ravages de l'armée prussienne et la tyrannie de l'envahisseur. Le 27 septembre 1870, Strasbourg signa la capitulation au milieu d'une stupéfaction extrême. L'armistice, signé à Versailles le 29 janvier 1871, stipulait qu'une assemblée générale serait immédiatement convoquée. Le 4 février, le gouvernement allemand faisait savoir que l'Alsace et la Lorraine pourraient élire des députés à l'Assemblée Nationale, bien que la cession des deux provinces « soit la première condition d'une paix possible ». Au milieu des pires difficultés, les élections s'organisèrent dans les départements qui allaient être la rançon de la France. Les hommes qui furent choisis appartenaient à des opinions différentes, mais tous étaient d'ardents patriotes. On peut citer parmi eux : Gambetta, Jules Favre, le colonel Denfert, le préfet Grosjean, Scheurer-Kestner, Teutsch, Keller, Küss, etc.

A Bordeaux, le 26 février, Emile Keller, le député du Haut-Rhin monta à la tribune pour lire une déclaration rédigée par Gambetta.

« Je suis convaincu, dit-il, que la proposition que je viens de déposer aura votre assentiment unanime, car il s'agit de notre honneur et de notre unité nationale ; sur ce point, il ne pourrait y avoir de dissidence dans une assemblée française ».

Puis il lut la déclaration que nous ne citerons qu'en partie.

« I. L'Alsace et la Lorraine ne veulent pas être aliénées... II. La

France ne peut consentir ni signer la cession de la Lorraine et de l'Alsace... III. L'Europe ne peut permettre ni ratifier l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine... En résumé, l'Alsace et la Lorraine protestent hautement contre toute cession. La France ne peut la consentir ; l'Europe ne peut la sanctionner. — En foi de quoi nous prenons nos concitoyens de France, les gouvernements et les peuples du monde entier à témoin que nous tenons d'avance pour nuls et nonavenus tous actes et traités, votes ou plébiscites, qui consentiraient l'abandon en faveur de l'étranger de tout ou partie de nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine. — Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et les Lorrains de rester membres de la nation française, et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants de le revendiquer éternellement, et par toutes les voies, envers et contre tous usurpateurs ».

Peu après le rapporteur de la Commission qui était chargé d'examiner la déclaration, présenta cette résolution :

« L'Assemblée Nationale, accueillant avec la plus vive sympathie la déclaration de M. Keller et de ses collègues, s'en remet à la sagesse et au patriotisme de ses négociateurs ».

Pendant les négociations du traité de paix entre MM. Thiers et Bismarck, l'extrême gauche de l'Assemblée Nationale envoya aux députés alsaciens et lorrains une adresse rédigée par Louis Blanc et signée par Victor Hugo, Edgar Quinet, Sadi Carnot, Clemenceau, etc., déclarant :

« nul et non avenu tout acte ou tout traité, tout vote ou plébiscite par lequel serait fait cession d'une façon quelconque de l'Alsace et de la Lorraine... Les citoyens des deux contrées resteront nos compatriotes et nos frères, et la République leur promet une revendication éternelle ».

Le 1^{er} mars eut lieu la discussion des préliminaires du traité de paix, que l'Assemblée ratifia par 546 voix contre 107. Ce fut l'occasion d'une dernière protestation des députés

des deux provinces. Au nom des représentants de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, Jules Grosjean, ancien préfet du Haut-Rhin, vint lire cette suprême déclaration :

« Les représentants de l'Alsace et de la Lorraine ont déposé, avant toute négociation de paix, sur le bureau de l'Assemblée Nationale une déclaration affirmant de la manière la plus formelle, au nom de ces provinces, leur volonté et leur droit de rester françaises... Nous déclarons encore une fois nul et non avenn un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à tous et à chacun dans la forme et dans la mesure que notre conscience nous dictera... »

Dans ces belles déclarations nous voyons l'affirmation de notre principe des nationalités : sans consentement national, point de cession de territoires. Nous ne voyons nulle part une si belle preuve de l'injustice flétrie par les arguments du droit mêlés à ceux du sentiment.

L'Alsace et la Lorraine n'avaient jamais cessé d'affirmer leur volonté de rester françaises après la réunion à l'Allemagne. Au Reichstag, en 1874, leurs députés, à l'unanimité ont déclaré :

« L'Allemagne a excédé son droit de nation civilisée en contraignant la France vaincue à sacrifier un million et demi de ses enfants. Au nom des Alsaciens-Lorrains, vendu par le traité de Francfort, nous protestons contre l'abus de force dont nous sommes les victimes ».

En 1897, le député de Colmar Jacques Preiss s'écria à la tribune du Reichstag :

« En face du monde entier, la déclaration collective de notre peuple, protestant contre l'annexion faite en violation de notre volonté, conserve de sa valeur pleine et entière ; elle ne pourrait être effacée des annales de notre histoire que par une rétraction ayant la même autorité ».

Donc, malgré les procédés de violence et d'intimidation exercés par les autorités allemandes sur la population d'Alsace-Lorraine, celle-ci resta toujours profondément attachée à son ancienne patrie. Les protestations pareilles ne s'élevaient nulle part après 1648 et 1735, date de la réunion de cette province au royaume de France, pour une simple raison, c'est que la France était une patrie, une unité, tandis que la Germanie à ces moments, n'était qu'une poussière des petits Etats, querelleurs et non conscients de leur germanisme. En plus, les liens de toute sorte, les traditions en particulier rattachaient l'Alsace-Lorraine à la France, éléments qui faisaient complètement défaut du côté allemand.

VII *L'Alsace et la Lorraine pendant et après la guerre mondiale* (1914-1919). — Maintes et maintes fois les Allemands proposèrent l'alliance avec la France après 1871, mais celle-ci la refusait toujours, car par son acceptation, la France aurait validé le traité de Francfort, une chose impossible à lui demander. Par la guerre de 1914, voulue et commencée par l'Allemagne, faute de celle-ci le traité de Francfort était déchiré, et la France se trouvait juridiquement absolument dans le cas, comme si ce traité n'avait jamais existé. Celle-ci ne pouvait donc qu'attendre le jour où la vaillance de ses soldats et celle de ses alliés l'aurait mis en possibilité de réoccuper les provinces de l'Alsace et de la Lorraine, assimilées aux départements du Nord et de l'Est de la France envahis par les armées allemandes. Ce n'était point pour les richesses naturelles que la France revendiquait les provinces en question, mais parce que sa population restée purement française le voulait. Le sentiment

aussi bien que le droit étaient du côté français. L'application pure et simple de notre doctrine ne pouvait donc qu'être exercée par la France. Nous n'y voyons pas la place pour une protestation valable.

Aux remarques de la Délégation allemande sur les conditions de la paix, les Puissances alliées et associées avaient répondu que « toutes les clauses concernant l'Alsace et la Lorraine ne sont que l'application du huitième des quatorze points que l'Allemagne lors de l'armistice a acceptés comme base de la paix. L'injustice commise par la Prusse à l'égard de la France en 1871, en ce qui concerne l'Alsace et la Lorraine, injustice qui a troublé la paix du monde pendant près de cinquante ans, devra être repérée, afin que la paix puisse de nouveau être assurée dans l'intérêt de tous... Réparer une injustice, c'est autant que possible, remettre les choses dans l'état où elles se trouvaient avant qu'elles eussent été bouleversées par l'injustice... Les Puissances alliées et associées ne sauraient, en conséquence, admettre un plébiscite pour ces provinces. L'Allemagne, ayant accepté le huitième point et signé l'armistice qui assimile l'Alsace et la Lorraine aux territoires évacués, n'a aucun titre à réclamer ce plébiscite. La population de Lorraine et d'Alsace ne l'a jamais demandé. Par contre, cette population a protesté, pendant près de cinquante ans, au prix de sa tranquillité et de ses intérêts, contre l'abus de la force, dont elle a été victime en 1871. Sa volonté ne fait donc pas de doute et ces Puissances alliées et associées entendent en assurer le respect... Les arguments historiques et linguistiques, produits une fois de plus par l'Allemagne sont formellement contestés par les Puissances alliées et associées et

ne modifient pas leur point de vue ». En ce qui concerne les dettes d'Etat allemand par l'Alsace-Lorraine les Puissances alliées et associées répondent :

« En 1871, l'Allemagne, en prenant l'Alsace et la Lorraine a refusé d'assumer aucune part de la Dette française ; elle n'a payé aucun bien d'Etat français et M. de Bismarck s'en est glorifié le 25 mai 1871 devant le Reichstag. Aujourd'hui, les Puiss. all. et ass. entendent que la France recouvre l'Alsace et la Lorraine exactement dans les mêmes conditions et que par suite elle ne prenne aucune part de la Dette allemande, ni ne paie aucun bien d'Etat. »

Il n'y a d'ailleurs rien à ajouter à cette argumentation hautement juridique d'où le sentiment français, pourtant indiscutable, pour les provinces retrouvées, est rigoureusement exclu.

Il est question de l'Alsace et de la Lorraine dans la section V suivie d'une annexe (art. 51-79) du traité de paix de Versailles qu'il importe d'étudier.

Art. 51. Les territoires cédés à l'Allemagne en vertu des Préliminaires de la Paix signés à Versailles le 26 fév. 1871 et du traité de Francfort du 10 mai 1871, sont réintégrés dans la souveraineté française à dater de l'armistice du 11 novembre 1918. Les dispositions des Traités portant délimitation de la frontière avant 1871 seront remises en vigueur.

Art. 52 relatif aux archives et documents concernant ces provinces.

Art. 53 et 54 relatifs aux nationaux allemands devenus français.

Art. 55. Les territoires visés à l'art. 51 feront retour à la France, francs et quittes de toutes dettes publiques dans les conditions prévues par l'art. 255 de la Partie IX (clauses financières) du présent traité.

Art. 56 à 64 règlent les questions financières et de restitutions de biens par l'Etat allemand au profit de l'Etat français ou des ressortissants des provinces alsaciennes-lorraines.

Art. 66. « Dans un délai de trois semaines après la mise en vigueur du présent traité, le port de Strasbourg et le port de Kehl seront constitués pour une durée de sept années, en un organisme unique au point de vue de l'exploitation, ». Suivent les détails.

Art. 66 à 67 relatifs aux ponts de chemins de fer et de chemins de fer eux-mêmes, qui étaient avant le 11 novembre 1918 la propriété de l'Etat allemand, et qui passent entre les mains de l'Etat français. Le reste des articles vise les différents objets intéressant l'Alsace-Lorraine. L'Annexe est consacrée à la fixation des conditions des personnes devenues françaises par le présent traité et des étrangers.

Ainsi, par le traité de paix de Versailles, l'injustice commise en 1871 par les Allemands au préjudice des Français est entièrement réparée. Les provinces françaises d'Alsace et de la Lorraine sont devenues territoire français.

Bibliographie sur l'Alsace-Lorraine

- RULAND (H.). — *Deutschtum und Franzosentum in Elsass-Lothringen, eine Kulturfrage*. Colmar, 1908, in-16, VII-1917, p.
WETTERLÉ (abbé). — *L'Alsace-Lorraine française*. Paris, H. Floury, 1915, in-8, 36 p.
FUSTEL DE COULANGE. — *L'Alsace est-elle allemande ou française ?* Paris, Hachette, 1916, in-16, III-112 p.
JULIAN (C.). — *Notre Alsace, ses origines et ses débuts historiques*. Paris, Fischbacher, 1916, in-8, 16 p.
VIDAL DE LA BLANCHE (P.). — *La France de l'Est (Lorraine Alsace)*. Paris, A. Collin, 1917, in-8, X + 280 p. avec cartes.
ERNEST LAVISSE et CHRISTIAN PFISTER. — *La formation de l'Alsace-Lorraine* (art dans les « Travaux du Comité d'études », t. I. Imprimerie Nationale, 1918, in-8).
Remarques des Puissances Alliées et Associées à la Délégation allemande sur les conditions de la paix, dans la Revue « La paix des peuples » du 10 novembre 1919.

CHAPITRE II

La Question du Slesvig (1)

Le territoire du Slesvig se trouve sur la partie nord de la péninsule du Jutland entre le Danemark et l'Empire allemand. Sa frontière du Sud, qui la délimite du reste du continent, suit d'abord le canal de Kiel jusqu'à sa rencontre avec l'Eider et ensuite le cours de ce fleuve jusqu'à la mer.

SECTION PREMIÈRE. — *Histoire et nationalités*

Histoire. — Les Danois font partie de la race germanique, qui, dans les siècles qui ont précédés et succédés à l'ère chrétienne, se distinguaient peu du reste de leurs frères de race. Mais depuis le iv^e siècle, la Scandinavie toute entière parlait la langue noroise différent de plus en plus de la langue germanique originaire et d'où sont sorties les langues danoise, suédoise et norvégienne. Vers la fin du ix^e siècle

(1) **Bibliographie.** — *Verrier* (Paul): La question du Slesvig, dans les *Travaux du comité d'études*, t. II; *Gesselin*: La question de Slesvig-Holstein. Thèse pour doctorat. Paris 1909; *Verrier* (Paul): Le Slesvig, Paris 1917; *Jessen* (F. de): L'intervention de la France dans la question du Slesvig du Nord en 1866, Paris 1919, (*même*) Manuel historique de la question du Slesvig, Copenhague, 1906-1914. — *Jacques de Coussange*: Le plébiscite du Slesvig, la Revue « La vie des peuples », du 20 mai 1920. — *Jessen* (F. de): Manuel historique de la question du Slesvig (documents, cartes, etc.), Copenhague 1906. — *Mackenprany M.*: Nord Scheswig von 1864-1911 Jena 1912; *Sach* (August): Das Herzogtum Scheswig in seiner ethnographischen und nationalen Entwicklung, 2 vol., Halle 1896.

apparaît pour la première fois le nom de Danemark, lors de l'avènement du fils du roi Valdemar le Victorieux, Valdemar le Grand, qui étendit son pouvoir sur tous les pays situés au nord de l'Elbe. Ce même roi érigea en duché distinct le Jutland méridional, qui, transféré à son fils Abel, devient fief héréditaire de celui-ci et prépara lentement sa germanisation et sa séparation du Slesvig. Peu à peu, les Saxons, établis sur la partie sud de la péninsule, après avoir défrichés les forêts de fer, « la Forêt Ténébreuse », reçurent le nom de colons de la Forêt, ou en bas allemand ou saxon « Holstâtun », d'où Holsatia, Holsation, Holstein (v. Verrier, p. 93). Mais on ne connaît pas la date de cette invasion.

Les comtes de Holstein, une fois échappés à la suprématie danoise, réussirent en partie ou en totalité, à devenir indépendants. En 1460, les Etats des deux provinces déclarèrent que Slesvig demeurerait fief danois, le Holstein fief du Saint Empire allemand. Tour à tour danois et allemand, le Holstein devient à la fin allemand.

En 1848, nous assistons à la révolte des Slesvig-Holsteinois, dans laquelle l'Allemagne s'immixa. Le Danemark, sorti victorieux de la guerre de trois ans (1848-1851) était attaqué treize ans plus tard par la Prusse et l'Autriche. A la conférence de Londres, qui suivit la défaite des Danois, ceux-ci refusèrent d'accepter le partage de la province de Slesvig, l'Allemagne refusant d'accepter la consultation de la population, d'où une guerre nouvelle, qui enleva aux Danois, les duchés de Holstein, de Slesvig et de Lanerburg. Le traité de Prague du 23 août 1866, dans son art. 5 dispose ainsi : « Sa Majesté l'empereur d'Autriche transporte à Sa Majesté le roi de Prusse, tous les droits qui lui appartiennent en

vertu du traité de Vienne du 30 octobre 1864 sur les duchés de Holstein et de Slesvig, à condition que, si les populations des districts nord de Slesvig font connaître par un libre vote, le vœu d'être réunies au Danemark, elles seront cédées à cette puissance. » (Par le traité de Vienne du 30 oct. 1864, dont on fait mention ici, le roi de Danemark renonce à ses droits sur les duchés en question). L'art. 5, malgré la protestation et l'insistance de Napoléon III et du Tsar des Russies auprès de Bismarck, resta lettre morte. Elle ne fut jamais appliquée. Ce n'est d'ailleurs qu'après la guerre mondiale, que les puissances vainqueurs avaient imposé cette consultation pour le Slesvig du Nord. La Prusse, pendant les 54 années de règne sur ces duchés n'avait pas accompli la germanisation, ni assuré la tranquillité de ces provinces. Les souvenirs du passé étaient toujours vivant pour les danois.

Pendant la guerre, les Slesvigois subirent les persécutions et les dénonciations à cause de leur sentiment antigermanique. Au Congrès socialiste de Stockholm la discussion porta aussi sur l'application des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes au Slesvig. A l'approche de la défaite, en automne 1918, les Allemands tentent par des manœuvres habiles de détourner l'attention des Danois sur la province de Slesvig. On fit voté même, par une partie de la population de Slesvig une adresse (du 13 oct. 1918) par laquelle les Danois consentent à régler la question nationale de concert avec le peuple allemand. Devant l'attitude plutôt bienveillante du gouvernement danois envers l'Allemagne, les Puissances alliées et associées par leurs représentants à Copenhague posèrent nettement la question au sujet de l'attitude du

Danemark dans la question de Slesvig. Le gouvernement danois germanophile répondit en des termes favorables à l'Allemagne. Pourtant le Rigsdag vota un ordre du jour demandant l'application du droit des peuples au Slesvig. En même temps, M. H.-P. Hanssen, député et grand patriote slesvigois, demanda l'application du paragraphe 5 du traité de Prague, que les Allemands refusent de prendre en considération, étant abrogé. — Le 17 nov. 1918, avait lieu une Assemblée à Aabenraa qui formula le vœu d'une consultation populaire dans le Slesvig du Nord seulement. Une deuxième, puis une troisième assemblée de Aabenraa, confirma ses vues entièrement, ce que M. Hanssen approuva pleinement lors de sa visite officielle à Copenhague (en déc. 1918).

Une délégation danoise à la Conférence de la Paix était fort embarrassée de donner des vues précises de son gouvernement sur la question de Slesvig que la conférence se charge de résoudre. Devant cette attitude, les Puissances alliées et associées s'étaient proposés de poser le plébiscite sur presque tout le territoire de Slesvig qu'on partagerait en trois zones, avec le droit de vote assurant aux Danois une grande partie de cette province et évitant de sanctionner l'abus d'autorité et de force de la part des Allemands. A la communication de cette note, le gouvernement danois d'accord avec le parlement fort surpris de l'attitude trop libérale des Alliés, refusa nettement la troisième zone. Pour la deuxième, il n'exigeait même pas l'évacuation des troupes allemandes, quoique la ville de Flensburg, d'une importance considérable par le Danemark, en faisant partie. L'attitude du gouvernement danois, faisait dire au chancelier Bauer que le Danemark « est un des seuls amis qu'ait encore l'Allemagne » en quoi

le président du Conseil danois déclara que le Danemark ne voulait recevoir de Slesvig que ce qui « était purement danois », c'est-à-dire le Slesvig du Nord.

Au point de vue des nationalités, il faut distinguer trois zones dans le Slesvig: le Slesvig septentrional, le Slesvig moyen et le Slesvig méridional. — Le Slesvig septentrional a conservé le danois comme langue d'église et de l'école, excepté dans les villes. L'école a été germanisée entre 1878-1880. A partir de ces dates, le danois a perdu beaucoup de terrain. — Le Slesvig moyen pour sa partie nord est en grande majorité danois; au sud, l'élément allemand prédomine, comme d'ailleurs dans le Slesvig méridional où la langue, l'église, la civilisation sont allemandes. La colonisation allemande n'est introduite en grande masse et systématique dans le Slesvig, que d'une date relativement récente: la moitié du xix^e siècle. Il est fort probable qu'en éliminant les nouveaux venus allemands, les Danois véritables ou germanisés apparaîtraient en bien plus grand nombre.

SECTION II. — *Le Slesvig et le Traité de paix de Versailles.*

Le règlement de la question de Slesvig se trouve dans les articles 109-119 du Traité de paix de Versailles.

Art. 109. « La frontière entre l'Allemagne et le Danemark sera fixée conformément aux aspirations des populations ». (Aux remarques de la délégation allemande lors de la remise du projet de traité de la paix, les Puissances alliées et associées avaient répondu que c'était sur la demande du gouvernement du Danemark et la population de Slesvig que le plébiscite était posé. Ceci reste dans le cadre des buts de

paix acceptés par l'Allemagne. Quant à la frontière dano-allemande, elle sera tracée d'après le plébiscite auquel on aura à procéder, mais en tenant compte des conditions géographiques et économiques). Suit la description du territoire plébiscitaire qui devra être évacué par les troupes et autorités allemandes dans un délai qui ne dépassera pas 10 jours. La zone en question sera immédiatement placée sous l'autorité d'une commission internationale, composée de cinq membres dont trois seront désignés par les principales Puissances alliées et associées, et deux par les gouvernements norvégien et suédois. Cette commission possède des pouvoirs très étendus et les décisions seront prises à la majorité des voix. Le droit de vote est accordé à toute personne ayant 20 ans révolus à la date de la mise en vigueur du traité de Versailles et y étant domicilié depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1900 ou en avoir été expulsé par les autorités allemandes sans y avoir gardé son domicile. Le territoire plébiscitaire est partagé en deux zones (suit la délimitation des zones). Dans la première zone, celle qui borde le Danemark et qui comprend un territoire d'environ 4.000 kilomètres et une population de 167.000 habitants (recensement de 1910), il sera procédé au vote ci-dessus prévu, trois semaines au plus tard après l'évacuation du pays par les troupes et autorités allemandes. Le résultat du vote sera déterminé par la majorité des voix dans l'ensemble de cette section et immédiatement porté par la Commission à la connaissance des principales Puissances alliées et associées et proclamé. Immédiatement après sa proclamation, si le vote est favorable au Danemark, cette puissance, après l'entente avec la Commission, pourra occuper cette zone. Dans la

seconde zone qui a une superficie de 309.200 hectares avec une population (en 1910) de 167.000 âmes, il sera procédé au vote cinq semaines au plus tard après que le plébiscite aura eu lieu dans la première section. Le résultat du vote y sera déterminé par commune (Gemeinde) suivant la majorité des voix dans chaque commune.

Art. 110. Une ligne frontière sera tracée d'après les résultats de vote et le rapport de la Commission internationale, en tenant compte des conditions géographiques et économiques particulières des localités. L'Allemagne renonce d'avance à tout droit de souveraineté sur le territoire plébiscitaire, en faveur des principales Puissances alliées et associées qui en cas du vote favorable au Danemark, le remettrait entre les mains de cette dernière.

Art. 111. Une Commission, composée de sept membres, dont cinq seront nommés par les principales Puissances alliées et associées, un par le Danemark, et un par l'Allemagne, sera constituée, dans les quinze jours qui suivront la connaissance du résultat définitif du vote, pour fixer sur place le tracé de la ligne frontière.

Art. 112. Relatif au droit du citoyen l'indigénat.

Art. 113 relatif au droit d'option de nationalité.

Art. 114 réglant la proportion et la nature des charges financières de l'Allemagne et de la Prusse que le Danemark aura à supporter.

Le plébiscite de la première zone a eu lieu le 10 fév. 1920. Les Danois ont groupé 75.887 voix, soit 74, 2 0/0,

les Allemands 25.223, soit 24, 9 0/0 sur un total de 101.110 votants et près de 110.000 inscrits. Le plébiscite donc se réalisa au-delà de succès attendu pour le Danemark. Le plébiscite pait par commune de la seconde zone, se fit le 14 mars 1920. Les Allemands y rapportèrent une grande victoire: 48.148 voix contre 13.025 voix danoises. Dans Flensborg même, les Danois ont eu 7.589, les Allemands 19.416. Cet état est dû à l'arrivée de nombreux Allemands pour la plupart des fonctionnaires qui résidaient peu de temps dans le Slesvig et à Flensborg, tandis que beaucoup de Danois du Royaume ou de l'Amérique ne pouvaient pas venir. Autant le premier plébiscite a été accueilli avec un grand enthousiasme, autant le second causa une désillusion au Danemark. L'attitude trop germanophile du gouvernement valut à celui-ci la privation du pouvoir et le renvoi du Rigdag devant les électeurs. Si cette mesure avait été faite un peu plutôt, peut-être, le Slesvig moyen n'aurait pas été perdu pour le Danemark.

Le rapport de la Commission internationale se déclare à l'unanimité favorable à l'union du Slesvig du Nord au Danemark, où l'élément danois est représenté par 74 0/0 de la population totale. Mais pour la seconde zone, les opinions étaient partagées. L'Angleterre et la Suède demandait le rattachement pur et simple à l'Allemagne. La France et la Norvège exigeait pour les régions purement danoises le Danemark (région de Tondery) le reste irait à l'Allemagne. Le Conseil Suprême accepta les vues des représentants anglais et suédois, c'est-à-dire, rattacha purement et simplement la seconde zone à l'Allemagne. Ainsi la question de Slesvig, ouverte depuis le traité de Prague est enfin liquidée, pas

précisément à la satisfaction des Danois, au profit desquels tout le mécanisme lourd et compliqué qu'est le plébiscite, fut institué, mais ce n'est que de leur faute et de la faute du puissant parti germanophile qui était au pouvoir au moment de la préparation et de l'exécution du plébiscite.

CHAPITRE III

La Pologne

SECTION PREMIÈRE : HISTOIRE. — I. DES ORIGINES JUSQU'EN 1772

1^{re} Période (992-1139). — De Ladislas I^{er} au morcellement.

Les Polonais, habitaient avant la grande migration, la Russie centrale d'où ils se dirigeaient vers le nord et rencontrèrent les puissantes peuplades germaniques dont la Saale (Salawa) et l'Elbe (Laba) servaient de frontière jusqu'au XIII^e siècle. Après avoir traversés ces fleuves ils arrivèrent à l'Oder. Ils y organisèrent des marches, confins purement militaires qui servaient beaucoup plus de bases offensives que défensives. Les missionnaires, puis les paysans, venus principalement de Saxe, de Westphalie, de Frise et de Hollande, repeuplèrent les contrées que les guerres sauvages avaient balayées des Slaves. Ils défrichèrent les forêts, labourèrent la terre, tandis que les missionnaires instruisaient le peuple, et les marchands allemands dans les villes créaient la classe bourgeoise. Les Polonais ou Lèches, embrassèrent avec un grand enthousiasme la religion germanique et dans leur fanatisme, servirent de puissantes armes au germanisme dans la conquête de leurs frères slaves, encore païens.

La Pologne a deux berceaux : le pays de Vislanes (Wisla-

Vistule) au Sud, avec Cracovie, et le pays des Polanes au Nord avec Gniezno (Guezen), au centre même de la plaine slave, d'où est sortie la première dynastie nationale, celle des Piast avec l'aigle blanc comme emblème.

Les deux premiers rois polonais, personnages historiquement existants, étaient Miesko et son fils Boleslas I^{er} le Grand ou le Vaillant (992-1024), surnommé le Charlemagne de la Pologne. Avec lui, la Pologne empiéta sur les autres peuplades : aux Poméraniens elle prit le littoral baltique entre l'Oder et Vistule ; aux Tchèques, la Silésie et la Croatie blanche jusqu'aux Carpathes ; aux Hongrois, les trois-quarts de la Slovaquie avec Nitza ; en vertu du traité de Bautzen (1018) elle occupa la Misnie, la Luzace et la Moravie. Le roi Ladislas se fait proclamer après cela le roi de Bohême, puis prend du prince russe Jaroslav la haute région du Dniest (Przemysl). En 1027, le roi Ladislas se fait couronner roi de Pologne, avec Posen (Poznan) comme capitale. Il acheva l'unité religieuse en créant l'évêché autonome de Gniezno (Gnezen). — Ainsi la Pologne s'opposait nettement à l'Allemagne par son catholicisme, auquel elle restera à jamais attachée.

A côté de Boleslas I^{er}, une puissante aristocratie s'éleva, qui seconda le pouvoir absolu du roi, par la création d'un Conseil permanent, origine première du Sénat. Mais la construction peu solide, hâtive et prématurée du roi Boleslas, se désagrégea après sa mort. Ses successeurs, Casimir I^{er} (1040-1058), Boleslas II le Hardi (1058-1080), Boleslas III (1102-1138), tâchèrent en vain de reconstituer une Pologne forte et unie.

Après de longs efforts, nous assistons à la stabilisation

de la frontière de la Pologne du côté de la Russie; au contraire, la poussée germanique s'accroît de plus en plus à l'est, en reculant la frontière toujours plus à l'est.

En grandes lignes, la frontière polonaise du côté russe passe des Carpathes à Dukla, coupe le San loin en aval de Przemyśl, suit la Wieprz entre Lublin à l'ouest et Chełm à l'est, franchit le Boug bien après Brest-Litovsk et atteint ensuite le pays des Jadzvigs (Podlaquie). Cette ligne est d'une grande importance, car pendant 7 à 8 siècles (de l'an 1000 jusqu'en 1750) elle servira de limite ethnique, linguistique et religieuse, entre les Petits Russiens et les Polonais.

Au Nord-Est, la frontière de la Pologne séparait la Mazovie des populations letto-lithuaniennes, Jadzvigs de Podlaquie et Prusses; elle franchissait le Boug en aval de Drohiczyn, le Narew en aval de Wyszka, puis filant vers l'Ouest, par un tracé que, ici encore, les siècles ont respecté. Elle suit les croupes lacustres et boisées de la Baltique jusqu'à la percée de la Vistule aux environs de Gracisz (Gradenzen). Dans cette partie, le tracé suit encore assez exactement la limite actuelle de la population et de la langue polonaises, mais non pas celle du catholicisme romain, lequel a trouvé une voie de passage le long de l'isthme, si l'on peut dire, qu'étranglent d'une part la Prusse ducale, devenue protestante, et de l'autre les marais de Pinsk, conservés à l'orthodoxie.

Dans l'Ouest enfin, face à l'Empire germanique, la frontière enveloppait le bassin de l'Oder dans son entier. Boleslas III avait conquis la Poméranie en 1109, puis par l'éclatante victoire de Hundsfeld ou Psie-Pole (1100), celui-ci refoula les Allemands de la Silésie. Il s'était fait même le suzerain de Stettin. — En résumé, la Pologne de l'Ouest

avait pour voisins les ducs de Saxe, les margraves de Brandebourg, de Lusace, de Misnie et par-delà les Sudètes, le duché de Bohême, déjà uni à la Moravie.

2^e Période (1139-1305). — *Anarchie et morcellement,
encercllement et invasion*

Par l'année 1139 commence une ère désastreuse, de sinistres, d'anarchie intérieure, d'invasions étrangères qui remplit le XIII^e siècle et ne prend fin qu'en 1305 à l'avènement de Ladislas IV le Bref (1305-1383). Le salut lui vient de la situation difficile de ses voisins et de l'existence de la dynastie nationale à Pozen.

Boleslas III, en appliquant à la Pologne le principe du seniorat, c'est-à-dire, le partage de l'héritage entre ses quatre fils avec primauté de l'aîné, primauté attachée à la possession de Cracovie, provoqua l'émiettement de l'Etat en quatre royaumes, et ceux-ci même, en plusieurs provinces indépendantes, même rivales. Le pouvoir central était disparu.

A l'extérieur, Albert l'Ours étant la Marche de Brandebourg à l'est de l'Oder, en lui annexant la région de la basse Warta, d'où sortira plus tard (1272) la nouvelle Marche.

La Poméranie occidentale devient allemande. Les princes possessionnés passaient petit à petit de la suzeraineté polonaise à celle de l'Empire. Malgré que dans la Poméranie orientale le christianisme fut bien propagé par les princes slaves, ceux-ci se placèrent sous la suzeraineté des margraves de Brandebourg.

La Silésie, pays originairement polonais, va se rattacher à

l'Empire germanique vers la fin du xiii^e siècle et au commencement du xiiii^e siècle. Par l'infiltration continuelle des chevaliers, bourgeois, paysans, de race germanique, ce pays se transforma par le droit, les mœurs et la langue en germanique.

L'invasion germanique se sent dans le cœur même de la Pologne, par l'organisation à l'allemande des communes et des villes, suivant le droit de Magdebourg, avec bourgmestres, échevins, conseils de ville et corporations (Cracovie 1257, Pozen 1253, Lublin 1317, Guezno 1262).

La Kouïavië et la Mazovie couraient un autre danger, causé par les tribus païennes de la race letto-lithuanienne, habitant les pays entre la Vistule et Pregel, appelés Porusses ou Prussiens. Intrépides et farouches dans leurs guerres, les Prussiens furent contenus provisoirement par Boleslas, mais le morcellement de la Pologne leur donna de grandes espérances. Pour se défendre contre eux, le duc de Mazovie, Conrad, créa les frères chevaliers de Dobrzyn (1225) ; ceux-ci furent écrasés. Alors Conrad se vit dans l'obligation d'appeler l'ordre des Chevaliers teutoniques de Jérusalem, qui arrivèrent dans le pays et s'installèrent dans les contrées situées entre la Drewenz, la Vistule et l'Ossa, qui depuis fut appelé le pays de Culm (Cumerland) et leur concédés en pleine souveraineté. Par ce procédé, Conrad prépara la ruine de la Pologne (1230) (v. Lavissee: Etudes sur l'histoire de Prusse, p. 99 et suiv.).

Après 53 ans de guerre d'extermination et de conversion forcée, par des procédés barbares, ces moines-soldats avaient fondé entre la Vistule et le Niemen un Etat solide avec Königsberg comme capitale (fondé en 1255). A l'extinction de

la dynastie poméranienne, les Teutoniques occupèrent la Pomerellie, c'est-à-dire l'extrême Est poméranien jusqu'à la Vistule. Ainsi, ils barrèrent la route de la Baltique aux Polonais.

L'invasion des Mongoles vers 1230, se déchaîna sur les Polonais avec une fureur extrême, mais s'y arrêta, car ceux-là, après être descendus dans les plaines hongroises, fatigués de la longue lutte, retournèrent en Orient.

Sur les frontières du Nord et de l'Est, deux autres Etats se formèrent : la Galicie et la Lithuanie, menaçant la Pologne d'un encerclement complet.

Fuyant les plaines marécageuses, malsaines et peu fertiles ainsi que l'envahisseur tartare, les Russes installés au Nord-Est du Dnieper, poussèrent un peu plus au Nord, vers Brest-Litowst, Vilna, le long de Pripet, dans le pays appelé Poliessié, ou pays des Forêts. Chassés des régions de Vilna et de Kiew par les Tartares, ces populations russes entrèrent en contact avec les peuplades lithuaniennes qui fuyant devant la poussée teutonique, formèrent par la seule force de leurs armées, le grand duché de Lithuanie. Les Russes leur fournirent les institutions, ainsi que la religion orthodoxe et la langue.

D'autre part, l'Etat de Galicie se forme dans la Russie rouge, avec sa capitale Halicz. Il échappa à l'influence polonaise ou russe, pour tomber sous celle des Hongrois, dont un prince devint maître en 1227.

3^e Période. — La Pologne sauvée et réorganisée au xiv^e siècle. Sa frontière à l'avènement et la mort de Casimir le Grand (1330-1370). Fin de la dynastie des Piast (1386).

Devant le danger teutonique, les peuplades polonaises se ressaisirent et se rassemblèrent autour des membres d'une faible dynastie provinciale, celle de Brzesc en Kouïavie, dont Ladislav (Vladislav) le Bref (1305-1333) et son fils Casimir III le Grand (1333-1370) dirigèrent la conscience nationale polonaise éveillée, vers l'union.

En 1330, les Teutons sont contenus, Cracovie prise, où Ladislav se fait couronner et en fait sa capitale. Une alliance est conclue entre la Hongrie contre la Bohême et l'alliance avec les Lithuaniens permettait d'engager une lutte victorieuse contre les chevaliers teutoniques, très fortement organisés (victoire à Plawce en 1331).

Casimir le Grand consolida les succès de son père. Il céda la Silésie à la Bohême (traité de Wyszehard, 1335) pour qu'elle renonce à la couronne de Pologne. Par le traité de Kalisz (1343), les Teutons restituèrent la Komïavie et Dobrzyn à la Pologne, gardant encore la Pomérellie, les pays de Culm et de Michalow. La Russie rouge accepta l'union avec la Pologne (1340), que les partages du xviii^e siècle rompront seulement. De la guerre avec la Lithuanie (1349-1366), celle-ci s'avoua vaincue et renonça à la Volhynie, dont l'acquisition rendait la Pologne maîtresse du San et du Boug, dans leurs cours entiers. La Vistule était la grande artère du royaume. Le chemin de la mer ouvert; la Galicie polonisée et romanisée. — Ainsi à la mort de Casimir le Grand (1370), la Pologne était le plus puissant Etat. Ses

frontières étaient singulièrement élargies et des nouveaux débouchés trouvés.

Louis qui succéda à son père (1370-1382) était roi de Hongrie depuis 1342. L'union de ces deux couronnes n'était pas avantageuse pour la Pologne.

En 1385, la ligne masculine de la dynastie des Piast s'éteint. Des deux filles que Louis laissa, l'aînée était écartée et la cadette Hedvigne fut mariée au grand duc de Lithuanie Jagellon, à condition qu'il se ferait catholique romain (1386). L'union sans doute resta personnelle, mais elle eut plus tard des conséquences graves.

L'acte d'union spécifiait que la Lithuanie et la Pologne ne formeraient à l'avenir « qu'un seul Etat et un seul peuple ». A cette époque, la Lithuanie était le plus grand Etat d'Europe. Elle occupait les régions du Niemen, de Kowno, de Vilna, de la Samogite et de la Podlaquie; elle avait rayonné sur la Russie de l'Ouest et du Sud, avec de très nombreux vassaux. La Lithuanie maintenant, ayant un catholique à sa tête et ayant subi l'influence polonaise, se disputa avec la Russie purement orthodoxe. Les Russes sous la domination lithuanienne passèrent peu à peu avec leurs frères de l'autre côté de la frontière. Mais il n'en reste pas moins vrai, que vu la puissance et l'influence de ces deux Etats réunis, d'autres Etats, comme celui de Moldavie (1387), la Valachie (1389) et la Besarabie (1396) se rangèrent sous sa souveraineté, en accroissant sa puissance.

La Pologne va se battre maintenant pour les Slaves contre les Germains, pour le catholicisme contre l'orthodoxie, pour la Croix contre le Croissant. Elle livre d'abord la bataille aux Allemands à Tannenberg (Grünwald en polonais) au sud

de Hohenstein, d'où elle sort victorieuse (18 juillet 1410). Par le traité de Thorn (1411), Jagellon reprend seulement la Samogitie maritime et le district de Dobrzyn: Teutons et Porte glaive, coupés en deux, ne se réuniront plus jamais.

Par le traité de Thorn (19 oct. 1466), qui consacra le triomphe de la Slavie après les nouvelles campagnes, le grand maître de l'ordre teutonique, abandonnant « au roi et à la république de Pologne » la moitié du territoire de la langue teutonique et se déclara leur vassal pour le reste. Toute la Pomérellie avec Danzig et la plus grande partie de la Prusse occidentale avec Thorn, Culm, etc., devenues polonaises furent organisées en woïvodines: de Pomérellie, de Culm et de Marienbourg, auxquelles s'ajouta comme quatrième circonscription l'évêché de Warmie. Les environs de Königsberg seuls restaient au pouvoir du grand maître. — La Pologne s'était ainsi rouvert pour trois siècles et demi, le chemin de la mer.

Pendant tout le x^e siècle, les Jagellons furent aux prises dynastiques et diplomatiques avec les Habsbourg. La Bohême et la Hongrie en sont la cause. Après avoir refusé d'accepter la couronne de la Bohême hussite (1420 et 1437), celle-ci proclame comme roi Albert d'Autriche. Après sa mort, la question de succession est ouverte. Ladislas VI très catholique, accepte la seule couronne de Hongrie parce que les Turcs le menaçait. Il se fait tuer à Varna en 1444. Son fils Ladislas devient roi de Bohême en 1470, en réunissant ainsi les trois couronnes sur sa tête: celle de Pologne-Lithuanie, celle de Bohême et celle de Hongrie.

C'est contre ce puissant Etat que les tsars russes vont déclarer la guerre de religion et d'existence, qui furent très

vives et passionnées. L'Etat moscovite, devenu de plus en plus grand, ne renonçait point à ses droits sur le grand-duché de Lithuanie; les Grands-Russiens d'une part, les Blancs et les Petits-Russiens de l'autre, se battirent et c'est ainsi que les civilisations romaine et slave entrèrent en conflit. Ce conflit durera jusqu'à la seconde moitié du xvii^e siècle.

Les trêves se succédaient en de courts intervalles sans grands changements de frontières.

Le premier traité de paix, signé près de l'Ougra, affluent de la Volga, en 1408, prend cette rivière pour frontière commune entre les deux Etats en guerre. Par le second traité de 1449, d'une grande importance puisqu'il restait longtemps la base des relations entre la Lithuanie et la Russie, la rivière Oka est désignée comme frontière. Le troisième traité, celui de 1494, conclu entre le prince russe Ivan III le Grand, qui se fait reconnaître empereur de toutes les Russies, donne l'avantage à la Russie. L'ancienne frontière des républiques de Pokov et de Novgorod, la principauté de Tver, est maintenue; mais au Sud de Rjev, le tracé dessine ensuite une bouche ne laissant à la Lithuanie que Briansk et faisant passer à la Moscovie Viazma et Roslavl. Le traité de 1503 accentue encore la progression moscovite surtout dans la région de Seim, de Dnepr, de Smolensk et de Duna.

Ainsi la Russie s'élargissant considérablement, refoula les Polonais et les Lithuaniens du bassin de l'Oka dans celui du Dniepr et avec les hauteurs de la Russie centrale, la Moscovie acquit en quelque sorte, une solide frontière naturelle.

5^e Période. — Pologne au XV^e siècle. ²*La lutte contre la Moscovie et l'union de Lublin (1569)*

Sous le successeur d'Ivan III le Grand, Vassili Ivanovitch (1505-1533), la Russie renonça bien aux possessions de Smolensk et de Kiev, mais malgré la victoire polonaise à Orcha (1514), les Russes prirent et gardèrent Smolensk. Les trêves qui se succédèrent (en 1522, 1526, 1537), conférèrent toujours la possession de ces villes aux Russes.

Déjà en 1491, l'empereur Frédéric III, jaloux de la prépondérance des Jagellons, avait conclu une alliance avec Jean III contre la Pologne et la Hongrie. L'empereur Maximilien poussa la politique inaugurée par son prédécesseur, en proposant au tsar Vassili Ivanovitch, le partage de la Pologne (1514); la Prusse s'emparerait des provinces prussiennes, la Russie de la Lithuanie. Ce projet échoua grâce à la victoire d'Orcha (1514). Alors Maximilien eut recours à une politique de mariages, assurant le pouvoir aux princes d'Autriche qui étaient passés en maître. Par toute une série de liaisons de familles, le frère aîné de Charles-Quint, devint ainsi après la mort de celui-ci, empereur et roi de Bohême sous le nom de Ferdinand I^{er}. Grâce à la diplomatie maladroite et corrompu et à la faiblesse du roi Sigismond I^{er}, grâce aussi à la perfidie des Habsbourg, la Pologne fut évincée de l'Europe centrale.

Mais un ennemi commun, redoutable, bien organisé, apparut. C'étaient les Turcs qui tenaient Constantinople depuis 1453, puis Kilia à l'embouchure du Danube et Bialigrod aux bouches du Dniester (1481). Alliés avec les Tartares, les Turcs arrivèrent à vaincre la Moldavie, la Valachie, tandis

que les Tartares ravageaient successivement la Volhynie, la Podolie, l'Oukraine ; la Pologne organise les Cosaques pour se protéger.

Maximilien renonça à son alliance avec les Teutons. Le grand maître était alors un Hohenzollern, qui, avec le souci de reconquérir les pays perdus, fit un coup d'Etat politique et ecclésiastique, et chose curieuse, par les soins de la Pologne.

Libéré des Turcs et des Teutons, la Pologne se tourna contre les Russes où Ivan II le Terrible (1533-1584) avait succédé à Vassili Ivanovitch et prit le titre de tsar. Celui-ci prit Kazan et Astrakhan et poursuivit la guerre sainte de Ivan III contre la Lithuanie, la Suède et les Porte-glaive: le but final était l'empire de la Baltique.

Les Porte-glaivés étaient un ordre religieux en Esthonie, Livonie et Courlande, fondé en 1200, qui fusionna avec les Teutons en 1237 puis reprit l'indépendance en 1521. Comme les chevaliers teutoniques, ceux-là aussi servaient le germanisme. Devant la poussée d'Ivan IV, la Livonie se donna à la Pologne et l'ordre fut dissout, après quoi le roi de Suède Erich XIV occupa l'Esthonie avec Reval et le roi de Danemark acheta les îles d'Œsel. Victorieuse, la Russie consentit une trêve (1571) qui lui reconnut Polotsk en Lithuanie et les conquêtes en Livonie.

Devant le danger commun, le rapprochement se fit entre la Pologne et la Lithuanie. Le roi Sigismond de Pologne décréta l'union de ces deux pays par l'acte de Lublin du 1^{er} juillet 1569: date capitale dans l'histoire de la Pologne, par laquelle on organisa une espèce d'union personnelle entre les deux pays. La Pologne et la Lithuanie ne formeront

à l'avenir qu'une seule république, l'une sous le nom de Couronne, l'autre sous le nom de Grand-Duché, avec une seule diète, un seul roi élu en commun, une seule capitale Varsovie. Mais les deux pays conservèrent leur autonomie, leur trésor, leur armée. La Lithuanie continuait à se régir d'après le statut lithuanien de 1530, et les provinces de la Podlaquie, de la Volhynie et de la Kūovie, c'est-à-dire l'**Ukraine**, furent annexées à la Petite Pologne.

L'acte de Lublin consacre le principe d'élection du roi; la Pologne, la Lithuanie forment une république où le pouvoir royal est très faible. Au contraire, le pouvoir russe se voit renforcer de jour en jour, jusqu'à devenir un régime centraliste à outrance.

Lors de l'élection du roi, la diète choisit le prince de Transylvanie, Etienne Bathory (1576-1586) en écartant la vieille dynastie des Jagellons. Le roi Etienne se mit en guerre contre les Russes et par des victoires éclatantes arriva à briser la force d'Ivan IV; mais celui-ci, par l'intervention du pape Grégoire III qui croyait à l'union possible de l'église russe avec celle de Rome, en vue de la conclusion d'une trêve (qui fut finalement conclue à Kiwesowa Horka le 15 janvier 1582 pour 10 ans) se tira d'affaires avec peu de pertes: Politsk et Livonie reviennent à la Pologne et une partie du littoral baltique. Cette faute impardonnable pour la Pologne, sauva la Russie.

6^e Période. — Le déclin.

Les **xvii** et **xviii^e** siècles vont résoudre maintenant au détriment de la Pologne tous les grands problèmes posés par les temps modernes: prussien, suédois, moscovite et turc.

1^o *Prusse*. — En 1605, suivant l'acte de Lublin, l'électeur de Brandebourg, Joahim Frédéric se fit remettre pour la république de Pologne, la qualité de curateur, administrateur et gouverneur de la Prusse ducale. Par d'habiles manœuvres en famille, en 1816, son fils Jean Sigismond (1608-1619) devint duc héréditaire et posa les premières bases de la Monarchie prussienne moderne, qui repose sur la réunion de la marche brandenbourgeoise aux possessions teutoniques. Sigismond III Wasa n'avait pas vu le danger de cette réunion, ni le moment propice (la guerre de Trente ans le trouva neutre) pour donner le coup décisif au germanisme.

Le grand électeur Frédéric-Guillaume I^{er} (1640-1688) pendant les embarras de la Pologne dans le Nord, transféra la suzeraineté de la Prusse au roi de Suède Charles-Gustave, vainqueur du roi de Pologne Jean-Casimir (traités de 1656), de plus, le duc de Prusse se fit maître souverain de la Warmie. Un peu plus tard, avec la disparition de l'armée suédoise, Frédéric-Guillaume I^{er} se déclara de nouveau pour la Pologne en lui rendant la Warmie mais aussi en se faisant reconnaître la souveraineté de la Prusse ducale pour le temps que dureront dans les mâles les Hohenzollern brandenbourgeois. Le duc de Prusse céda à son ancien suzerain Jean-Casimir certaines provinces et jura l'accord du 6 novembre 1657. La Suède de son côté, trois ans plus tard, se désista en faveur de la Pologne, des traités de 1656, reconnaissant l'accord de 1657 (traité d'Oliva de 1660). Le moment était passé de discuter la souveraineté de la Prusse dont les princes « n'avaient plus aucun compte à rendre sinon à Dieu ».

Frédéric III le Fat (1688-1713) en récompense des secours

en hommes et en argent qu'il fournit contre Louis XIV et contre les Turcs, réussit à arracher de l'empereur Léopold, le titre du roi et se fit couronner roi de Prusse lui-même le 18 janvier 1701 à Königsberg. En sa qualité de roi, Frédéric III était indépendant en Prusse, mais vassal de l'empereur avec la dignité d'électeur.

2° *Suède*. — Les haines familiares et les rivalités dynastiques furent les causes de longues luttes entre la Pologne et la Suède, qui ne se terminèrent qu'après une longue suite de trêves et le traité durable d'Oliva (1660). Jean-Casimir renonça à Stockholm et abandonna la plus grande partie de la Livonie avec Riga aux Suédois. Ainsi le littoral baltique était barré aux Polonais comme aux Russes, mais la Pologne ne vit plus les armées suédoises sur son sol avant Charles XII.

3° *Russie*. — La Pologne ne put s'empêcher dans le xvii^e siècle, d'être en contact direct avec la civilisation d'Occident, qu'elle voulait transmettre par ses propres soins aux Russes.

A l'époque des troubles, des usurpateurs (1605-1613), des faux Dimitri, par la victoire de Kloutino, Sigismond III fut maître de Moscou. Les boyards moscovites offraient alors à son fils Ladislav la couronne russe, à la condition de se faire orthodoxe, ce que celui-ci refusa. Mais la masse s'exaltant, aussitôt après la sortie du roi polonais, élit et couronna en mars 1613 comme prince héréditaire Michel Féodorovitch, qui inaugura la dynastie des Romanoff.

Par le traité de 1618, qui conclut une trêve de 14 ans, Ladislav renonça à son titre de tsar; Michel Fedorovitch à son tour renonça à ses droits sur la Livonie et faisait aban-

don de toute la principauté de Smolensk et de la Sévérie, ainsi que de la vallée de la Desna à la Pologne.

A l'avènement de Vladislav IV (1631-1648), la guerre reprit; les Polonais conservèrent les anciennes provinces, en plus, le droit de la Pologne sur les provinces de Ruthénie étaient reconnues ainsi que sur la Courlande, la Livonie et l'Esthonie avec l'exclusion formelle des prétentions des tsars sur ces provinces. La paix paraissait tellement bien établie qu'une convention de démarcation fixa la frontière entre les deux Etats (1644).

Le triomphe de la Pologne fut compromis par l'insurrection des Cosaques du Dnieper. On appelait ainsi un mélange de Petits Russiens, de Grands Russiens, de Polonais, de Tartares et même de Roumains, qui habitait le pays de l'Oukraine, dans l'état de grande liberté mais aussi de l'ignorance. Les plus célèbres sont les Cosaques de Tcherkassy. Etablis sur le Dnieper depuis le xvr^e siècle, les Cosaques devinrent les vasseaux des Polonais, mais leur proximité inquiétait beaucoup la Pologne et la Lithuanie. Les relations entre celles-ci et les Cosaques étaient d'abord amicales, puis à la fin du xvr^e siècle les brouilles se produisirent entre eux, qui forcèrent les Polonais d'élever les chefs cosaques au rang de la noblesse; par cela ceux-ci restèrent fidèles à celle-là, mais le peuple tendait vers la Russie dont il pratiquait la religion. La conférence de Pereiaslav (1654) mit fin à ce flottement cosaque: c'est finalement à la Russie qu'ils se donnèrent avec leur chef Bogdan Kmelnitski. La politique polonaise échoua donc définitivement.

Kmelnitski, très attaché aux Russes, permit à ceux-ci d'entrer victorieusement dans Smolensk (1654), Vilna (1655)

et le duché de Sévérinie, que le traité d'Androussov (1667) consolida à la Russie. On partagea l'Ukraine en deux parties, séparées par le Dneper, sauf le saillant de Kiev, l'un de suzeraineté polonaise, l'autre de suzeraineté moscovite. Cette frontière resta sans changement jusqu'à 1772.

4^e *Turquie*. — Par le traité de Buczacz (1672), la Pologne perdit la Podolie et une partie de l'Oukraine, dont les Turcs victorieux s'emparèrent. Ces territoires plus tard (traités de Radzin 1681 et Carlovitz 1699) rentrèrent dans la possession polonaise, mais la Moldavie resta toujours entre les mains ~~turques~~.

7^e *Période*. — *XVIII^e Siècle*.

Ce siècle d'entente entre les puissants voisins de la Pologne et l'anarchie de celle-ci furent fatales pour ce pays. Les frontières ne changent plus, mais les voisins les passent et repassent sans qu'on leur oppose une résistance quelconque. On a l'impression que la Pologne assiste consciente à son agonie, ses jours étant comptés. La Silésie, la Courlande pouvaient être reprises dans des circonstances favorables que la Pologne négligea.

Devant la faiblesse de la noblesse polonaise, devant l'absence de l'union morale dans la nation, devant les intrigues effrénées lors de l'élection du roi, enfin devant la république déchirée en confédérations armées, les princes étrangers songèrent au partage de la Pologne, que Jean-Casimir avait prévu 'il y a un siècle, dans son fameux discours du 6 juin 1661.

L'idée de partage vient de l'empereur Charles (1732). Frédéric II la reprend, la fait agréer par Joseph II et tout deux solidairement l'imposèrent à Catherine. Marie-Thérèse qui « pleurait toujours mais prenait toujours » en donna le premier signal.

SECTION II. — *Les partages de la Pologne*

I. — *Premier partage en 1772*

Le premier signal du partage de la Pologne, donné par Marie-Thérèse consistait en ce qu'elle envoya ses troupes occuper le territoire de Spiz, suivis presque immédiatement par la nomination d'un administrateur (1770). Ses voisins, suivirent de près son exemple.

Par les quatorze traités, signés entre janvier 1772 et août 1776, le premier partage de la Pologne s'effectua, avec les parts suivantes échues aux trois co-partageants.

La Prusse reçut : L'évêché de Warmie (Ermland), les trois Palatinats de Malborg (Marienbourg), Pomérellie sauf Dantzig et Culm sauf Thorn; les districts septentrionaux de la Grande Pologne jusqu'à la Netze et la Komïavie avec Branbourg. La Prusse acquiert ainsi : toute la basse Vistule, moins Dantzig, région fertile, très peuplée et servant de couverture aux provinces de Poméranie et de Brandebourg. Ces provinces revinrent à la Prusse sous le nom de Prusse occidentale et le district de la Netze. L'évêché de Warmie fut adjoint à l'ancien duché de Prusse et pour former avec lui la Prusse orientale (le traité du 18 sept. 1773). En plus, par le traité du 18 sept. 1773 qui abolit les traités de Welhau de 1657

et la convention de Bromberg de 1657, l'indépendance complète de la Prusse est reconnue. Le roi prit le titre de roi *de* Prusse au lieu de roi *en* Prusse. Ainsi, selon M. Lavissee (Vue générale de l'histoire politique de l'Europe, p. 167) « le roi de Prusse, électeur de Brandebourg a pris pour son titre électoral le nom de Brannnybor, ville slave et pour son titre royal, le nom de la Prusse, pays lithuanien ».

L'Autriche prit: les 13 villes royales de la région de Spiz en 1770; presque toute la Russie rouge avec Halicz, Léopol (Lwow), Lemberg, etc.; quelques parties de la Podolie et de la Volhynie avec Tarnopol, la partie sud de la Petite Pologne sur la rive droite de la Vistule supérieure, la Vistule faisant la frontière depuis la Silésie jusqu'au delà du confluent du San.

La Russie acquiert: les pays à l'est de la Dvina, du Drouts affluent du Dnieper et du Dnieper lui-même, et la moitié de la Russie blanche, qui se composait: 1^o d'une partie du palatinat de Minsk à l'est du Dnieper; 2^o du palatinat de Mstislav, avec Mohilov; 3^o la majeure partie du palatinat de Vitebsk; 4^o de la partie nord du palatinat de Polotz, et 5^o enfin du reste de la Livonie polonaise.

II. — Deuxième partage en 1793

Les traités et conventions ayant abouti au second partage, se succédaient depuis février 1792 jusqu'aux mois d'août et septembre 1793, dates auxquelles la diète de Grodno fut contrainte de les ratifier. L'Autriche fut exclue, parce qu'elle trouva plus d'avantage par ailleurs en échangeant les Pays-Bas contre la Bavière.

La Prusse s'appropriâ : Gdansk (Dantzic) et Thorn, avec leurs territoires qu'elle incorpora à la Prusse occidentale; la Kouïavie; la Grande Pologne presque entière avec des portions importantes de Moscovie et de la Petite Pologne et plus exactement : 1^o les parties du palatinat de Poznan et de Gniezno au sud, de la Notec; 2^o le palatinat de Halicz, le palatinat de Sieradz, la partie nord du palatinat de Cracovie, la partie ouest du palatinat de Rawa, le reste du palatinat de Brzesc, le palatinat de Dobrzyn et le palatinat de Plock presque dans son entier. — De la sorte, la frontière prussienne était portée sur la Paliça, la Skierniewka et la Bzura. La Prusse abandonnait à la Russie les petites seigneuries de Tanroggen en Samogitie et de Sereje en Lithuanie.

La Russie prit la moitié de la Lithuanie, l'Oukraine, la moitié de la Polésie, la moitié de la Volhynie, toute la Podolie à l'est de la rivière Zbrucz; par là, elle devint la voisine immédiate de l'Autriche.

III. — *Troisième partage en 1795*

La Russie et l'Autriche s'entendirent secrètement dès le 3 janvier 1795 à Pétrograd pour le nouveau partage de la Pologne. La Prusse informée, lutta énergiquement et arriva à satisfaire une partie de ses désirs dans le nouveau partage (le traité du 24 août 1795) mais se disputa longtemps avec l'Autriche, autour de sa frontière du sud-est.

La Prusse reçut : les terres lithuaniennes du palatinat de Troki, à l'ouest du Niémen, la Podlaquie moins la partie au sud de Boug, presque toute la Masovie à l'exception de l'extrême sud-est (Varsovie, etc.). — Les pays de Plock, pré-

cédemment annexés, feront partie de la province appelée la Nouvelle Prussie orientale. — Le duché de Siewierz, forma la Nouvelle Silésie. — Par ces acquisitions la Prusse entra dans le centre même du pays polonais en incorporant des éléments slaves et catholiques, lui franchement hostiles et se fit la voisine immédiate de la Russie.

L'Autriche s'incorpora la majeure partie de la Petite Pologne (Cracovie et Sandomierz) le palatinat de Lublin; les deux tiers du nord du palatinat de Chelm (Russie rouge), les portions du palatinat de Masovie, de Podlachie et de Brest-Litowski, compris entre la Vistule et le Boug inférieur. — Ces territoires formèrent, avec ceux situés entre les Carpathes et la Haute-Vistule, la Galicie nouvelle, occidentale ou septentrionale. Ce partage ne donna pas l'avantage à l'Autriche, parce que par la Prusse et la Russie ses acquisitions pouvaient être facilement coupées.

La Russie s'annexa la Courlande, la Simogitie (Wornie), la Lithuanie jusqu'au Niémen, c'est-à-dire la palatinat de Troki, la partie ouest de ceux de Wilno et de Nowogrodek, de Volhynie, l'est de celui de Chelm. La frontière avec la Prusse était fixée par le Niémen et se prolongeait le long de Boug, puis suivait la rivière de Zbrucz.

Après ceci, Stanislas n'avait plus qu'abdiquer (25 nov., 1795), la Pologne n'existant plus comme Etat distinct. Mais les Polonais luttèrent plus tard, dans les rangs de la France révolutionnaire avec Kosciusko et Dombrowski, puis dans ceux de Napoléon, avec lequel ils entrèrent à Vienne, Berlin, Moscou même. Les traités de Tilsit et de Vienne leur donneront au moins l'espoir d'une reconstruction prochaine de la Pologne.

IV. — *Duché de Varsovie 1807-1815*

Par le traité de Tilsit du 7 juillet 1807, le duché de Varsovie fut créé aux dépens de la Prusse, et plus tard agrandi (par le traité de Vienne du 14 octobre 1809), aux dépens de l'Autriche, avec le roi de Saxe comme son titulaire.

1° *Le traité de Tilsitt (1807).* — Le duché de Varsovie ne comprend pas toutes les acquisitions faites par les partages polonais. Il se composait: 1° de la part prussienne du partage (Nouvelle Prusse orientale, moins la Podlaquie et la Nouvelle Silésie); 2° la part prussienne du second partage (Prusse méridionale moins Dantzig); 3° le pays de Culm et le district de la Nitze, produit du premier partage, moins les cercles de Walcz (Deutsch-Krone) et Zlatow (Flatow). Le pays était partagé en 6 préfectures. La frontière russe était poussée le long de Bobra et de la Narev, de la Nurzec et du Boug. — Dantzig devait être constitué en ville libre, mais Napoléon y maintenait toujours la garnison française.

2° *Le traité de Vienne (1809),* remit au duché de Varsovie la part autrichienne du troisième partage (Nouvelle-Galicie) et une parcelle du premier: le cercle de Zamosc, pris sur la Galicie orientale. — En outre « Wieleczka et le territoire des mines de sel appartiendront en commun à l'empereur d'Autriche et au roi de Saxe ». Quatre départements nouveaux furent créés. — Enfin, le tsar obtint de Napoléon en 1809 « dans la partie la plus orientale de l'ancienne Galicie, un territoire renfermant 400.000 âmes de population; la ville de Brody ne pourra pas y être comprise ».

V. *Congrès de Vienne* (1815). — Le tsar russe avait cru pouvoir réaliser le rêve des grands souverains russes, en conservant la Pologne dans son intégrité, mais sous la couronne moscovite. A l'opposition de l'Autriche, de la Prusse et de la France à ce plan, la Pologne au Congrès de Vienne fut de nouveau partagée (traités du 21 avril entre la Russie et l'Autriche, entre la Russie et la Prusse; lettres patentes du 15 mai du roi Frédéric-Guillaume III, concernant le grand-duché de Posen; traité additionnel du 3 mai, relatif à Cracovie; acte final de Vienne du 9 juin). — Il y eut alors quatre Polognes: une Pologne autrichienne, une Pologne prussienne, une Pologne russe et une minuscule Pologne indépendante.

1^o *Pologne autrichienne*. — L'Autriche ne reprit que les districts de la Galicie orientale ou ancienne, en renonçant à la Galicie occidentale ou nouvelle qu'elle n'avait possédée que depuis 1795 jusqu'en 1809. On soumit cet arrangement au Congrès de Vienne qui l'enregistra à la date du 3 mai 1815 à Vienne. C'est le titre et la date de ce traité.

2^o *Pologne prussienne*. — La Prusse reprit Dantzic et Thorn, qu'elle incorpora à la Prusse occidentale. Elle s'annexa aussi des localités immédiatement riveraines de la rive gauche de la basse Vistule, en créant un nom nouveau pour ces provinces: le duché de Posen. Le nouveau duché fut agrandi par l'ancien district de Netze (avec Bromberg) et la partie de la Prusse méridionale (autour de Posen et de Dantzic) qui lui étaient indispensables pour établir une communication directe entre les provinces de Silésie et de Prusse, et pour donner à la monarchie une frontière militaire

telle qu'elle vis-à-vis de la Russie. Les provinces de Prusse et du grand-duché de Posen ne furent pas incluses dans la Confédération germanique. Le roi de Prusse, prit le titre de grand-duc de Posen; ainsi la séparation administrative existait réellement entre le nouveau duché et la Prusse.

3° *La Pologne russe* contenait la Pologne de Napoléon, moins le duché de Posen et la ville libre de Cracovie, avec l'empereur de Russie comme roi. Elle jouissait d'une administration distincte entre 1815-1830.

4° *La ville libre de Cracovie*, avec son territoire de 12.000 à 13.000 kilomètres fut constituée en « cité libre, indépendante et strictement neutre, sous la protection des trois hautes parties contractantes ».

V. — *La république de Cracovie, incorporée à l'Empire d'Autriche (6 nov. 1846)*

A la suite des troubles qui éclatèrent dans le grand-duché de Posen et en Galicie, on accusa la ville de Cracovie d'être le foyer de troubles et de désordres « menaçants la sécurité des Etats voisins » et pour cela incapable d'exister indépendants. Alors, à l'entente préalable avec la Prusse et la Russie, on l'incorpora purement et simplement à l'Autriche. C'était la fin du dernier vestige de l'indépendance polonaise.

Deux changements importants à signaler : 1° Les 14 et 22 avril 1848, par les deux décrets qui portent ces dates, on divisa le duché de Posen en deux parties bien distinctes : une, avec la capitale Posen incorporée à la Prusse, sous le prétexte que la nationalité allemande y était prépondé-

rante, d'où la protestation du Comité national de Posen et du Conseil national central de Chelm, l'autre conserva son ancienne indépendance. — 2° En 1912, la Russie, qui avait déjà supprimé le dernier diocèse uniata du royaume, celui de Chelm, pour le transformer en diocèse orthodoxe, fit de Chelm un nouveau gouvernement indépendant du Ministère de l'Intérieur.

Partages de la Pologne. — Evaluées en milliers de kilomètres d'après E. de Romer et J. Weisfeld. (*Annuaire statistique Polonais*, Cracovie, 1917). Avant le partage, en 1772, la République polonaise couvrait environ 753.000 kilomètres carrés.

Années	Les démembrements ont agrandi (+) ont diminué (—) en milliers de kilomètres carrés la superficie			Superficie de la Pologne
	de la Russie	de la Prusse	de l'Autriche	
1772	+ 79	+ 38	+ 82	554
1793	+ 236	+ 57	0	261
1795	+ 159	+ 49	+ 53	0
1772-1795	+ 474	+ 144	+ 135	0
1809	+ 20	— 121	— 68	169
1815	— 10	+ 41	+ 10	128
1831 1846	+ 127	0	+ 1	0
1809-1846	+ 137	— 80	— 57	0
1772-1846	+ 611	+ 64	+ 78	0

SECTION III. — *Les Polonais sous la domination étrangère*

Le joug étranger pesa lourdement sur les Polonais. D'où les insurrections qui étaient surtout dirigées contre la Russie. Il y avait à cela deux raisons : la première, c'est qu'elle s'était arrogée la plus grande partie de la Pologne ; la seconde, c'est que la nation polonaise, habituée au régime libéral et constitutionnel ne pouvait se résigner à l'omnipotence des tsars russes. L'insurrection de 1863, d'abord favorable aux Polonais et ayant beaucoup de chance de réussir, échoua. Alors, les derniers vestiges de l'organisation particulière de Pologne disparurent et on procéda à sa russification par des manières brutales. On n'arriva pas au but espéré par ces procédés, tout au contraire. Les Russes s'aperçurent eux-mêmes, qu'il était beaucoup plus facile de détruire un Etat qu'une nation et que, dans les souffrances continuelles, la nation polonaise puisait sa force dans son histoire nationale et ses traditions. Dans l'administration, dans les écoles, devant les tribunaux, la langue russe était seule employée, mais le polonais resta comme seule langue usitée dans les familles polonaises.

En Autriche et en Prusse la question polonaise après 1863 n'était plus considérée comme une question internationale, mais comme purement intérieure ; c'était aux Etats intéressés eux-mêmes qu'on laissa les Polonais. — En Prusse, la colonisation allemande était de plus en plus en progrès. Par les lois agraires et les puissantes entreprises financières, les Allemands arrivèrent à chasser les Polonais en Russie ou en

Amérique et à prendre leur place. — En Autriche, les Polonais, dans la Galicie, obtinrent une Diète et jouirent d'une paix relative.

Ainsi la période des insurrections est fermée en Pologne après 1864, pour céder la place à une autre période: celle du travail dans tout Etat copartageant; la renaissance nationale par ses multiples manifestations raffermissait les Polonais dans leur ferme volonté de rester tels. Les Etats copartageants s'aperçurent eux-mêmes. La question polonaise se posait désormais devant tous les grands hommes d'Etat qui s'empressaient de la résoudre. Mais la seule solution, devant laquelle ceux-ci reculaient, était de donner la liberté entière et complète à la nation polonaise.

Pour réaliser cette liberté, nous avons dû attendre la grande guerre, qui posa enfin, dans toute son ampleur, la question polonaise. Les Alliés et les ennemis s'apprêtaient de donner satisfaction à un peuple de 30 millions. Le peuple polonais se trouvait dans le dilemme : quoi accepter, à qui croire ?... Mais comme tout le monde civilisé était avec la Russie, ses préférences ne pouvaient que se porter vers cette grande puissance slave.

Au mois d'août 1914, le tsar Nicolas II offre l'indépendance des Polonais dans des termes solennels et leur propose la réconciliation. De même la grand-duc Nicolas, commandant en chef des armées russes. Les Polonais ne tardèrent pas de s'engager dans l'armée russe, malgré la proclamation de l'Autriche-Hongrie du 9 août 1914.

Le 5 nov. 1916, l'Autriche et l'Allemagne décidaient de créer un Etat polonais, monarchique, constitutionnel et indépen-

dant, qu'un Conseil d'Etat, réuni le 14 janvier 1917 à Varsovie s'essaya péniblement d'organiser. Il a fallu attendre jusqu'au 12 septembre pour voir surgir des lettres patentes fort ambiguës, la constitution d'un corps politique formé d'un Conseil de régence de trois membres, d'un ministère et d'un Conseil d'Etat provisoire. — Le 31 janvier 1918 les aspirations polonaises vers la Baltique, furent brisées par la création d'un Etat de Lithuanie sur le même principe que celui de Pologne, c'est-à-dire, sur le principe des nationalités. La Pologne, la Lithuanie, comme plus tard l'Ukraine, seront trois pays avec lesquels l'Allemagne jouera en les brouillant entre eux. La création d'un Etat polonais puissant sur ses frontières orientales n'inspirait pas une grande confiance à l'Allemagne, car celle-ci pourrait voir celle-là se tourner contre elle. D'où la création des Etats ethnographiquement différents de la Pologne, la Livonie, l'Esthonie, la Courlande, etc. Ces minuscules Etats dépendaient économiquement de la Pologne et de la Russie, mais politiquement de l'Allemagne. — Le 30 mars 1917 l'Allemagne proclame l'indépendance absolue de la Pologne. — Le 12 juin 1917 création d'une légion polonaise luttant avec les alliés contre l'Allemagne. Enfin le 12 décembre 1917, M. Orlando à la Chambre italienne; le 27 décembre, M. Stephen Pichon au Palais-Bourbon; le 5 janvier 1918, M. Lloyd George à la réception des délégués des Trades-Unions; le 8 janvier, le président Wilson (art. 13 du programme de la paix mondiale); 10 janvier, M. Balfour (parlant à Edimbourg) proclament la nécessité de création d'un Etat polonais, pour aboutir à la déclaration franco-britannique de Versailles du 3 juin 1918, ainsi conçue:

« La création d'un Etat polonais uni et indépendant avec le libre accès à la mer constitue une des conditions d'une paix solide et juste et d'un régime de droit en Europe ».

Les revendications polonaises sont surtout fondées sur l'histoire et quoique, dans une moindre mesure, sur l'ethnographie de la population. C'est pourquoi nous nous sommes si longuement arrêtés sur l'histoire de la Pologne. Il est tout naturel qu'elle reprenne les pays qui faisaient partie de son royaume d'avant 1772, mais ceci n'est pas facile, vu les multiples intérêts et surtout l'hostilité de la population.

La Pologne revendique: 1° *Du royaume de Prusse*: une partie du duché de Posen, la Prusse occidentale avec Dantzig, la Prusse orientale, la Haute-Silésie (partie orientale); 2° *De l'ancien empire d'Autriche*: la Galicie et la Silésie autrichienne; 3° *De l'ancien Empire russe*: le royaume de Pologne avec Varsovie et les pays annexés (Lithuanie et provinces ruthènes). Toutes ces revendications ont été l'objet des études dans les pages qui suivront; elles avaient reçu partiellement ou entièrement satisfaction, suivant que les Puissances Alliées devant lesquelles toutes les revendications furent posées, les avaient acceptées ou non. Il y a eu un grand débat autour de ces questions et on peut dire, d'une façon générale, qu'ici les grands buts de guerre des Alliés furent appliqués. La Pologne avait servi d'exemple de réparation des injustices commises contre son peuple; sa constitution est le plus éclatant démenti de la politique d'avant et d'après le traité de Vienne.

SECTION IV. — *La Posnanie, la Prusse occidentale et la Prusse orientale*

La Prusse orientale se compose des territoires d'Allenstein, de Stulm, de Rosenberg, de Marienbourg et de Marienwerden, et historiquement fait partie de la Pologne.

En traitant les problèmes de la Pologne et surtout dans le règlement des frontières de l'Allemagne, les Principales Puissances alliées et associées avaient posé deux principes fondamentaux: le premier est que les Puissances alliées et associées se trouvent placées dans l'obligation toute spéciale d'user de la victoire qu'elles ont remportée pour rendre à la nation polonaise l'indépendance dont elle a été injustement privée il y a un siècle... Le premier devoir des Alliés est de réparer cette injustice. Le second principe, proclamé par les Alliés et formellement accepté par l'Allemagne, est que seront rendus à la Pologne restaurée les régions aujourd'hui habitées par une population indiscutablement polonaise. (Réponse des Puissances alliées et associées aux remarques de la délégation allemande sur les conditions de la paix).

En ce qui concerne les provinces prussiennes de *Posnanie* et de *Prusse occidentale*, ces régions, au moment du partage, étaient habitées par une majorité de Polonais (1) à l'exception

(1) C'est dans le duché de Posen qu'est né l'Etat des Piast. D'après les statistiques officielles sur 42 districts, qui composent la province de Posen, il y en a 11 situés à l'ouest et dans la vallée de Netze, qui font partie de la régence de Bromberg où la population polonaise n'atteint pas 50 0/0 alors que dans les 31 autres elle va de 50 à 91 0/0.

La Prusse occidentale est formée en majeure partie de l'ancienne Prusse royale. Elle appartenait avant 1466 à l'Ordre teutonique; elle passa cette année à la Pologne mais conserva toujours une notable proportion de la population allemande.

de quelques villes et de certains districts où des colons allemands s'étaient infiltrés, la région était entièrement polonaise de langue et de sentiment. Ne voulant pas appliquer ici la loi historique dans toute sa force, les Puissances ont laissé à l'Allemagne les régions de l'Ouest touchant au territoire allemand où prédomine, d'une façon indiscutable, l'élément allemand. Mais accepter les propositions allemandes, cela signifierait se solidariser avec les mesures exceptionnelles de rigueur que les Allemands usaient envers la population polonaise. Admettre qu'une politique de ce genre puisse donner des droits permanents sur un pays, ce serait donner un encouragement et une prime aux actes les plus flagrants d'injustice et d'opposition.

Afin d'éliminer toute possibilité d'injustice, les Puissances alliées et associées ont fait examiner de nouveau avec soin les frontières occidentales de la Pologne et ont consenti à certaines modifications qui auront pour résultat de diminuer dans l'ensemble le nombre d'Allemands rattachés à la Pologne. En particulier, les Puissances alliées et associées ont décidé de s'en tenir strictement à la frontière historique entre la Poméranie et la Prusse occidentale, de la manière à ne joindre à la Pologne dans cette région aucune portion de l'Allemagne située en dehors de l'ancien royaume de la Pologne (1).

En ce qui concerne la *Prusse orientale* (2), le gouvernement

(1) Le plébiscite qui fut exécuté en Prusse occidentale le 11 juillet 1920 donna, sur 99.316 suffrages, 91.634 voix à l'Allemagne et 7.682 voix à la Pologne, (art. 96 du Traité de Versailles).

(2) Outre le *Wermie*, détachée de la Prusse Royale, cette province comprend la principale partie de l'ancienne Prusse ducale, territoire teutonique, devenu plus tard duché district de Prusse vassal de la Pologne qui échut plus

allemand déclare ne pouvoir pas accepter une solution par laquelle la Prusse orientale serait séparée du reste de l'Allemagne. De l'avis des historiens allemands qui ont toujours reconnus que cette province n'est pas du pays d'origine allemande, mais bien une colonie allemande, n'étant jusqu'en 1866 comprise dans les frontières politiques de l'Allemagne, le territoire en question n'est pas allemand. Les intérêts de ces colons allemands et dont le nombre ne dépasse pas 2 millions, d'avoir un contact direct avec le reste de l'Allemagne, doivent céder devant les besoins de toute une nation d'obtenir un accès direct à la mer. Dantzig est le seul port aménagé à cet effet. En plus, d'après tous les renseignements, il existe dans la région d'Allenstein une majorité polonaise considérable. La note allemande soutient par contre que cette région n'est pas habitée par une population incontestablement polonaise et suggère que les Polonais ne désirent pas être séparés des Allemands. C'est précisément parcequ'il peut y avoir quelque doute sur les sympathies politiques des habitants que les Puissances alliées et associées sont décidées à instituer un plébiscite dans cette région. Là où les affinités de la population ne sont pas douteuses, un plébiscite n'est pas nécessaire; là où il y a doute, un plébiscite s'impose. On remarque avec surprise que les Allemands, au moment même où ils prétendent adopter le principe de libre disposition, refusent d'accepter les moyens les plus évidents de l'appliquer.

Il est question de la Prusse orientale dans les articles 94-98 du traité de paix de Versailles.

tard, par voie d'héritage, aux électeurs de Brandenbourg; ceux-ci lui empruntèrent le nom qu'ils donnèrent au royaume de Prusse.

Art. 94 délimite le territoire plébiscitaire.

Art. 95. Dans un délai qui n'excédera pas quinze jours, à compter de la mise en vigueur du traité, les troupes et autorités allemandes se retireront de cette province en s'abstenant de toute réquisition. A l'expiration du délai de quinze jours, la zone de la Prusse orientale sera placée sous l'autorité d'une commission internationale de cinq membres, nommés par les Principales Puissances alliées et associées avec des pouvoirs sensiblement les mêmes que les autres commissions du même genre. Aurent droit au vote: les personnes ayant 20 ans révolus et domiciliées ou nées dans cette province depuis la date qui sera fixée par la Commission. Le vote a lieu par commune et il sera déterminé aussi d'après les communes. Le résultat du vote sera communiqué à la Commission qui le transmettra avec un rapport détaillé aux Principales Puissances alliées et associées lesquelles Puissances traceront la frontière et inviteront les autorités de Pologne et de Prusse orientale, d'en prendre possession.

Art. 96 et 97 prévoient un plébiscite dans les cercles de Stuhm et de Resenberg et la partie du cercle Marienburg; la population devait se déclarer pour la Pologne ou la Prusse orientale d'après les mêmes formalités que celle de la Prusse orientale.

(1) Le plébiscite dans la Prusse orientale donna, sur un ensemble de 361.063 suffrages, 355.655 voix en faveur de l'Allemagne et 7.408 voix en faveur de la Pologne. Ce résultat extrêmement défavorable à la Pologne, vient de la façon dont les listes électorales dans la province plébiscitaire étaient dressées, et contre lesquelles le gouvernement polonais avait protesté.

Maintes fois, notamment le 3 juillet 1920. Après le plébiscite, une nouvelle note polonaise (du 17 juillet) fut rédigée et remise aux Alliés, refusant d'accepter les résultats du plébiscite et énumérant des raisons convaincantes. La mauvaise foi de la part d'Allemagne était plus que claire. Mais les Alliés en tinrent peu de compte dans leur décision finale.

L'*art.* 98 prévoit des conventions que la Pologne et l'Allemagne auront à conclure à propos de la Prusse orientale et la ville libre de Dantzig.

SECTION V. — *La question de Dantzig*

Au point de vue ethnique, Dantzig et sa population sont en grande majorité allemandes. A Dantzig, sur une population totale de 170.000 habitants, il n'y a que 3 0/0 de Polonais, et dans la région 94 0/0 de la totalité de la population est allemande.

Immédiatement à l'ouest de Dantzig, se trouve une bande de territoire peuplée par les Polonais qui relie les régions de la Pologne historique à la Baltique. Ce couloir a une largeur minima de 8 à 10 kilomètres et atteint la mer entre Zoppot et l'embouchure du Piasnitz. Cette côte malheureusement est impraticable aux navires, parcequ'elle est peu profonde et sablonneuse, et à part les ports d'Elbing et de Königsberg qui sont assez loin, Dantzig est le mieux aménagé et le plus proche.

La ville de Dantzig a changé plusieurs fois de maîtres : depuis son apparition dans l'histoire, en 997 jusqu'en 1308, elle était polonaise ; puis devient la propriété des chevaliers teutoniques (de 1308 jusqu'en 1458) pour redevenir ensuite polonaise. Ce n'est qu'après le second Partage en 1733 qu'elle devient prussienne, exception faite de 1806-1813 quand elle devint française.

Economiquement, le mouvement du port de Dantzig est remarquable. Il sert de débouché naturel aux régions de la Prusse occidentale, de la Posnanie, du Royaume de Pologne,

avec la Vistule qui est son artère. Mais afin de détourner le trafic par ce port, la Prusse a fourni toute espèce de facilités (voies fluviales, voies ferrées), aux ports de Stettin et de Königsberg. Rallié avec la Pologne actuelle par les voies ferrées directes et l'aménagement de la Vistule, le port de Dantzig connaîtrait une grande prospérité. Parce qu'elle ne pourrait vivre sans son arrière pays, les Polonais revendiquent la ville de Dantzig comme indispensable à la vie de leur Etat.

Vu la grande majorité allemande dans la ville de Dantzig et la région environnante, la Conférence de la Paix n'a pas cru possible de l'attribuer à la Pologne. La meilleure solution et la seule acceptable, c'était de l'ériger en ville libre, ce qu'elle n'a pas manqué de faire. Il est question de la ville libre de Dantzig dans la section XI, intitulée « Ville libre de Dantzig » (art. 100-108).

L'art. 100 délimite le territoire de la ville libre de Dantzig.

Art. 101 prévoit la constitution d'une Commission, composée de trois membres comprenant un Haut-Commissaire, président, nommés par les Principales Puissances alliées et associées, d'un membre nommé par l'Allemagne et un par la Pologne, qui devra être constitué dans les 15 jours qui suivront la mise en vigueur du traité de Versailles, pour délimiter la ligne frontière, en tenant compte autant que possible des limites communales existantes.

Art. 102 Le territoire de Dantzig, défini dans l'art. 100, sera érigé en ville libre de Dantzig, sous la protection de la Société des Nations.

Art. 103. La constitution de la Ville libre de Dantzig sera élaborée d'accord avec un Haut Commissaire de la Société

des Nations, par les représentants de la Ville libre, régulièrement désignés.

Art. 104. Une Convention, dont les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à négocier les termes et qui entrera en vigueur en même temps que sera constituée la ville libre de Dantzig, interviendra entre le gouvernement polonais et ladite Ville libre en vue: 1^o de placer la Ville libre de Dantzig en dedans des limites de la frontière douanière de la Pologne et de pourvoir à l'établissement d'une zone franche dans le port; 2^o d'assurer à la Pologne, sans aucune restriction, le libre usage et le service des voies d'eaux, des docks, bassins, quais et autres ouvrages sur le territoire de la Ville libre nécessaires aux importations et exportations de la Pologne; 3^o d'assurer à la Pologne le contrôle et l'administration de la Vistule et de l'ensemble du réseau ferré dans les limites de la Ville libre... ainsi que le contrôle et l'administration des communications postales, télégraphiques et téléphoniques entre la Pologne et le port de Dantzig; 4^o d'assurer à la Pologne le droit de développer et d'améliorer les voies d'eau, docks, bassins, quais, voies ferrées, etc...; 5^o de pourvoir à ce qu'aucune discrimination soit faite, dans la Ville libre de Dantzig, au préjudice des nationaux polonais et autres personnes d'origine ou de langue polonaises; 6^o de faire assurer par le gouvernement polonais la conduite des Affaires Extérieures de la Ville libre de Dantzig ainsi que la protection de ses nationaux dans les pays étrangers.

Art. 105. Dès la mise en vigueur du présent traité, les ressortissants allemands domiciliés sur le territoire décrit à

l'art. 100, perdront, *ipso facto*, la nationalité allemande, en vue de devenir nationaux de la Ville libre de Dantzig.

Art. 106 prévoit l'option des personnes plus âgées de 18 ans et domiciliées sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, pour la nationalité allemande, pendant deux ans, de la mise en vigueur du traité de Versailles.

Art. 107. Tous les biens appartenant à l'Empire ou à des Etats allemands et situés sur le territoire de la Ville libre de Dantzig seront transférés aux Principales Puissances alliées et associées pour être rétrocédés par elles à la Ville libre ou à l'Etat polonais, selon ce qu'elles jugeront équitable de décider.

Art. 108 prévoit les charges financières à supporter par la Ville libre de Dantzig à l'Allemagne et la Prusse.

Ainsi, la Ville libre de Dantzig, tout en étant indépendante au point de vue de sa constitution, est intimement liée à la Pologne. Lors de la remise du projet de traité de paix à la Délégation allemande, celle-ci répondit que le gouvernement allemand « doit rejeter le rapt que l'on veut faire de Dantzig et doit maintenir sa prétention que Dantzig et ses environs soient laissés à l'Empire allemand ». Dans leur réponse, les Puissances alliées et associées, tout en reconnaissant le caractère allemand de la Ville libre, entendent rendre à celle-ci une large indépendance locale et une grande prospérité économique ; indépendance locale : celle qu'elle avait joui lorsqu'elle faisait partie de la Pologne ; prospérité économique : celle d'un grand port d'un grand Etat, ne subissant aucune entrave dans son cours de vie.

Depuis que le traité de Versailles est mis en vigueur et les art. 100-108 appliqués, la Ville libre de Dantzig s'est

constituée et organisée, et tout tend à espérer que rien n'entravera son développement et sa prospérité commerciale.

SECTION VI. — *La question de la Haute-Silésie*

La province de la Haute-Silésie, telle que l'art. 88 la définit, ne faisait pas partie du Royaume de Pologne au moment du partage, mais cela ne veut pas dire que cette province ne doit pas faire partie de la Pologne actuelle, vu que la majorité de la population de l'avis même des Allemands est indiscutablement polonaise et qu'en conséquence les principes du président Wilson sont parfaitement applicables (Réponse des Principales Puissances alliées et associées aux remarques de la Délégation allemande sur les conditions de la paix). Mais afin de donner une suite à la prétention allemande, qui nie ces faits pourtant indiscutables.

« les P. P. alliées et associées sont disposées à laisser résoudre la question par ceux qu'elle concerne particulièrement. Elles ont décidé en conséquence que ce territoire ne serait pas immédiatement cédé à la Pologne, mais que des mesures seraient prises pour y instituer un plébiscite ».

Les Puissances reconnaissent les retards et les difficultés de toute sorte que le plébiscite occasionne. Mais elles ne reculent pas devant les difficultés.

« La restauration de l'Etat polonais, disent-elles, est un grand fait historique qui ne peut se produire sans briser beaucoup de liens, sans causer beaucoup de difficultés temporaires et sans troubler beaucoup de personnes, mais les Puissances all. et ass. ont eu pour principal souci de fournir une sérieuse protection aux Allemands qu

vont être transférés à la Pologne aussi bien qu'à toutes les autres minorités de religion, de race ou de langue ».

Ainsi, dans la rédaction définitive du traité, la Haute-Silésie apparaît comme une province soumise au plébiscite. Il est question dans les articles 88-93 du traité de paix de Versailles.

L'*art. 88* délimite d'abord le territoire plébiscitaire. Les gouvernements polonais et allemand s'engagent à exercer sur aucun point de leur territoire aucune poursuite et à ne prendre aucune mesure d'exception pour aucun fait politique survenu en Haute-Silésie pendant la période transitoire. L'Allemagne renonce à tous ses droits sur la Haute-Silésie en faveur de la Pologne. *Annexe*: § 1. Dans le délai de quinze jours qui suivront la mise en vigueur du traité de paix, les troupes et autorités allemandes devront évacuer ladite zone, en s'abstenant de toute violence ni réquisition. § 2. La zone du plébiscite sera immédiatement placée sous l'autorité d'une Commission internationale de quatre membres désignés par les Etats-Unis, la France, l'Empire britannique et l'Italie et occupée par les troupes des Puissances alliées et associées dont le gouvernement allemand s'engage de faciliter le transport. § 3. La Commission jouira de tous les pouvoirs exercés par le gouvernement allemand ou le gouvernement prussien, sauf en matière de législation ou d'impôt. Elle prendra toutes

(1) Mais antérieurement, cette province faisait partie de l'Etat polonais. (V. *Dmowski*: La question polonaise, p. 32). La Haute-Silésie d'après la doctrine polonaise, faisait partie du Royaume de Pologne, sous les Piasts. Au *xii^e* siècle, elle fut en même temps partagée en petites principautés. En 1355 Casimir le Grand renonça aux droits qu'ils avaient sur elles au profit des rois de Bohême. Au *xvi^e* siècle elle passa avec le reste de la Bohême sous la domination des Habsbourg. Au milieu du *xvii^e* siècle, elle fut conquise par la Prusse.

les mesures propres à assurer la liberté, la sincérité et le secret du vote. Elle pourra notamment prononcer l'expulsion de toute personne qui aura, d'une façon quelconque, tenté de fausser le résultat du plébiscite par des manœuvres de corruption ou d'intimidation. Les décisions de la Commission seront prises à la majorité des voix. § 4. Le vote aura lieu à l'expiration d'un délai à fixer par les Principales Puissances alliées et associées mais qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder dix-huit mois, à dater de l'entrée en fonction de la susdite Commission dans la zone. Le droit de suffrage sera accordé à toute personne sans distinction de sexe, satisfaisant aux conditions suivantes: a) avoir 20 ans révolus au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle aura lieu le plébiscite; e) être né dans la province plébiscitaire ou y avoir son domicile depuis une date à fixer par la Commission, qui ne saurait être postérieure au 1^{er} janvier 1919. Le résultat du vote sera déterminé par commune, d'après la majorité des votes dans chaque commune. § 5. « A la clôture du vote, le nombre des voix dans chaque commune sera communiqué par la Commission aux Principales Puissances alliées et associées en même temps qu'un rapport détaillé sur les opérations du vote et qu'une proposition sur le tracé qui devrait être adopté comme frontière de l'Allemagne en Haute-Silésie, en tenant compte du vœu exprimé par les habitants ainsi que de la situation géographique et économique des localités ». § 6. Aussitôt que la frontière sera tracée, l'Allemagne et la Pologne seront invitées à prendre la possession des territoires qui leur seraient attribués et les pouvoirs de la Commission prendront fin.

Art. 90 relatif à l'obligation de la Pologne d'autoriser l'ex-

portation des produits des mines de la Haute-Silésie en Allemagne.

Art. 91 relatif à l'acquisition de la nationalité polonaise.

Art. 93 relatif à la protection des minorités de race, de langue et de religion en Pologne.

A la simple vue de ces dispositions, la question de la Haute-Silésie paraît facile à résoudre. Mais il n'en est rien. D'abord la Commission internationale dans la zone plébiscitaire n'a pas eu l'autorité nécessaire; la population allemande, d'abord tranquille, se révoltait plus ou moins ouvertement. Des procédés d'intimidations furent inventés contre les Polonais. Le vote fut préparé et ajourné plusieurs fois (V. dans le *Temps* du 20 mai 1920 un article intitulé : La résistance au traité (lettres de Haute-Silésie).

Le territoire total de la Haute-Silésie est de 13.240 kilomètres carrés avec une population de 2.197.709 habitants, dont 57,2 0/0 sont Polonais, 38,9 0/0 Allemands et 3,9 0/0 Juifs, Tchèques et autres. De ce territoire sans plébiscite il a été attribué à l'Allemagne 2.012,7 kilomètres carrés avec une population de 216.555 âmes et à la Tchéco-Slovaquie 311,7 kilomètres carrés avec une population de 50.062 habitants (art. 83 du traité de Versailles). Reste donc soumis au plébiscite un territoire de 10.537,5 kilomètres avec une population de 1.887.183 habitants, plus une partie de la Silésie moyenne qui porte le territoire de la Haute-Silésie à 11.010 kilomètres avec une population de 1.934.840 habitants. — L'étude des statistiques allemandes prouve que la Haute-Silésie est par excellence une région ethnographiquement polonaise avec une souche de population allemande immigrée et même en

grande partie fabriquée aux recensements. D'après les recensements officiels de 1890-1910, il y a en

1890 sur le nombre total d'habitants de 1.396.255 (la statistique, ne mentionnent pas les Polonais.)

1900 sur le nombre total d'habitants de 1.690.270 — 1.265.461 Polonais

1905 — — 1.855.797 — 1.388.619 —

1910 — — 2.028.722 — 1.521.921 —

La province plébiscitaire était divisée en 22 unités ne correspondant pas à la division administrative antérieure de la province. A cause de la pression de la part des Allemands la population ne pouvait pas se déclarer en toute liberté. — Les résultats du plébiscite du 20 mars 1921, sont nettement défavorable à la Pologne. Sur 1.220.996 inscrits, il y avait 1.028.558 habitants et 192.408 émigrés, pour la plupart Allemands. Il y eut 1.186.234 votants dont 479.414 pour la Pologne soit 40,4 0/0 et 706.820 pour l'Allemagne soit 59,6 0/0. L'analyse du plébiscite nous donne une vue exacte. Sur le nombre total des émigrés de 192.408, on a voté pour la Pologne 10,120 soit 2,1 0/0 de l'ensemble des voix et 182.288, soit 25,8 0/0 pour l'Allemagne. Déduction faite des voix des émigrés, il reste parmi les habitants au total 993.826 voix dont 469.376 pour la Pologne (47,3 0/0) et 524.450 pour l'Allemagne (52,7 0/0). De 1.475 communes, 46,3 0/0 ont voté pour la Pologne. — En comparant les résultats du plébiscite avec les recensements officiels, on constate une telle différence de voix polonaises entre les habitants qu'il est impossible de l'expliquer que par l'influence des causes étrangères et extrêmement défavorable à la Pologne. Deux faits surtout ont influé sur le nombre des voix polonaises: d'abord, le nombre exagéré des émigrés allemands qui ne

concorde nullement avec les statistiques officielles sur l'émigration des habitants de la province plébiscitaire; ensuite, les grandes propriétés se trouvant entre les mains de l'ancienne noblesse polonaise germanisée et exceptionnellement importantes dans les districts où les Polonais sont en majorité, dont les maîtres allemands, par des procédés de toute sorte, obligeaient les paysans et économiquement leur défendant de voter pour l'Allemagne. Ce plébiscite donc, perd toute sa valeur à cause de procédés pareils et on peut en bon droit plaider sa révision ou sa complète nullité. C'était la thèse polonaise. Les Alliés avaient reculé devant ces propositions, pourtant justes, mais s'étaient laissés aussi longtemps attendre pour en donner une solution, quoique ils possédaient toute la liberté d'action suivant l'art. 88 annexe § 5.

Le Conseil Suprême se réunit à Paris le 9 août 1921, après avoir été plusieurs fois ajourné. C'est avec les meilleures volontés que les représentants anglais et français abordèrent le problème haut-silésien, sans arriver à s'entendre. La proposition de M. Briand était inacceptable pour les Anglais parce que trop favorable aux Polonais; celle de M. Lloyd George laissait aux Allemands l'important « triangle industriel » et environ 230.000 votants pour la Pologne; la Pologne aurait environ 150.000 votants Allemands. La proposition française suivait à peu près la ligne de frontière Sforza (il y avait plusieurs propositions de lignes de frontières, dont celle du général français Le Rond était la plus favorable à la Pologne; v. aussi les propositions du général anglais Percival, du général italien de Marinis, dans l'*Excelsior* du 13 octobre 1921). Mais le Conseil Suprême voulait absolument liquider la question haute-silésienne, et sur la proposition de

M. Lloyd George et conformément à l'article 11, paragraphe 2 du traité de Versailles (statut de la Société des Nations), il a décidé de renvoyer la question pour avis au Conseil de la Société. Une lettre à la date du 12 août, signée par le président du Conseil Suprême M. Briand, prie le Conseil de la Société des Nations d'accepter la proposition du Conseil Suprême. La Société des Nations qui se réunit quelques jours plus tard, après une sérieuse étude, transmet son avis le 12 octobre 1921 à M. Briand. Cet avis comprend: 1° Une lettre d'envoi; 2° Un préambule exposant les raisons pour lesquelles le Conseil a pris la décision de recommander la solution qu'il propose; 3° Le tracé de la frontière germanopolonaise en Haute-Silésie; 4° Des recommandations invitant l'Allemagne et la Pologne à conclure entre elles certaines conventions; 5° L'institution d'un régime économique pour les deux parties de la Haute-Silésie avec une Commission mixte qui en surveillera l'application. Cette Commission sera composée de deux représentants allemands et de deux représentants polonais, sous la présidence d'une personnalité neutre, qui aurait à trancher les litiges qui se produiraient entre délégués polonais et allemands. Dans sa note du 12 octobre, le Conseil de la Société des Nations expose le système de son travail et sa justification. C'est surtout en se tenant strictement du résultat de plébiscite que la frontière polono-allemande fut tracée. En partant du nord, la frontière passe par la province de Lublinitz, en laissant une importante partie de cette province et la ville même à la Pologne. Les villes de Tarnovitz, Königshutte, Kaltovitz et Rybnik restent à la Pologne, représentant un tiers de la superficie de la province entière. — La Conférence des am-

bassadeurs devant laquelle l'avis de la Société des Nations fut soumis, l'accepta dans son entier. M. Briand à la date du 20 octobre notifie cette décision aux gouvernements polonais et allemands, avec l'avis de la Société des Nations et insiste sur la nécessité d'acceptations de ces décisions par les gouvernements intéressés, car les gouvernements alliés sont décidés « de prendre telles mesures qu'ils jugeront opportunes pour exercer le plein effet de leur décision ». — Le gouvernement polonais a accepté tout de suite l'avis du Conseil de la Société des Nations et a désigné ses délégués pour la Commission mixte recommandée par le même Conseil. L'Allemagne, après une certaine hésitation et plusieurs manœuvres, accepte elle aussi. — Ainsi la grave question haute-silésienne fut enfin terminée.

Bibliographie.

- SCHILICKIN (Jean) : *La Haute Silésie allemande.* But de guerre.
MONFORT (H. de) : *Le problème de la Haute Silésie* (article publié dans la « Revue de la semaine illustrée »).
RZYMOWSKI (Vincent) : *La Pologne et la Haute Silésie.*
KUCCHARZEWSKI (Jean) : *Le dilemme de la Haute Silésie* (art. publié dans « la Gazette de Lausanne » du 23 janv. 1921).
WIERZEWSKI (André) : *Le problème de la Haute Silésie* (discours prononcé à la séance de la Diète polonaise le 28 janvier 1921).
MORIER (Général du) : *La haute Silésie.* Paris, 1921.
FIRICH (Charles) : *Le caractère polonais de la Haute Silésie.* Paris, 1921.
LEBRETON (Jean) : *La Pologne à la veille du Plébiscite de la Haute Silésie* Paris, 1921.

SECTION VII. — *La question de la Silésie de Teschen*

La Silésie de Teschen (en polonais Cieszyn), à cause de laquelle un grave conflit s'est élevé entre les Polonais et les Tchèques, mettant en péril les relations amicales des deux peuples slaves dans l'avenir et par conséquent la stabilité de la paix générale, est un petit pays de 2.282 kilomètres, composé d'une partie de l'ancien territoire hongrois (districts d'Opawa, de Zips, de Trenczyn) et de la province de la Silésie Orientale ou Silésie de Teschen proprement dite. — Cette province a l'aspect d'un rectangle nettement délimité, sauf dans sa partie septentrionale. A l'Est, elle est séparée de la Galicie par la rivière Bialka. A l'ouest, la rivière Ostrawica la sépare de la Moravie. Au Sud, elle descend jusqu'aux Baskrides occidentaux qui appartiennent au système des Karpathes, dans lesquels prennent leurs sources la Vistule, l'Olza et l'Ostrawica. Dans sa partie septentrionale, sa frontière est ouverte. — Au point de vue administratif, la Silésie de Teschen était divisée en quatre districts : ceux de Frydec, Frystat (Frysztat), Teschen et Bilsk (Bilsko). — La population est répartie entre les Polonais, les Tchéco-Slovaques et Allemands, qui s'élève au nombre de 426.370, d'après les statistiques officielles de 1910. — Il importe d'examiner imparfaitement les deux points de vue.

La thèse tchèque (1) se base sur les considérations d'ordre historique, ethnographique, religieuses et économiques.

(1) V. L'art. de M. Benes: Le problème de la Silésie de Teschen, dans la revue la « Nation Tchèque », 4^e année, n^o 18-20 (1919). — L'article de M. J. E. Pichon, dans le *Radical* du 10 juin 1919 et son étude dans les « Travaux du Comité d'études, t. II, 1919.

1) *Raisons historiques.* — La Silésie fait partie de la Bohême du xiv^e siècle, quand le roi tchèque Jean de Luxembourg proclama ses droits sur ce pays, et la majorité des ducs de Silésie reconnut sa suzeraineté (1327). Son successeur, Charles IV, proclama la Silésie fief perpétuel de la Couronne tchèque et confirma cet acte, cette fois comme empereur d'Allemagne, en 1355. Depuis cette date, c'est toujours au titre de roi de Bohême que les empereurs d'Autriche régnaient sur cette province (v. Ferdinand I^{er} en 1526, et François Joseph en 1858).

2) *Raisons ethnographiques.* — D'après les statistiques basées sur la langue usuelle, les Polonais forment 54,85 0/0 de la population ; 45,15, n'étant pas Polonais (Sur 426.370 habitants, les Polonais sont au nombre de 223.850, soit 54,85 0/0, Tchéco-Slovaques, 115.604, soit 27,11 0/0, et Allemands, 76.916, soit 18,04 0/0). Mais cette majorité des Polonais est artificielle, ce qui prouvent plusieurs injustices électorales surtout la langue usuelle et l'immigration des ouvriers polonais et la polonisation de la population indigène, à partir de 1848, date d'ouverture, devant une grande hostilité de la population d'écoles purement polonaises.

3) *Raisons religieuses.* — Un tiers de la population de la Silésie de Teschen (environ 80.000) est protestant tandis que tous les autres Polonais sont catholiques. Les protestants polonais sont en opposition contre la Pologne catholique, tout en gardant des vives sympathies pour les institutions libérales de la Tchéco-Slovaquie.

4) *Raisons économiques.* — L'Etat Tchéco-Slovaque, étant un Etat surtout industriel, le territoire de la Silésie de Tes-

chen, vu ses immenses richesses naturelles (houillères et ferrovières surtout), est indispensable à la vie de la nation Tchéco-Slovaque. De grandes entreprises tchèques s'y trouvent, sans lesquelles, l'Etat Tchéco-Slovaquie tomberait à l'esclavage économique de ses puissants voisins. En plus, le chemin de fer Oderberg-Jablankov-Kaschan, reliant la Silésie à la Slovaquie du Nord, et la Slovaquie avec les trois autres provinces tchèques, est d'une importance capitale pour les relations de la Slovaquie avec le reste des provinces de la république Tchéco-Slovaquie. En face des grands gisements houilliers de la Silésie prussienne, le petit territoire de l'éendue d'un arrondissement ne représente rien pour la Pologne.

En conclusion, l'annexion à la Pologne du territoire en question: *a)* tuerait toute une grande région industrielle et lèserait ainsi les intérêts vitaux de la nation; *b)* rendrait impossible le contact politique et économique des deux parties importantes de la nation en lui enlevant une des plus importantes voies de communication; *c)* mettrait ainsi l'Etat Tchéco-Slovaque à la merci de son voisin dans ces deux questions importantes et rendrait probable une tension entre ces deux Etats.

La thèse polonaise (1) se base elle aussi sur les considérations d'ordre historique, ethnographique, linguistique et économique.

1) *Raisons historiques.* — La Silésie de Teschen avant le xiv^e siècle, la date où elle était soumise malgré elle au roi de Bohême, était un pays purement polonais, ce qu'avouent

(1) V. *Henri Grappin*: La question de la Silésie de Teschen.

même les savants tchèques (v. Nierdelé: Les races slaves, p. 62). En 1138, Boleslas II, ayant partagé la Pologne entre ses fils, ceux-ci se disputaient autour de la succession, les Germains et les Tchèques profitèrent pour y immigrer lentement. En 1327, les Tchèques s'emparèrent de la province, que Casimir le Grand fut obligé de reconnaître par le traité de Tranczyn en 1335. Mais ce qui est l'essentiel dans cette prise, c'est que les Tchèques ont agi ici comme l'avant-garde du Germanisme, et ont inauguré par cela une lutte entre ces deux peuples, qui ne se terminera plus.

2) *Raisons ethnographiques.* — La longue durée de la domination étrangère a fait disparaître dans la Silésie de Teschen, la plupart des souvenirs historiques polonais, mais la masse du peuple est restée intacte grâce à son attachement profond à la terre, le peuple n'avait jamais perdu de vue ses origines et ses traditions polonaises. En 1848 apparaît à Teschen le premier journal polonais de la province, avant qu'aucun autre journal, ni tchèque, ni allemand, n'ait encore vu le jour.

Le germanisme avait pour devise d'exploiter économiquement les paysans polonais, de les forcer à travailler dans les énormes majorats, ou dans les mines et usines, les laissent complètement à la merci des patrons allemands. — L'administration du pays était pour 90 0/0 entre les mains des Allemands et des Tchèques. Sans écoles, persécutés partout, les Polonais encore dans les élections n'avaient qu'un député pour 73.490 voix, tandis que les Allemands en avaient un pour 12.350 et les Tchèques pour 48.750. L'entente entre les Tchèques, immigrant continuellement, et les Allemands dans cette province était surtout dirigée contre les Polonais,

mais ceux-ci numériquement ne diminuaient pas, ce que les statistiques démontrent.

En 1910, il y avait dans la Silésie de Teschen 426.667 âmes (les Tchèques en donnent 426.370) réparties entre les Polonais 233.850 (54 0/0); les Tchèques 115.604 (27 0/0) les Allemands, 76.916 (18 0/0) et divers 297 (0,1 0/0). Si on compare ces statistiques précédentes de 1900, on constate la diminution des Polonais de 6 0/0, tandis que ceux-ci, de l'aveu de tout le monde, sont plus prolifiques (l'excédent des naissances sur les décès était de 17,58 0/0, tandis qu'il n'était chez les Tchèques que de 9,8 0/0 et chez les Allemands que 8,6 0/0. Si on y ajoute l'émigration de plus en plus considérable des Polonais de Galicie en Silésie de Teschen, on se rend bien compte de l'inexactitude des statistiques. Les agents de recensement sont Allemands et Tchèques, très souvent suspects de partialité.

Les statistiques malgré tout, accusent la supériorité numérique de l'élément polonais (54,8 0/0, sur l'ensemble de la province). Si l'on met de côté le district le plus oriental, celui de Frydek (sur lequel les Polonais n'élèvent aucune prétention) et si on considère les 3 districts restants, le pourcentage polonais apparaît beaucoup plus remarquable encore :

Année 1900.....	P. 76 %	T. 6 %	A. 18 %
— 1910.....	P. 69 %	T. 11 %	A. 20 %

3) *Délimitations linguistiques.* — Dans les 8/10 du territoire de la province on parle le véritable polonais; les savants polonais et les savants tchèques sont tous d'accord là-dessus : Safarick, en 1842, Sembali en 1864, Niederlé, asimir Nitsch). Il n'y a que dans le district de Fridjek où l'on

parle le tchèque. Quant à la langue transitoire, entre le polonais et le tchèque, elle commence à cette dernière province et se prolonge en Moravie.

4) *Raisons économiques.* — Les Tchèques prétendent que les deux bassins houilliers, celui de Karwina et Ostrawa constituent un tout géologique et économique, ce qui est un argument à deux tranchants. Tout au plus, on peut dire, que le bassin de Karwina fait partie du sol polonais, tandis que celui d'Ostrawa appartient aux pays Tchèques. Quant aux voies de communication, les Tchèques possèdent trois chemins de fer qui relient la Slovaquie à la Moravie sans passer par la Silésie de Teschen, tandis que Bogumin (Oderberg), un des points des plus importants sur la voie ferrée de Berlin à Bukarest et Constantinople, est le point de jonction des principales voies ferrées qui traversent le territoire de la Pologne.

En conclusion, les Polonais prétendent que les droits historiques des Tchèques sont nuls. Leurs droits ethnographiques se limitent à une zone occidentale que la Pologne n'a jamais revendiquée. L'unique argument qui leur reste, celui des « intérêts vitaux » ne résiste pas à l'examen.

Pendant la guerre, les Polonais et les Tchèques s'étaient unis et avaient provisoirement oublié leurs querelles d'avant-guerre. Ils manifestaient partout la solidarité slave. A l'armistice avec les Bulgares et la débâcle prochaine des Austro-Allemands, les habitants de la Silésie de Teschen constituèrent un Conseil national Polonais de la Silésie de Teschen avec le siège à Teschen et un Conseil national Tchèque avec le siège à Polska Ostrava, à la frontière de la Moravie. Des rixes regrettables s'étant produites entre les Tchèques et les

Polonais, ces deux peuples signèrent une convention provisoire qui porte la date du 5 novembre 1918, et par laquelle le district de Frydek, avec certaines localités du district de Frysztat (6 communes), dépendra du Conseil National tchèque, tout le reste de la province est soumis au Conseil National Polonais. L'accord du 5 novembre fut confirmé d'abord par le gouvernement provisoire tchèque, puis renié le 30 novembre par le même gouvernement devenu définitif. Les pourparlers n'aboutissaient à rien. Les Polonais se plaignent de ce que les Tchèques ont profité de leur désorganisation intérieure: au lieu de leur prêter secours, ceux-ci n'ont fait qu'augmenter les désordres. Le 21 janvier 1919, un mémorandum fut envoyé au Conseil National Polonais de Teschen, énumérant les droits de la Bohême sur cette province et les raisons pour lesquelles elle en devait prendre possession par force. Le 23, les opérations militaires commencèrent, suivies des proclamations par lesquelles les Tchèques se disaient exécuteurs de la volonté des Alliés, ce que les Polonais contestèrent. Enfin, les Polonais accusèrent les Tchèques, avec des preuves que nous ne pouvons pas vérifier, des cruautés dépassant largement celles qu'on a vues pendant la guerre.

Etant donnés l'intransigeance et les arguments plus ou moins valables de part et d'autre, en plus, vu que le conflit s'est élevé entre les populations alliées et amies de l'Entente, et qu'un partage impartial de la province est presque impossible sans une consultation nationale, nous croyons que le meilleur moyen de résoudre ce conflit est le plébiscite international, excluant les intéressés et donnant le contrôle exclusif aux puissances alliées et associées.

Les gouvernements polonais et tchéco-slovaques, n'ayant

pu s'entendre sur le tracé de la frontière et n'ayant pas confiance dans le résultat d'un plébiscite, le cabinet de Prague ayant refusé la solution du litige par voie d'arbitrage, il ne restait plus pour la Conférence des Ambassadeurs qu'un moyen de mettre fin à cette irritante question : prendre elle-même la responsabilité du tracé de la frontière, ce que le président du Conseil polonais et le Ministre des Affaires étrangères Tchéco-Slovaques, ne manquèrent pas de faire à la Conférence de Spa, par une lettre datée du 10 juillet 1920 en acceptant d'avance la décision. Le tracé de la frontière, rendu peu après, attribue le bassin houillier de Karvin en entier à la Tchéco-Slovaquie ; la frontière part immédiatement au sud-ouest de la ville de Teschen, attribuée à la Pologne, mais dont les faubourgs, peuplés par les Allemands, font partie de la République Tchéco-Slovaque. Une convention devra intervenir entre la Tchéco-Slovaquie et la Pologne, garantissant à celle-ci la fourniture de charbon égale à celle que la Pologne importa en 1913 de cette province, afin que celle-là ne subisse aucun dommage de la perte du bassin de Karvin.

Cette décision, sage et impartiale, parce qu'elle tient compte de la répartition de la population ainsi que des besoins économiques du pays perdant, fut acceptée sans protestation par les nations intéressées. Elle liquida une grave question laissée en suspens par les traités de paix de 1919.

SECTION VIII. — *Le problème de la Galicie orientale*

Les régions de la Galicie orientale sont habitées par les Polonais et Ukrainiens (Ruthènes), qui y sont depuis longtemps établis et si confusément répartis que toute division semble impossible et que l'attribution de toute la province à l'un ou l'autre des adversaires provoquerait un mécontentement et un irrédentisme dangereux. Polonais et Ruthènes font preuve de la même intransigeance sur ce point.

I. *Thèse polonaise.* — Les Polonais pour démontrer leurs droits à l'annexion de la Galicie orientale, invoquent des raisons géographiques, historiques, ethnographiques, civilisatrices, économiques et politiques (1).

1° *L'argument géographique.* — La Galicie orientale, disent les Polonais, continue la Galicie occidentale et la Pologne; il est impossible de trouver avant les Karpathes et la Podolie, une frontière naturelle. Le réseau fluvial rapproche ce pays de la Pologne et l'écarte de l'Ukraine. Par son sol, son aspect, ses communications, la Galicie orientale est polonaise.

2° *L'argument historique.* — Les noms des villes des plus anciennes de cette province: Przemysl, Sambor, Sanok, prouvent le caractère polonais du pays. Les premiers documents

(1) *Panenko*: La Galicie; pays polonais, Paris 1919, et *autecœur*: Le problème de Galicie orientale, dans les Travaux du comité d'études, t. II (Questions européennes). La Galicie orientale fait partie de la province autrichienne de la Galicie qui appartenait en entier à l'Etat polonais et qui fut rattaché à l'Autriche, lors du premier partage de la Pologne sous le nom de Royaume de Galicie et de Lodométrie, auquel on annexa, en 1846, le Duché de Cracovie. Depuis 1867, ce pays possède des institutions autonomes et est administré par des Polonais. La Galicie possède une superficie de 78.532 kilomètres carrés avec une population de 7.725.223.

historiques où il soit question de la Galicie orientale, la représentent comme une région polonaise (v. le chroniqueur Nestor, vers 986). Historiquement, la Galicie ne dépendit des Ukrainiens que soixante-quinze ans aux ^x^e et ^{xi}^e siècles; elle fut pratiquement indépendante deux cents ans aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles; depuis 1340, sauf de 1378-1387, période où les Hongrois l'occupèrent, elle fut sans interruption polonaise, ce qu'elle doit rester.

3^o *L'argument ethnographique.* — La population de la Galicie est mêlée, mais la majorité est polonaise. En 1910, sur 8.036.000 d'habitants, 59 0/0 étaient Polonais; 40 0/0 Ruthènes et 1 0/0 Allemands. Dans 21 districts, correspondant à la Galicie orientale, il n'y avait pas 1 0/0 de Ruthènes, tandis qu'en aucun district de la Galicie orientale le nombre des Polonais n'était inférieur à 12 0/0. Dans 26 districts, il était égal à 90 0/0, majorité qui n'atteignaient nulle part les Ruthènes. Le nombre des Polonais catholiques romains ou grecs, ou israélites seraient donc en 1910, 2.700.000 environ, celui de Ruthènes de 3.100.000. Les deux groupes sont à peu près égaux, mais étant donné que les Polonais sont plus prolifiques que les Ruthènes et émigrent moins, dans peu d'années, le nombre des Polonais en Galicie orientale atteindra celui des Ruthènes.

4^o *L'argument de la civilisation.* — La civilisation de la Galicie orientale est entièrement polonaise. Au ^{xix}^e siècle, le poète ruthène Zaleski écrivait encore en polonais. Le ruthénisme est une invention de Vienne, pour diviser les peuples slaves et régner sur eux. La conscience polonaise est très développée, ce qui n'est pas le cas des Ruthènes. Dans les communes entièrement ruthènes, il y a sur 1.000 habi-

tants, 620 d'illettrés; dans les communes polonaises, 263 seulement. Le paysan polonais est très attaché à son sol. Les Polonais occupent les principaux emplois dans l'administration, le commerce, la vie publique en général; les Ruthènes n'ont pas d'activité, ni d'attachement profond pour ce pays.

5° *L'argument politique.* — Si on veut avoir la paix dans l'Europe orientale, on doit attribuer la Galicie orientale à la Pologne, qui défendra efficacement l'autre partie de l'Europe du péril bolchevick. Au contraire, donner la Galicie orientale à l'Ukraine, c'est courir les plus grands dangers. Les Ukrainiens ont toujours été « les protégés, les agents, les instruments aveugles du germanisme tout au cours de cette guerre, qu'au cours du siècle dernier ». Ils seraient toujours l'organe de la Russie qui s'installerait à Przemyśl, à Lwow, enfoncée comme un coin vers l'Europe occidentale. Donner la Galicie orientale à l'Ukraine, ce serait enfin vouloir le martyre de 2 millions de Polonais, tandis que ces derniers ont toujours humainement traité les Ruthènes.

II. *Thèse ukrainienne* (1). — La Galicie orientale est géographiquement une terre ukrainienne. L'Ukraine, d'après Rudnickyj, est nettement limitée au Sud par une zone montagneuse, les Carpathes, les Jajla en Crimée et le Caucase. Dans les Carpathes, la terre ukrainienne atteint les Bas-Beskidés, habités par les Lemkis, de race ukrainienne et est bornée par le cours de Poprod. D'après Rudnickyj, la frontière ukrainienne passerait à l'Ouest du col de Dukla et de la haute

(1) V. Rundnickyj, professeur de l'Université de Lwow (Lemberg) : *Ukraina, Land und Volk*, Wien 1916.

vallée de Poprad, rejoindrait le San à Przemyśl, dont elle occuperait les plateaux situés à l'ouest d'elle.

2° *L'argument historique.* — La Galicie orientale est un pays ukrainien, ce qui prouve son caractère ukrainien, malgré la domination polonaise. -- Le duché de Halitch fut désigné par les chroniqueurs du nom de Russia Minor et Russia de Kiyev était Russia Major. C'est sous le règne de Danilo (1203-1264) par le pape Innocent IV, que la Galicie fut érigée en royaume. Cet Etat avait pour frontière la ligne du fleuve San, le pays de Lemki inclus, la Bukovine du Nord avec la ville de Tchernovitz et quatre comitats de la Hongrie du Nord-Est... Lwow, l'ancienne capitale de Galicie-Lodomérie, fut fondée par ce même roi au XIII^e siècle, qui lui donna son nom actuel en l'honneur de son fils Léo. — Les cartes anciennes prouvent qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles, la Galicie orientale était considérée comme ukrainienne.

3° *L'argument ethnographique.* — Les Polonais interprètent faussement les statistiques en s'attribuant les Juifs qui ne veulent pas devenir Polonais. Selon M. Rudwykyj:

En Galicie (78.500 km. — 8.000.000 d'habitants), les Ukrainiens au nombre de 3.210.000 soit 40 0/0 de l'ensemble de la population (auprès de 59 0/0 de Polonais et 17 0/0 d'Allemands) occupent un territoire continu de 56.000 km. carrés sur lequel ils forment 59 0/0 de la population. Les chiffres sont ceux du recensement de 1910, qui par son parti pris peut être considéré comme un cas inique de tous les Etats civilisés de l'Europe. En effet, non seulement tous les Juifs (qui parlent un jargon allemand) sont donnés comme Polonais, mais encore tous les Ukrainiens catholiques romains, dont le nombre en Galicie orientale dépasse le demi-million, et 170.000 d'Ukrainiens grecs.

« Si au lieu de suivre cette statistique fondée sur la langue d'usage, nous établissons nos calculs sur la statistique dressée

d'après les croyances, qui ne peut être aussi artificielle, nous arrivons pour les catholiques grecs ukrainiens à 3.380.000 (42 0/0 pour les catholiques romains polonais à 3.730.000 (47 0/0) et pour les Juifs à 870.000 (11 0/0). — D'après la religion, on compterait en Galicie orientale 62 0/0 d'Ukrainiens, 1.350.000 — 25 0/0 de Polonais et plus de 660.000 — 12 0/0 de Juifs. D'ailleurs, d'après les recherches de Ochrimovytch, le nombre des Ukrainiens de la Galicie orientale doit être portée au moins à 3.500.000 et avec les catholiques romains Ukrainiens de la Galicie orientale à 4.000.000. Nous nous en tiendrons au chiffre de 3.380.000 ». (Ukraina, p. 145).

En écartant les Juifs, et en corrigeant les statistiques officielles, d'après les données de M. Rudwykyj, on arriverait donc aux chiffres suivants :

<i>Ukrainiens :</i>		
grecs	Catholiques	romains
3.380.000	plus	500.000 = 3.880.000
<i>Polonais :</i>		
romains	Catholiques	romains ukraniens
3.731.000	moins	500.000 = 3.231.000

La majorité appartient donc aux Ukrainiens pour l'ensemble de la Galicie et à plus forte raison pour la Galicie orientale.

4^e *L'argument de la civilisation.* — Les Ruthènes de la Galicie orientale ne sont pas des Barbares. Ils ont produit des grands poètes comme Ivan Franko. Ils ont une Université à Lwow avec d'éminents professeurs. De nombreux journaux et livres ruthènes y sont publiés. Si le pourcentage des lettrés est favorable aux Polonais, c'est parce que ceux-ci y comptent les Juifs, ensuite, ils s'étaient opposés à l'instruction des Ruthènes par toute force, notamment dans les grandes proprié-

tés terriennes polonaises. — La conscience nationale existe bien fortement établie chez les Ruthènes: ils veulent tous devenir Ukrainiens. Dans cette intention, la Grande Assemblée nationale s'était constituée le 4 janvier 1919, et avait décidé de se joindre à la Grande Ukraine.

5° *L'argument politique.* — En Ukraine, un parti politique seulement représente la germanophilie; la grande majorité de la population est au contraire ententophile. Les Ukrainiens veulent seulement détruire la féodalité des grands propriétaires, ce qui n'est pas le bolchevisme, contre lequel ceux-là ont pris des mesures très énergiques, qu'affirment les télégrammes du Secrétaire d'Etat du territoire occidental de la République Ukrainienne et les ordres du jour du général Pavlenko, commandant des troupes ukrainiennes de Galicie.

Accorder la Galicie aux Polonais, concluent les Ukrainiens, ce serait accepter les statistiques fausses et leurs interprétations erronées, perpétuer une oppression séculaire et violer le principe fondamental du programme wilsonien, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En analysant impartiellement ces arguments opposés, dont quelques-uns n'ont pas de valeur, on constate que: 1° les catholiques romains sont dispersés dans toute la Galicie orientale; 2° ils sont concentrés plus particulièrement en un certain nombre d'agglomérations autour de Lwow, où ils ont la majorité absolue — 53 0/0 contre 47 0/0 dans les régions de Przemyśl, Sambor, Stanisławow, Cieszanow et Tarnopol-Buczecz; 3° La masse des catholiques romains la plus considérable est la plus éloignée de la Pologne. Elle se trouve dans

les districts orientaux sur le territoire de la Galicie et de la Podolie, c'est-à-dire dans le voisinage de l'Ukraine.

La proportion des Polonais serait beaucoup plus forte, s'il fallait compter les Israélites comme Polonais, mais en est-il ainsi ?

Les Israélites. — La majorité des Juifs de Galicie se trouve dans la partie orientale de la province: 672.715 sur 871.895. Sauf à Lwow, ils ne dépassent pas 10 0/0 à 25 0/0 de la population totale. Dans certaines régions, leur nombre est inférieur à 10 0/0.

La population juive est dans la diminution en comparaison aux autres peuples de la Galicie. Lors du recensement, la langue juive ne figurait pas; alors les Juifs se déclarèrent en grande partie Polonais; certains parmi eux se reconnaissaient Ruthènes ou Allemands. Pendant la guerre, le territoire de la Galicie était continuellement fouillé par les armées. Les Juifs reconnaissaient le pouvoir du vainqueur. Ils étaient même tenté de se donner aux Ukrainiens qui avaient l'habileté de nommer à Kiew un ministre juif. En résumé, les Juifs accepteront l'un ou l'autre des occupants, pourvu qu'ils respectent leurs privilèges et se montrent libéraux.

Les Ruthènes. — En Galicie orientale, les Ruthènes s'étendent en masse presque continue le long des Carpathes, au sud du Dniester, mais mêlée dans la plupart des autres districts à des minorités polonaises, qui oscillent entre 25 0/0 et 50 0/0.

Il est hors de doute que les Ruthènes forment un peuple différent de celui des Polonais. Leur langue est voisine du petit russe ou ukrainien. La guerre a éveillé en beaucoup

de paysans ruthènes, la conscience nationale. Après avoir oscilé entre l'autonomie et la russification pure (1848), les Ruthènes, aujourd'hui en grande partie, désirent appartenir à l'Ukraine.

Dans les élections de 1907 et 1911, la statistique nous fournit le nombre suivant de voix:

	Polonais	vieux Ruthènes	Ukramiens	Sionistes
1907	617.544	152.395	403.539	24.757
1911	639.208	127.108	262.961	23.202

Soit sur 1.000 voix:

1907	516	127	333	21
1911	555	112	313	20

Pour la Galicie orientale seule, la statistique de 1911 est la suivante:

1911	310.239	116.631	362.555	21.661
------	---------	---------	---------	--------

Soit sur 1.000 voix:

1911	328	144	447	27
------	-----	-----	-----	----

Soit le total des voix pour la Galicie orientale: 811.086.

Tandis que les Polonais votaient en Galicie orientale pour le candidat national, les Ruthènes divisaient leurs voix entre candidats russophiles ou vieux Ruthènes et Ukramiens, séparatistes. Les vieux Ruthènes n'eurent la majorité absolue que dans très peu de districts.

L'instruction chez les Polonais est plus développée que chez les Ruthènes; le pourcentage est tout en faveur des Polonais.

Le prolétariat ukrainien est l'élément de désordre et le danger constant pour les propriétaires terriens polonais. La Ga-

licie orientale est un pays agricole où la propriété est polonaise et la main-d'œuvre ruthène. Le commerce presque entier se trouve entre les mains des Juifs (90 0/0).

La Galicie orientale souffre aujourd'hui des grands maux : la répartition de la propriété, domaines trop vases ou trop petits, et l'émigration définitive aux Etats-Unis ou temporaire pendant les moissons dans les pays environnant, tout cela aggrave le problème. — La Galicie orientale à la suite de la longue union avec la Galicie occidentale, semble économiquement orientée plutôt vers la Pologne que vers l'Ukraine. Il n'est pas permis toutefois d'affirmer que la Galicie orientale serait ruinée par l'annexion à une Ukraine indépendante.

En conclusion, on peut prétendre que l'union douanière de ce pays avec la Pologne est nécessaire pour son développement économique et procéder à un plébiscite international, après l'avoir laissé, un certain temps, sous la direction des puissances alliées et associées. Les voix juives semblent pouvoir décider de quel côté le pays doit aller.

Une décision du Conseil suprême des puissances alliées et associées, du 25 juin 1919, autorise les Polonais de poursuivre les opérations contre les Bolchevicks jusqu'à la rivière Zbrucz, en pleine Galicie orientale. La Délégation ukrainienne à la conférence de la paix protesta immédiatement par la lettre du 2 juillet courant contre une pareille décision qui porte atteinte à la souveraineté territoriale de la République ukrainienne entre les mains étrangères et offense gravement son sentiment national. Par une lettre du 11 juillet courant, la Délégation ukrainienne mentionne les faits dont les Polonais se sont rendus coupables et qui sont tous vérifiés par les au-

torités compétentes. — Le même, 11 juillet, la Délégation ukrainienne reçut la communication suivante du secrétariat général de la Conférence de la Paix :

« Le gouvernement Polonais sera autorisé à établir un gouvernement civil en Galicie Orientale, après avoir conclu avec les Puissances Alliées et Associées un accord dont les clauses devront sauvegarder, autant que possible, l'autonomie du territoire ainsi que les libertés politiques, religieuses et personnelles de ses habitants. — Cet accord reposera sur le droit de libre disposition qu'exerceront, en dernier ressort, les habitants de la Galicie Orientale quant à leur allégeance politique ; l'époque à laquelle ce droit s'exercera sera fixée par les Puissances Alliées et Associées ou par l'organe auquel celles-ci pourraient déléguer ce pouvoir ».

Par une lettre du 15 juillet courant, la Délégation ukrainienne répondit contre cette décision qui enlève toutes les possibilités aux habitants de la Galicie orientale de s'exprimer librement dans un vote que les puissances entrevoient.

SECTION IX. — *Les territoires revendiqués de l'ancien Empire russe*

Dans l'*ancien Empire russe*, la Pologne revendique : 1^o Le *Royaume de Pologne*, qui constitue le centre des terres polonaises. C'est de toutes les terres polonaises celle qui, dans le dernier siècle, avait subi les plus grandes transformations. Au dernier démembrement, il fut partagé entre la Prusse et l'Autriche. Depuis 1807, il constitua la partie principale du duché de Varsovie — Etat indépendant créé par le traité de Tilsit, en 1815, et devint le Royaume de Pologne, autonome et constitutionnel, mais lié à la Russie par l'union réelle ; en 1832, après l'insurrection de 1830, il fut incorporé dans

l'Empire de Russie, tout en étant gouverné en vertu des lois spéciales, par les autorités organisées d'une façon particulière; depuis 1865, après l'insurrection de 1863, on y introduisit graduellement les institutions russes; on n'y laissa que le code civil Napoléon. Depuis le manifeste d'octobre 1905, le pays a pu être mieux dirigé, mais les fonctionnaires avaient conservé, malgré tout, leur ancienne routine administrative. Ces pays, excepté la partie du Nord où les Lithuoniens sont en majorité, présentent le centre du polonisme, de langue, de sentiment, de culture.

2° *Pays annexés.* — Lithuanie et Provinces ruthènes comprennent les gouvernements de Kovno, Vilna, Grodno, Minsk, Mohilev, Vitebsk, Volhynie, Podolie et Kiev. La superficie totale de ses régions s'élève à 470.000 kilomètres avec une population de 23 millions d'habitants, ou les Polonais sont souvent en minorité surtout dans les gouvernements limitrophes.

Ces revendications polonaises furent presque entièrement réalisées après l'offensive victorieuse des Polonais contre les Bolcheviks (août-octobre 1920). Mais tous les accords qui s'en suivirent (et ils sont nombreux) n'ont qu'un caractère provisoire, étant donné que le gouvernement stable n'existe pas encore en Russie. Qui sait si ce travail immense ne sera à recommencer plus tard...

SECTION X. — *La question juive en Pologne*

La question juive dans les pays d'Europe orientale et en particulier, en Pologne, se pose d'une façon très aiguë, et la gravité du problème est d'autant plus grande que les Juifs

habitent ses pays en masses compactes, mais non point assimilés, comme ailleurs; ils y conservent toute leur individualité. La répugnance réciproque entre les Polonais et les Juifs, les met très souvent aux prises, qui dégénèrent en repressions sanglantes appelées pogroms.

§ I. — *Origine et évolution des Juifs de la Pologne.* — Le chroniqueur Cosmos de Prague raconte qu'en 1098, les Juifs de Bohême, craignant les persécutions, envoyèrent leurs richesses en Hongrie et en Pologne. C'est le premier texte qui parle des Juifs (E. Denis). Au moyen-âge, dès le x^{ve} siècle, nous trouvons dans les principales villes une commune juive, avec une administration et organisation propres, qui représente et défend les intérêts de tous les Israélites du rayon.

A l'origine, les Juifs ne relevaient que de l'autorité royale et ne s'établissaient que sur les domaines du prince; ils devinrent bientôt les intermédiaires entre le peuple et les princes, ce qui ne faisait qu'augmenter la haine de la population envers eux. A la suite d'une crise au x^{vi}^e siècle, la bourgeoisie polonaise tombe pour céder la place aux Juifs qui prirent tout le commerce entre leurs mains en exclusivité. Au x^{vii}^e siècle, l'immense richesse accumulée par les Juifs, se conserve dans leurs familles par les rapprochements étroits des alliances et des mariages, et par l'ouverture des écoles purement juives la seule langue des hébreux sera enseignée.

Au xii^e siècle, on voit les Juifs s'installer à Kiev; au xiii^e siècle, ils vont en Volhynie. Expulsés de la Pologne en 1495, ils rentrent favorisés par Sigismond I^{er}, qui leur accorde de très larges privilèges (statut Lithuanien de 1529 leur est appliqué). Au x^{viii}^e siècle, les Juifs sont les débiteurs insolva-

bles des jésuites polonais. Devant l'impossibilité de payer, la population polonaise se révolta, surtout en xviii^e siècle, d'où les persécutions lamentables. Mais c'est en Russie que les Juifs ne sont plus tolérés, surtout sous Ivan III le Terrible et Catherine. Après le partage de la Pologne, la Russie traita les milliers de Juifs qu'elle incorpora dans son Etat, en sujets russes (loi de 1772). Cette tolérance dura jusqu'en 1825, quand Nicolas I^{er} inaugura une politique plus hostile aux Uniates qu'aux Juifs. Sous Alexandre II, les Juifs jouissent de la liberté relative, puis plus tard, on leur interdit de s'établir dans les anciennes provinces russes, mais dans les régions occidentales de l'Empire, les Juifs peuvent entrer dans certaines écoles ainsi qu'acquérir les domaines.

II. *Période des persécutions gouvernementales et des pogroms.* — A l'avènement d'Alexandre III (1881), les hostilités envers les Juifs reprirent sous la forme de pogroms. Les événements obligèrent le gouvernement de mener une enquête, qui conclua à la culpabilité de la population juive qui tenait les auberges poussant à l'ivrognerie les paysans russes et polonais et pratiquait l'usure. Une nouvelle enquête (en 1883) loin de confirmer ces faits, les trouve inexacts, s'étend longuement sur la situation misérable de la population juive et propose le changement de législation en en faveur des Juifs, qui n'eut aucune suite. Des nouvelles persécutions enlevèrent aux Juifs certains emplois et les déplacements dans les zones interdites. Alors la misère des Juifs atteignait son dernier stade.

III. *Le mouvement national juif en Pologne.* — Les Juifs commencèrent à s'émanciper de leurs vieilles traditions, quant

les pogromes de 1881 leur enlevèrent tout espoir pour les temps meilleurs. Alors ils devinrent révolutionnaires et commencent à haïr cette société qui les entoure et les opprime.

Les Juifs cherchèrent et trouvèrent le fondement de leur nationalités sur la langue hébraïque, conservée depuis leurs origines. Mais il faut remarquer tout de suite, que cette langue subissait l'influence des pays environnants : ainsi nous voyons naître le *ladin* chez les Juifs espagnols et le *yidisch* chez les Juifs allemands et polonais, dans lequel la proportion allemande est si forte que les Polonais se sont vus dans l'obligation de l'interdire dans les écoles de peur d'une influence germanique de ce côté.

En France et en Angleterre, la fusion des Juifs et des nationaux s'était faite d'une façon assez complète, mais avec une certaine résistance. — En Pologne, d'autre part, il est trop tard d'assimiler les Juifs. Devant cette impossibilité, les Polonais offrent aux Juifs le titre de citoyen polonais, mais ceux-ci demandent un autre : celui de citoyen juif dans l'Etat polonais, ce qui n'est pas la même chose.

Les revendications juives se firent sentir au Congrès de Vilna (mars 1905) par la Ligue pour l'affranchissement du peuple juif en Russie. Cette ligue demande la plénitude des droits civils, politiques et nationaux, la liberté du plein développement national et moral entendu dans tous les sens, en particulier, une très large autonomie avec une autorité supérieure qui dirigera toute la vie juive et exercera une sorte de contrôle sur les administrations locales juives. — Les Sionistes, en plus, demandent le royaume de Jérusalem. Ces demandes juives ont rencontré une très vive résistance auprès des partis bourgeois polonais.

IV. *Le mouvement national juif en Galicie.* — D'après les recensements de 1900, on comptait en Galicie environ 800.000 Juifs (en 1910, 883.875). Ils s'occupent presque tous de commerce. Par l'introduction du suffrage universel en Autriche (en 1907), les Sionistes ont mené une campagne très active et ont réussi à faire élire trois de leurs candidats en Galicie et en Boukovine. Mais la masse juive très ignorante ne savait pas profiter de son succès électoral.

V. *Solution du problème.* — En Pologne historique, on n'a pas été antisémite. Les pogroms n'apparurent qu'à un moment où le commerce polonais se développait considérablement et trouvait comme concurrent les commerçants juifs. Mais les Juifs qui fuyaient des pogroms de Russie, se sont montrés en Pologne, assez hostiles à l'idée polonaise et se sont mis au service de la politique moscovite. En Russie, les Israélites étaient victimes de la bureaucratie et de la police. En Pologne, ceux-ci ont contre eux l'immense majorité de la population. La réconciliation, si elle est possible, doit commencer par la cessation des violentes persécutions, des irritations des populations. Après cette paix relative, tout paraît s'arranger.

D'après les statistiques officielles que les Juifs contestent, il y aurait des Israélites sur les terres de l'ancienne République plus de 6 millions. Dans l'impossibilité d'obtenir l'indépendance complète, ni des larges autonomies on pourrait commencer par la proclamation de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, en dehors de toute acceptation religieuse, et admission des Juifs à toutes les fonctions publiques.

La nécessité d'une protection internationale de la popula-

tion juive s'étant fait sentir lors de la constitution de la Pologne, les Puissances alliées et associées ont cru nécessaire d'obliger la Pologne d'une façon spéciale, à l'accomplissement des obligations envers les minorités ethniques, et plus spécialement envers les Juifs. C'est l'article 93 du Traité de Versailles, 1^{er} alinéa, qui est ainsi conçu :

« La Pologne accepte, en en agréant l'insertion dans un traité avec les principales Puissances Alliées et Associées, les dispositions que ces Puissances jugeront nécessaires pour protéger en Pologne les intérêts des habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion ».

C'est d'autre part, le traité signé entre les principales Puissances alliées et associées à la Pologne à la date du 28 juin 1918, dont la rédaction a été trois fois changée (v. Délégation polonaise à la Conférence de la paix: Actes concernant le traité entre les cinq Principales Puissances et la Pologne, signé à Versailles le 28 juin 1919).

Le premier projet de traité élaboré par la Commission des Nouveaux Etats, a été envoyé le 21 mai 1919 à M. Dmowski par l'intermédiaire de M. Berthelot, auquel répondit M. Paderewski, président du Conseil des Ministres polonais, le 31 mai courant dans ces termes :

« Au nom du Gouvernement Polonais je déclare que la Pologne accordera à toutes les minorités de race, de langue et de culte les mêmes droits qu'ont tous les autres nationaux. Elle leur assurera les mêmes libertés qui leur ont déjà été accordées ou seront accordées par les grandes nations et Etats occidentaux ».

C'est l'acceptation formelle du principe. Mais la Délégation polonaise à la Conférence de la Paix, présente le 16 juin certaines objections graves; le traité en question aurait pour

but l'ingérence dans les questions intérieures de Pologne, si funeste pour ce malheureux pays. Par le contrôle que les Puissances se réservent dans les questions polonaises, la Pologne voit s'imposer les obligations portant à l'essence et la forme même de sa constitution, ce qui constitue une humiliation à cet Etat, qui se croit et est réellement un Etat au même niveau que les autres Etats occidentaux. — Suivent une deuxième, puis une troisième rédaction du projet de traité accompagnée d'une lettre du 24 juin 1919 du Président de la Conférence M. Clémenceau à M. Paderewski, dans laquelle celui-là donne à celui-ci certaines explications importantes: 1^o Le projet de traité ne fait que continuer une tradition déjà bien établie, qui veut qu'on impose le respect des minorités ethniques aux Etats nouvellement constitués. Exemple: la Serbie, le Monténégro et la Roumanie au Congrès de Berlin; 2^o Cette tradition s'impose aux principales Puissances d'autant plus que c'est « aux sacrifices et aux efforts » des dites Puissances « que la Pologne doit la récupération de son indépendance ». Réunissant les habitants de la Pologne dans un Etat, les Puissances croient indispensable d'imposer les obligations » au moyen des garanties sous la forme la plus permanente et la plus solennelle à la population de la Pologne » qui resteront quels que soient les changements intérieurs de la constitution de l'Etat polonais. Les mêmes obligations d'ailleurs seront insérées dans les traités de paix avec l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie; 3^o La compétence pour les contestations concernant la protection des minorités passe à la Ligue des Nations, ou plus exactement à sa Cour de justice, présentant toutes les garanties d'impartialité; 4^o A la différence de protection des minorités en 1878, ou celles-ci

étaient relativement peu nombreuses, en 1919, les minorités étant considérables, les puissances sont persuadées qu'en les protégeant d'avance, les minorités ethniques s'accommoderaient plus facilement à ce nouvel état de choses et se reconcilieraient avec la majorité de la population; 5° Les minorités ethniques en conséquence, d'après le texte même du projet de traité, jouiront les privilèges des citoyens; 6° « Les clauses 10 et 12 traitent expressément le problème des citoyens juifs en Pologne. Les informations parvenues à la connaissance des principales Puissances alliées et associées en ce qui concerne les relations entre les Juifs et les autres citoyens polonais, ont amené ces dernières à la conclusion qu'en raison du développement historique de la question juive et des passions suscitées à cet égard, une protection spéciale est nécessaire pour les Juifs. Les clauses proposées ont été limitées au minimum indispensable, à savoir: le maintien des écoles juives et la protection des Juifs dans le libre exercice des prescriptions religieuses du Sabbat. *Ces clauses ne doivent créer aucun obstacle à l'unité politique de la Pologne; elles ne constituent nullement une reconnaissance des Juifs en tant que communauté politique autonome ou séparée à l'intérieur de l'Etat polonais* (nous avons souligné le texte vu sa grande importance)... Il n'y a rien d'incompatible avec la souveraineté de l'Etat dans le fait de reconnaître et d'accorder protection à des écoles où doivent être élevés des enfants sous l'influence religieuse à laquelle ils sont accoutumés chez eux... Les dispositions du traité n'empêchent pas l'Etat polonais de rendre obligatoire l'instruction en langue polonaise dans toutes écoles ou établissements d'éducation ». Ce passage est d'une grande importance, parce qu'il donne la clef à la dis-

cussion qui s'est ouverte tout de suite après la signature du traité et qui dure encore. Malheureusement l'interprétation logique de M. Clémenceau n'a pas été toujours suivie ni acceptée; 7^o Clauses économiques et quelques mots flatteurs pour la Nation polonaise. — Dans la réponse de M. Paderewski du 26 juin 1919, à M. Clémenceau, celui-là se déclare prêt à signer le dit traité, vu les nombreuses modifications qu'on a insérées sur la proposition de la délégation polonaise, le priant toutefois d'en consentir encore quelques-unes bien insignifiantes. Après quoi la troisième rédaction du projet de traité fut signée à Versailles, le 28 juin 1919, entre les principales Puissances alliées et associées et la Pologne.

Le traité contient deux chapitres (le premier relatif à la protection des minorités article 1-12; le second contenant les clauses commerciales et économiques: article 13-19) et deux annexes (annexe première: conventions télégraphiques et radio-télégraphiques, des chemins de fer, sanitaires et autres; annexe II article 20-21).

Le préambule reconnaissait l'indépendance polonaise.

Analyse du Chapitre premier: *Article premier*. — L'engagement de la Pologne au respect du premier chapitre qu'elle reconnaît comme loi fondamentale et qu'aucune loi ne contredira.

Art. 2. La protection de la vie et de la propriété aux ressortissants polonais de langue, race, religion, différent de la majorité des Polonais.

Art. 3. Reconnaissance par la Pologne de plein droit et sans aucune formalité des ressortissants, allemands, autrichiens, hongrois ou russes, domiciliés à la date de la mise en vigueur du présent traité, comme ressortissants polonais.

Art. 4. Relatif aux personnes de nationalité allemande, autrichienne, hongroise ou russes nées sur le territoire polonais de parents étrangers.

Art. 7. Reconnaît l'égalité de traitement des ressortissants polonais de langue, religion et race différente de celles de la Pologne.

Art. 8. Relatif aux institutions charitables, religieuses ou sociales et écoles ou établissements d'éducation des minorités ethniques « avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion ».

Art. 9 réglementant les écoles et subventions de l'État polonais aux minorités ethniques.

Art. 10 stipulant la part des Juifs dans les fonds publics assignés aux écoles.

Art. 11. Le respect du Sabbat et le samedi est désormais assuré aux Juifs.

Art. 12. Toute modification de ce traité doit être approuvée par la majorité de la Ligue des Nations. Les principales Puissances s'engagent d'avance à respecter toute division de ce genre,

Le traité du 28 juin 1919 vise principalement les Juifs. En leur assurant une protection sans exemple, les principales Puissances ont voulu par cela sauvegarder leur individualité ethnique. Toute tentative de pogrom ou d'assimilation par les Polonais constitue une violation du dit traité, d'où saisissement de la Ligue des Nations et le différend qui s'ouvrira ensuite donnera certainement tort aux Polonais, non pas certes parce qu'ils seront toujours coupables, mais parce qu'on les considère déjà comme anti-sémites, ce qui n'est pas exact. A notre avis, la seule solution possible du problème

juif, consiste dans la création d'un grand Etat juif, dans lequel partirait tous ou la plus grande partie des Juifs ; les restants seraient obligés ou bien de s'assimiler aux nationaux et dans ce cas il n'y aurait pas de différence entre les Juifs et les nationaux, ou bien de conserver leur nationalité juive et d'être traité en conséquence, comme étrangers, ressortissants de l'Etat juif. Toute autre solution nous paraît anormale et contraire à cette grande règle du droit international privé qui veut que personne ne possède plus d'une nationalité (1).

(1) Pour la protection des minorités dans le traité de St-Germain du 10 sept. 1919, voyez les art. 51, 57, 60, et sections V (art. 62-69) et VI (art. 70-82).

Bibliographie sur la Pologne (généralités)

- GUMPCLOWICZ (Louise). — *Le mouvement social en Autriche. La question polonaise*. Extrait de la *Revue internationale de sociologie*, 3^e année, n^o 2, février 1895, Paris. V. Giard et E. Brière, 1919, in-8^o.
- POTOCKI (Antoine). — *La Pologne contemporaine*. Paris, E. Pelletan, 1904, in-4^o.
- GRAPPIN (Henri). — *Histoire de la Pologne de ses origines à 1900*. Paris, édition de la « *Revue de Pologne* », in-12^o, 188 p.
- CLEINOW (George). — *Die Zukunft Polens*. Leipzig, F. W. Grunow, 1908, in-4^o.
- DMOWSKI (R.). — *La question polonaise*. Traduit du polonais par V. Gastrowicz. Paris, A. Collin, in-16^o, 1913.
- BELARIUS. — *Das polnische Problem*. Zurich, 1945, in-8^o, 18 p.
- NOAILLES (Marquise de). — *Les frontières de la Pologne*. Paris, imp. de G. Bureau, 1915, in-16^o, 80 p.
- Les aspirations autonomistes en Europe. Leçons faites à l'école des hautes études sociales*, Paris, 1916.
- LASSERRE (Henri). — *La résurrection de la Pologne*. P. Lethielens, 1917, in-16^o, 91 p.
- FREJLICH (Joseph). — *La structure nationale de la Pologne. Etude statistique*. Neuchâtel, imp. de Ahinger, 1918, in-8^o, 79 p.
- LUTANSKI (Karol). — *Les partages de la Pologne et la lutte pour l'indépendance*. Lausanne, in-fol. XIX-712-XLIX, p. 1918.
- Recueil des actes diplomatiques, traités et documents concernant la Pologne*. Lausanne, 1918, in-fol.
- BIENAIME (Georges). — *Ce qu'il faut savoir de la question polonaise*, 1919, Paris, in-8^o, 72 p.

- LACOUR-GOYET (G.). — *La Pologne au Congrès de la paix*. Société de géographie, Paris, Masson, 1919, gr. in-8°, 19 p.
- TWORKOWSKI (Abbé Wincleslas de). — *Wilson et la question polonaise*. St.-Maurice, 1919, in-16°, 71 p.
- KUMANECKI (Dr K. W.). — *Comment fut constitué l'Etat polonais*. Paris, 1921, in-8°, 16 p.

Bibliographie de la Pologne (questions spéciales)

- ANDREAC (Friedrich). — *Preussische und russische Politik in Polen*. (1787-1789). Berlin, 1905.
- BOOK (Friedrich). — *Deutschland und Polen*. München, 1917, in-8°, 132 p.
- COMMISSION POLONAISE DES TRAVAUX AU CONGRES DE LA PAIX. — *Territoires polonais en Hongrie septentrionale*. Paris, imp. de Levé, 1919, in-4°, 11 p.
- BOOK (Friedrich). — *Les confins orientaux de la Pologne*. Paris imp. de C. Courmont, 1919, 2 fascicules, in-4°.
- BOOK (Friedrich). — *Questions relatives aux territoires polonais sous la domination prussienne*. Paris, imp. C. Courmont, 1919, in-4° 115 p.
- BOOK (Friedrich). — *Mémoire contenant la délimitation des frontières entre les Etats Polonais et Tchéco-Slovaque en Silésie de Cieszyn, Orawa et Spiez*. Paris, imp. de Levé, 1919, in-4°, 32 p.
- BOOK (Friedrich). — *Notes sur la statistique démographique des confins orientaux de la Pologne*. Paris, imp. de C. Courmont, 1919, in-4°, 44 p.
- BOOK (Friedrich). — *Mémoire sur la Galicie*. Paris, imp. de Levé, 1919, in-4°, 47 p.
- LOZYNSKY (Michel). — *Notes sur les relations Ukraino-Polonaises en Galicie pendant les 25 dernières années*, 1919, in-4°, 31 p.
- LOZYNSKY (Michel). — *L'Ukraine Occidentale (Galicie)*. L'invasion polonaise en Ukraine occidentale... Paris, 1919, in-8°, 71 p.
- PANENKO (J.). — *La Galicie pays polonais*. Paris, 1919, in-8°, 31 p.
- CHELOUKHINE (Serge). — *L'Ukraine, la Pologne et la Russie et le droit de libre disposition des peuples*. Paris, 1919, gr. in-8°, 8 p.
- SEAILLES (Gabriel). — *La question juive en Pologne*. Paris, Fischbacher, in-8°, 57 p.
- FUMPLOVICZ (Ludwick). — *La législation polonaise relative aux Juifs*. Kracow, imp. M. Hinimelblau, 1867, in-8°, (en polonais).
- LAZARE (Bernard). — *Le nationalisme Juif*. P. imp. Seock, 1898, in-8°, 16 p.
- SEGEL (Benjamin). — *Die polnische Jüdefrage*. Berlin, 1916, in-8°, 160 p.
- SPIRE (André). — *Les Juifs et la guerre*. Paris, Payot, 1917, in-16°, 281 p.
- BUJAC (François). — *La question juive en Pologne*. Paris, imp. de Levé, 1919, in-8°, 51 p.
- DENIS (E.). — *La question juive sur le territoire de la Pologne historique*. (Art dans les « Travaux du Comité d'Etudes », t. II.

CHAPITRE IV

L'Autriche-Hongrie. — Généralités

L'Empire austro-hongrois, le « brillant second » de l'Allemagne, dont le sort futur est réglé par le traité du 10 septembre 1919, dit de Saint-Germain, est un pays d'une superficie totale de 625.600 kilomètres carrés, avec une population de 49.458.421 habitants (Recensement du 1^{er} décembre 1910). Le dénombrement officiel de la population effectué le 1^{er} décembre 1910, donne les chiffres suivants au point de vue de la langue courante (Umgangssprache) parlée par les habitants et pratiquée en *Autriche* seulement.

Langues parlées d'usage courant	Nombre d'habit.	Proport. p. 100 hab.	Comparaison du dénombr. de 1901 et 1910
Allemand	9.950.266	35.58	+ 8.50
Tchèque, (bohémien, morave, slovaque).	6.435.983	23.01	+ 8.07
Polonais	4.967.984	17.76	+ 16.64
Ruthène	3.518.854	12.58	+ 4.24
Slovène	1.252.940	4.48	+ 5.04
Serbo-Croate	783.334	2.80	+ 10.11
Italien et ladin	768.422	2.74	+ 5.68
Roumain	275.115	0.98	+ 19.12
Magyar	10.974	0.03	+ 15.32
Total.	27.963.872	100.	+ 9.09

En Hongrie le dénombrement des habitants est fait sous la rubrique « Langues maternelles. »

Le recensement de 1910 donne les chiffres suivants :

Langues maternelles parlées	Hongrie proprement dite (y compris Fiume)		Croatie-Slovenie		Royaume de Hongrie		Comparaison du dénombrement de 1901 à celui de 1910
	Nombres absolus	Proportion pour 100 habitants	Nombre absolus	Proportion pour 100 habit.	Nombre absolus	Proportion pour 100 habit.	
Magyar	9.944.627	54.5	105.948	4.1	10.050.575	48.1	+ 15.0
Allemand	1.903.357	10.4	134.078	5.1	2.037.435	9.8	— 4.6
Slovaque	1.946.357	10.7	21.613	0.8	1.967.970	9.4	— 2.6
Roumain	2.946.186	16.1	846	0.0	2.949.032	14.1	+ 5.3
Ruthène	464.270	2.5	8.317	0.3	472.587	2.3	+ 10.0
Croate	194.808	1.1	1.638.354	62.5	1.833.162	8.8	+ 9.0
Serbe	461.516	2.5	644.955	24.6	1.406.471	5.3	+ 5.5
Autres langues	401.412	2.2	67.843	2.6	469.255	2.2	+ 18.0
	18.264.533	100.0	2.621.954	100.0	20.886.487	100.000	+ 8.5

Nous empruntons ces chiffres à l'excellent ouvrage de M. le Dr. *Arthur Chervin*: *L'Autriche et la Hongrie de demain*. Paris 1915, dont il donne une longue explication très instructive. Au fur et à mesure que nous étudierons les différentes nationalités qui se sont constituées sur les débris de l'ancien empire austro-hongrois, nous reparlerons de leur nombre; nous nous expliquerons alors avec plus de détails.

Mais il importe ici de donner une vue d'ensemble sur ces statistiques. Les corrections s'imposent et cela par les éléments suivants: 1^o la religion; 2^o les élections aux parlements ou les prétendues minorités battent les candidats du gouvernement, malgré la pression et l'appareil policiers qui sont contre eux; et 3^o les statistiques des habitants eux-mêmes, qui sont souvent plus exactes que celles du gouvernement. D'une façon générale, il faut manier les statistiques austro-hongroises avec la plus grande prudence, parce qu'elles sont toujours favorables aux Allemands (dans l'Autriche) aux Italiens (dans les provinces triestines, v. Angelo Vivante: *L'Irrédentisme adriatique*), aux Polonais (en Galicie) et aux Hongrois seuls dans la Hongrie.

Bibliographie de l'Autriche-Hongrie

- MILLE (L. L.). — *La question des nationalités en Hongrie*. (Paris, édition de la *Revue politique et parlementaire*, 1895, in-8°.)
OFFERMANN (Alfred v.). — *Die Bedingungen des constitutionallen Oesterreichs*. (Wien, W. Braumüller, 1900, in-8°, 110 p.)
CZERNIN (Rudolf v.). — *Der Sprachenstreit in Oesterreich-Ungarn*. (Wien, 1900, in-8°.)
CHÉRADAM (André). — *L'Allemagne, la France et la question d'Autriche*. (Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1902, in-16°, XXXII + 278 p. av. cartes).
CHÉRADAM (André). — *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX^e siècle*. (4^e édition, 1906).
BENES (Edouard). — *Le problème autrichien et la question tchèque*. Thèse

- pour le doctorat en droit de l'Université de Dijon. (Paris, V. Giard et E. Brière, 1908, in-8°, 312 p.).
- RAUCHBERG (Heinrich). — *Die Bedeutung der Deutschen in Oesterreich*. (Dresden, v. Zahn und Jaensch, 1908, in-8°, 42 p.).
- STEED (Henry Wickham). — *La monarchie des Habsbourg*. (Traduct. de l'anglais par Firmin, Roz. Paris, A. Collin, 1914, in-16°, VIII + 444 p.).
- CHERVIN (Arthur). — *L'Autriche et la Hongrie de demain. Les différentes nationalités d'après les langues parlées*. (Paris, Berger-Levrault, 1915, gr. in-8°, VIII + 119, p. av. cartes).
- ONNOUD (B.). — *Sur le cadavre d'un archiduc. Les origines et le développement du conflit austro-serbe*. (Paris, Librairie des publications pratiques, 1915, in-18°, 110 p.).
- RICHEL (Charles). — *Les coupables*. (Paris, E. Flammarion, 1916, in-16°, 273 p.).
- AUERBACH (Bertrand). — *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*. (Paris, F. Alcan, 1917, 2^e édition, in-8°, XXVI + 492 p. av. graphiques et cartes).
- PICHON (J.-E.). — *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*, avec une préface de M. Ernest Denis. (Paris, Bossard, 1917, in-8°, XXX + 315 p.).
- LARMEROUX (Jean). — *La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie (1875-1914)*. (1918, 2 vol.).

CHAPITRE V

Les revendications italiennes (1)

(LE TYROL ET LE TRÉNTIN)

C'est un caractère commun à toutes les revendications de l'Italie qu'elle fonde principalement sur les droits historiques. Dans l'étude de ses frontières, elle remonte volontiers jusqu'à l'antiquité romaine, par Venise, Aquilée, Byzance et l'empire d'Orient (v. *Scipio Slataper*: *Confini orientali*, publié dans le recueil: *Dal Brennero alle Alpi dinariche*, compilato da Francesco Bianco (Florence-Rome, editore Quattrini, sans date, mais postérieur à 1915, p. 30 et 33).

Aperçu historique très sommaire. — Sur la rive orientale de l'Adriatique, l'Autriche possédait l'Istrie comtale ou pré-alpine (districts actuels de Pisino, Volosca, Castelnovo) depuis 1374; vers la même époque, les Habsbourg s'étaient emparés du territoire de Postojna; Trieste avait demandé la protection de Léopold, duc d'Autriche. En 1501, l'Autriche avait hérité du comté de Gorizia et si Venise gardait encore

(1) *Charles Benoit*: Les revendications italiennes, dans les Travaux du comité d'études, t. III. — *Pietro Pedrotti*: *Le Trentin*, Paris, 1917. — Association nationale des professeurs d'Université d'Italie: *L'Italie et la guerre actuelle*, Florence 1916. — *Whitney-Warren*: Les justes revendications de l'Italie: La question de Trente, de Trieste et de l'Adriatique. *La Renaissance* du 4 août 1917 et du 13 octobre 1917. — *Flach* (Jacques): Les intérêts vitaux de l'Italie dans la guerre actuelle. Séances et travaux de l'Académie, janvier 1915, p. 41-58. — *Jean Pozzi*: *L'Italia irredenta*: « *Revue des Deux Mondes* », 1^{er} fév. 1915, p. 481-516.

L'Istrie maritime, c'est que les Habsbourgs n'y étaient que des maîtres passagers. En 1363, par la succession, les Habsbourg reçurent le comté de Tyrol, qui, après une longue résistance, fut enfin conquis par Maximilien. Trente et le Trentin au Nord-Ouest, Trieste et l'Istrie au Nord-Est, sont dès ce moment les deux pôles d'oscillation de la politique italienne.

Pendant la grande Révolution française, les provinces en question furent rattachées ou reprises à l'Italie (v. la paix de Campo-Formio du 17 octobre 1799; la paix de Presbourg du 26 décembre 1805; le traité de Munich, du 25 mai 1806; convention de Fontenaibleau, additionnelle au traité de Presbourg du 10 octobre 1807; traité de Vienne du 14 octobre 1809; traité de Paris, du 28 février 1810; décret de Schönbrunn du 23 juillet 1814).

Le point de vue stratégique. — L'Italie se dit être à la merci de l'Autriche, qui détient les vallées et les bassins supérieurs de l'Adige et de la Fella et toute la vallée et le bassin de l'Isonzo. En plus, l'Autriche possède tous les cols et passages vers la plaine de Pô. La frontière est tellement mal tracée que la surveillance douanière est presque impossible, étant donné que les habitants sont forcés de passer et de repasser continuellement la frontière.

Raisons pour lesquelles l'Italie revendique la Vénétie trentine, le Trentin et le Haut-Adige. — Déjà en 1866, l'Italie demanda la rectification des frontières de Vénétie, qui devaient être portées à l'Isonzo et à une ligne qui traverse la vallée de l'Adige au sud de Bolzano et au nord de Trente. C'est d'ailleurs suivre la ligne de délimitation que lord Pal-

merston en 1848 proposait. L'Italie d'alors ne demandait que la réunion des régions de langue italienne de l'ancien département du Haut-Adige.

Dans les contrées que l'Italie demandait en 1866, habitent actuellement 373.000 Italiens et seulement 12.000 Allemands — pour les deux tiers soldats et employés, répartis en quatre petits noyaux. Ce sont les vestiges du ^{xiii}^e siècle des mineurs allemands, que les évêques de Trente avaient fait venir pour exploiter leurs vallées. Ces Allemands étaient pour la plupart envoyés par le gouvernement pour germaniser le pays au moyen d'hôtellerie et du tourisme. C'est contre cette pénétration que les sociétés italiennes Pro Patria et Lega nazionale luttèrent.

A partir de 1880, la population italienne est en baisse à cause d'émigration au royaume d'Italie et en Amérique du Sud, sans esprit du retour. Dans la décade de 1880-1890 la population italienne n'augmente que de 10.749 âmes; dans la décade suivante 1890-1900 de 21.000. Mais dans les régions alpines, il est resté des vides qui n'ont plus été comblés. Sur 367 communes, la population a diminué définitivement dans 120. A partir de 1900, une forte propagande allemande commença. Mais malgré tout, d'après les dernières statistiques allemandes, il y a eu au Trentin 373.000 Italiens et 20.000 Allemands.

Mais pour beaucoup, il ne s'agit plus, comme en 1866, d'une rectifications qui porterait la frontière « à une ligne traversant la vallée de l'Adige au Sud de Bolzano et au nord de Trente ». La première pensée, après 40 ans de lutte et l'union de l'Italie, des patriotes italiens, se concentrait sur les limites de l'ancien évêché de Trente, qui passent au Nord de cette

ville. En 1890 s'est fondée sous la présidence de l'illustre historien de Venise, le sénateur Pompéo Malmenti l'Association « Haut-Adige », qui se proposait de réunir sous les *Atesani* dont le professeur Ettore Tolomei était l'âme, et à laquelle on donna pour l'organe permanent « l'Archivio per l'Alto Adige » (v. Ettore Tolomei: le Haut-Adige, Paris. G. Crès 1917).

M. Tolomei demande le Haut-Adige par ce qu'il fait géographiquement partie des terres italiennes. Mais la majorité de la population est allemande (180.000, contre 40.000 Italiens ou Latins parlant le dialect italien, le *ladino*).

« Mais si on considère le Haut-Adige conjointement au Trentin, qui est essentiellement italien et qui compte une population compacte de 307.000 Italiens, on doit reconnaître que toute la région montagneuse de l'Adige (600.000 d'habitants dont 420.000 Italiens) est italienne dans la proportion des trois quarts sur le total de la population, c'est-à-dire dans des proportions qui établissent de plein droit son caractère italien ».

La chaîne de partage des eaux entre l'Adige et l'Inn a toujours été considérée comme le confin de l'Italie. Le Brenner est la frontière de l'Italie de l'avis de tous les grands Italiens, de Jules César à Dante, de Machiavel à Mazzini, et même des auteurs étrangers (à commencer par Cluverius). M. Mamaso Silani (Lembiodi Patria. Milan sous l'épigraphe: Haec est Italia. Diis sacra l'Alto Adige p. 9 à 18), invoque Auguste, Drus et Tibère; il en appelle même aux poètes; à Pétrarque qui a dit: « La nature a bien pourvu à notre Etat, quand elle a mis le rempart des Alpes entre nous et la race allemande; et à Dante, qui, dans sa description célèbre du lac de Garde, a dit: « Là-haut, dans la belle Italie s'étend un lac au pied des Alpes, qui ferme l'Allemagne au-dessus des Tyrols et qui a nom Benaco » (Dante: Infero: canto xx).

CHAPITRE VI

La question Adriatique

Le Frioul oriental est la région dont Gorizia (Goritzza) est la capitale. Elle fait partie d'un autre grand ensemble que les Italiens appellent Vénétie julienne ou Région julienne et qui comprend : le comté de *Gorizia, Trieste et l'Istrie*. Avec les revendications italiennes sur la ville de *Fiume* (Riéka) et la *Dalmatie*, nous entrons dans l'épineuse question de l'Adriatique, passionnément disputée entre les Italiens et les Serbes, Croates et Slovènes. Il importe d'exposer comparativement les deux thèses en présence, en commençant par celle des Italiens.

SECTION PREMIÈRE. — *La thèse italienne*

I. *Le Frioul oriental* est un pays enfermé par de hautes montagnes comme un cirque et plat dans l'intérieur. Les droits de l'Italie sur ces provinces, sont ceux de Rome et de Venise, ou plus exactement ceux de la ville d'Aquilée, qui, après avoir été la résidence impériale romaine, devint le patriarcat (1077-1093) avec un pouvoir temporel qui se répandit vite au Nord et à l'Est. Suzeraine, la ville d'Aquilée avait comme vassaux les évêques de Trieste, de Capodistria, de Parenzo. Peu à peu le patriarcat commence à perdre son importance. En 1420, il fut transporté à Venise. En 1753,

l'Autriche réussit enfin auprès du Vatican, au partage du patriarcat de Venise.

Gorizia et Gradisca. — Les comtes de Gorizia, forts de l'appui des empereurs et des ducs de Habsbourg, avec lesquels ils liaient les pactes de famille, étaient des vassaux d'abord du patriarcat d'Aquilée. S'affranchissant de plus en plus, ceux-là devinrent indépendants et même dangereux pour le patriarcat. En 1797, des Autrichiens avaient déjà obtenu la frontière qu'ils tenaient jusqu'avant l'armistice, mais Venise conservera toujours sa prépondérance maritime. — On donne comme limite au Frioul le fleuve de Timavo. — Le Frioul, sous la puissance de l'Autriche, fait partie du comté princier de Gorizia et Gradisca, qui descend des Alpes juliennes à l'Adriatique. L'étendue de ce territoire est de 2.918 kilomètres carrés; sa population depuis le recensement de 1910 atteint 260.721 âmes. Le Frioul proprement dit, est la région traversée par l'Isonzo, dans son parcours entre Gorizia et la mer, et, quoique sa superficie ne comprenne pas le quart de la superficie totale de la province, il compte bien 120.000 habitants. La population y est slovène et italienne. A l'est, sur la montagne, les Slovènes, à l'ouest, dans la plaine d'Isonzo, les Italiens.

II. Trieste et l'Istrie:

« Le centre de la Vénétie Julienne et de toute l'Adriatique Orientale, dit M. Attilio Tamaro, est Trieste, et Trieste n'est pas autre chose. depuis les temps les plus reculés qu'une ville de l'Istrie ».

Depuis les 2^e et 3^e siècles avant Jésus-Christ, date de fondations d'Aquilée et de Trieste, cette dernière ville est restée

toujours attachée à Rome. A partir du ^{xiii}e siècle, Trieste s'étant dérobé à la seigneurie de son évêque vassal du patriarchat d'Aquilée, se gouverna en ville libre, pour se mettre en 1382 sous la protection des Habsbourg, mais conservant toujours son autonomie municipale. Charles VII d'Autriche obtint des conseils municipaux de Trieste et de Fiume leur consentement à la Pragmatique Sanction et comme récompense fit de ces deux cités des ports francs (1722), inaugurant le développement économique de Trieste, qui, d'une ville de 5.000 habitants en 1877, fera de nos jours une cité de plus de 200.000 âmes. — Malgré qu'en ait dit, les auteurs italiens ne cessent d'affirmer que Trieste n'était jamais contente de son nouveau maître. Quand l'empereur de Vienne envoie les actes en allemand, à la commune italienne, les Triestins ne les lisent pas et répondent au monarque: « Cum Latini simus, linguam ignoramus teutonicum ». Et comme l'Autriche s'obstine à envoyer les rescrits allemands la commune de Trieste réplique:

« Quia civitas Tergestina est in finibus et limitibus Italiae, omnes cives et ibidem oriundi habent proprium sermonem et idioma italicum ». (V. dans le recueil *Dal Brennero alle Alpi dinariche: Trieste*, de Mario Alberti, p. 172).

Les statistiques confirment cette italianité: 75 0/0 de la population parle l'italien; 19 0/0 comprend le slovène et à peine 5 0/0 l'allemand.

On dit que Trieste était le seul débouché maritime de l'Autriche-Hongrie, ce qui, selon les Italiens n'est pas vrai. L'Autriche a construit des chemins de fer contre Trieste et en plus, le port a été aménagé pour les gros tonnages trop tard. La possession de Trieste serait d'un prix inestimable

pour l'Italie. Sans elle aucune sécurité dans l'Adriatique. Par elle, la position de l'Italie, non seulement dans l'Adriatique, mais dans la Méditerranée, deviendra prépondérante.

L'Istrie au point de vue historique et ethnique. — Historiquement, ce pays est italien. La première organisation politique ou rentre l'histoire de l'Istrie, est l'organisation républicaine et impériale de Rome: pendant six siècles et demi, Rome modèle à son effigie l'âme istrienne. Puis, vers le commencement du xiii^e siècle, les villes se mettent en municipalités libres, pour se donner vers la moitié du même siècle, presque toutes à Venise. Elles conservent leurs autonomies municipales, mais restent comme la Dalmatie jusqu'en 1797, sous la souveraineté de Venise. — Pourtant « il y a des Slaves en Istrie » accorde M. Guiseppe Stefani. Un groupe composé de Slovènes au Nord, de Croates au Sud-Est, vit là sur une terre naturellement italienne, accidentellement tombée au pouvoir de l'Autriche. Il y est venu en partie pendant les invasions barbares, et en partie, il y a été transporté par les seigneurs féodaux aux xvi^e et xvii^e siècles. De toute façon, il n'y est qu'immigré, non aborigène. — L'art y est romain, byzantin, vénitien; la culture y est italienne.

Au point de vue stratégique, la possession de l'Istrie est des plus importantes pour la défense de l'Italie. Le pic des Trois Seigneurs, que les Romains eux-mêmes avaient fortifié, rendrait maîtrise de l'Italie, du Carso, de l'Isonzo et de l'Adige même. Les poètes comme Dante, désignaient Pola comme port italien et le Quarnero comme frontière naturelle italienne de l'Est (v. surtout le recueil de documents publiés sous la direction du « Comité central de propagande pour l'Adriatique

italienne » sous le titre: *Il Diritto d'Italia su Trieste, l'Istria e la Dalmazia*. Milan, Bocca 1915).

III. *Revendication de Fiume* (Riëka). — On n'a revendiqué cette ville que tout récemment. La raison doit en être cherchée, d'après M. Icilio Baccich (Fiume, dans le recueil *Dal Brennero alle Alpi dinariche* p. 217-256) de ce que cette ville était rattachée à la Hongrie, envers laquelle les Italiens avaient des sympathies personnelles. Les revendications italiennes sur la ville de Fiume se basent sur quatre ordres d'idées: motifs d'ordre historique et géographique, motifs d'ordre national et économiques.

1° *Motifs d'ordre historique et géographique*. — Les habitants que les Romains trouvèrent et romanisèrent dans les contrées de Fiume actuelle, étaient des Carni, Veneti, Istrani, Libourni, une seule et même population. C'est eux probablement qui habitaient la ville de Phanás ou Fanas, selon un cosmographe anonyme du VII^e siècle, et qui devait être (suivant l'éminent historien Kandler) non loin de Thersatica, où s'élève maintenant Fiume. La romanité de la ville ne se discute plus, vu les nombreux monuments et médailles romains.

Jusqu'en 1300, Fiume faisait partie du patriarcat d'Aquilée, date à laquelle elle passa entre les mains des seigneurs de Walsee, qui la conservèrent jusqu'en 1466, quand elle passa à la maison d'Autriche. En 1522, elle fut annexée au duché de Carniole. Avec une large autonomie, sous Ferdinand I^{er} en 1526, elle commença à codifier ses statuts que l'empereur sanctionna en 1530. Ces libertés ne firent que se développer à partir de la deuxième moitié du XVI^e siècle. Lorsque Ferdi-

nand eut partagé ses Etats entre ses fils, Fiume entre avec la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le comté de Gorizia, l'Istrie et Trieste, dans le lot de l'archiduc Charles. Mais, dans la principauté, dite de l' « Autriche inférieure » Fiume et son territoire formèrent un « corps séparé ». Elle prêtait directement l'hommage au souverain et Charles VI qui l'invita, en tant que cité, à accepter la Pragmatique Sanction.

« Corps séparé », elle est demeurée même après qu'en 1752 elle fut attachée commercialement au gouvernement impérial de Trieste; en 1776, Marie-Thérèse l'en détacha et l'assigna à la couronne de Hongrie, toujours comme « corps séparé ». Cette situation de fait et de droit était reconnue en 1807 par la Diète hongroise qui emploie pour la qualifier l'expression: *Separatum sacrae regni Coronae adnexum corpus*.

2° *Motifs d'ordre national*. — En 1914, d'après les statistiques officielles, la ville comportait:

Hongrois: 6.000 ; Italiens (suj. de la monarchie): 27.000 ; Autres: 2.000 ;

Slaves ; 15.000 ; Italiens du Royaume : 4.000 ; Total : 54.000

Dont 31.000 Italiens et 15.000 Slaves, ce qui prouve que la ville est italienne pour plus de 60 0/0 d'habitants.

3° *Motifs économiques*. — Fiume ferait une grande concurrence à Trieste et deviendrait l'instrument de la politique d'expansion allemande dans l'Adriatique et le Levant.

4° *Motifs stratégiques*. — Sans les hauteurs de Fiume, Pola ne servirait à rien. On serait à la merci des Fiumains, qui pourraient facilement fermer l'accès du Quarnero et même empêcher la navigation dans la mère libre. En plus, il faut à l'Italie, l'île de Veglia, parce que cette citadelle est « purement et héroïquement italienne ».

IV. *La Dalmatie et les îles.* — C'est « par des arguments historiques et géographiques, que les Italiens justifient ce maximum de prétentions » :

« La Dalmatie, nous dit M. Attilo Tamaro, est encore à l'intérieur du cercle des Alpes qui s'appellent ici « dinarique » et dont la haute barrière, presque dépourvue de passages, la sépare nettement de la Bosnie. Elle n'a jamais été un pays balkanique ».

Les premiers habitants étaient les Illyriens, qui n'ont rien de commun avec les Slaves et qui disparaissent de l'histoire bien avant l'immigration slave (vii^e siècle après Jésus-Christ) absorbés entièrement par les Latins, venus à la suite de la conquête romaine (200 ans avant Jésus-Christ).

La première civilisation fut apportée dans la Dalmatie méridionale par les colonies grecs, établies dans les îles et sur les côtes. La survivance du temps des Grecs se fait sentir dans les noms des îles et des villes dalmates. Le mot illyrien ou illyrique Dalmos, d'où serait sorti le mot Dalmati, signifierait brebis ou chèvres. — Ainsi, huit siècles (200 avant à 600 après Jésus-Christ), toute la Dalmatie fut complètement romanisée, latinisée.

Au commencement du xii^e siècle, à l'apparition des Slaves — Serbes et Croates — la population latine se réfugia dans les villes maritimes, où elle fonda des municipalités presque indépendantes, continuant la langue néo-latine, la culture et l'architecture romaines, tout en étant sous la puissance byzantine — qui n'était que la prolongation de Rome sur l'Adriatique.

Les Vénitiens, commerçants très habiles et riches, trou-

vèrent sur leurs routes maritimes d'Orient, les pirates slaves; les conflits qui en résultaient, se terminèrent à la fin, par la victoire de Pietro Orseolo II, auquel les Dalmates recoururent pour demander la protection contre les pirates (le jour de l'Ascension, 28 mai 998). La victoire d'Orseolo facilita à Venise le commerce, puisqu'elle lui assurait l'Istrie, que la République traita avec « des égards particuliers », sachant bien que la possession de cette péninsule, petite, mais abondante en ports, était l'indispensable garantie de sa puissance maritime. Orseolo prit le titre de duc de Dalmatie:

La période vénétienne commence par l'année 1000. En 1409, la Sérénissime achète pour 100.000 ducats les droits que Ladislas de Naples, comme roi de Hongrie, prétendait avoir sur la Dalmatie. Les Dalmates résistaient à la vassalité croate et serbe, et Douchan le Fort (!!) lui-même, arrivé aux Alpes dinariques, demanda la qualité de citoyens de Venise, afin de se présenter sur l'Adriatique comme fils de la glorieuse République (!). Peu de temps après, les Turcs supprimèrent l'indépendance des pays balkaniques; Venise étendant ses frontières jusqu'en Bosnie — Herzegovine, sauva les Dalmates de l'invasion turque.

Venise respecta et protégea ainsi la république des paysans slaves de Poglitza, que gouvernait un comte (Knaz) élu par le conseil des nobles du lieu. Au sud, la continuité territoriale de la Dalmatie vénitienne subissait une interruption. De la péninsule de Sabbioncello (Pelyechatz), jusqu'à l'entrée des Bouches de Cattaro, s'étendait le territoire de la petite, mais glorieuse république de Raguse, italienne, disent les Italiens, par la langue, par les usages, par les lois, par les titres et les arts (très discutables). Les Bouches de Cattaro

étaient de nouveau territoire vénitien, c'est-à-dire faisaient partie de l'Albanie vénitienne (!).

Les statuts des villes de Dalmatie confirmaient l'italianité de cette province. La langue et le droit italiens y régnaient en maîtres. Seule la petite république de Poglizza (1400-1440) avec ses suppléments (1577-1773) conserva la langue et le droit slaves.

La civilisation est italienne, les monuments et les villes sont italiennes. Les empereurs romains (Dioclétien par exemple) de Dalmatie, sont Italiens, comme la plupart des Dalmates illustres: le premier grammairien Fortunio, Tommaseo, Mussalio, Ugo Foscolo; les sculpteurs: Luciano de Laurana et Andréa Schiavone; les savants: De Dominio, Boscovitch (!). Quelques poètes dalmates ont chanté en langue slave: Mario Maroli (Marolitch), Giovanni Gondola (Gondolitch). Tous ces noms ont leur correspondant en slave avec « itch », qui sont les véritables noms des Dalmates.

Les « gousslari », les chanteurs nationaux serbes, étaient complètement inconnus jusqu'à tout récemment dans la Dalmatie.

« La Dalmatie, dit M. Attilo Tamaro, est essentiellement et magnifiquement italienne. Pendant plus de deux mille ans, avec des courtes interruptions, qui toutes ensemble ne montent pas à cent cinquante ans, elle a fait partie historiquement de l'Italie, comme province d'Etats italiens. La Dalmatie a apporté une immense contribution à la civilisation italienne... et fut revendiquée au dehors de Mazzini, par tous les hommes du Risorgimento et spécialement par Cavour... La Dalmatie est nécessaire à l'Italie parce que seule la possession de la côte dalmate peut donner la maîtrise de l'Adriatique... A Spalato, les Slaves mêmes ont coutume de parler italien, qui est la langue absolument dominante. Spalato est en outre nécessaire à l'Italie pour des raisons militaires ».

C'est le seul port balkanique qui assurerait la maîtrise économique des Slaves à celui qui la possède (1).

V. *Une vue d'ensemble de la thèse italienne sur l'Istrie et la Dalmatie. — Les frontières naturelles de l'Italie.* — Pendant longtemps, jusque tout récemment, les terres irredentes italiennes étaient pour tout le monde Trente et Trieste: Trente, c'est-à-dire le Trentin et Trieste, c'est-à-dire l'Istrie. A ces legs romains, l'Italie prend le souvenir de Venise, dont elle projette le passé sur son avenir. Ainsi, sur l'Italie libre et unie des Alpes à l'Adriatique, le cercle alpin, ouvert à Vin-timille, ne se ferme plus qu'à la Narenta.

Si on parcourt la table du recueil officieux: *Il diritto d'Italia*

(1) La propagande italienne a été très active pendant la guerre et surtout après l'armistice. Nous ne mentionnerons que quelques livres et brochures; v. dans le recueil Del Brennero alle Alpi dinariche, p. 259 à 292 l'étude de M. Alessandro Dudan, Dalmazia, et son grand ouvrage: la Moneschia degli Asburg, Origini, grandezza e decadenza, 2 vol. Rome, 1915. — La Dalmazia, sua l'arianità, suo valore per la libertà d'Italia nell' Adriatico (collaboration de plusieurs auteurs). — *Illyricus*; Dalmazia e Italia, Consigli ed avvertimenti, dans un esprit de conciliation avec le futur Etat serbe, croate et slovène, Rome. — *Prezzolini*; La Dalmazia, trad. en française par Radisih, Genève, 1915. — *Angelo Vivante*: L'irrégentisme adriatique, trad. française par Tergestinus. — *Senator* (Italicus): La question de l'Adriatique, Rome, 1916. — *Alezard* (Jean): La question d'Adriatique et les rapports Italo-Slaves, dans la « Revue des Nations Latine », du 1^{er} juin 1916, p. 256-270. — *Funck-Brentano* (Fr.): Trente et Trieste, dans « La guerre des Nations », 14 juin 1915, p. 291-298. — *Louis de Laigne*: Trente et Trieste, la Revue hebdomadaire du 22 mai 1915, p. 439-445. — *Luchaire* (Julien): Aspiration italienne, sympathie française dans la « Grande Revue », n° 2, avril 1915, p. 238-256. — *Martel* (E. A.): Trieste et le Karst, dans « la Nature » du 4 sept. 1915, p. 145-152. — *Morland* (Jacques): Vers Trente et Trieste, dans l'« Opinion » du 4 sept. 1915, p. 175-176. — *Lémanou* (G. J.): Les aspirations italiennes: la Trente et Trieste, conférence faite le 24 mars 1915 dans l'Ecole des hautes études sociales, 16, rue de la Sorbonne. — *Tamaro* (Attilio): Trieste et son rôle antigermanique, Paris, 1917. — *Cohen* (Léon): Trieste, « Larousse mensuel illustré », juillet 1915, p. 494-495. — *Cesaro* (duc G. A. Colonna di): Pour une entente amicale italo-serbe « La Revue », 15 mars 1917, p. 478-484.

su *Treste e l'Istria*, on relève les noms de la plupart des hommes représentatifs du Risorgimento et de la génération suivante, dont les opinions ne concordent pas bien et même chez les mêmes auteurs, l'opinion change (v. par exemple Mazzini, p. 247, 293, 431, 500 de l'ouvrage précité), qui s'arrête longuement pour démontrer que la frontière nécessaire à l'Italie, est du côté de Trente. Il propose l'alliance avec les peuples slaves. Puis, il cite le mot célèbre de Dante, qui trace la frontière italienne:... a Pola presso del Quarnero Ch'Italia chiuda e i suoi termini bagna (*Inf. ix 118*).

« L'Istrie est nôtre. Mais depuis Fiume, le long de la rive orientale de l'Adriatique, jusqu'au fleuve Bojana, sur les confins de l'Albanie, descend une zone sur laquelle, parmi les reliques de nos colonies, prédomine l'élément slave. Et cette zone, qui sur la rive Adriatique embrasse, Cattaro, la Dalmatie et la région monténégrine, s'étend sur les deux côtés de la chaîne du Balkan vers l'Orient jusqu'à la mer Noire ».

Puis dans une page toute providentielle, Mazzini prévoit la ruine de l'Autriche-Hongrie « une administration » et celle de l'empire turc « vatican le voyant », qui la précéderait. Pour réussir dans l'abolition de ces deux empires, l'accord slave, daco-roumain et grec est nécessaire, dont la mission de l'Italie consiste de « préparer et faire prévaloir les bases de cet accord. L'Italie doit être alliée naturellement des pays délivrés du joug ennemi et constitués sur son principe des nationalités » (v. Giuseppe Mazzini: *Scritti scali, con introduzione e commento* di Carlo Cantimori, Milano, Vallardi, 1915, p. 400 et suivantes).

Cette vision mazzinienne était sans doute demeurée présente à l'esprit d'un groupe d'abord restreint, d'hommes politiques

italiens, qui allait en s'élargissant. Les premières marques en apparurent au « Congrès des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie » qui se tint à Rome du 8 au 10 avril 1918 et dont les débats aboutirent à une résolution générale, par laquelle les représentants de ces nationalités : Italiens, Polonais, Roumains, Tchéco-Slovaques et Yougo-Slaves s'engageaient à une action commune et à un accord particulier où les Italiens et les Yougo-Slaves », reconnaissant que l'unité et l'indépendance de la nation yougo-slave sont d'un intérêt vital pour l'Italie, de même que l'achèvement de l'unité nationale italienne est d'un intérêt vital pour la nation Yougo-Slave..., s'engagent à apporter tous leurs efforts communs, pendant la guerre et au moment de la paix, pour que le but des deux nations soit intégralement atteint. Ils déclarent que la libération de la mer Adriatique et sa défense contre tout ennemi présent et futur, est d'un intérêt vital pour les deux peuples. Ils s'engagent à régler à l'amiable, également dans l'intérêt des bonnes et sincères relations futures entre les deux peuples, les questions territoriales pendantes, sur la base du principe des nationalités et du droit des peuples à disposer de leurs propres destinées, et cela de façon à ne pas porter préjudice aux intérêts vitaux des deux nations, qui seront définis au moment de la paix ». Une discussion d'une violence extrême s'engagea entre les journaux milanais *Carriere della Sora* et *Secolo* d'une part et les journaux romains *Giornale d'Italia* et la *Vita italiana* de l'autre, présentant les premiers les tendances libérales, les seconds, les tendances impérialistes de l'opinion publique italienne.

Cependant, le Congrès des nationalités avait une suite pratique et positive. M. Torre avait été chargé de négocier avec

M. Troumbitch, président du comité Yougo-Slave de « l'acceptation en principe par l'Italie des revendications essentielles des Slaves d'Autriche ». Bien que M. Orlando eût assisté au Congrès de Rome et y eût prit la parole, le gouvernement italien semblait hésiter à s'engager officiellement dans cette voie, et les démarches gardaient le caractère d'une initiative privée; mais le secrétaire d'Etat américain, ayant fait savoir (le 1^{er} juin) au Conseil national tchèque que les aspirations des Tchéco-Slovaques et Yougo-Slaves inspiraient au gouvernement des Etats-Unis, les plus vives sympathies, deux jours après, à la suite d'une réunion à Versailles, les présidents du Conseil de France, de Grande-Bretagne et d'Italie publièrent une note collective où ils affirmèrent dans les mêmes termes qu'ils « s'unissent aux Etats-Unis pour exprimer les plus vives sympathies pour les aspirations nationales des Yougo-Slaves ».

Trois mois plus tard, le 9 septembre, le gouvernement italien fit parvenir aux Cabinets de l'Entente une déclaration ainsi conçue :

« Le Conseil des Ministres à l'honneur d'informer les puissances alliées que le gouvernement italien considère l'effort des peuples yougo-slaves pour conquérir leur indépendance et pour se grouper en un Etat unique et libre, comme conforme aux principes pour la réalisation desquels l'Entente combat et aux conditions d'une paix juste et durable ».

Cette déclaration a été complétée par le président du Conseil italien, M. Orlando, le 3 octobre à la rentrée des Chambres :

« L'Italie envisage, dit-il, non seulement avec sympathie, mais dans un sentiment d'intime solidarité, les aspirations des autres

peuples vers leur indépendance. — Déjà, le 21 août 1918, notre Gouvernement a conclu avec le Comité national Tchéco-slovaque une convention pour la formation d'une légion sur notre front, ce qui équivalait implicitement à la reconnaissance d'un gouvernement de fait... Pour les mêmes raisons, inspirées par les mêmes sentiments et visant les mêmes buts, l'Italie vis-à-vis des Yougo-Slaves s'est inspirée dans sa politique des mêmes idées que le gouvernement de nos Alliés... La nature qui a rapproché et même confondu les limites ethniques et géographiques des deux peuples, a fixé leurs rapports qui doivent se fonder sur une amitié sincère et cordiale. L'Italie a choisi loyalement sa voie. Elle a pleine confiance que ses sentiments sont partagés par les Yougo-Slaves et que des liens intimes non seulement de concorde, mais d'amitié s'établiront entre les deux peuples pour leur inappréciable avantage commun » (1).

Il reste à accorder ses dispositions avec les clauses de la convention de Londres du 26 avril 1915, d'autant moins infirmées par elle que par l'application des mesures prévues dans l'armistice avec l'Autriche-Hongrie, elles ont reçu un commencement d'exécution. Des discussions violentes s'en suivirent qui se terminèrent par le traité de Rapallo, dont nous reparlerons.

(1) V. Ernest Denis: Du Congrès de Rome au Congrès de Paris, dans la revue « la Nation Tchéque », livraison des 16 octobre et 5 novembre 1918 ; pour les discours du président du Conseil italien, M. Orlando, du 27 novembre 1918 à la Chambre des députés et du 15 novembre 1918 au Sénat du Royaume, v. les journaux du lendemain de ces dates.

SECTION II. — *La thèse serbe-croate-slovène* (1)

Le conflit que nous avons vu surgir entre les Italiens et les Yougo-Slaves est une chose assez nouvelle; les causes en doivent être cherchées dans l'unification de l'Italie qui voulait élargir ses frontières, souvent se mettant en opposition flagrante avec les principes sur lesquelles elle s'est constituée, et au sentiment national Serbe-Croate-Slovène de plus en plus

(1) *Illyricus*: La question de Trieste, Genève, 1915; *Sokolovitch*: Le problème italo-slave dans la guerre actuelle, édit. spéciale de la « Revue hebdomadaire », Paris, 1915. — *Tsveticha* (Frano): Le problème de l'Adriatique, « Tribune de Genève », du 10 et 11 juillet 1916. — *Vellay* (Charles): La question d'Adriatique, Paris, 1915. — *Voinovitch* (Comte Louis de): La Dalmatie, l'Italie et l'Unité yougoslave, Genève, 1917; La monarchie française dans l'Adriatique, Paris 1917, deux livres indispensables pour connaissance parfaite de la question de l'Adriatique. — *Vosnjak* (B.): L'administration française dans les pays Yougoslaves, (1809-1813). Extrait de la Revue des Sciences politiques du 15 août 1917. — *Davin*, commandant: La prééminence en Adriatique. « La Revue hebdomadaire », 5 août 1916, p. 57-63. — *Diehl* (Charles): La lutte pour l'Adriatique « Revue des Deux Mondes », 15 septembre 1916, p. 403-421. — *Haumant*: La question adriatique au point de vue des Yougoslaves, étude remarquable, dans Travaux du comité d'études, t. II; Un problème ethnographique. La slavisation de la Dalmatie « Revue historique » mars-avril 1917, p. 287-304. — *Lebesgue* (Ph.): Les Yougoslaves et la pensée Mazzinienne « La Vie » août 1916, p. 209-211. — *Léger* (L.): Les influences italiennes dans les littératures Slaves. Les Serbo-Croates. « Revue des Nations Latines » 1^{er} juillet 1916, p. 363-369. — *Louis* (Paul): La question de l'Adriatique « Revue Bleue » 29 janvier-5 février 1916, p. 81-85. — *Markovitch* (Dr La zar): Le problème de l'Adriatique « La Semaine littéraire », Genève 1916, p. 322. — L'Italie et la Yougoslavie « La Nation tchèque », 1^{er} novembre 1916, p. 203-205. — *P.* (M.): Italiens et Yougoslaves « Le Monde illustré », 15 septembre 1917, p. 148. — Et les publications de la Délégation de l'Etat Serbe-Croate-Slovène en anglais et en français: La question de l'Adriatique: Les comtés de Goritz et de Gradisca, l'Istrie, Trieste, Fiume et la Dalmatie. — *Sisic* (Ferdinand): Abrégé de l'histoire politique de Riéka-Fiume, Paris, 1919. — *Adriaticus*: La question Adriatique, recueil de documents officiels, édit. en français et en anglais. Paris, 1920.

Il trattato di Rapallo nei commenti della Stampa (Ministerio degli Affari Esteri: Ufficio Stampa). Roma, 1921, Tipografia del Senato, in-8, 164 pp.

conscient et fort. Il importe tout d'abord de démontrer que le peuple Yougo-Slave était aussi bien préparé en 1918 à l'unité que l'était l'Italie d'avant 1859.

I. *L'idée nationale Yougo-Slave.* — Pendant tout le Moyen-Age, le territoire de la Yougo-Slavie apparaît divisé en une multitude de fragments d'Etats. Installés d'abord sur la côte Dalmate, les rois croates reculent jusqu'à Zagreb pour disparaître devant les rois hongrois. A l'ouest, les duchés Slaves tombent entre les mains des Habsbourg. Au sud, les villes de la côte sont tantôt des forteresses vénitiennes, tantôt les républiques indépendantes. Au Sud-Est, l'Herzegovine, la Bosnie, la Serbie, sont en lutte sans qu'aucune suprématie ne s'établisse jamais et cela d'ailleurs pour des raisons géographiques. L'union ne se fera que sous le joug du vainqueur, des Turcs. La diversité des traditions était la seconde cause d'éparpillement Yougo-Slave. Une ligne qui va du Danube à l'Adriatique séparait l'Empire d'Orient de l'Empire d'Occident, délimitait deux cultures, deux influences, qui se faisaient sentir dès le début chez des Serbes-Croates-Slovènes. A l'Ouest de cette ligne, c'était l'éducation latine et catholique qui régnait en maître; à l'est, l'éducation orthodoxe et byzantine. Les Croates catholiques ne s'hasardaient pas dans les pays orthodoxes; les Dalmates commerçants n'y restaient pas longtemps. Les Serbes enfin tournaient toute leur activité vers l'intérieur de la péninsule; il faut aller jusqu'au règne de Douchan le Fort, pour trouver chez eux quelques soucis des Yougo-Slaves du Nord-Ouest. Le rapprochement fut encore plus difficile à cause de deux alphabets qu'on employait, l'al-

phabet latin pour les pays de l'Ouest, l'alphabet cyrillique, glagolique pour les pays de l'Est.

L'invasion turque des pays serbes, obligea les Serbes de quitter leur pays et de se réfugier auprès des Croates, puis plus tard, avec l'avance des hordes turques, de fuir avec ceux-ci chez les Slovènes et dans l'Istrie. Ainsi les populations se mêlaient et se faisaient facilement comprendre. On se sentit un. D'où les efforts que nous voyons déjà en Dalmatie à partir du x^v^e siècle, se faire pour la formation d'une langue littéraire commune. Afin d'éviter l'effet des différences de religion, on songeait à l'union de deux églises, dont le Collegium illyricum de Rome était le principal agent, ainsi que le moine serbe Dositey Obradovitch.

L'occupation française. — Dès les premières années du xix^e siècle, la moitié occidentale des pays Yougo-Slaves se trouva réunie sous la domination française dans le cadre des provinces illyriennes. Lioubliana était devenue le centre illyrique qui, selon les mots du poète slovène Vodnik, s'identifiait avec le centre slave ou slovène. Avec la disparition du royaume d'Illyrie, le mouvement illyrique fut transporté à Zagreb, et jusqu'en 1848, il touche à tout : langue, orthographe, esprit national. Afin que la langue ne fasse plus de difficulté, le poète Gaj inaugure avec la langue commune l'herzégovinienne qui est toute proche du serbe, l'unité de langue, parce que c'est la langue des poèmes nationaux, que Vouk Karadjitch avait réuni dans des recueils mémorables et les fait ainsi connaître par toute la population Yougo-Slave. On fonde l'alphabet latinitza et thirilitza, rigoureusement phonétiques. Les académies de Belgrade, Zagreb et Lioubliana préparent par le rapprochement intellectuel l'unité nationale.

Quelques rivalités entre les Croates et les Serbes que l'Autriche, à dessein, soutenait furent rapidement anéanties par la formation du puissant parti au Sabor de Zagreb, dit la Coalition Serbo-Croate, qui, depuis 1906 détient la majorité et le pouvoir. — Ainsi, contrairement de ce qu'on a l'habitude de croire, l'unité nationale Yougo-Slave est l'œuvre d'une longue date.

II. *Les pays contestés de l'Isonzo à Fiume.* — Goritz et Gradisca, régions autour de la Sotcha, (l'Isonzo) sont des pays distincts que l'Autriche réunit en un seul en 1815. Et d'abord, la frontière politique de l'Italie de 1866 ne correspond pas du tout aux limites ethniques, ni des Italiens ni des Slovènes. Au nord, sur le territoire italien, à l'Est de la ville de Gémona, il y a une quarantaine de communes purement slaves avec 34.000 d'habitants. Par contre, le comté de Gradisca, sur la rive droite de l'Isonzo est en grande partie italien d'après les chiffres suivants du recensement de 1910:

	Slovènes	Italiens	Allogènes (Allemands pour la plupart).
Gradisca	302	12.725	67
Cormons	4.354	13.528	385
Monfalcone	1.645	17.928	143
Cervignano	48	27.927	115
	6.349	72.108	710

Pour cette région, pas de contestation possible: elle est italienne.

Mais les difficultés surgissent, lorsqu'il s'agit de la région de Goritza. Les recensements de 1910 donnent pour la ville de Goritza 14.812 Italiens, 10.790 Slaves et 3.869 Allogènes.

Les environs sont purement slovènes: 41.417 Slovènes contre 2.739 Italiens, hors Goritza, dans la seule commune de Lucinico et 382 Allogènes. De trois côtés, au Nord, au Sud et à l'Est, la ville est entourée de communes slaves. La population Slovène y est très consciente et possède de nombreuses organisations culturelles et nationales. Les Italiens les réclament toutes, puisqu'ils demandent la frontière qui suivra les Alpes à peu près à 40 kilomètres à l'Est de Goritza.

Trieste. — La revendication de Trieste est d'une toute récente date. En 1881, M. Sonino s'exprimait ainsi à propos de Trieste, dans sa revue « La Rassegna Settimanale » (numéro du 29 mai 1881, p. 338) :

« Trieste, dit-il, est le port le plus approprié au commerce de toute la région allemande. Sa population est mixte comme toutes celles des frontières. La revendication de Trieste comme un droit serait une exagération du principe des nationalités, sans pour cela représenter aucun intérêt réel pour notre défense. Trente, au contraire, est certainement une terre italienne et représenterait un complément de notre défense ».

Trieste a résisté, pendant tout le moyen-âge, à la domination vénitienne. En 1300, il se libéra d'Aquilée; en 1370, le duc d'Autriche renonça à ses droits sur cette ville au profit de Venise, moyennant argent. En 1518, les Triestins déclarèrent à l'empereur Maximilien: « Juraverunt omnes Tergestini se velle potius omnes cum filius mor quam unquam amplius ad manus Venetorum pervenire », telle était leur haine contre les dominateurs de la seremissime République. Trieste devint un port libre en 1719. En mars 1797, les Français occupèrent Trieste et dans la même année la paix de Campo-Formio rendit Trieste à l'Autriche. Napoléon incorpora

Trieste aux provinces illyriennes en 1809; celle-ci tombe au pouvoir de l'Autriche, après la bataille de Leipzig (14 octobre 1813) et reste autrichienne jusqu'au 3 novembre 1918, date à laquelle les forces navales italiennes la prirent « per diritto di conquista », selon leur déclaration. Toute l'histoire nous démontre que la destinée de la ville a toujours été inséparablement liée à celle de son pays, qui fut, il y a plus de 13 siècles, slave, comme il l'est encore aujourd'hui. Géographiquement, Trieste est séparée complètement de l'Italie et absolument comprise dans l'hinterland slovène.

Au point de vue linguistique et ethnographique, Trieste est une enclave en territoire slovène. En 1735, il y avait encore à Trieste 3.375 Slovènes contre 3.865 Italiens. En 1910, les statistiques officielles, favorables à l'Italie, alliée de l'Autriche, donnent 118.959 âmes aux Italiens et 59.319 aux Yougo-Slaves. Mais pour les élections de 1911, les candidats italiens ont obtenu 14.300 voix, les candidats slaves 10.700, ce qui montre l'inexactitude des statistiques (v. A. Vivante, *op. cit.*, p. 141). Trieste est donc une ville mixte au point de vue des nationalités, mais au point de vue ethnographique, c'est une enclave italienne dans le territoire slave. Économiquement, la thèse italienne ne tient pas debout, car les statistiques démontrent que l'importation et l'exportation par ce port se faisait pour plus de 90 0/0 pour les pays autres que l'Italie. La meilleure solution de cette grave question serait d'ériger le port de Trieste en port libre, solution à laquelle aucune suite n'est donnée, puisque la ville et le port de Trieste avec un grand hinterland purement slave, sont attribués purement et simplement à l'Italie.

L'Istrie. — La péninsule de l'Istrie avec les îles de Quar-

nero (Krk-Veglia, Cres-Cherso, et Lochigne-Lussin) forment une partie de la province politique particulière, connue sous le nom de « Littoral austro-illyrique » et comprenant encore Goritza, Gradisca et Trieste. Géographiquement, l'Istrie fait partie de la Péninsule balkanique et n'a rien de commun avec la plaine du Pô et des Alpes qui l'entourent. C'est le véritable Karst avec toutes ses caractéristiques. La toponymie est slave.

L'Istrie fut incorporée, après une longue résistance, à la République de Venise au ^{xiv}^e siècle et pendant cinq siècles, elle supporta le dur esclavage d'un maître essentiellement commercial. A part de langue, qui n'est qu'un dialect difficilement compréhensible pour les Italiens, la population slave conserva ses traditions et ses caractères nationaux. Il y eût beaucoup de poètes, et savants slaves qui déployaient leur activité dans leur peuple, abandonné dans la misère.

C'est vers le ^{vii}^e siècle, que les Slaves occupèrent l'Istrie, tandis que les Italiens n'y datent qu'à partir du ^{xiv}^e siècle. L'occupation vénitienne favorisa par tous les procédés l'immigration de ses concitoyens. Nombreux documents italiens affirment cette vérité. L'immigration italienne fut singulièrement favorisée par l'Autriche, tout le long du ^{xix}^e siècle. On remarque le grand nombre d'Italiens dans la partie occidentale et maritime de la péninsule. Dans l'intérieur et sur la côte orientale, il y a très peu d'Italiens. Dans l'archipel de Quarnero, une seule île, Lussin, possède une majorité relative des Italiens (7.588 Italiens contre 4.380 Slaves). L'accroissement de la population italienne par l'immigration ressort clairement des trois statistiques suivantes :

	Yougo-Slaves	Italiens	Autres	Total
1846	152.470 ou 66.86 0/0	74.010 ou 32.46 0/0	1.555 ou 0.64 0/0	228.035
1880	164.205 ou 57.79 0/0	112.701 ou 39.66 0/0	7.248 ou 2.55 0/0	284.154
1910	223.318 ou 57.78 0/0	147.417 ou 38.44 0/0	15.728 ou 4.06 0/0	386.463

La population italienne dans l'Istrie comprend un grand nombre de Croates qui appartenait au parti italien. En plus, cette population n'est pas compacte, mais parsemée sur toute la côte occidentale, dans les villes, entourée de la population purement croate. A la rigueur, on pouvait s'entendre, sur la délimitation des frontières en attribuant la côte occidentale à l'Italie, le reste à la Yougo-Slavie, mais tel ne fut pas le cas. Nous en reparlerons. Pour le moment, il suffit d'affirmer que d'après le traité de Rapallo, l'Italie a étendu sa souveraineté sur le pays et la population en très grande masse croate.

III. *Fiume (Riéka)*. — Sur l'emplacement de la ville actuelle de Riéka, s'élevait sous les Romains, la ville Tersatica ou Thersaticum. Mais au moment où on mentionne pour la première fois le port de Fiume — sous le nom de Flumen, en 1281, — la ville romaine était déjà disparue depuis quatre siècles. Flumen, d'où dérive le mot italien Fiume est la traduction littérale du mot slave Riéka, dont les habitants originaires Serbo-Croates se servaient pour désigner cette ville. — Au XIII^e siècle, Fiume passe entre les mains des comtes allemands de Duino; en 1337, Riéka se trouve au pouvoir des Frankopan, comtes Croates de Krk-Veglia. En 1339, le comte de Walsee recueille en vertu du droit successoral cette ville, qui, peu de temps après, passe entre les mains des Habsbourg. Venise s'empare de Riéka en 1508, d'où chassée,

elle la reprend en 1509, mais n'y resta pas longtemps, les Habsbourg l'ayant réoccupé presque aussitôt. Au point de vue historique, la domination autrichienne est très importante.

Par son décret du 9 août 1776, adressé au gouvernement croate, Marie-Thérèse édicte que « la ville de Riéka avec son port, de même que les possessions de Bakar (Buccari) qui se trouvent à droite de la route « Carolina » partant de Karlovac vers Riéka... seraient incorporés directement à la Croatie ». Ainsi, Riéka, incorporée à la Croatie, ne fait qu'indirectement partie de la couronne de Saint-Etienne. L'Assemblée nationale de la nouvelle joupanie, formée de Riéka et des territoires mentionnés dans le décret de 1776, manifesta sa joie d'être incorporé à la Croatie (19 novembre 1777). — Bakar fut mis sur le même pied que Riéka par le décret du 13 mai 1778. En 1778, un membre du gouvernement croate et le gouverneur de Riéka proposèrent au gouvernement Croate, dont ils ressortissaient « que la ville de Fiume soit aussi considérée dans l'avenir comme un corps séparé rattaché à la Sainte Couronne du Royaume de Hongrie et qu'en aucun cas elle en soit confondue avec l'arrondissement de Bakar qui appartient depuis toujours au Royaume de Croatie ». Le gouvernement croate adhéra à ces propositions, que Marie-Thérèse confirma par son décret du 23 avril 1779. Dans le diplôme que Riéka acquit, il y a la phrase fameuse : *tamquam separatum sacrae regni Hungariae adnexum corpus* » que signifiait suivant l'interprétation des Magyars et certains Italiens, que Riéka a été directement incorporée à la couronne de Hongrie et non par l'intermédiaire de la Croatie. Par cette phrase, le gouvernement autrichien voulait simplement maintenir certains privilèges que la ville de Riéka

possédait depuis longtemps, et qui lui donnaient une situation à part, tandis que la ville de Bakar n'en avait que très peu et ne différait en rien du reste du territoire croate. — Par le décret du 30 juillet 1779, Marie-Thérèse abolit le gouvernement croate et soumit l'inspection suprême de l'administration de la Croatie au gouvernement magyar. Avec la Croatie, Riéka tomba aux mains du gouvernement magyar, mais elle ne rompit pas pour cela ses liens avec la Croatie. L'empereur Joseph II créa en 1787 un nouveau littoral, dit Littoral hongrois qui comprenait trois arrondissements: celui de Riéka, de Bakar et de Vinodol, malgré la plus vive protestation de la Diète croate. Enfin, les Croates et les Magyars réussirent à ce que la situation de Riéka et de Bakar soit garantie par une loi (article 4 de la loi de 1807) ainsi qu'une représentation spéciale leur soit réservée dans le parlement commun. — Par la paix de Schönbrunn du 14 octobre 1809, Riéka tomba au pouvoir des Français et fut incorporée avec tous ses privilèges aux Provinces illyriennes. Elle traversa alors une période de prospérité, qui ne dura malheureusement que peu de temps. Déjà en 1813, cette ville retourna à l'empereur autrichien François. Une discussion qui s'en suivit à propos de la situation de Riéka entre les représentants de cette ville et la Hongrie, se termina par un accord (1825) d'après lequel Riéka était considérée comme partie intégrante du royaume de Croatie et par celle-ci comme partie des pays de la Couronne de Saint-Etienne. En 1848, les Croates, victorieux et alliés de l'Autriche, s'emparèrent par force de la ville de Riéka, trop ouvertement magyarophile pendant le conflit austro-magyar. Mais le conflit fut rouvert en 1868, lorsque le parlement commun vota une loi du 28 septembre 1868, en

évitant de se prononcer nettement sur le sort de Fiume, lequel sort sera réglé ultérieurement, mais confirme l'état actuel, c'est-à-dire la possession de Riéka par les Croates. Afin de déjouer le parlement, le Président du Conseil hongrois Andrassy proposa à François-Joseph, et celui-ci l'accepta, la falsification de la loi même de 1868, en colant sur l'article 66, relatif à la situation de Riéka, un autre texte qui disait « que Riéka n'appartenait pas au territoire croate, puisqu'elle constituait un corps séparé de la Sainte-Couronne de Hongrie, rattachée à celle-ci... » falsification a été apportée par la délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Conférence de la paix, et présentée aux membres de cette Conférence, afin de prouver matériellement la façon dont Riéka fut détachée de la Croatie). C'est sur cet acte falsifié que toutes les prétentions d'autonomie ou d'indépendance de Riéka furent fondées.

D'après les recensements officiels de 1910, Fiume donnait 24.212 Italiens (50,5 0/0 de la population totale); 15.687 Serbo-Croates (36,54 0/0); 6.493 Magyars (12,41 0/0; et 2.315 Allemands. Mais dans ce chiffre, n'entrent pas les habitants de Souchak, petit faubourg, qui n'est séparé de la ville que par un pont de 5 mètres et qui a une population purement Serbo-Croate de 13.214 âmes. Au total, les Slaves de Fiume et Souchak font 29.000 habitants, les Italiens 24.000. Les villages des environs sont entièrement croates.

Le commerce et l'activité industrielle appartiennent aux Croates en grande partie. L'élément italien se compose de la petite bourgeoisie et des fonctionnaires d'Etat ou de la ville.

L'argument le plus solide italien, qui ne se discute pas, est que cette ville ferait une trop grande concurrence à Trieste.

Etant le seul débouché maritime de la Croatie, elle devait être logiquement laissée à cette province, mais tel ne fut pas le cas. Nous reparlerons à la fin de la solution définitive (1).

IV. *La question de la Dalmatie.* — C'est l'histoire qui est le plus puissant argument de la thèse italienne dans la question de Dalmatie. La Dalmatie, disent-ils, n'est slave qu'en apparence. Les institutions, les mœurs, la culture ont un caractère italien; ses aspirations vers l'Italie, sont plus anciennes que les aspirations Serbo-Croates. Il importe de démontrer l'inexactitude de ces prétentions.

Formation des populations dalmates. — Les Illyriens, habitants originaires, avaient laissé les noms de certaines localités qui, en Slave, leur sont plus proches qu'en Italien. Mais historiquement, la slavisation de la Dalmatie ne commence qu'aux invasions: aux ⁱⁱⁱ^e et ^{iv}^e siècles, nous voyons déjà les Slaves arriver à la suite des Goths; aux ^{vi}^e et ^{vii}^e siècles ils y sont repoussés par des Avars; aux ^{ix}^e et ^x^e siècles par les Bulgares; au ^{xi}^e siècle, par des Magyars; au ^{xiii}^e siècle par les Mongoles. En définitive, pendant douze ou quinze siècles, la Dalmatie a été périodiquement dévastée par les barbares et chaque fois repeuplée par des Slaves. Les restants

(1) « Fiume est, par sa situation et par toutes les conditions de son développement, non pas un port italien, mais un port international desservant les pays à l'Est et au Nord du Golf de Fiume. C'est précisément parce que c'est un port international et qu'il ne peut, en justice, être soumis à une souveraineté quelconque, qu'à mon sentiment très net, Fiume devrait jouir, à un très haut degré, d'une autonomie réelle et, tout en étant bien entendu, compris dans le régime douanier du nouvel Etat Yougoslave, devrait, néanmoins, être laissé libre, dans son propre intérêt et dans l'intérêt des Etats environnants, de se consacrer au service du commerce qui, naturellement et inévitablement, cherche ses débouchés dans son port ». (Mémoire du Président Wilson à la Délégation italienne du 14 avril 1919).

romains, les Latins, se perdirent aux xv et xvi^e siècles, en laissant des traces dans l'aspect physique et le parler, qui est slave certes, mais souvent mêlé aux constructions latines. Le latin avait disparu complètement vers la fin du xvi^e siècle, remplacé par le slave. Mais dans les grandes villes et ports internationaux, toutes les langues se mêlent et se comprennent (surtout l'italien et le slave). De l'aveu de beaucoup de voyageurs, la langue slave est employée en Dalmatie de bonne heure (le métropolite russe Isidore en 1439, l'Allemand Arnold von Harff en 1496, le prédicateur vénitien Giustiniani en 1555, entendirent partout résonner la langue slave. Et au dernier siècle du règne vénitien, deux Vénitiens, nous affirment, l'un Antonio Dieodo, que la langue natale des Dalmates est le slave, l'autre, le prédicateur Georges Grimani, qu'il n'y a pas d'Italiens en Dalmatie). Sans doute la rive occidentale a rayonné sur la rive orientale, par la culture, l'architecture, les arts, mais on trouve toujours des monuments byzantins ou romains aussi vieux que ceux d'Italie. En plus, les artistes slaves qui ont érigé les cathédrales de Trogir et de Sibenik, n'ont pas pu cacher leur origine slave, qui n'est pas difficile de reconnaître. Peut-on conclure à un droit de cette influence italienne ?

Prédominance du sentiment slave en Dalmatie. — La plus ancienne chronique du pays, celle du prêtre de Dioclée, au xii^e siècle, constate la parenté des Slaves de Dalmatie avec ceux de Bulgarie et de Moravie. Il en est de cette parenté connue de tous (v. par exemple la discussion du prêtre slave Stoykovitch et Jean Huss, au concile de Constance). Mais c'est seulement aux xv^e et xvi^e siècles, que, sous la double influence de la Renaissance et de l'invasion turque, on voit naî-

tre un sentiment de solidarité politique. Chez des gens du peuple, l'éducation du sentiment national est faite par les chants nationaux serbes, importés par les fugitifs serbes des x^ve et xvi^e siècles.

La littérature dalmate est très riche et trilingue : parfois latine (dans les œuvres d'histoire et de droit), très rarement italienne, très souvent slave (v. *De regno slavorum* de Mavro Orbini et l'Osmanide de Goundoulitch). C'est toujours aux Slaves qu'on a recours avec une telle foi dans leur solidarité qu'il faut chercher les vraies origines du panslavisme plutôt en Dalmatie qu'en Bohême. Les Dalmates gémissent sur le sort de leur pays déchiré par l'« horrible dragon » le Turc et le « lion enragé », celui de Saint-Marc (v. Georges Krijanitch).

La domination française. — Les Français formèrent le royaume d'Illyrie avec les catholiques et un bon nombre d'orthodoxes (provinces de Lika-Croatie maritime et la Dalmatie méridionale) — donc, une unité politique à ce peuple déjà uni. Le Slave était introduit dans l'enseignement et l'administration. A Zara, son moniteur officiel le *Kraljski Dalmatin* (le *Royal Dalmate*) paraissait en slave.

La renaissance illyrienne et dalmate. — En 1848, l'Illyrie ressuscitée, fut brisée par l'Autriche. Mais le mouvement illyrique ne mourut point. A Zagreb, à Zara, parurent les revues slaves avec les congrès nationaux. Les jeunes Dalmates continuent à s'instruire en Italie, et dans ce pays de resorgimento, forment des groupes où brille le patriotisme slave (1).

(1) L'exemple de Tommaseo (Tomachitch) est bien significatif. Né à Sibenik, il passa de bonne heure en Italie et vit à Venise sous le nom italien; en 1848, il devint un des ministres de Manin. Réfugié à Turin,

La Diète de Dalmatie et les partis politiques après 1860.

— Dans la Diète dalmate, se forment deux partis, autonomiste et centraliste, préparant l'union avec la Croatie. Les Italiens considèrent à tort les autonomistes comme étant les leurs. Tommaseo lui-même, dit expressément que :

« en Dalmatie il ne peut y avoir d'autre nationalité que la Slave ou plus exactement la Serbo-Croate. A tort certains Dalmates se croient Italiens ; ils ne le sont (que par la culture' ». (v. Annuaire Dalmate de Tommaseo).

« Comment pourrions-nous, s'écria M. Ziliotto, maire de Zara, en 1896, nous qui sommes séparés de l'Italie par l'Adriatique et ne sommes que quelques milliers d'individus dispersés parmi les millions de Slaves, comment pourrions-nous penser à une union avec l'Italie ? »

Les statistiques et les élections. — En 1914, la Diète dalmate comptait encore 6 membres italiens contre 35 slaves, mais il ne s'en suit nullement que les Italiens forment le sixième de la population parce que dans les voix très restreintes d'ailleurs pour l'élection des députés, tous les fonctionnaires votaient pour les candidats italiens officiels.

Les élections au Reichsrat, faites au suffrage universel, donnent de tous autres résultats en 1911 : les onze députés que la Dalmatie envoie à Vienne, tous sont Slaves, élus à de fortes majorités. — D'après les derniers recensements, il y aurait en Dalmatie 610.669 Slaves, contre 18.028 Italiens. De ce recensement aussi bien que des statistiques françaises ou italiennes du Dr Chervin ou du professeur Carlo Marneli il ressort qu'il y a 32 ou 33 Slaves pour un Italien, et si

il écrit de nombreuses œuvres en italien. Dans ses Iskricce (Etincelles), il chante, en sorte, la Dalmatie, son peuple, sa langue et ses espérances, qu'il associe à la fin à l'Italie et à la Serbie.

l'on met à part la commune de Zara, où vivent 11.574 Italiens, la proportion monte à peu près de 70 à 1 (v. Tomitch: Les populations dalmates, dans le journal la *Serbie*, décembre 1917). Les Italiens nient une si grande majorité slave. Le seul chiffre exact serait celui des élections qui donneraient, d'après les calculs fort compliqués et inexacts, le nombre de 50, 60 et même 80.000 habitants aux Italiens. En plus, les Slaves ne seraient que des pauvres immigrés par les soins d'Autriche pour chasser l'élément autochtone italien. En supposant exacte la prétention italienne, il est absolument impossible de trouver un si grand nombre d'habitants (550.000 à 600.000) — et de le transporter sans appauvrir une autre partie du territoire — et absurde d'y croire.

Le sort de la population dalmate a été mis en question, après la dissolution de la monarchie danubienne. Après de longues hésitations et froissements de la part des Italiens et des Serbo-Croates, cette province a été définitivement attribuée à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes.

SECTION III. — *Les solutions de la question adriatique.*

La complexe question adriatique a reçu une première solution simple, trop simple même dans le traité secret de Londres du 26 avril 1915, conclu entre l'Italie d'une part, l'Angleterre, la France et la Russie de l'autre, assurant des avantages territoriaux à l'Italie, à la suite duquel celle-ci romput le traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie et entra en guerre à côté des Alliés.

Art. 4. Dans le traité de paix, l'Italie obtiendra le Trentin,

le Tyrol cisalpin, avec sa frontière géographique et naturelle (le Brenner), de même que Trieste, les comtés de Gorizia et Gradisca, toute l'Istrie jusqu'au Quarnéro, avec Volosca et les îles istriennes de Cherso et Lussin, ainsi que les petites îles de Plavnik, Unie, etc... Suit la description du tracé de la frontière.

Art. 5. « L'Italie recevra aussi la province de Dalmatie dans ses limites administratives actuelles, en y comprenant au Nord Lisarica et Tribenia (partie de la Croatie)... » L'Italie recevra aussi toutes les îles, excepté quelques unes laissées à la Croatie. Le territoire non incorporé à l'Italie sera neutralisé.

Art. 6. « L'Italie recevra l'entière souveraineté sur Valona... » et son hinterland. Le reste de l'Albanie pourrait être partagé.

Art. 8. « L'Italie recevra la pleine souveraineté sur les îles du Dodecanèse qu'elle occupe actuellement » etc.

Art. 16 et dernier. « Cet arrangement sera tenu secret ».

Ce traité est dans les vieilles traditions de la diplomatie d'avant-guerre. Ne tenant aucun compte de la volonté des populations, il les repartit d'après la volonté du plus fort, selon la manière du traité de Vienne. Mais comme il est contraire aux buts de guerre que les Alliés avaient formulés (notamment dans le message du président Wilson du 4 juillet 1918, art. 2) et au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, il a perdu toute espèce de valeur. Les Italiens eux-mêmes, s'étaient aperçus de la caducité du traité, qu'ils ne s'en servaient que très rarement et toujours en dernier lieu. Tous les intéressés et amis des Italiens et des Serbes, Croates et Slovènes avaient bien vu que la question adriatique ne pouvait pas

être résolue selon le traité de Londres et avaient proposé d'autres solutions, d'autant plus que le traité en question ne devait entrer en vigueur que dans le cas où l'Autriche-Hongrie resterait intacte, et alors, vu ses idées agressives envers l'Italie, la protection dont elle s'assurait par le traité, se comprenait parfaitement bien. Mais lorsqu'un Etat ami et allié recueille les territoires de la Monarchie en liquidation que l'Italie convoitait, l'application du traité n'est plus possible.

L'Italie elle-même s'était aperçue de l'impossibilité de gagner la guerre avec un parteil traité, devenu public en 1917 lors de la publication des archives d'Etat russe par les bolcheviks, et dans le but de calmer les Slaves qui s'étaient acharnés contre elle, aussi bien que de montrer intactes ses traditions nationales et nationalitaires, convoqua les nations opprimées de l'Autriche-Hongrie au Congrès à Rome en 1918, qui dura du 8 au 10 avril et remporta un complet succès. L'accord Torre-Troumbitch du 7 mars 1918 servit de base à l'entente à laquelle arrivèrent les autres nationalités austro-hongroises et qui portait le nom de pacte de Rome. En exposant les revendications italiennes, nous nous sommes longuement expliqué là-dessus. Nous tenons ici simplement à affirmer que le pacte de Rome a abrogé le traité de Londres par l'adhésion de l'Italie à celui-là. Puisque ce traité a été stipulé en sa faveur, le consentement de l'Italie seule suffit pour son abrogation.

Lors de l'ouverture de la Conférence de la paix, une violente campagne commença au moyen de brochures, de journaux et de discours entre les Italiens et les Slaves. Afin d'éviter les incidents regrettables, nuisibles pour les bonnes relations des deux peuples, la Délégation Serbe-Croate-Slovène à

la Conférence de la paix, proposa de soumettre à l'arbitrage du président Wilson la solution du problème adriatique (le 11 février 1919). Le 18 février, M. Anté Trombitch, ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes expose le point de vue de son gouvernement dans la question adriatique, devant le Conseil de Dix, fondé sur le principe des nationalités et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par la lettre du 3 mars 1919, le président de la Conférence de la Paix, fait savoir aux représentants du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, que la Délégation italienne n'a pas accepté l'arbitrage proposé.

Dans son memorandum du 14 avril 1919 à la délégation italienne, le président Wilson critique le traité de Londres comme étant incompatible avec les principes que les Alliés avaient accepté et propose une ligne de frontière se rapprochant beaucoup de la répartition ethnographique des populations, mais laissant plusieurs centaines de mille Slaves aux Italiens. A la date du 16 avril 1919, la Délégation du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, propose de résoudre le problème adriatique par un plébiscite, que la Délégation italienne a rejeté. Une déclaration du président Wilson sur la question adriatique du 23 avril 1919, beaucoup plus ferme que le précédent memorandum désapprouve définitivement le traité de Londres, fait clairement savoir que les buts pour lesquels les Alliés se sont battus, sont tout différents de ceux formulés par le traité en question. Le 30 mai 1919, le colonel House invita la délégation Serbe-Croate-Slovène à une entrevue à laquelle prirent part tous les membres de la délégation Américaine, à l'exception du président Wilson. La Délégation américaine communiqua alors un projet de règlement de la ques-

tion adriatique, au moyen d'un Etat-tampon entre l'Italie et l'Etat Serbe-Croate et Slovène, qui serait temporairement indépendant et dont le sort définitif sera réglé par un plébiscite de 15 ans au plus tard. Malgré la déclaration du colonel House, que cette proposition ne provenait pas du président Wilson qui s'en tenait à son projet du 23 avril, la délégation Serbe-Croate-Slovène accepta en principe l'idée de l'Etat-tampon mais elle demandait que le plébiscite eût lieu dans 3 ans et que l'Etat Serbe-Croate-Slovène bénéficiât, dans cet Etat-tampon, en ce qui concerne le port de Fiume, d'une solution analogue à celle de la Pologne à Dantzig (Projet Tardieu).

Les 29 et 30 juin 1919, des nationalistes et soldats italiens attaquèrent à Fiume des soldats français. Cette attaque fut répétée, dans une mesure beaucoup plus grave, le 6 juillet. De nombreux soldats français furent tués ou blessés. Dans sa séance du 8 juillet, le Conseil suprême décida d'envoyer à Fiume une Commission d'enquête, composée des représentants de l'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. La conclusion de cette enquête était très défavorable à l'Italie. Afin d'éviter le retour de pareils incidents, le Conseil suprême avait chargé la police anglaise de maintenir l'ordre à Fiume, et le jour même où celle-ci allait prendre possession (12 septembre 1919) d'Annunzio occupa cette ville, à la suite de quoi furent retirés toutes les troupes alliées et leurs vaisseaux.

Memorandum communiqué le 9 décembre 1919, à M. Scialoja et signé par MM. Clémenceau, Polk et Sir Eyre Crowe, commence par examiner les points de M. Wilson, sur lesquels l'accord complet existe et qui sont nettement avantageux pour l'Italie.

« En ce qui concerne l'Istrie, le Président Wilson a, dès le début, accepté une ligne frontière allant de la rivière Arsa aux Monts Karavanken, ligne qui empiétait largement sur la frontière ethnique entre l'Italie et la Yougo-Slavie et dont l'adoption aurait eu pour effet d'annexer à l'Italie plus de 300.000 Yougo-Slaves. »

M. Wilson a accepté pour des raisons stratégiques, « le déplacement de cette frontière vers l'Est de manière à donner à l'Italie la région d'Albona, malgré les nombreux suppléments considérables des Yougo-Slaves ainsi annexés à l'Italie ». 2° Création d'un Etat-tampon de Fiume avec l'autonomie la plus large quel que soit son sort future, comprenant 200.000 Yougo-Slaves et moins de 40.000 Italiens, ainsi que la démilitarisation de la côte adriatique. 3° La ville de Zara sera dotée d'un régime spécial, malgré que « sa position géographique la désigne pour faire partie de l'Etat yougo-slave ». 4° La Dalmatie et les îles peuplées par la population Yougo-Slave feront partie de l'Etat serbo-croate-slovène, mais on en détachera les îles suivantes et attribuera à l'Italie en pleine souveraineté, mais après leur démilitarisation: a) le groupe de Pelagosa; b) Lissa et les îlots situés à l'ouest; c) Lussin et Unie. 5° L'Italie recevra de la Société des Nations mandat d'administrer l'Etat indépendant d'Albanie. 6° La ville de Valona, avec l'arrière-pays strictement nécessaire à sa défense et à son développement économique, sera attribuée à l'Italie en pleine souveraineté. — L'acceptation de ces 6 points énumérés plus haut, met à l'abri d'une agression quelconque de la part des Yougo-Slaves, agression que « les représentants de l'Amérique, de la France et de la Grande-Bretagne considèrent comme tout à fait improbable, si l'on se met d'accord sur un arrangement équitable et définitif »

— « Désireux, cependant, de prendre en considération dans l'esprit le plus sympathique, tous les intérêts et tous les sentiments italiens, les trois représentants alliés ont soigneusement examiné, sur tous les aspects, d'autres demandes présentées par le gouvernement italien, sous les quatre rubriques ci-dessous: 1° « Contrôle par l'Italie des relations diplomatiques de la ville de Zara ». Cette ville fera partie de l'union douanière serbe-croate-slovène, mais sera politiquement complètement indépendante sous l'autorité de la Société des Nations. Si la population, comme on le prétend, est entièrement italienne, son choix ne pourrait tomber dans sa représentation diplomatique que sur l'Italie. — 2° « Arrangement par lequel la ville de Fiume, le « *corpus separatum* » serait détachée de l'Etat libre de Fiume et deviendrait complètement indépendante, le port et le chemin de fer étant cependant laissées à l'Etat libre ». Ceci ne se comprend pas étant donné que Fiume, sans son territoire, ne pourrait exister, d'autant plus que la séparation du port de Fiume du reste de l'Etat-tampon est impossible pour des raisons matérielles. — 3° Contact direct entre la ville de Fiume et la province italienne d'Istrie, par l'annexion à l'Italie d'une étroite langue de terre le long de la côte de Fiume à Volosca, entre la voie ferrée et la mer, la frontière italienne étant reportée plus à l'Est de façon à englober dans cette frontière l'Istrie toute entière. La réalisation pratique de cette exigence italienne est absolument impossible. 4° Annexion à l'Italie de l'île de Lagosta. L'Italie a déjà pris une grande étendue de territoire peuplé exclusivement par les Yougo-Slaves. Cette nouvelle annexion ne se justifie plus. La note se termine par les recommandations au gouvernement italien de ne pas persister dans ces

revendications annexionistes qui feraient naître chez des populations incorporées à l'Italie un foyer permanent d'irréductibilisme, et en conséquence une cause permanente d'agitation. — Par sa note du 10 décembre 1919, le gouvernement italien insiste sur son projet antérieur, se servant des arguments très discutables, mais presque tous d'ordre stratégique. — M. Nilli soumit un mémoire à M. Lloyd George le 6 janvier 1920, dans lequel l'Italie demande l'exécution du Pacte de Londres, et certaines garanties favorables à l'Italie pour la ville libre de Fiume et les autres parties du territoire contesté. — Lors de la réunion du Conseil suprême, au commencement du mois de janvier 1920, la délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a remis au président de la Conférence de la Paix, une note qui porte la date du 8 janvier 1920, et dans laquelle avec de bons arguments, on discute le point de vue italien. C'est plutôt le nouvel Etat Serbo-Croato-Slovène qui devait craindre l'invasion italienne par mer et par terre, vu la supériorité numérique de l'Italie en hommes et en unités navales. En plus, sans Fiume ni Zadar, la Yougo-Slavie serait économiquement à la merci de l'Italie.

« La volonté du peuple, dit ce mémoire, est la base inébranlable de la paix. La consultation nationale correspond au principe de la libre disposition des peuples par eux mêmes qui a été plusieurs fois adopté par la Conférence de la Paix. Comme nous l'avons autrefois exposé, notre Délévation accepte que le principe du plébiscite soit appliqué à tous les pays de l'ancienne Autriche-Hongrie située à l'est de l'ancienne frontière italo-autrichienne et qui sont l'objet d'une contestation entre notre Etat et l'Italie. Toutes ces régions sont habitées par un peuple civilisé, conscient de sa nationalité et de ses intérêts. Il est donc en état de décider lui-même de son sort. Nous ne demandons pas mieux que d'accepter le résultat d'un tel plébiscite pour toutes les régions

contestées. La conséquence d'une telle solution serait qu'il ne resterait d'aucun côté de la frontière d'irrédentisme national ».

Voici la véritable manière de résoudre le conflit italo-slave. Tous les autres arguments ne comptent pour rien devant une pareille affirmation du principe des nationalités. Mais le Conseil suprême ne l'accepta point, et la longue discussion continue. — Le 9 janvier 1920, MM. Lloyd George et Clémenceau proposent une autre solution plus favorable à l'Italie, notamment en ce qui concerne les villes de Fiume et de Zara. — La réponse italienne du 10 janvier 1920 à la proposition du 9 janvier, est conçue dans des termes vraiment incompréhensibles. Son principal argument est la stratégie et certains jeux de mots (par exemple, le traité de Londres attribue le « port » de Fiume à la Croatie, qui, n'existant pas comme un Etat indépendant, ne pourra en revendiquer la possession). On va jusqu'à nier le caractère slave, pourtant indiscutable, de la population dalmate. — Propositions remises à M. Pachitch et à M. Troumbitch par M. Clémenceau à une réunion tenue au quai d'Orsay, le 17 janvier 1920: 1° Le corpus separatum de Fiume sera soumis à la souveraineté italienne. La ville de Susak passera à l'Etat serbe-croate-slovène. Le port en entier sera transmis à la Société des Nations. 2° L'Etat libre disparaîtra et on tracera différemment la frontière italo-yougoslave. 3° Zara, dans les limites de la zone municipale, sera un Etat indépendant placé sous la garantie de la Société des Nations avec le droit de choisir ses propres représentants. 4° L'Italie gardera Valona. 5° L'Italie prendra les îles de Lucigne, Pelagosa et Lissa. 6° Toutes les îles de l'Adriatique seront démilitarisées. — Réponse de MM. Pachitch et Troumbitch, du 14 janvier 1920: 1° La souveraineté italienne sur

Fiume « *corpus separatum* » ne peut être acceptée; 2° Comme frontière italo-yougo-slave, on n'acceptera que la ligue Wilson; 3° La ville de Zara sera dotée, sous la souveraineté yougo-slave, de la plus large autonomie locale; 4° Relatif à l'Albanie; 5° On n'accepte la démilitarisation des îles que dans le cas où celles-ci en entier appartiendraient à l'Etat serbe, croate et slovène; 6° Garantie pour les ressortissants italiens sur le territoire yougo-slave en réciprocité de ceux des Yougo-Slaves restés sous la souveraineté italienne.

Propositions revisées et remises à MM. Pachitch et Troumbitch par M. Clémenceau, à une réunion tenue au Quai d'Orsay, dans l'après-midi du 14 janvier 1920: 1° « *Corpus separatum* » de Fiume constituera un Etat indépendant placé sous la garantie de la Société des Nations avec le droit de choisir ses propres représentants diplomatiques. La ville de Susak passera à l'Etat serbe-croate et slovène. Le port en entier sera transmis à la Société des Nations; 2° L'Etat indépendant disparaîtra. La frontière Italo-Serbe sera modifiée sous le rapport des précédentes propositions à l'avantage de l'Italie; 3° Zara deviendra un Etat indépendant sous la garantie de la Société des Nations, avec le droit de choisir ses propres représentants; 4° L'Italie gardera Valona; 5° Les îles suivantes seront attribuées à l'Italie: Lussin, Pelagosa et Lissa; les autres îles seront placées sous la souveraineté de l'Etat serbe-croate et slovène; 6° Toutes les îles de l'Adriatique seront démilitarisées; 7° Garanties pour les ressortissants italiens sur les territoires yougo-slaves. — *Réponse de la délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du 20 janvier à la note du 14 janvier 1920*: 1° « *Corpus separatum* » de Fiume sera un Etat indépendant sous la souveraineté de

la Société des Nations à qui appartiendra aussi la représentation diplomatique de Fiume. Le port de Fiume passera en propriété de la Société des Nations et sera placé sous la gestion de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. La ville de Susak et le port de Baros qui en fait partie intégrante, seront attribués en pleine propriété au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes; 2^o Maintien de la ligne Wilson qui laisse 400.000 Yougo-Slaves à l'Italie, comme ligne de frontière italo-yougo-slave; 3^o Zara, quoique une petite ville et ne pouvant pas vivre comme indépendante, deviendra telle. Toutefois, on ne pourra pas admettre que Fiume et Zara aient le droit de choisir leurs représentants diplomatiques; ce choix, s'il se trouvait être dévolu à l'Italie, constituerait une annexion déguisée; 4^o L'Albanie doit posséder un gouvernement local autonome; 5^o La démilitarisation des îles est acceptée à la condition que l'île Lissa fasse partie du territoire Yougo-Slave; 6^o Garanties aux ressortissants italiens; 7^o Question de partage de la flotte de guerre et de la flotte commerciale austro-hongroise. — Après la remise de cette note, le président de la Conférence de la Paix communiqua aux représentants yougo-slaves, en présence de M. Lloyd George et de l'Ambassadeur des Etats-Unis, que la note en question est rejetée et que la délégation serbe-croate-slovène, est invitée à faire savoir, dans un délai de quatre jours si elle acceptait les propositions du 14 janvier; et que dans le cas contraire, la France et la Grande-Bretagne avaient autorisé l'Italie à appliquer le traité de Londres, mais que dans ce dernier cas, M. Nitti s'était engagé à évacuer Fiume. — Le délai a été prolongé plus tard de quatre nouveaux jours, c'est-à-dire jusqu'au 28 janvier. — Intervention immédiate du pré-

sident Wilson (télégramme de M. Lansing à M. Wallace) et justifications de MM. Clémenceau et Lloyd George (le 22 janvier 1920) dans un ton amical, tendant à la solution rapide du conflit adriatique. — La réponse du gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes du 28 janvier 1921, est conçue dans un ton amical, remarquant que les propositions du Conseil suprême ne sont entièrement conformes ni aux principes proclamés par la Conférence de la Paix de la libre disposition et de l'indépendance des peuples, ni aux vœux des populations, ni aux convenances géographiques et économiques. La seule solution possible consiste dans l'arbitrage d'une personne neutre ou dans le plébiscite. — La note inattendue du président Wilson en date du 10 février 1920, conçue dans un esprit de haute justice, condamne, dans des termes sévères, la pression exercée par les grandes Puissances sur un petit Etat...

« Nous ne pouvons, dit le Président Wilson, donner notre assentiment à un règlement qui, aussi bien dans les termes de ses stipulations que dans des méthodes employées pour l'imposer, constitue une négation absolue des principes pour lesquels l'Amérique est entrée en guerre ».

Il ne voit pas de divergence d'opinion entre les Alliés et l'Amérique, mais

« un manque de fermeté avec lequel les amis de l'Italie doivent résister à ses importunes demandes de territoires étrangers, sur lesquels elle ne peut faire valoir aucun titre solide ».

A la fin, M. Wilson déclare à peine de retirer du Sénat le traité de Versailles, qu'il n'acceptera aucun arrangement qui irait à l'encontre du mémorandum commun du 9 décembre

1919, qui, avec ses concessions, représente le maximum de ce que peut offrir le gouvernement des Etats-Unis. — Par un mémorandum du 17 février 1920, les premiers ministres de France et de Grande-Bretagne, répondirent à la note précédente du président Wilson. Ils déclarent ne pouvoir comprendre l'intransigeance du président, qui demandait la participation de la délégation américaine, aux débats engagés entre l'Italie et la Yougo-Slavie, partie pour son pays depuis longtemps. Si le règlement du 9 décembre a été rejeté, c'est que ni les Italiens ni les Yougo-Slaves n'en voulaient point. Quant à la pression exercée sur les Yougo-Slaves, pour l'acceptation du mémorandum du 14 janvier, et du traité de Londres, elle n'était point faite dans un but autre que la liquidation du conflit adriatique, les Puissances Alliées ne voyant pas d'autre base pour la solution du conflit. A la fin, les Puissances Alliées espèrent, que le traité de Versailles, en terminant une des plus terrible guerre et dans lequel elles fondent tous leurs espoirs, ne sera pas retiré du Sénat. — Par son mémorandum du 25 février 1920, le président Wilson a répondu à la note des Alliés précitée. Il fonde d'abord le principe indiscutable, c'est qu'aussi, bien que le gouvernement autrichien n'avait pas le droit de disposer des peuples yougo-slaves sans leur consentement, de même les Puissances Alliées ne doivent agir que d'accord avec ces peuples. Analy-sant point par point les propositions des Puissances Alliées, le président ne voit pas d'inconvénient à ce que les deux Etats en question s'arrangent eux-mêmes, et seulement dans le cas d'échec des négociations directes, on devrait recourir aux services des gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France, et des Etats-Unis. En refusant d'accepter la frontière italienne

près de Fiume, le président plaide la nullité du traité de Londres, qui est contraire aux buts de paix proposés par lui et acceptés par les Alliés et se voit vivement surpris de menace d'appliquer le traité de Londres aux Yougo-Slaves, si ceux-ci n'acceptent pas la proposition du 20 janvier 1920. Cette manière de procéder est d'autant plus incompréhensible, si l'on prend en considération l'acceptation des gouvernements français et britannique du mémorandum du 9 décembre 1919. — La réponse des premiers ministres de France et de Grande-Bretagne du 26 février 1920, au mémorandum précité du président Wilson. En s'excusant d'abord, de ne pouvoir pas travailler avec les représentants américains, étant donné que ceux-ci sont partis, les gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne sont heureux de partager l'opinion du président Wilson sur les accords directs entre l'Italie et la Yougo-Slavie. A cet effet, ils retirent leurs propositions du 9 décembre 1920 et du 20 janvier 1921 et sont disposés d'étudier de nouveau la question adriatique, dans le cas d'échec de conversations, directes, cette fois-ci en présence d'un représentant américain. Le traité de Londres a été forcément secret à cause de ses clauses stratégiques. Mais son inapplicabilité a été reconnue par le gouvernement italien lui-même, d'où toute une série de propositions, s'écartant plus ou moins du dit traité. — Par la note du 26 février 1921, le président Wilson précise ses vues. Tout d'abord, il ne peut délaissier facilement le projet du 9 décembre, fruit d'une longue discussion, sans assurance que dans les entrevues directes, qu'il approuve entièrement, entre les gouvernements intéressés, aucun des gouvernements ne soit mis en état d'infériorité. La question albanaise ne doit pas être liée à la question italo-yougo-slave

pour cette bonne raison, que le Président n'approuve pas les récompenses consenties aux profits des Yougo-Slaves dans l'Albanie du Nord pour les territoires qu'on leur enlèverait ailleurs. « La politique bien définie et acceptée du gouvernement américain pendant tout le temps qu'il a participé aux délibérations de la Conférence de la Paix, a été de ne pas se considérer comme lié par des traités secrets dont il n'avait pas antérieurement connu l'existence ». Ceci pour le traité de Londres. Quant aux retards dans la question adriatique, le gouvernement américain n'est pas responsable, étant donné qu'il avait formulé ses vues d'une façon précise dans le projet du 9 décembre.

Les discussions directes entre les représentants italiens et Yougo-Slaves avaient d'abord commencé au mois de mars 1920 à Londres, puis ont été continuées en avril à Paris. Lors de la Conférence de San Remo (fin avril 1920), la question adriatique n'a pas été discutée. Un échange de télégrammes entre MM. Nitti et Troumbitch, nous relèvent le désir de deux gouvernements de se rencontrer le plus tôt possible, en vue de continuer les pourparlers directs. Le 11 mai 1920, M. Scialoja, Ministre des Affaires Etrangères pour l'Italie et Pachitch et Troumbitch pour l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, se réunirent à Pallanza, mais le même jour le cabinet de Nitti était mis en minorité. Sa démission qui s'en suivit, interrompit les pourparlers provisoirement. Ceux-ci reprirent à Rapallo, au commencement du mois de novembre 1920, entre MM. Giolitti, Sforza et Bonome pour l'Italie et MM. Vesnitch, Troumbitch et Stoyanovitch pour l'Etat serbe-croate et slovène, desquels sortit le traité de Rapallo, terminant

l'interminable discussion et liquidant une des plus graves controverses à la Conférence de la Paix de Paris.

Le traité de Rapallo, qui porte la date du 11 novembre 1920, est le résultat d'une courte, mais vive discussion que les représentants de ces deux pays eurent dans cette petite ville. La bonne volonté ne faisait point défaut et en commençant par se disputer, on arrive toujours à s'entendre; ce traité en est la preuve.

Le traité de Rapallo comporte neuf articles:

Article premier fixe les frontières entre l'Italie et l'Etat serbe-croate-slovène; ces frontières partent du Mont-Pec, le point de jonction des frontières des deux Etats intéresse plus l'Autriche, comprenant le mont Nevroso et vont jusqu'au sommet du Quarnero suivant le tracé du pacte de Londres, avec quelques modifications en faveur des Yougo-Slaves.

Art. 2 reconnaît que la ville et la commune de Zara, les communes de Borgoerizza, Cemo, Boccagnezzo, et une partie de la commune de Dieba, feront partie du royaume d'Italie. Une convention spéciale réglera l'exécution de cet article.

Art. 3 reconnaît comme faisant partie de l'Italie, les îles de Cherso, de Lucin, les îles Mineurs, les îlots et leurs districts d'Istrie, les îles Lagosta et Pelagosa avec les petites îles voisines. Les autres îles de l'ancienne Autriche-Hongrie seront attribuées au royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Art. 4 reconnaît la pleine liberté et l'indépendance de Fiume. L'Etat de Fiume est constitué par le « *corpus separatum* » ainsi qu'une petite partie du territoire de l'Istrie.

Art. 5 prévoit les commissions qui délimiteront les frontières décrites dans les articles précédents.

Art. 6 prévoit la convocation, dans les deux mois, à dater de

la mise en vigueur du traité, d'une conférence entre l'Italie et la Serbie-Croatie-Slovanie, qui sera chargée de faire aux deux gouvernements des propositions touchant des questions sur lesquelles des rapports plus cordiaux pourraient s'établir entre les deux pays, dans l'ordre économique et financier.

Art. 7. L'Etat serbo-croato-slovène, reconnaît en faveur des citoyens italiens et des intérêts italiens en Dalmatie: 1° Les concessions économiques dont jouissent les Italiens; 2° Les droits pour les Italiens, résidant sur le territoire de l'Etat serbo-croato-slovène, d'option d'ici à un an pour la nationalité italienne, tout en gardant leur domicile, l'usage de leur langue, de leur religion, et de toutes les facultés qui se rattachent à ces libertés; 3° relatif aux diplômes d'études.

Art. 8 déclare qu'une convention sera conclue entre les deux pays pour intensifier les développements réciproques des relations culturelles.

Art. 9 stipule que le traité est rédigé en italien et en serbo-croate. En cas de divergence dans l'interprétation, le texte italien fera foi, étant donné que cette langue est connue de tous les plénipotentiaires. — Le Traité de Rapallo est une transaction entre le traité secret de Londres et le principe des nationalités; sous certains rapports il est défavorable aux Etats intéressés, surtout à l'Etat serbe-croate-slovène, mais d'autre part il a ce grand avantage d'être consenti librement et de résoudre une grave question restée pendant longtemps en suspens (v. le *Journal des Débats* et le *Temps* du 15 novembre 1920).

CHAPITRE VII

Les revendications nationales des Serbes Croates et Slovènes (1)

La création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans ses frontières nationales, avec les nouveaux Etats de Pologne, de Tchéco-Slovaquie, de Roumanie unie, de Grèce agrandie, est une conception nouvelle pour le monde entier.

(1) De très nombreuses publications parues surtout pendant la guerre, sur la Serbie, l'Etat serbe-croate-slovène et le mouvement yougoslave, nous ne citerons que les plus importantes. *Bérard* (Victor): La Serbie et son histoire, Paris ; la Question yougoslave, conférence faite à la Sorbonne le 28 mars 1916. — *Bibliothèque Yougoslave*: N° 1: Le programme Yougoslave, N° 2. Le pays et le peuple Yougoslave. — *Bulletin Yougoslave*: Imprimé comme manuscrit en anglais et français et publié par le Comité yougoslave de Londres. — *Bellet* (Daniel): La Serbie, son passé, son avenir. « *Revue d'économie politique* » juillet-août 1915, p. 333-336. — *Bonnet* (Georges): La Question yougoslave, Société de Sociologie de Paris, séance du 14 juin 1916, rapporté dans la « *Revue internationale de sociologie* », août-sept. 1916, p. 453-468. — *Bresse* (Louis): Ses articles sur le pacte de Corfou, dans la « *Revue contemporaine* » du 25 nov. 1917, p. 747-749; du 15 oct. 1917, p. 681-685, et « *Correspondance d'Orient* » du 10 oct. 1917. — *Chervin* (Arthur): L'Autriche et la Hongrie de demain, Paris 1915; les Yougoslaves (Serbes, Croates, Slovènes) au point de vue ethnique, conférence faite à Lyon le 26 mars 1916. — *Cvijetisa* (Frano): Les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie, Paris 1917. — *Denis* (Ernest): La grande Serbie, Paris, 1915. — *Duhem* (Jules): L'Unité serbo-croato-slovène « *La Grande Revue* » sept. 1916, p. 534-544. — *Eisenmann* (Louis): La solidarité slave, Paris, 1916; le Problème slave dans la crise européenne « *le Monde slave* » n° 1 et 3-4. — *Evans* (Sir Arthur): Les Slaves de l'Adriatique et la Route continentale de Constantinople trad. française, 1916. — *Fournol* (Etienne): De la succession d'Autriche, Nancy, Paris 1918. — *Haumant*: En Yougoslavie, Paris 1917, (recueil des articles parus dans des différentes revues sur la question yougoslave. Ouvrage de toute importance. — *Hinkovitch*: Les Yougoslaves,

Cet Etat naquit au milieu des grandes perturbations du monde, de la disparition d'anciennes monarchies comme résultat d'efforts énormes et de luttes centenaires soutenues par la nation serbe, croate et slovène, qui possède une histoire propre des plus glorieuses.

leur passé, leur avenir 1916; les Croates sous le joug magyar, conférence faite à la Sorbonne en 1915. — *Hauser (Henri)* : Les persécutions Yougoslaves « Revue critique d'histoire et de littérature » du 25 nov. 1916, p. 337-343. — *Jaray (G. L.)* : Les Slaves du Sud et l'Autriche-Hongrie « Revue hebdomadaire », 28 juillet 1917, p. 509-527. — *Krek (Ivan)* : Les Slovènes, Paris. — *Lanux (Pierre de)* : La Yougoslavie, Paris 1916. — *Léger (Louis)* : Les luttes séculaires des Germains et des Slaves, Paris 1916; le panslavisme et l'intérêt français, Paris; *Léger (Louis)* : Liquidation de l'Autriche-Hongrie, Paris 1916. — *Kara-Georgevitch (Prince Alexis)* : La Serbie, l'Italie et la Dalmatie. « La Revue » 15 mai-1^{er} juin 1915, p. 414 à 416. — *Laboudière (G.)* : Le Monténégro « La nouvelle revue » 1^{er} août 1917, p. 207 à 216; 15 août 1917, p. 331-344. — *Lebesgue (Philéas)* : L'unité serbo-croate et le principe des nationalités « Mercur de France », 1^{er} février 1916, p. 452-463. — *Léger (Louis)* : Les Slovènes et leurs rapports avec notre histoire, « Revue hebdomadaire » 25 sept. 1915, p. 445-454; la Confédération illyrienne « Revue des sciences politiques », 15 août 1915, p. 14-18. — *Markovitch (Dr Lazar)* : La Serbie, le journal politique hebdomadaire, paraissant à Genève. — *Meillet (A.)* : L'Unité Slave, « La Nation Tchèque » du 15 juin 1916, p. 51-52. — *Novakovitch (Stoyan)* : Problèmes yougoslaves, extrait de la « Revue de Paris » du 1^{er} sept. 1915. — *Novakovitch (Mileta)* : La Serbie, « Revue internationale de Sociologie », juin 1917, p. 32-42. — *Primorac (Vouk)* : La question Yougoslave, Paris 1918. — *Tamaro (Attilio)* : A propos de la Question yougoslave, « Revue internationale de Sociologie », octobre 1916, p. 509-510. — *Troumbitch (D.-A.)* : Mémoire supplémentaire sur la question yougoslave, p. 12. — *Veritas* : Le Monténégro, Paris 1917. — *Vesnitch (Mil. R.)* : La Serbie et la guerre européenne, Paris. — *Yakchitch (Grégoire)* : L'Europe et la ressurection de la Serbie (1804-1834), Paris 1917. — *Haumant (S.)* : L'Unité Yougoslave, conférence faite le 15 déc. 1917 au Collège libre des sciences politiques. — *Perrier (Edmond)* : L'effort serbe, discours fait le 8 fév. 1917 à la Sorbonne. — La Délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la conférence de la Paix a publié de nombreux livres et brochures. V. notamment : La Symrie, la Carinthie, le Prekomurje, la Baranya, la Batcha, le Banat. — *Yovan Cvijitch* : Les frontières septentrionales des Yougoslaves, (avec trois cartes). — *Voïnovitch (L.)* : L'Unité Yougoslave. Tous ces livres sont parus aussi en anglais.

SECTION PREMIÈRE. — *L'Histoire*

Les Serbes, Croates et Slovènes sont mentionnés pour la première fois dans l'Histoire pendant la grande migration des peuples. Dans la première moitié du vi^e siècle, ils quittèrent leur ancienne patrie, la Russie centrale et la Galicie du Sud, pour avancer vers l'Ouest et le Sud-Ouest. Dans la seconde moitié du même siècle, ils atteignirent, après avoir dépassé les Carpathes, le bassin du Danube moyen et de là, dans la première moitié du vii^e siècle, ils peuplèrent toutes les contrées situées dans la moitié occidentale de la Péninsule balkanique.

Luttant avec les ennemis redoutables, les Francs et les Bulgares, ils réussirent à fonder un Etat au commencement du ix^e siècle dans le bassin du moyen Danube, sans le conserver longtemps. Peu de temps après, à cause des raisons géographiques, politiques et autres, les Serbes, Croates et Slovènes fondèrent trois Etats distincts : dans les régions situées entre la Drava et le Danube, l'Etat slovène ; dans les contrées situées au Nord de l'Adriatique et sur le littoral adriatique, l'Etat croate ; et dans la partie montagneuse de la moitié occidentale de la Péninsule balkanique, l'Etat serbe. Ainsi les trois branches du même peuple vécurent séparément dès le haut moyen-âge.

L'Etat slovène succomba déjà dans le ix^e siècle, aux attaques combinées des Allemands et des Magyars, et ne reprit son indépendance qu'en 1918. — L'Etat croate exista plus longtemps. Au commencement du x^e siècle, il devint un royaume et au milieu du xi^e siècle élargit ses frontières jusqu'au littoral

adriatique et les régions situées sur les deux rives de la Sava. Mais bientôt après, à la suite de luttes intérieures (dans la seconde moitié du même siècle) la Croatie s'affaiblit et fut obligée par les Hongrois d'accepter une union d'Etat avec eux. Depuis cette époque, la destinée des Croates a été liée à celle de la Hongrie et de l'Autriche. — L'Etat serbe subsista plus longtemps. Bientôt après la chute du premier Etat serbe (qui avait existé plus de cent ans, depuis le milieu du ix^e siècle jusqu'au milieu du x^e siècle), le second Etat serbe fut fondé, dont le centre se trouvait sur le littoral monténégrin. Dans la seconde moitié du xi^e siècle, cet Etat devint un Royaume. Mais le centre du premier Etat serbe reprit dans le xii^e siècle, la première place et la direction de la nation serbe.

Le troisième Etat serbe fondé dans le xiii^e siècle, est le plus important de tous les Etats serbes du moyen âge. Pendant les premiers deux cents ans de son existence indépendante (du milieu du xiii^e jusqu'au milieu du xiv^e siècle), cet Etat progressa continuellement au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue culturel. Il fut proclamé Royaume en 1219 (Stephan Prvoventchani, fils du fondateur de l'Etat Nemanya) et Empire en 1346 (Douchan le Fort, roi des Serbes, Grecs et Albanais) et devint au milieu du xiv^e siècle, la première puissance de la Péninsule balkanique.

L'empire serbe fit des progrès très importants à cette époque, non seulement comme unité politique, mais aussi par sa civilisation. Une organisation indépendante de l'Eglise nationale fut fondée, une nouvelle littérature serbe médiévale, un art architecturale spécial d'église commencèrent

alors; on frappa la première monnaie serbe, on exploita les mines; l'agriculture et le commerce florissaient aussi.

Un autre Etat serbe existait à la même époque, la Bosnie, qui progressa de la même façon et qui devint aussi dans la seconde moitié du xiv^e siècle, la première puissance de la Péninsule.

Mais en même temps, ces deux Etats entrèrent dans une nouvelle lutte contre les Turcs, et après cent ans de résistance, les Turcs occupèrent dans la seconde moitié du xv^e siècle, toutes les contrées habitées par les Serbes.

Le commencement des temps modernes trouva les Slovènes esclaves de l'Autriche, les Croates esclaves de la Hongrie et les Serbes, esclaves de la Turquie. Mais comme l'esclavage turque était le plus dur, les Serbes émigraient en grande partie dans les contrées habitées par les Croates en se mêlant à eux et nivelant ainsi le peu de différences qui existaient entre eux. Lorsque au xvii^e siècle, les Turcs commencèrent à quitter l'Autriche et la Hongrie, celles-ci dirigèrent leur action contre les Serbes et les Croates. Tandis que l'effort Croate consistait dans l'obtention des droits politiques dans le cadre de la Monarchie, l'effort serbe tendait vers la création d'un Etat libre et indépendant. C'est la seule différence de ces deux tendances.

Au xix^e siècle, l'événement le plus important était la création du nouvel Etat serbe par Karageorges (en 1804). Et tandis que ce nouvel Etat serbe, à moitié libre et vassal de la Turquie, lutte de toutes ses forces pour obtenir une autonomie plus grande et une administration interne meilleure et plus libre, les Croates ensemble avec les Serbes en Hongrie, luttent aussi énergiquement contre les Hongrois, lesquels

conduits par leur impérialisme chauvin s'engageaient à magyariser les Serbes et les Croates.

Les différends existant entre les Serbes et les Croates d'un côté et les Hongrois de l'autre, furent la cause de la grande insurrection des Serbes et des Croates contre la Hongrie, à laquelle d'innombrables Serbes de Serbie prirent part comme volontaires. La communauté et l'union de la Serbie et des Serbes et Croates en Autriche-Hongrie demeurèrent depuis cette époque le point principal de leur programme politique et national. L'autorité d'Etat austro-hongrois qui luttait contre cette union par tous les moyens, ne réussit que partiellement et temporairement.

Malgré toutes les difficultés extérieures et intérieures, la Serbie continua à devenir de plus en plus, le centre de la vie nationale au point de vue politique et intellectuel. Elle était considérée et se considérait elle-même comme appelée à délivrer et à unir en un Etat toute la nation serbo-croato-slovène. Les grands mouvements enthousiastes pour l'union renforcèrent dans toute une nation l'idée d'union et de liberté. Pour la libération de ses frères de Turquie, la Serbie soutint en 1876 et 1877-78 deux guerres sanglantes, qui coûtèrent beaucoup en vies humaines et en argent.

Quoique le traité de Berlin eût beaucoup désappointé la nation serbe, surtout parce qu'il donna la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie, la nation serbe reprit courage bien vite et commença à se préparer, ensemble avec les Croates, pour la réalisation de ses idées concernant l'union et la liberté. Lorsqu'au commencement du ^{xx}e siècle, les questions internes de la Serbie furent résolues définitivement et que le parlementarisme et le démocratisme idéal entrèrent

en force, la préparation commença pour la lutte dirigée contre les ennemis de la nation, qui essayaient, par n'importe quel moyen de séparer la Serbie de la Croatie.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908) rouvrit la question serbo-croate. La Turquie refusant d'entrer dans la communauté des nations balkaniques et le régime jeune-turc commençant à persécuter tous les éléments non turcs encore plus que cela n'avait été le cas auparavant, la Serbie déclara la guerre en 1912 à la Turquie, ensemble avec ses Alliés, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro. La conséquence de cette guerre fut la libération du joug turc des Serbes en Vieille-Serbie et en Macédoine. Les succès aussi bien que la force morale et matérielle dont la Serbie fit preuve dans la guerre turque et le grand enthousiasme que ces succès provoquèrent parmi les Serbes, Croates et Slovènes en Autriche-Hongrie, toutes ces circonstances troublèrent les hommes d'Etat austro-hongrois. Pour cette raison, ils décidèrent d'anéantir la Serbie, ce centre intellectuel, politique et matériel de la force des Serbes, Croates et Slovènes, et pour cela provoquèrent la guerre mondiale.

Aperçu général. — Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, est situé sur la côte orientale de la mer Adriatique entre Trieste au nord et Salonique au sud. Il couvre presque toute la moitié occidentale de la Péninsule balkanique. Il est composé des anciens Royaumes de Serbie et du Monténégro et des provinces qui appartenaient jusqu'ici à l'Autriche-Hongrie, à savoir: Bosnie-Herzégovine, Croatie et Slavonie, Styrie, Carinthie, Carniole, Istrie, Dalmatie et Voïvodine (Banat occidental, Batchka et Baranya). La superficie est

d'environ 260.000 kilomètres carrés avec une population de 13.000.000 d'habitants.

SECTION II. — *Institutions législatives et administratives dans les pays des Serbes, Croates et Slovènes*

I. *Serbie*. — Lors de l'insurrection de 1804, où Kara Georges fut élu comme chef suprême, il organisa tout de suite après, un Conseil (des ministres) qui limitait son pouvoir. Miloch Obrenovitch, grâce a ses qualités d'organisateur et de diplomate, sut organiser une administration purement serbe de la Serbie depuis 1815, dans un milieu turc. Les Constitutions de 1835, 1838 et 1869 prévoient à côté du chef d'Etat les institutions importantes: la Skoupchtina nationale, dans laquelle les représentants de la nation exprimaient au commencement ses désirs et plus tard votaient les lois et le Conseil d'Etat avec des attributions d'abord législatives, plus tard seulement administratives. L'organisation moderne de la Serbie a été fondée par la Constitution de 1888, qui a été remise en vigueur lors de l'avènement du Roi Pierre en 1903, cette Constitution ayant été remplacée dans l'entre-temps par l'ancienne Constitution de 1869 et plus tard par une autre de 1901.

II. *Monténégro*. — Depuis le mois de décembre 1905, le Monténégro est une Monarchie constitutionnelle. La Constitution est octroyée par le roi; le pouvoir législatif est exercé par le roi et la Skoupchtina nationale. Le pouvoir exécutif est composé du Conseil des Ministres, du Conseil d'Etat et de la Haute Cour des Comptes. Le pays est divisé en départe-

tements. Chaque département a son autonomie propre : un conseil général, avec des conseils municipaux.

III. *Croatie et Slavonie* avait en Autriche-Hongrie une situation spéciale, grâce à une Convention de 1868 passée entre la Hongrie et ces deux contrées. Conformément à cette Convention, la Croatie et la Slavonie font partie des pays de la couronne de St-Etienne avec le souverain, les affaires étrangères, l'armée, la marine et les finances communs. La législation pour les affaires autonomes appartient à la Diète du Royaume-Uni de Croatie, Slavonie et Dalmatie et devient exécutoire avec la signature de l'empereur. La Diète croate envoie quatre représentants au Parlement commun à Budapest et trois à la Chambre Haute. La langue croate était reconnue aux parlements et dans l'administration intérieure.

La Diète croate était composée de 90 membres élus et d'autres membres possesseurs d'un vote viril. Le pouvoir exécutif était exercé pour les affaires communes par les Ministères communs de la Monarchie entière (Armée et marine) ou par les Ministères de la couronne de St-Etienne (finances, postes et télégraphes, chemins de fer, etc.). Dans les affaires autonomes, le pouvoir exécutif était confié au gouvernement autonome du pays, dont le chef était le Ban de Croatie, Slavonie et Dalmatie. Le Ban était nommé par le roi sur la proposition du Premier ministre hongrois. — Le territoire était divisé en huit provinces-joupanies administrées par un gouverneur-joupan. — De droit, la Dalmatie appartenait à la Croatie; de fait, elle était administrée par l'Autriche.

IV. *Slovénie*. — Dans les premiers siècles après la migration des peuples, les Slovènes constituèrent, quelquefois seuls, quelquefois avec les Croates, un Etat indépendant avec leurs propres rois ou ducs. Avant la guerre, les Slovènes de Prékomourié (dans le sud-ouest de la Hongrie) vivaient sous la domination hongroise, et les Slovènes de la province d'Udine sous les lois italiennes; seuls les Slovènes qui habitaient le territoire de l'ancienne Autriche (Carinthie, Styrie, Carniole, Goritz, Gradiska, Trieste et Istrie) possédaient une certaine autonomie. — La législation était exercée par le parlement central de Vienne, et le Congrès provincial. — Une Diète existait avec des attributions beaucoup moins importantes que celles de Croatie.

V. *Bosnie et Herzégovine*. — Par un décret impérial daté du 26 février 1879, le gouvernement suprême de ces deux provinces turques a été confié au ministère commun. Ce ministère contrôle donc, en outre, de ses propres attributions, le gouvernement local de la Bosnie-Herzégovine. — Un corps constitué par l'empereur, possédait des attributions très étendues. Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908, une première Assemblée bosniaque eut lieu en 1910, élue sur la base des élections par curie et sur le système religieux. Il y eut 72 membres, dont 31 orthodoxes, 24 mahométans, 16 catholiques et 1 juif; en plus les 16 membres de plein droit (dignitaires ecclésiastiques et civils et les représentants des corporations autonomes). D'après le statut constitutionnel, l'Assemblée avait plutôt une compétence de contrôle que de législation. Aucune division de cette Assemblée n'était exécutée sans l'approbation du gouvernement central et de l'empereur.

SECTION III. — *Les Serbes, Croates et Slovènes pendant la guerre*

Avant la retraite de 1915, nombreuses furent les manifestations pour l'unité nationale. C'est dans le royaume de Serbie, seul indépendant, que le désir séculaire de l'unification de tout le peuple serbe, croate et slovène se donnait libre cours. — Après une longue discussion et la déclaration du gouvernement que la Serbie n'a pas voulu la guerre, la Skoupchtina nationale vote à l'unanimité la motion suivante le 24 novembre 1914 :

« Convaincu que tout le peuple serbe est résolu à ne pas fléchir dans la bataille sacrée pour la défense de son cher foyer et de la liberté, le Gouvernement Royal considère comme son plus important et, dans ces moments où se décident les destinées, comme son unique devoir, d'assurer la fin heureuse de cette guerre qui est devenue aussi la lutte pour la délivrance et l'union de tous nos frères non libres, de tous les Serbes, Croates et Slovènes ».

Le 15 avril 1915, le président du Conseil M. Pachitch répond à un député que l'union intégrale des Serbes, Croates et Slovènes est la garantie pour la paix durable de l'Europe. Aux bruits d'un traité secret, assurant à l'Italie certaines contrées slovènes et croates, M. Pachitch déclare :

...« L'Italie a réalisé son union sur la base du principe des nationalités. Toute conscience juridique, cependant, aboutit à un postulat inviolable : l'Etat doit absolument garder et respecter le principe sur lequel est fondée sa formation ; s'il l'abandonne, il ébranle lui-même sa propre base. C'est pourquoi je pense que l'Italie, pour se ranger au côté de la Triple Entente, sera guidée par le principe des nationalités et qu'elle saura accommoder ses

intérêts dans l'Adriatique de sorte qu'il n'y ait pas de fâcheuses conséquences ni pour elle ni pour nous, qu'il n'y ait pas de désaccord entre les Serbes, Croates et Slovènes et les Italiens. Car, c'est seulement un accord entre ces deux peuples qui peut être la garantie la plus sûre contre la poussée de l'Allemagne vers la Méditerranée ».

Après la retraite de l'Albanie, la Serbie, dans ses angoisses, n'oublie pas la délivrance de tous ses frères opprimés. Pendant que le gouvernement serbe s'installait à Corfou, un Comité yougo-slave fut constitué à Londres, qui, par le « Bulletin yougo-slave » son organe, manifesta son existence et entra en relation avec les milieux gouvernementaux anglais et français. Les notables les plus illustres faisaient partie de ce Comité. — Au moment du couronnement de l'empereur et roi Charles de Habsbourg, le Comité yougo-slave éleva sa voix contre la réorganisation de la Monarchie danubienne. Les succès des troupes serbes et yougo-slaves au front de Salonique (Kaïmaktchalan) donnèrent une importance particulière à cette déclaration. Devant les Alliés, le Comité protesta contre la tentative qui aurait voulu que le nouveau souverain fut proclamé aussi souverain des Serbes, Croates et Slovènes. — La protestation des députés yougo-slaves en Autriche-Hongrie suivit immédiatement cette déclaration.

Dans la fameuse séance d'ouverture du Reichrat de Vienne le 31 mai 1917, les députés serbes, croates et slovènes, constitués dans un Club, dit « Club yougo-slave », ont fait une déclaration demandant la dislocation pure et simple de la Monarchie et la création d'un Etat « libre de la domination de toute nation étrangère ». Ainsi, l'unité yougo-slave se préparait lentement mais sûrement par les trois facteurs importants: le gouvernement serbe de Corfou, le

Comité yougo-slave de Londres et le Club yougo-slave en Autriche-Hongrie. — Le 7-20 juillet 1917, fut signé un acte d'une très grande importance, la *déclaration de Corfou*, par M. Pachitch, au nom du gouvernement serbe et par M. Troumbilch, au nom du Comité yougo-slave. Précédé d'un préambule, qui flétrit tous les actes de violence des Habsbourg, cette déclaration contient 13 articles, qui règlent minutieusement le futur régime des Serbes, Croates et Slovènes. L'art. 9 le plus important est ainsi conçu :

« Le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes comprendra tout le territoire sur lequel notre nation aux trois noms vit en masses compactes et sans discontinuité. Il ne pourrait pas être mutilé sans porter atteinte aux intérêts vitaux de la communauté. — Notre nation ne réclame rien de ce qui appartient à autrui. Elle ne réclame que ce qui est à elle. Elle désire se libérer et constituer son unité. C'est pourquoi elle refuse consciemment et fermement toute solution partielle du problème de sa libération et de son unification nationale. Elle pose le problème de sa délivrance de la domination austro-hongroise et de son union avec la Serbie et le Monténégro dans un Etat unique formant un tout indivisible. — D'après le droit de chaque peuple de disposer de ses destinées, aucune partie de cette totalité territoriale ne pourrait être, sans atteinte à la justice, détachée et incorporée à un autre Etat quelconque, sans le consentement du peuple lui-même ».

C'est poser l'unité nationale dans les termes qui ne se prêtent à aucune équivoque. — Le 31 janvier 1918, le Club yougo-slave par l'intermédiaire de son président M. Korochelz, adressa un long mémoire aux présidents de toutes les délégations à la Conférence de paix de Brest-Litowsk, protestant contre la falsification de la volonté nationale par l'Autriche-Hongrie qui prétend représenter le peuple yougo-slave et après avoir demandé un Etat libre et indépendant,

exige sa représentation personnelle à Brest-Litowsk ainsi que celle des autres peuples de l'Autriche-Hongrie. Unis aux Tchèques, les Yougo-Slaves ne doutent plus au succès final (déclaration du 7 mai 1918). Au mois de juillet 1918, M. Korochetz reparle du régime des persécutions et affirme que rien n'arrêtera les Slovènes, les Croates et les Serbes dans leur ascension vers la liberté. L'œuvre de la concentration nationale s'accomplit dans le Congrès de Lioubliana du 17 août 1918, qui vota un manifeste refusant tout droit aux Austro-Hongrois de parler au nom des Yougo-Slaves (lu au parlement de Vienne le 24 sept.). Le 16 octobre 1918, l'empereur Charles lance son manifeste tendant à réduire la question yougo-slave à une question intérieure de l'Autriche-Hongrie. Le 17 octobre les représentants de tous les partis yougo-slaves d'Autriche-Hongrie se réunissent à Zagreb et créèrent un Conseil National Yougo-Slave. Celui-ci constitua un gouvernement provisoire et prit entre ses mains tout le pouvoir usurpé jusque-là par le gouvernement austro-hongrois. Par son premier acte du 19 octobre ce Conseil demandait l'union de tous les Serbes, Croates et Slovènes dans un même Etat. La Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, l'Istrie, la ville de Fiume, la Slavonie, la Voïvodine ayant reconnu le Conseil national de Zagreb comme représentant de la Nation, celui-ci proclama solennellement l'indépendance des Serbes, Croates et Slovènes, le 29 octobre 1918.

« Le peuple des Croates, des Slovènes et des Serbes, dit cette proclamation, ne veut rien avoir de commun avec l'Autriche et la Hongrie. Il aspire à l'union du peuple yougoslave tout entier dans les limites ethnographiques de la Sotcha (Isonzo) au Vardar. Il veut constituer un Etat libre, souverain et indépendant ».

La Serbie, le Piémont yougo-slave. — C'est autour de la Serbie que se groupèrent les autres provinces yougo-slaves. Le *Monténégro* en fut une des premières. Peuplé par les Serbes, ayant les mêmes traditions et idéaux, son union avec la Serbie ne pouvait se faire, à cause de l'opposition du roi Nicolas. Après la retraite, pendant laquelle la dynastie Pétrovitch trahit la tradition séculaire monténégrine, le peuple serbe de Monténégro s'indigna contre les actes du roi Nicolas et contre les entraves qu'il apportait à l'union nationale. Les Monténégrins les plus en vue, fidèles interprètes de la volonté du peuple, après avoir en vain tout fait pour ramener leur souverain dans le bon chemin, formèrent au mois de mars 1917, le Comité monténégrin pour l'union nationale, qui publia une déclaration, demandant l'union de cette province à la Serbie et aux autres pays serbes, croates et slovènes, en un Etat unique et indépendant. Ce Comité adhéra entièrement à la déclaration de Corfou. — La Grande Assemblée nationale de Podgoritza, vota le 24 novembre 1918, la déclaration de l'Union nationale et la déchéance du roi Nicolas I^{er} Pétrovitch-Niégoch et de toute sa dynastie du trône de Monténégro.

Une délégation de tous les pays yougo-slaves se trouvant jusqu'à la délivrance hors de la Serbie arriva à Belgrade pour soumettre, le 1^{er} décembre 1918, au prince régent de Serbie, l'adresse par laquelle fut demandée l'union de tous les Yougo-Slaves. Alors, dans la réponse, le prince Alexandre proclame l'union de la Serbie avec les provinces des Serbes, Croates et Slovènes dans le Royaume uni des Serbes, Croates et Slovènes. Une proclamation, immédiatement lancée au peuple, trace dans les grandes lignes l'organisation future de

l'Etat serbo-croato-slovène, qui sera un Etat démocratique, constitutionnel, égalitaire.

Dans le parlement convoqué le 16 mars 1919, entrèrent les députés de l'ancienne Skoupchtina, du Monténégro, de la Bosnie-Herzégovine, de la Voïvodine, de la Vieille Serbie et Macédoine, de la Slavonie, de la Dalmatie, de l'Istrie, de la Croatie et de la Slovénie. Après les discours du président de l'Assemblée, le prince régent a lu son discours du trône plein de vœux et d'espérances pour l'avenir. Le parlement a répondu par une longue adresse patriotique. Ainsi l'union, de tous les Serbes, de tous les Croates et de tous les Slovènes a été pratiquement réalisée.

SECTION IV. — *La frontière septentrionale de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes*

Cette frontière, qui délimite l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes de l'Autriche et de la Hongrie était très difficile à tracer à cause de mélange terrible des populations. Mais en se basant strictement sur l'ethnographie et les délimitations linguistiques, on arriverait peut-être à un partage équitable des territoires en question. Cette région comprend deux parties distinctes: les Alpes (du côté de l'Autriche) et la plaine (du côté de la Hongrie).

I. — LA FRONTIÈRE ENVERS L'AUTRICHE

Les Alpes comprennent trois provinces: la Carniole, la Carinthie et la Styrie.

La première, dont la capitale est Lioubliana, étant en

entier habitée par les Slovènes, ne sera pas étudiée ici. Seul des deux autres sera question. Les pays sont habités par les Slovènes, qui s'y sont installés du vi^e au ix^e siècles. Déjà vers le x^e siècle, ces pays furent soumis aux Allemands et malgré la germanisation forcée surtout au moyen de langue, nous voyons encore au xv^e siècle, au Gospovetsko polje près de Klagenfurt (Tzelovatz), le duc allemand de Carinthie prêter serment en slovène, à son avènement, de maintenir les franchises du pays. Au xix^e siècle, nous assistons au réveil du sentiment slave, qui engage la lutte avec le germanisme et le vainc finalement.

2^e *La Carinthie*. — L'ancienne province autrichienne de Carinthie mesure 10.328 kilomètres carrés dont 7.100 pour le territoire allemand et 3.200 pour le territoire slovène. Les statistiques officielles autrichiennes faites sur la base de langue d'usage, défavorables aux Slovènes, diminuent intentionnellement ceux-ci pour augmenter le nombre des Allemands. D'après le recensement autrichien il y avait dans la Carinthie entière:

En 1851	223.489 Allemands	96.735 Slovènes
En 1880	241.785 —	102.252 —
En 1910	304.289 —	82.212 —

et pour le territoire revendiqué par l'Etat des Serbes, Croates, et Slovènes, c'est-à-dire le Sud de la province, un peu moins de moitié il y avait, d'après les statistiques autrichiennes:

En 1890	45.644 Allemands	100.331 Slovènes
En 1900	61.033 —	89.992 —
En 1910	81.457 —	81.588 —

Ces statistiques, de l'avis des Allemands eux-mêmes, ne peuvent pas servir comme indication de la répartition des

nationalités. Mais un précieux auxiliaire, pour corriger ces statistiques, nous fournissent les évêques allemands par leurs annuaires ecclésiastiques; selon ces annuaires, il y avait en 1910, 40.000 Allemands et 123.000 Slovènes, dans les territoires revendiqués par les Yougo-Slaves.

Ces raisons n'ont pas pu convaincre les Puissances alliées et associées et pour s'assurer d'une manière complète de la volonté des habitants de la Carinthie, elles ont institué un plébiscite, dans le traité de paix de St-Germain, dont le territoire est délimité par l'art. 49 du dit traité.

L'art. 50 divise la région de Klagenfurt (Tzelovaltz — c'est le nom de la province en question — en deux zones; le contrôle et la préparation d'une consultation impartiale de la population sont soumis à une Commission composée de quatre membres nommés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, un par l'Autriche et un par l'Etat Serbe-Croate-Slovène; le membre autrichien ne participera aux délibérations de la Commission que quand ces délibérations concerneront la seconde zone, le membre serbe-croate-slovène n'y participera que quand elles concerneront la première zone. Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix. — La seconde zone sera occupée par les troupes autrichiennes et administrée suivant les règles générales de la législation autrichienne; la première zone sera occupée par les troupes de l'Etat serbe-croate-slovène et administrée suivant les règles générales de la législation de cet Etat. — C'est le partage déguisé de la région de Klagenfurt entre les deux Etats intéressés. Une modalité est très intéressante: si le vote de la première zone est favorable à l'Autriche, il n'y aura pas de plébiscite pour la seconde.

La consultation de la population se fit dans la première zone le 10 octobre 1920 dans des conditions très défavorables aux Serbes, Croates et Slovènes. Lorsque ces derniers évacuèrent la zone en question, les propagandistes autrichiens de toute sorte arrivèrent et par des procédés parfois brutaux et immoraux, changèrent les faveurs d'une grande partie de la population, qui ne manquaient pas de les manifester pour les Serbes, Croates et Slovènes. D'où le plébiscite nettement contraire à ceux-ci: 22.025 voix pour l'Autriche et 15.278 pour la Yougo-Slavie, soit 59,14 0/0 pour la première, 40,86 0/0 pour la seconde. Les innombrables protestations de la part du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne changèrent en rien les résultats du vote; cette province fut purement et simplement cédée à l'Autriche.

3° *La Styrie* est l'ancienne province autrichienne, se trouvant à l'est de la Carinthie. Elle est formée de trois régions géographiquement très distinctes: la Haute-Styrie, la Styrie centrale et la Basse-Styrie, seule revendiquée par l'Etat serbe-croate-slovène et constituant une unité géographique, ethnographique et historique avec la capitale de Maribor (Marbourg).

La région de la Styrie revendiquée par les Yougo-Slaves mesure environ 6.000 kilomètres carrés et possède une population en grande majorité slovène, même d'après les statistiques autrichiennes: 406.711 Slovènes et 95.560 Allemands. Les recensements étant sur la base de la langue d'usage et la population étant bilingue, c'est contre elle que la connaissance de la langue allemande est attribuée, en la portant sur les registres des statistiques connue comme allemande. Ces statistiques rectifiées, nous voyons dans cette région 426.394

Slovènes contre 78.033 Allemands soit dans la proportion de 89 0/0 à 11 0/0. Aussi cette région est attribuée définitivement à l'Etat serbe-croate-slovène.

II. — LA FRONTIÈRE ENVERS LA HONGRIE

1° *Le Prékomurjé*. — On appelle ainsi la partie sud-ouest de l'ancienne Hongrie, située près de la frontière styrienne au-delà de la Mur. Les Magyars désignent cette contrée sous le nom de « Totsag » qui veut dire « région slovène » et qui prouve qu'elle est habitée par les Slovènes..

Le Prekomurjé est situé entre la Mur, le Raab, la Kucnica et la Kerka et ethnographiquement fait partie de l'Etat serbe-croate-slovène. Dans les statistiques magyares de 1910, qui sont faites d'après la « langue maternelle » il y a dans cette région, sur un total de 115.916 habitants, 74.459 Slovènes et autres Yougo-Slaves (motivés dans les statistiques comme « autres ») 33.263 Magyars et 10.151 Allemands. Avec les Croates de la région du *Medjournurjé*, c'est-à-dire le pays situé entre le Prekomurjé et la Baranya, la population Yougo-Slave s'élèverait à 200.000 âmes.

2° *La Baranya* est une province se trouvant dans le triangle compris entre le lac Balaton, le Danube et la Drave, au centre duquel se trouve la ville de Petchouï (Pecs-Fünfkirchen). La population très mêlée est en grande partie slave. D'après les statistiques officielles hongroises, légèrement rectifiées, sur un total de 183.907 habitants, il y a 75.499 Serbo-Croates (51.352 + 24.127 rectifié), 140 Slovaques, 58.549 Allemands, 48.256 Magyars (72.383 diminué d'un tiers), 1.573 divers (Tziganes et autres).

3° *La Batchka* (entre le Danube et la Theiss) est un pays

plat, possédant une population très mélangée. Les statistiques hongroise, sont très incomplètes et très inexactes. Les Slaves y dominent nettement au Sud, dans les districts où ils s'appuient à la Syrmie et au Banat; au Nord, ils forment des groupes importants, autour de Soubotitza Szabarka ou Maria-Pheresianopol qui est serbe: environ 50.000 Serbes sur 94.680 habitants; les Magyars aussi y sont très nombreux. Les Allemands emportent dans le centre. Le caractère serbe dans le XIX^e siècle était même reconnu par les Autrichiens, qui laissaient la province de Batchka avec la Baranya et le Banat à la Voïvodine serbe (de 1849-1861). Suivant les statistiques officielles hongroises de 1910, il y a dans la Batchka, sur un total de 812.382 habitants: 363.513 Magyars, 190.697 Allemands, 30.137 Slovaques, 386 Roumains, 10.760 Ruthènes, 1.279 Croates, 145.065 Serbes et 70.545 divers (dont 68.527 Bouniévtzi et Choktzi, c'est-à-dire les Serbes de religion catholique, et 191 Tchèques). Donc, il y a 214.869 Serbo-Croates (y compris les Bouniévtzi et les Choktzi) et 41.038 autres Slaves (Tchéco-Slovaques et Ruthènes) ou, au total 255.907 Slaves. Mais l'Etat serbe-croate-slovène ne réclame pas la Batchka entière. Elle laisse les contrées septentrionales avec Baja à la Hongrie ce qui diminue le nombre des habitants à 700.080, dont 245.567 Slaves, 293.000 Magyars et 161.591 divers (dont la grande majorité est allemande). En déduisant du nombre des Magyars une foule de fonctionnaires, et en attribuant les Serbes catholiques portés très souvent comme Magyars dans les statistiques hongroises, on arrive aisément au nombre de Slaves s'approchant de 300.000; le nombre des Magyars diminue en conséquence.

4^o Avec *le Banat* que nous allons étudié dans les revendications roumaines nous avons terminé l'étude des frontières septentrionales de l'Etat serbe-croate et slovène. De la ligne proposée comme frontière entre cet Etat et l'Autriche et la Hongrie, la Conférence de la paix a fait certaines déviations, notamment dans la région de Klagenfurt et de Prekomurjé et Medjournurjá. Le nombre des Magyars et des Allemands incorporés dans l'Etat serbe-croate-slovène ne dépassait pas ainsi 500.000, le nombre sensiblement le même des Yougo-Slaves étant laissé sous la domination étrangère.

CHAPITRE VIII

Les revendications roumaines (1)

La Roumanie, comme prix de son entrée en guerre et conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, demande la réunion à la mère-patrie des provinces qui sont ou qu'elle croit être roumaines. En partant de l'ouest, la Roumanie demande: le Banat, la Transylvanie, la Bukovine, la Bessarabie, la Dobroudja et dans une certaine mesure les

(1) Pour les revendications roumaines, en ce qui concerne la Roumanie proprement dite et la Transylvanie, voyez : *P. de Martonne* : Les articles dans « Travaux du Comité d'études », t. II, sur les revendications roumaines ; La Roumanie, article publié dans la grande Encyclopédie ; La Roumanie et son rôle dans l'Europe orientale, dans le « Bulletin de la Société de Géographie de Paris », t. XXX, n° 4, 1915 ; *Aurèle Popovici* : La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie. Paris 1918 ; *Draghicesco D.* : Les problèmes nationaux de l'Autriche-Hongrie : Les Roumains ; *Guillemot* : L'unité roumaine, et surtout *Jorga* : Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie et *Siranu* (Mircea) : La question de Transylvanie et l'unité politique roumaine, deux livres capitaux pour la question roumaine. — *Minoresco* : Aperçus sur la question roumaine, *Eugène Pittard* : La Roumanie (Valachée, Moldavie, Dobroudja). Paris, 1917 ; *Dr Jean Cantacuzène* : La question nationale roumaine et les Roumains d'Autriche-Hongrie, dans la Revue hebdomadaire » du 24 mars 1915 ; *Mavrodin* : La Roumanie contemporaine, Paris, 1915. — *E. de Martonne* : Essai de carte ethnographique des pays roumains, (Annales de géographie 15 mars 1920, p. 97) et La Nouvelle Roumanie, (*Ibid.*, 15 janvier 1921, p. 1-31). — *Campiniano-Cantémir* (J.) : Les aspirations nationales du peuple roumain, pendant la guerre mondiale de 1917. — *Jorga* (N.) : La question roumaine en Autriche-Hongrie, Bucarest 1915 ; *Flach* (Jacques) : Les sentiments et les intérêts nationaux en Roumanie. « Séances et travaux de l'Académie », mars 1915, p. 263-271 ; *Lacour-Gayet* : La question des Roumains d'Autriche-Hongrie, « Séances et travaux de l'Académie », janvier 1915, p. 59-82 ; *E. de Martonne* : Les conditions d'une intervention roumaine « La Revue de Paris » du 15 mai 1915, p. 430-448.

contrées habitées par la population roumaine mêlée à celle de Serbie, dans le nord-est de cet Etat. Ces revendications ont été contesté de tous les côtés et c'est au prix de grands efforts que la Roumanie a enfin réalisé son rêve national.

SECTION PREMIÈRE. — *La Transylvanie*

Nous commençons l'étude des revendications roumaines par la Transylvanie parce que ce pays est le berceau des Roumains et son histoire est presque l'histoire de tous les Roumains.

Le pays. — La Transylvanie (Erdely ou Kiralyhagontul en hongrois, Siebenbürgen en allemand) est un pays où les Roumains vivent en masse compacte, qui débordent au Nord vers la Marmaroch, à l'Ouest au-delà des Monts de Bihar, au Sud-Ouest dans le Banat. La grande Transylvanie, s'étend au Nord jusqu'aux sources de la Tisza et à l'Ouest jusqu'au bord de la plaine hongroise et apparaît comme une région naturelle nettement individualisée. Elle paraît enfermée partout de hautes montagnes: au Sud, ce sont les Alpes de Transylvanie, à l'Est la chaîne des Carpathes, à l'Ouest le massif de Bihar. Au centre se trouve et les villes de Kronstadt et de Hermannstadt, exposées au climat continental, dans les plaines hautes de 200 mètres et plus (de Martonne).

La population. — D'après le recensement hongrois, les Roumains forment plus de la moitié de la population de la Transylvanie propre (Kiralyhagontul), exactement 55 0/0 soit 1.472.038 sur 2.678.367. Les Magyars représentent un tiers 35 0/0, les Allemands 8,7 0/0. D'après le même recensement

le nombre total des Roumains de Hongrie est de 2.948.049, soit le double du chiffre de ceux qui habitent la Transylvanie propre. Sur ce nombre 642.000 habitent Banat et 731.000 vivent dans les comitats limitrophes de la Transylvanie propre: Marmaros, Ugocza, Szatmar, Szilagij, Bihar, Arad, Czanad et Bekes. Si on élimine les districts situés au Nord de la Tisza dans les comitats de Marmaros et d'Ugocza, et ceux s'étendant exclusivement dans la plaine de l'Ouest, on sépare des districts presque tous plus ou moins montagneux où les Roumains ont en général la majorité. Leur population totale est de 1.070.426 habitants, dont 731.357 Roumains soit 69 0/0. En les réunissant à la Transylvanie propre on a à peu près la grande Transylvanie qui compte 3.749.793 habitants dont:

Roumains	2.203.389	soit 60 0/0	Allemands	302.581	soit 8 0/0
Magyars	1.143.162	» 31 »	Ruthènes	18.737	» 0,5 »
			Slovaques et Serbes	19.834	soit 0,6 0/0

Lorsque les statistiques étaient dressées sous la direction de Vienne le nombre des Roumains augmentait très visiblement; au contraire, à partir de 1870, la date où la direction des statistiques passe aux Hongrois, les Roumains baissent pour ne se relever que plus tard et très lentement. En corrigeant les statistiques hongroises par l'élément religieux, on arrive au résultat suivant: population totale: 3.832.220 habitants.

Roumains	2.324.311	soit 61 0/0	Allemands	255.893	soit 6,7 0/0
Hongrois	1.023.204	» 28 »	Ruthènes	32.127	» 2,6 »
			Serbes et Slovaques	20.728	soit 0,6 0/0
			Juifs	121.191	» 28 »

La répartition géographique des nationalités. — Le premier fait qui frappe est la continuité de la masse roumaine sur

toute la partie montagneuse de la Transylvanie. La population étrangère est plus ou moins mêlée à cette masse compacte, formant des îlots. — Les *Allemands* sont disséminés au centre de la Transylvanie mêlés intimement aux Roumains dans l'intérieur d'un quadrilatère passant à peu près par Fogarach, Segesvar, Mediash et Hermannstadt, pays rural de densité moyenne avec quelques petites villes où l'élément germanique est prépondérant. Ils sont également mêlés aux Roumains dans le couloir qui fait communiquer les bassins de Hatzeg et de Hermannstadt. — Les *Magyars* sont aussi dispersés et mêlés aux Roumains à peu près partout, aussi bien dans le bassin du Torda que dans la région de Mediash et dans le couloir conduisant de Kolosvar à la plaine hongroise. Le seul groupe homogène est celui formé par les Szeklers dans la région des sources d'Olt et du Maros. — Les *Ruthènes* ne dépassent pas au Sud la Tisza, qui est à peu près la limite du pays roumain dans le Nord. Le mélange des nationalités n'est nulle part plus grand qu'aux environs de Marmaros Sziget. Dans la ville, l'élément magyar et allemand est prépondérant. Mais dans la campagne, la Transylvanie étant un pays agricole, la population y est en grande majorité roumaine.

L'histoire des Roumains de Transylvanie. — Les Roumains sont nés de l'alliance des Romains avec certains peuples barbares, les Daces, qui appartiennent au groupe sarmatho-scythotracique, dont parlait déjà Herodote et qui occupaient toute la partie orientale du continent (1). Fortement organi-

(1) Pourtant cette origine des Roumains est contestée. Malgré l'influence roumaine-latine, ceux-ci auraient conservé toujours leur origine dace, c'est-à-dire slave, ce qui prouve la langue roumaine possédant une très

sés, les Daces étaient les ennemis redoutables de l'Empire romain qui voulait les soumettre sous Domilien, mais sans succès. C'est à Trajan (98-117) que cette tâche incombait et dont il s'acquitta avec un complet succès, en soumettant complètement la Dacie et son roi Décébal. Cette victoire lui valut le titre de Dacicus (en 102). Une deuxième guerre (entre 104-107) qui s'ouvrit grâce à l'insoumission de Décébal fut sanglante, d'où les Romains sortirent comme vainqueurs et la Dacie devint une province romaine. — Les Romains y restèrent jusqu'en 274, mais pour une si courte période ils transformèrent, par leur droit et leur langue la population toute entière. La Dacie romaine, selon Eutrope, comprenait toute la Transylvanie (qui formait le centre du pays), le Banat, la petite Valachie et les parties de la Moldavie. La langue y était romaine. Pour faciliter l'administration de la nouvelle province, Trajan la partagea en *Dacia superior* et *Dacia inferior*. Sous Hadrien, Marc Aurel, Septime Sévère,

forte proportion des racines slaves. Dans le folklore et le droit coutumier, l'importance de l'influence slave est mise nettement en lumière par les savants roumains (V. surtout Drăcesco: Origines du droit roumain, tr. fr. Paris 1899).

La grande partie des savants roumains accepte la théorie d'après laquelle les Roumains datent leur origine de l'occupation de la Transylvanie et du Banat par Trajan. (Xénopol, Onciul, Jorga). Le meilleur connaisseur du romanisme sur la péninsule balkanique, C. Jiretchek, professeur à l'Université de Vienne, n'admet nullement la continuité de l'élément latin en Dacie et il cherche l'origine du peuple roumain dans la péninsule des Balkans. C'est en effet, sur la rive droite du Bas Danube que le berceau de la race roumaine était situé; dans cette région la colonisation roumaine était non seulement la plus ancienne mais aussi la plus compacte; c'est dans cette contrée que s'est formée la langue roumaine, et c'est là où les ancêtres roumains ont été converti au christianisme.

MM. de Martonne et Gallois prennent les Carpathes méridionales pour le berceau de la langue et de la race roumaines. Selon eux, les réfugiés latins dans les Carpathes ont été assez nombreux pour devenir le noyau de la nation roumaine.

Caracalla, Philippe, Décius et Gallus (251-253) on ne fit rien pour arrêter les Barbares qui se ruaient sur les frontières daces. Aurélien (270-275), originaire de ces pays, retira les légions et les fonctionnaires romains pour fonder avec leurs aides sur la rive droite du Danube la *Dacia Auréliana* (274). Beaucoup d'habitants le suivirent.

D'après une doctrine allemande, l'abandon romain fut complet à cette occasion et la population romaine toute entière se retira avec Aurélien. Alors ces provinces devenues désertes furent occupées par les Magyars et les Allemands à la disposition desquels se mirent les Roumains pour les servir. Cette doctrine est entièrement fausse. 1^o Des textes très nombreux mêmes hongrois et allemands et grecs, nous confirment la présence des Roumains en Transylvanie dans les premiers siècles de l'occupation hongroise. 2^o Pour affirmer l'inhabitation complète des pays roumains, les Hongrois ne reculaient pas devant les faits historiques certains qu'ils falsifiaient. 3^o Dans les montagnes transylvaniennes, les noms des montagnes, vallées, rivières et la langue sont purement roumains, tandis que dans la plaine les noms slaves prédominent et la langue est fortement mélangée aux langues slaves. 4^o Ethniquement le véritable type roumain se trouve dans les montagnes transylvaniennes. 5^o Enfin logiquement, il était impossible à toute la population de quitter son pays, étant donné que la majeure partie était des agriculteurs attachés très profondément au sol.

La première organisation de la Transylvanie indépendante était militaire et religieuse. La totalité du territoire était partagée en duchés, dont les titulaires étaient les chefs essentiellement militaires: voévodes, duci, duces. Partagée en

familles, la population roumaine ne put donner une grande résistance aux hordes hongroises qui les subjuguèrent facilement. La religion arriva aux Roumains de Byzance comme plus proche. L'alphabet latin fut remplacé par l'alphabet paléo-slave et le slavon devint la langue d'église.

L'usurpation hongroise. — La différence est bien marquante entre les dominations romaine et hongroise. La première marque une stabilité, ce qui est le signe de civilisation, en apportant les institutions libérales et utiles par un esprit de justice et de droit, la seconde une instabilité caractéristique aux races barbares et leurs tendances parasitaires, en réduisant au servage les populations vaincues, qui ne devaient désormais travailler que pour eux.

Vers l'an 890, les chroniqueurs byzantins signalent pour la première fois l'apparition des Magyars-Mongoles, habitant les steppes de l'Asie centrale dans les plaines danubiennes. Poussés par leurs frères de race, les Bulgares, ils arrivèrent avec Arpad dans la plaine entre le Danube et le Tisza et une partie de Panonie (895) où ils trouvèrent des Roumains, mais leur pouvoir ne s'étendit sur ceux-ci avant 1075. Favorisés par les Papes, étant catholiques, les Magyars, ou plus exactement leur roi Etienne I^{er} (997-1038), reçurent la couronne royale et le titre de roi apostolique pour le monarque du pape Sylvestre II. Maître du pays, fortement organisés et soutenus par les papes, les Magyars avec la noblesse commencèrent les persécutions contre les Roumains orthodoxes, qui s'en révoltèrent. En 1290, pour des raisons des persécutions religieuses des Roumains orthodoxes, le prince roumain Radu Negru passa la frontière et fonda quelques années plus tard, la principauté de Valachie. En 1343, les

Roumains du Nord, las des persécutions continuelles, fondent le duché de Maramouresh, dont le duc Bogdan, vaincu par les Magyars, passa la frontière à son tour et fonda la principauté indépendante de Moldavie (entre 1360-1365). Ainsi, en chassant de Transylvanie l'élément roumain, la Hongrie contribua directement à la création de la Roumanie moderne qui à l'heure actuelle revendique la Transylvanie.

L'état de la population roumaine sous le joug hongrois fut déplorable; le servage institué contre elle, lui rendit impossible l'acquisition de la terre et des droits politiques. Ne pouvant plus supporter cette triple persécution: économique, religieuse et sociale, la population roumaine se révolta en 1437, et malgré la réaction hongroise très sanglante, réussit complètement. La paix fut conclue le 6 juillet 1437 à Kolos-Monastor, reconnaissant aux roturiers les droits politiques très complets, et le droit à la convocation d'une Assemblée politique annuelle à Babolna, avec des pouvoirs très étendus. Ceci resta lettre morte.

La réaction suivit de très près ces privilèges; les trois nations privilégiées, les Hongrois, les Szkélers et les Saxons, se rassemblèrent le 16 sept. de la même année à Kapolna et fondèrent l'*Unio trium nationum* qui avait pour but de défendre ses privilèges et de réduire l'élément autochtone-roumain à l'état de paria de la vie politique.

La révolution de 1437 échoua, l'*Unio trium nationum* étant très forte et noyant dans leur sang les insurgés roumains. L'*Unio* se renfermit dans l'Assemblée de Kapolna du 2 février 1438, dirigeant désormais tous ses efforts contre les paysans roumains qui n'avaient qu'à s'incliner devant leurs maîtres.

La révolution paysanne de 1514, dont le chef fut Georges

Doja fut étouffée dans le sang. La noblesse roumaine, qui jusqu'ici avait résisté à la magyarisation, passa en masse à la religion catholique et perdit son origine roumaine.

La population roumaine pour l'Union de trois nations, était *misera plebs contribuens*, mais avec toutes les obligations. C'est de son milieu qu'est sorti le grand roi de Hongrie Mathias le Corvin, dit le Juste, fils de Hunyadi (v. l'Histoire de Hongrie du comte Joseph de Teleky).

Devant le péril turc au xiv^e siècle, la Transylvanie opposa au monde chrétien le plus grand défenseur du christianisme, le Roumain Jean de Hunyadi, qui devint gouverneur militaire de Belgrade et chef des armées contre les Turcs. Après avoir remporté plusieurs victoires et arrêté définitivement l'avance des Turcs, Hunyadi se retira en Transylvanie où il reçut le titre de gouverneur. Après sa mort, son fils, Mathias (1458-1490) recueillit la couronne de Hongrie, s'inspirant de mêmes idées libérales que son père. Après plusieurs conspirations, Mathias réussit de se couronner de la couronne de St-Etienne en 1464. Ce roi laissa partout les meilleurs souvenirs; il réorganisa l'administration, la justice et rendit le sort des serfs roumains moins malheureux.

A la mort du roi Mathias, la Hongrie se désorganisa, dont les Turcs profitèrent pour se rendre maître de la Hongrie après la bataille de Mohacz (1526). Les conséquences se firent sentir immédiatement. La Hongrie fut partagée en trois parties: 1^o le centre, c'est-à-dire la grande plaine de Hongrie, le Banat, la Croatie et le « Dunantul » (ancienne Pannonie) appartenaient à l'empire turc, que les Turcs dirigèrent de Buda, en le partageant en de nombreux pachaliks; 2^o les parties du Nord et du N.-O. restèrent à la couronne

de St-Etienne, que les Habsbourg recueillirent comme successeurs légitimes de Ladislas II tombé à Mohacz; 3^e la Transylvanie et certains comitats du Nord-Est devinrent un Etat indépendant, une principauté gouvernée par des princes issus de l'aristocratie hongroise de Transylvanie, avec les mêmes procédés barbares (d'où la révolution de Georges Doja).

Le prince moldave Pierre Raresch (1527-1546) occupa la Transylvanie, reçu avec un grand enthousiasme par la population roumaine et réveilla son sentiment national. Mais fort ambitieux, ce prince poussa ses conquêtes vers le Nord, qui lui firent perdre la Transylvanie et la Moldavie même. Grâce à Porta, il s'installe de nouveau en Moldavie en 1541.

Michel le Brave (1593-1601) commence par délivrer la Valachie des Turcs, en concluant une alliance avec le prince transylvanien Sigismond Bathor (1595), qui ne pense que de s'approprier des provinces de Michel le Brave. Celui-ci occupa la Transylvanie en 1599, puis chassa le faible prince de Moldavie Eremia Movila et réunit ainsi les trois provinces roumaines dans un tout dont la capitale était Alba-Julia (Apulum). La domination de Michel le Brave en Transylvanie ne dura qu'un an (du 28 oct. 1599 au 18 sept. 1600). Les éléments non latins à cause de son esprit démocratique était mécontent avec Michel le Brave, qui fut assassiné en 1601. Ainsi l'empire de ce roi, trop hâtif et sans méthode, ne dura pas bien longtemps.

La domination autrichienne. — Rentrée en possession de la Transylvanie, l'Autriche fit sentir son règne par les persécutions de toute sorte des partisans de Michel le Brave. Le diplôme de Léopold ne reconnut aucun droit aux Roumains.

— Pendant la guerre de Trente ans, les protestants hongrois du comte Bethlen se montraient tolérant envers les Roumains; leur tactique changea complètement avec le calviniste Georges Rakoczy I^{er}, qui voulait imposer sa religion aux Roumains de force (vers 1640). En 1648, le prince G. Rakoczy II, succédant à son père, usa des procédés très brutaux envers les Roumains. Mais en 1691, époque où la maison des Habsbourg, victorieuse des Turcs avec l'aide héroïque du roi polonais Jean Sobieski, s'installa en Transylvanie, la propagande calviniste fut remplacée par la propagande catholique.

Le diplôme de Léopold I^{er} (*Diploma Léopoldium*), rendu en 1691 garantissait aux Hongrois, Saxons et Széklers leur situation prépondérante en Transylvanie.

Art. 1^{er} établit la liberté religieuse pour les religions catholique, calviniste et luthérienne (sans dire un mot de la religion orthodoxe).

Art. 2 met à l'abri les Hongrois et les Saxons protestants d'une persécution catholique.

Art. 3 laisse subsister en entier l'ancien système hongrois basé sur la convention de Kapolna de 1437, dans laquelle les Trois nations seules ont les droits politiques et les Roumains n'en ont point.

Art. 4. laisse en vigueur les lois et règlements hongrois avant 1691.

Art. 5. Les fonctionnaires publics ne pourront être que les Hongrois, Saxons et Széklers, sans distinction de religion. Donc l'exclusion complète des Roumains. Les autres articles (il y en a 18) prévoient le partage des biens confisqués et les détails de l'administration. — Il ressort clairement que

le diplôme de Léopold était dirigé surtout contre les Roumains. Une propagande catholique favorisa les uniates aux dépens des orthodoxes grecs; ceux-là comptent aujourd'hui 1.600.000 de Roumains.

L'état malheureux des serfs roumains est bien décrit par le gouverneur de Transylvanie, le baron de Brükenthal dans une lettre qu'il adressa à l'empereur Joseph II. Celui-ci, en effet, pour mieux connaître les populations de l'empire et avoir une expérience personnelle, se rendit en Transylvanie en 1773 où il entra en contact direct avec les paysans serfs, auxquels il promit secours et assistance, selon son principe d'ailleurs que « la politique ne peut avoir qu'une seule base solide: le peuple, car c'est lui qui donne les soldats et paie les impôts. Voilà pourquoi c'est le devoir de l'Etat, c'est-à-dire du prince, de défendre le peuple contre les classes privilégiées » (en 1765). Lors de son second voyage en Transylvanie (en 1783) comme empereur, Joseph II recevait les plaintes et en juin 1783 rendit le célèbre décret sur l'abolition du servage, en motivant sa décision par ses mots: « Afin que cette humiliation servile et inique cesse partout de suite... »

Le principal agent de la révolution roumaine de 1784 fut l'empereur lui-même. Le 31 janvier 1784 l'empereur ordonna la conscription militaire dans la Transylvanie en vue d'en faire une contrée militaire, en promettant aux conscrits de leur rendre la liberté toute entière pour les services qu'ils rendront sur les champs de bataille à la patrie. Les paysans roumains s'incorporèrent en grandes masses; ils ne cachèrent pas leur indignation et leur ferme volonté de s'approprier des terres une fois reçu les armes. —

Nicolas Ursu Horia, un personnage mystérieux se disant en relations avec l'empereur, se mit à la tête de la révolte, ne voulant en aucun prix interrompre la conscription, rendu sur l'insistance des Madgyars. Le 31 octobre 1784, Horia rassembla les Roumains à Mesteacan et se dirigea avec eux sur Alba Julia, à la prise de laquelle les Hongrois opposèrent de la force. D'où batailles et révolution ouvertes. Les insurgés remportent partout les succès; ils ne veulent plus entendre personne, Horia étant le roi des Roumains. Mais devant la puissance militaire de l'Autriche, la révolution ne pouvait qu'échouer. Horia emprisonné, périt sur la roue à Alba Julia le 25 février 1785.

Vers la fin du XVIII^e siècle, nous voyons renaître le sentiment national roumain en Moldavie et en Valachie. Ceci encouragea les Transylvaniens, qui présentèrent en 1791 une pétition à l'empereur portant le titre: « *Supplex libellus Valachorum* », affirmant les droits historiques roumains, sur la Transylvanie et son unité avec les restes des pays roumains, demandant la liberté toute entière, l'égalité religieuse, autonomie administrative, l'égalité devant la loi et une assemblée nationale composée de représentants laïques et religieux du peuple roumain. Renvoyée à la Diète hongroise par l'empereur avec sa bienveillante attention, celle-ci la déclara fantaisie pure et ne donna aucune suite.

Les révolutions de 1830 et 1848 ne laissèrent pas l'Autriche tranquille. En 1848, Kossuth proposa le programme suivant: 1^o Indépendance absolue vis-à-vis de l'Autriche, réduisant les liens avec cet Etat à une union personnelle, l'empereur d'Autriche restant le roi de Hongrie. 2^o L'hégémonie absolue de la nation magyare à l'intérieur, cette nation étant consi-

dérée comme le facteur constituant l'Etat, donc les nationalités non magyares sont sacrifiées. 3^o L'union pure et simple de la Transylvanie et de la Croatie à la Hongrie, donc suppression totale de l'autonomie de ses provinces. — C'est un programme parfait pour les Magyars, mais il rompait le rêve autrichien vers un Etat unitaire et compromettait les aspirations nationales des peuples non magyars. — Les révolutions éclatèrent à Budapest et à Vienne. Metternich renversé. L'empereur Ferdinand signe la constitution hongroise le 11 avril, en sacrifiant les nationalités non magyars aux Magyars.

L'hostilité roumaine envers l'union avec les Magyars, se manifesta dans une grande assemblée du 15 mars 1848, qui vota à l'unanimité une petite note adressée à l'empereur demandant la représentation proportionnelle dans les Chambres, la liberté et l'égalité religieuse, abolition du servage, des corporations, libertés de presse et de réunion, libertés individuelles, garde nationale, justice rendue à la langue roumaine, etc. Devant l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie, les régions montagnardes de Zarand et d'Alba inférieure se révoltèrent avec Iancu comme chef. Celui-ci, malgré les victoires sur les Hongrois ne sut en donner aucune suite politique. Vaincus à la fin par eux, les Roumains durent subir la fureur des maîtres et se résigner.

La timidité des Roumains était extrême; seul l'évêque Saguna envoya à l'empereur une adresse (24 nov. 1852), demandant l'autonomie religieuse qui lui fut enfin consentie (le décret impérial du 24 déc. 1864) en instituant plusieurs évêchés roumains et autorisant l'emploi de la langue roumaine dans l'église. En 1861, on créa l'Association transyl-

vanienne pour la littérature roumaine et l'instruction du peuple roumain, puissante société roumaine qui a joué un rôle considérable dans la vie des Roumains de Transylvanie.

En 1867 commence une ère nouvelle pour la Transylvanie. Le dualisme remportant enfin la victoire complète (le parti hongrois de Déak), les mesures néfastes ne se laissèrent pas longtemps attendre dans la Transylvanie. Vaincue en 1859 et 1866, l'Autriche voyant son rôle à l'Occident terminé par la formation des unités italienne et allemande, transféra son point de gravitation à Budapest. En 1867, le comte Jules Andrassy reçut (18 février) la mission de former le premier cabinet hongrois de l'époque dualiste et le 8 juin fut couronné François-Joseph I^{er} roi de Hongrie. Une période de l'union intime s'ouvrit pour les deux pays, qui était pratiquement deux Etats, mais n'en était pas moins un à l'extérieur.

Par la loi de 1868, la langue hongroise était seule reconnue dans les écoles.

Jusqu'en 1872, les Roumains ne manifestèrent aucune activité nationale, se voyant complètement sacrifiés aux Hongrois. Lors de la guerre de 1870-71, la haine des Roumains envers les Allemands atteignit le plus haut degré.

Un autre facteur servit d'appui aux Transylvaniens; c'est la Roumanie qui commence à poindre en 1859 par le prince Couza (1859-1866) auquel Charles I^{er} de Hohenzollern (1866-1914) succéda d'abord comme prince jusqu'en 1881, puis comme roi.

Afin de mettre un terme à la magyarisation forcée de Caloman Tisza devenu gouverneur de la Hongrie, on organisa un parti national roumain dans une grande Assemblée géné-

rale nationale, qui eut lieu le 12 mars 1881 avec 155 délégués dont 103 de la Transylvanie et 52 de la Hongrie. Elle déclara la « solidarité de la nation roumaine » et protesta contre les « lois erronées et nuisibles » du gouvernement hongrois. Son œuvre la plus importante était le programme suivant : 1^o l'autonomie de la Transylvanie ; 2^o emploi de la langue roumaine dans l'administration et la justice des comitats habités par les Roumains ; 3^o nomination des fonctionnaires roumains ; 4^o révision de la loi de 1868 sur les nationalités ; 5^o autonomie religieuse et culturelle ; 6^o réformes électorales, suffrage universel ; 7^o cessation de la politique de magyarisation, etc. C'est le programme sur lequel toute activité nationale des Roumains se développa en 1881-1914. Mais la politique magyare de dénationalisation forcée ne subit aucun arrêt. Contre les lois et règlements toujours plus sévères, on réagit efficacement par les journaux et livres roumains.

Un mémorandum qu'une délégation roumaine apporta à l'empereur en 1892 protestant contre la politique magyare, ne fut pas reçu à Vienne, faute de l'entente préalable de la délégation avec le gouvernement hongrois dont elle ressortissait. Un procès s'ouvrit à Cluj (janv.-fév. 1894) pour « l'agitation contre l'idée d'Etat hongrois » (le crime de haute trahison), qui se termina par la condamnation de 19 personnalités dirigeantes roumaines à des peines variant de 8 mois à 5 ans d'emprisonnement. Les journalistes roumains qui écrivaient les articles contre le procès furent condamnés eux aussi. Enfin, le décret ministériel de juin 1894 prescrit l'organisation du parti national roumain.

Aux élections pour la Diète hongroise en 1905, 8 candidats

roumains *furent élus seulement* grâce à des procédés d'intimidation et de violence par les autorités hongroises. Aux élections de mai 1906 à la suite d'une violente discussion entre les partis magyars, les Roumains obtinrent 16 sièges. La loi Apponyi de 1907 inaugura la magyarisation graduée des écoles roumaines, en organisant la surveillance des écoles roumaines et la possibilité de leur fermeture dans le cas de l'« insuffisance » de l'enseignement en hongrois. Grâce à cette formule vague, on procéda à la fermeture des établissements scolaires roumains, ce qui provoqua un mouvement général de protestation dans la population et la presse. Les Hongrois prirent ceci comme prétexte pour de nouvelles condamnations et persécutions des Roumains. Aux élections de 1910, le comte Tisza tout puissant, obtint la majorité et les Roumains n'envoyèrent que 5 députés à Budapest.

Dans la période qui s'ouvrit en 1910, le gouvernement hongrois profita surtout de la nomination des prêtres catholiques et uniates roumains. L'affaire de l'attentat de Debreczin, qui coûta la vie à trois personnes (mars 1914) et le procès monstre de Salmar, étaient directement inspirés par cette politique antinationale.

Comme la Roumanie sortit fortifiée des guerres balkaniques, le comte Tisza croyait opportun d'engager les pourparlers avec les Transylvaniens, mais ceux-ci, par la réponse du 17 février 1914, déclarèrent rester fidèles à leur programme de 1881, c'est-à-dire à l'autonomie.

La réforme électorale de 1914 était dirigée contre les Roumains, en instituant les circonscriptions électorales systématiquement défavorables aux majorités roumaines. En plus, on organisa un système de « lettrés et illettrés », qu'on

n'appliqua pratiquement qu'aux Roumains. A la veille de la guerre les persécutions des Roumains ne cessaient d'être pratiquées, malgré la sympathie très vive que ceux-ci gardaient pour l'archiduc assassiné.

Au commencement de la guerre, le roi Carol I^{er} demandait au Conseil de Couronne de Sinaïa (5 août 1914) l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Empires centraux, ce que le Conseil désavoua et proclama la neutralité de la Roumanie. L'explication de l'attitude germanophile du roi de Roumanie nous vient de ce fait, que le roi était un prince allemand et qu'après 1878, le roi Carol s'étant vu privé de la Bessarabie se tourna franchement du côté austro-allemand, oubliant qu'à Plevna et en 1878, la Russie avait tout fait pour assurer à la Roumanie le libre développement surtout avec la Dobroudja et ses ports (Constantza, Balcié, etc.). Mais après la mort du roi Carol, avec l'avènement du roi Ferdinand, franchement ententophile, la Roumanie n'hésita pas à entrer en guerre (automne 1916) contre les Empires centraux, ne voyant pas à juste titre d'autre moyen de réaliser son unité nationale. Après de longues luttes et d'immenses sacrifices, ce pays est enfin sorti, agrandi, unifié et donnant tout fondement d'espérer dans son meilleur avenir.

SECTION II. — *La Bukovine*

La thèse roumaine (1). — Jusqu'en 1775, la Boukovine faisait partie de la principauté de Moldavie, occupée par les

(1) V. Guérivé: *La Bukovine et le Banat*. Paris 1918; *Draghacesco*: *La Bukovine*. Paris 1918 et les art. de la Roumanie (le journal de

Turcs. C'est des Turcs que Marie-Thérèse prit cette province à cette date, impatiente d'attendre la décision du sultan que les Roumains de Moldavie avec leur prince Grégoire Ghika ses vassaux, suppliaient de la conserver. Alors une administration autrichienne et juive, contraire aux Roumains, désavouait ceux-ci systématiquement et surtout favorisait l'infiltration de l'élément ruthène, qui, selon les Roumains, ne comptaient que 15.000 habitants au moment de l'occupation et qui étaient au nombre de 300.000 en 1910. En 1900, les statistiques montent une population de 297.798 de Roumains en Bukovine, alors que leur nombre dépassait 320.000.

Par d'habiles procédés, l'Autriche arriva à rompre l'unité religieuse des Roumains. En 1900 il y avait en Bukovine 547.603 chrétiens orthodoxes, Roumains pour la plupart; 98.565 romains catholiques; 26.182 grecs catholiques et 20.503 luthériens, tandis qu'au moment de son annexion il n'y avait que des orthodoxes. Une guerre scolaire poursuivie d'après un plan conçu d'avance, consentit quelques libertés aux établissements scolaires roumains en 1905. Mais les lycées et universités étaient allemands. Par suite des mesures économiques rigoureuses, la classe moyenne roumaine a presque disparu. Ainsi, la population roumaine est composée d'une énorme majorité de paysans ruinés par les spéculateurs et les usuriers étrangers, et la classe restreinte d'intellectuels et de nobles appauvris. Mais malgré ces empêchements, la population roumaine n'a jamais perdu la conscience de sa latinité et n'a jamais manqué l'occasion de

chercher l'appui dans la fraternisation avec les peuples slaves.

Afin de cesser l'injustice et la tyrannie auxquelles les Roumains de Bukovine étaient exposés, la Grande-Roumanie demande l'incorporation de cette province dans son royaume.

La thèse ukrainienne (ruthène) (1). — La Délégation de la République ukrainienne à la Conférence de paix de Paris, dans une lettre adressée au Président de la Conférence du 17 mai 1919, présente ces objections à l'incorporation pure et simple de la Bukovine à la Roumanie: 1^o La Bukovine est un territoire de 10.000 kilomètres carrés, dont 4.500 forment un territoire compact appartenant intégralement au territoire ukrainien de Galicie. On comptait en 1910 800.000 habitants dont les Ukrainiens représentaient les 38,4 0/0 et les Roumains 34,4 0/0. 2^o Personne n'a mis en doute le caractère ukrainien de la Bukovine septentrionale et occidentale. Les Roumains eux-mêmes le reconnaissent (v. Serbesco: La Roumanie et la guerre; Comnène: La terre roumaine; Constantin Lacea: La Bukovine, Paris 1919) ainsi que le haut commandement interallié de Bucarest. 3^o Les faits historiques dont les Roumains se servent s'appuient exclusivement sur le fait que ce pays de 1400 jusqu'en 1774 était une partie de la principauté de Moldavie. Mais ce qu'ils oublient de rappeler, c'est que la Bukovine et la Roumanie septentrionale elle-même faisaient partie de l'Etat ukrainien, de Galicie et Lodomerie. 4^o Aucune raison d'ordre géographique n'autorise les demandes roumaines:

(1) V. Notes présentées par la Délégation Ukrainienne à la Conférence de la paix de Paris (avril-juillet 1919).

au contraire, la rive droite de Czeremosz et l'espace entre le Pruth et le Dniester forment un prolongement naturel de la Galicie, par leur situation même. 5° Le traité conclu entre la Roumanie et les Alliés le 17 août 1916, reconnaît le caractère ukrainien de la Bukovine et trace, comme limites de la future Roumanie, le Pruth et non le Dniester. 6° La population ukrainienne de la Bukovine, quoique peu nombreuse, formait dans la vie intellectuelle et politique de l'Ukraine un facteur très important. Il serait impardonnable de laisser disperser ces forces vitales dans la lutte improductive contre l'adversaire national. Tout développement intellectuel ruthène s'arrêterait sous la domination étrangère. — A la fin, les Ukrainiens demandent la nomination d'une Commission inter-alliée, qui fixerait la frontière, en tenant compte de la volonté de la population.

Etant donné le nombre considérable des Roumains et des Ukrainiens qui habitent la Bukovine, il nous semble impossible, sans commettre une injustice flagrante, de donner toute la province à un seul des prétendants. Le partage donc s'impose.

SECTION III. — *La Bessarabie*

Le pays. — La Bessarabie ou Moldavie russe, est un pays de 44.000 kilomètres carrés, situé entre le Pruth qui la sépare à l'Ouest de la Roumanie, le Dniester qui la sépare à l'Est de la Russie et le littoral de la mer Noire. Le Danube, depuis son embouchure jusqu'à l'endroit où il reçoit les eaux du Pruth, à Reni, la sépare au Sud de la Dobroudja roumaine. Au Nord, le cours supérieur du Dniester se rapproche

de celui du Pruth, et une ligne arbitraire près de Czernovitz sépare la Bessarabie de la Bukovine. Le pays est plat dans le Sud, avec peu de collines dans le Nord, qui est en majeure partie ruthène tandis que le Sud est roumain. L'aspect donne l'impression de la continuation de la plaine moldave, qui peut être considérée comme la continuation de la plaine russe, beaucoup plus grande et devant l'englober.

La Bessarabie est revendiquée par les Roumains et les Russes-Ukrainiens.

I. *La thèse roumaine* (1). *Droits historiques.* — Depuis Mircea le Vieux (1386) jusqu'à Vlad l'empereur (1465), la Bessarabie méridionale a appartenu à la Valachie. Les Turcs lors de leur occupation appelèrent cette province la Bessarabie, du nom de la famille régnante, Bessarab. La Russie en 1812, reçut sous cette appellation la Bessarabie, en élargissant le nom pour les parties septentrionales de la province. En 1812, lors de l'occupation de cette province par les Russes, les Roumains ne protestèrent point étant liés à ceux-là par des liens religieux et amicaux. On constate, dans les trois premières années, une affluence, qui cessa à partir de 1817, devant la perspective de servage. — Grâce à l'intervention de Napoléon III, la Roumanie réoccupa en 1856, le pays qui portait anciennement le nom de Bessarabie — un quart du pays entier: 10.000 kilomètres carrés avec une population de 127.450 habitants. — Une nouvelle guerre

(1) *Juresco* : La Bessarabie, Paris 1913 ; *De Martonne* : Les rev. roum. précitées, la Bessarabie; les articles dans le journal la Roumanie de G. Aslan : La question de Bessarabie, 24 oct., 31 oct., 7 nov. 1918 ; de Vassile Stroesco : Le pays de la Bessarabie, 14 nov. 1918, et O. Tafrali : La Bessarabie 6 fév. 1919.

éclata en 1876, entre la Russie et la Turquie. Au Congrès de Berlin, la Russie demanda et obtint les districts cédés en 1856 à la Roumanie en lui rétrocédant la Dobroudja roumaine.

La guerre de 1914 a trouvé la Roumanie neutre. Lors de son entrée en guerre en 1916 du côté de l'Entente, celle-là devait se résigner à revendiquer plus la Bessarabie, mais plutôt de délivrer la population roumaine du joug hongrois. Lors de la désagrégation de l'Empire russe et l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, la Bessarabie, par le Congrès des soldats moldaves de toute la Russie, proclama son autonomie (fin octobre 1917) et décida la formation d'une Assemblée nationale. Cette Assemblée réunie à Kichiner, se trouvant aux prises avec les bolcheviks, fit appel aux troupes roumaines qui franchirent le Pruth et rétablirent l'ordre. Les événements se précipitèrent alors: l'indépendance complète de la république moldave est proclamée le 7 février 1918 et le 9 avril, l'Assemblée nationale vota son union avec la Roumanie.

Statistiques. — En 1812, la Bessarabie ne comptait que 340.000 habitants presque tous Moldaves ou Roumains, le reste de 50.000 habitants environ étaient des Bulgares, Cosaques, Ukrainiens, etc. En 1823, le Bessarabie comptait déjà 550.000 habitants. Vers 1843 la population s'élevait à 719.120. En 1856, 990.274. Les Roumains y sont 75 0/0, leur nombre exact est de 692.000. En 1891, les statistiques accusent 1.089.996 de Roumains soit 66 0/0 sur la population totale. Enfin la dernière statistique mentionne: 1.897.800 de Roumains et 707.000 de non Roumains (Ukrainiens, Russes, Bulgares, Allemands, etc...) sur un total de 2.604.800 habi-

tants. — La population est répartie très inégalement. D'une façon générale on peut dire que le Nord est ukrainien, le centre et l'Ouest roumain, le Sud roumain et bulgare-tartare.

Evolution du peuplement. — La population roumaine de la Bessarabie date vraisemblablement de la même période que celui de la Moldavie. C'est à partir du ^{xix}^e siècle que les documents historiques nous parlent des « Valaques » à l'est des Carpathes. On les voit mentionné jusqu'en Galicie. Pendant le ^{xix}^e siècle, comme les statistiques indiquent, la population de Bessarabie a augmenté dans des proportions considérables. — La Russification intense commence à partir de 1878, a pour but de faire diminuer le nombre des Roumains en achetant leurs terres et installant les Russes, ainsi que peuplant par ceux-là la rive gauche du Dniester. Dans les campagnes, l'élément roumain encore prédomine, tandis que les villes sont entre les mains des Russes et des Juifs.

Russification de la Bessarabie. Politique agraire. — La tendance du gouvernement russe ici comme en Pologne était le soutien des paysans contre les boyards. La réforme de 1861, réalisée en 1869 en Bessarabie d'une façon complète, rend maîtres les paysans moldaves de la terre. Les majorats disparurent complètement.

Politique administrative et scolaire. — Dès son début, les Russes laissèrent à la Bessarabie son autonomie locale, qui fut supprimée en 1818. En 1822 nous assistons à l'ouverture des premières écoles primaires russes dans les villes. En 1833 est fondé le premier lycée russe à Kichinev. L'étude du roumain est facultative; elle sera supprimée en 1873. Le clergé roumain disparaît devant les papes russes. Le

nombre des illettrés dépasse tout les records: 83 0/0 pour les hommes, 96 0/0 pour les femmes. Tous les intellectuels roumains se considèrent comme Russes. La conscience roumaine était en quelque sorte endormie. — Lors de la Révolution russe, le Conseil national de Bessarabie vote l'autonomie, l'indépendance et ensuite l'union de cette province à la Roumanie (1).

(1) *La composition du Conseil National de Bessarabie (Staful Tseri)* (d'après M. de Martonne).

La composition du Conseil National ne se fit pas au suffrage universel, mais sur la base de représentation des corps déjà constitués, en leur désignant le nombre des députés à envoyer. C'est le congrès des officiers et soldats moldaves, réuni à Kichinef en octobre 1917, qui décida et se chargea de répartition des députés. C'est aussi le système de Kerensky et de Rada Ukrainienne (les préparlements révolutionnaires). — Ou partit de base que les Moldaves représentent 70 0/0 de la population. Avant tout, on s'adressa aux organisations militaires (Conseil des Soldats, Comité central des soldats et officiers moldaves. Marins moldaves d'Odessa. Comité des soldats moldaves sur le front roumain). Ces organisations nommèrent 44 députés, représentent 300.000 paysans Bessarabiens de 19 à 48 ans. — Le congrès des délégués paysans, élus dans toutes les communes rurales de Bessarabie, nomma 36 députés. Les villes de Kichinef 3, d'Orhei 1. Les associations des professeurs, culturelles de femmes, des étudiants, du clergé, de la presse, des sociétés coopératives, envoyèrent leurs délégués. Les comités des partis politiques organisés désignèrent aussi leurs délégués: 3 dél. du parti nat. moldave, 1 soc. trav., 1 soc. popul., 1 soc. dém., 1 soc. révol. Aux Ukrainiens on donna 7 sièges, aux Juifs 7, aux Bulgares et Gagaoutzi 5, aux Allemands 2, aux Polonais 1, aux Arméniens 1, aux Grecs 1.

Le nombre des députés prévus était de 150, parmi lesquels 10 places réservés pour les Roumains d'au-delà du Dniester. Il n'y eut en effet jamais plus de 140 députés.

Au moment du vote de l'Union, le Staful Tseri comprenait 138 députés dont 85 paysans. La majorité y était formée par le bloc moldave comprenant 75 à 80 députés, divisés en plusieurs nuances: social, révol., agrairien, nat. démocrates, etc.

Le 27 mars 125 députés étaient présents, 3 seulement votèrent contre, il y eut 36 abstentions. Mais, il n'y a eu aucune protestation formelle contre l'Union. La majorité représentant plus des deux tiers des votants comprenait 89 députés paysans sur 85, fait important à noter si l'on

II. *La thèse ukrainienne* (1). — La Bessarabie n'a jamais fait partie du royaume de la Roumanie, car au moment de

se rappelle que la population rurale représente 85 0/0 du total de la Bessarabie.

Révolution du Conseil National de Bessarabie du 27 mars-9 avril 1918.

Au nom du peuple de Bessarabie, le Conseil National déclare :

La Rép. démocratique moldave (Bessarabie), dans ses limites et entre le Pruth, le Dniester, le Danube, la mer Noire et les anciennes frontières avec l'Autriche.

Arrachée par la Russie il y a plus de cent ans, au corps de la vieille Moldavie.

En raison du droit historique et du droit national.

Sur la base du principe que les peuples seulement doivent décider de leur sort.

Dorénavant et pour toujours.

S'unit à la mer patrie, la Roumanie.

Cette union se fait sur les bases suivantes : 11 points dont les plus importants sont :

1^o Le Conseil Nat. actuel est maintenu pour résoudre et réaliser la question de la réforme agraire d'après les besoins et les demandes du peuple; ses décisions seront reconnues par le gouvernement roumain;

2^o La Bessarabie conserve l'autonomie provinciale: elle aura un Conseil National (Diète) élu dorénavant par suffrage universel, égal, direct et secret, avec un organe exclusif et une administration propre;

3^o Relatif à la compétence du Conseil;

6^o Respects des droits des minorités de Bessarabie;

8^o La représentation propre de Bessarabie pour les Conseils de canton, villages, villes, les assemblées provinciales se feront sur la base du suffrage universel, égal, secret et direct;

10^o La liberté personnelle, la liberté de la presse, de la parole, la liberté religieuse, la liberté de réunion et toutes les libertés politiques seront garanties par la constitution.

Résolution du Conseil National des 27 nov.-10 déc. 1918.

A la suite de l'union avec la Roumanie, leur mère patrie, de la Boukavine, de la Transylvanie, du Banat et des territoires de Hongrie habités par les Roumains entre les frontières du Danube et de la Tisza, le Conseil National déclare, que la Bessarabie renonce aux conditions stipulées dans l'acte du 27 mars étant certaine que, dans la Roumanie de tous les Roumains, le régime purement démocratique est assuré pour l'avenir.

Le Conseil National à la veille de la Constitution roumaine qui sera élue au suffrage universel et résoudra la question agraire d'après les besoins et les demandes du peuple, annule les autres conditions de l'acte d'union du 27 mars, 9 avril 1918 et proclame l'union sans conditions de la Bessarabie avec la Roumanie, sa mère patrie.

(1) V. Mémoire sur la situation de la Bessarabie par le Comité pour la

la constitution de cet Etat en 1859, par la réunion de la Valachie et la Moldavie, la Bessarabie se trouvait déjà depuis un demi-siècle sous la domination de la Russie. — Il n'y a que 47,6 0/0 de la population moldave sur l'ensemble de la population en Bessarabie; mais celle-ci, malgré la communauté d'origine, n'implique nullement une communauté de conscience nationale avec la Roumanie. Les Moldaves de Bessarabie se considèrent comme Moldaves russes, de même que les Tartares de Kazan ou de Crimée se qualifient de Tartares russes. Les autorités russes ont agi avec les Bessarabes d'une façon très libérale, en leur donnant les terres, les zemstvos, les municipalités, etc. La population moldave n'employait pas l'alphabet slave; la population rurale elle-même, quoique illettrée, se considérait russe, avec une mentalité complètement étrangère à celle des autres Roumains.

A l'effondrement de la Russie, le Conseil National moldave proclama l'indépendance de la Bessarabie le 24 janvier 1918, qui ne dura que 61 jours, changeant par l'acte d'union de la Bessarabie avec la Roumanie du 27 mars courant. Mais cet acte lui-même n'avait aucune valeur, puisqu'il a été rendu sous les menaces des soldats roumains qui furent introduits dans la salle des délibérations, précédés d'arrestations de nombreux membres de l'assemblée. Les clauses de cet acte ne furent nullement respectées. On renvoya tous les employés qui ne connaissaient pas la langue roumaine. Pour plus de liberté dans son administration, les autorités roumaines convoquèrent le Sfatul Tseri, qui vota l'union pure et simple avec la Roumanie, en présence de 46 députés seulement sur

libération de la Bessarabie et une lettre de la Délégation Ukrainienne à la Conférence de la Paix du 3 juillet 1919 (Notes de cette délégation, II).

162 que l'assemblée comptait. L'opposition de la Chambre, le jour même, signa un acte de protestation qui ne fut pas lu à la séance du lendemain, les autorités roumaines déclarant le Sfatul Tseri dissout. — L'Assemblée nationale moldave fut composée d'une façon on ne peut plus arbitraire. On ne fit aucun compte des Zemstvos russes, associations puissantes et déjà existantes, mais on créa de nouvelles associations purement roumaines et compta les députés d'après le pourcentage de 70 0/0 de Roumains, alors qu'il n'étaient que 47,58 0/0. La majorité de Sfatul Tseri était composée de gens inconnus, n'ayant aucune expérience des affaires publiques et pour la plupart sans instruction. La population manifestait partout son mécontentement à cause de la mauvaise composition du Sfatul Tseri. Lors de l'approche du bolchevisme, on invita les troupes roumaines sans aucun mandat du peuple; celles-ci entrèrent à Kichinev le 13 janvier 1918 à la grande consternation du peuple. Le général roumain Brochtiano, auquel s'associe le représentant de la France, déclara que les troupes roumaines sont entrées au nom des Puissances alliées et associées pour maintenir l'ordre et sans aucun autre but. Une ère de persécutions de toute sorte s'ouvrit alors: on perquisitionna partout, on fouille les villages, emprisonne les personnages influents sans aucune culpabilité ni procédure. Toute la vie de cette province passa entre les mains des Roumains. Le représentant des Etats-Unis lui-même, M. Kopiéka, se rendit compte de l'état misérable de la population, et soumit des rapports à des Puissances alliées et associées, tous défavorables à l'administration roumaine. La réforme agraire ne fit qu'un mot, l'église, l'instruction publique, réforme judiciaire furent com-

plètement roumanisées. Economiquement le pays fut ruiné. Les représentants du gouvernement roumain se rendirent coupables de nombreuses infractions aux droits des plus élémentaires de l'humanité. — Ces affirmations, disent les Ukrainiens, peuvent être aisément vérifiées par les Commissions internationales impartiales, qu'ils réclament et devant lesquelles ils ne réculent pas.

Vu la gravité du problème et surtout le mélange terrible des populations sur le nombre desquelles on n'est pas d'accord, une consultation nationale, impartiale, s'impose sous le contrôle des grandes puissances et l'éloignement complet des troupes roumaines et des éléments de troubles et de provocation. Le Conseil suprême pourrait être chargé de tracer la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine, en tenant compte des voix des habitants. C'est le seul moyen, à notre sens, de résoudre ce grave problème, qui pourrait troubler la paix à l'Orient, surtout dans le temps où la Russie redeviendrait grande et forte.

Mais tel ne fut point l'avis des Alliés. Afin de liquider la question de Bessarabie restée en suspens, le Conseil suprême l'attribua définitivement à la Roumanie (v. la note du 19 mars 1920, rapportée dans le *Temps* du 20 mars courant), mais sous la condition expresse que les relations de cette province avec les Etats voisins restent sauvegardées et que les droits des minorités seront garantis dans les mêmes termes que pour les minorités résidant dans les autres parties du royaume de la Roumanie. Toute difficulté qui pourrait survenir à cause de ces questions sera soumise à l'arbitrage de la Ligue des Nations.

SECTION IV. — LA DOBROUDJA

Le pays. — Les étendues plates, sans eaux courantes, avec des villages très espacés rappellent plutôt le Baragan roumain, le sud de la Bessarabie ou l'Ukraine, par la plaine bulgare. Dans le nord du pays le relief s'accidente; des collines aux sommets arrondis, aux versants assez raides, forment des chaînonges orientés du N.-O. au S.-E. se dressant brusquement au dessus des marécages de la Balta de Galatz. Sous le nom de Dobrondja, nous entendons la Dobrondja proprement dite, c'est-à-dire la province d'avant 1913, plus le quadrilataire incorporé à la Roumanie à cette date, — une petite étendue de terre, habitée en majeure partie par les Tartares et les Turcs.

La possession de Dobroudja est âprement discutée aux Roumains par les Bulgares, dont le point de vue nous exposerons d'abord.

I. *La thèse bulgare* (1). — L'article de M. Miletitch n'est pas sérieux du tout; c'est pourquoi nous n'y arrêterons point. Au contraire, les études de M. Ichirkov sont beaucoup plus scientifiques quoique tendancieuses, et méritent un examen sérieux.

D'après les études de M. Ichirkov, les Bulgares aurait sur

(1) Dr A. Ichirkov: La Dobroudja et revendications roumaines, Lausanne 1918; La Bulgarie et la Dobroudja, Berne 1918. Le dernier mot Bulgare, dans les Annales des Nationalités, Lausanne, 7^e année, vol. VIII, n^o 14-15, 1918, p. 59 et suiv. et La Dobroudja les revendications roumaines. Mêmes annales, 7^e année, n^o 5, du 1^{er} mars 1918, p. 145, ainsi qu'un article de professeur Miletitch dans la « Vossische Zeitung » de 1917.

la Dobroudja des droits géographiques, historiques, ethnographiques, politiques, économiques et cultureux.

I. *Droits géographiques*. — La constitution géologique de la Dobroudja est la même que celle de la Bulgarie orientale, à l'exception de la région des collines du Nord. L'aspect du pays ne différencie en rien de celui de la Bulgarie. Mais ceci ne suffit point, même s'il est exact, pour la domination politique.

II. *Droits historiques*. — Depuis le passage des hordes bulgares à la fin du vi^e siècle, jusqu'à l'indépendance bulgare, la Dobroudja a toujours été le centre, le noyau de l'Etat bulgare, ce qui prouvent les restes des forteresses et châteaux-forts érigés par les Bulgares. — Les fouilles archéologiques roumaines prouvent le contraire; les vestiges de civilisation en Dobroudja ne datent que des Romains.

III. *Droits ethnographiques*. — « Les Bulgares et les Tartares, dit M. Ichirkov, les premiers à partir du vi^e siècle, les seconds à partir du xvii^e forment le noyau de la population dobroudgiennne » et il affirme ailleurs que « la légende d'une population autochtone en Dobroudja doit être écartée tant par les Roumains que par les Bulgares ». Et plus loin: « la plus grande partie de la population bulgare d'aujourd'hui date exactement de l'époque de 1828-29. Cependant une population bulgare compacte habitait la Dobroudja aussi antérieurement, fait constaté par un grand nombre de documents historiques ».

Ces textes se contredisent. D'abord l'auteur ne cite pas, à tort certainement, les documents historiques dont il fait mention. Et si la majorité bulgare ne date que de 1828,

comment admettre encore que la population bulgare compacte habitait antérieurement la Dobroudja !

Droits économiques. — Après avoir parlé d'une voie ferrée passant de Turcea à l'Adriatique, M. Ichikov s'empresse de démontrer que les Roumains importent peu et exportent les céréales par Constantza précisément à l'époque où le Danube ne gèle pas et par cela tuant les ports danubiens de Braïla, Galatz et Souline qui gagneraient certainement avec la prise de Constantza par les Bulgares. Raisonnement précieux. Les Roumains ne possèdent qu'un seul port praticable sur la Mer Noire : Constantza. Ce port aurait singulièrement embarrassé les Bulgares, dont les céréales, au lieu de passer par Burgar et Varna, passeraient par Constantza avec un plus grand voyage que celui que les céréales roumaines le font.

Droits moraux que les Roumains ont perdus sur la Dobroudja, par suite des persécutions, fermetures des écoles et des églises, expulsions de toute sorte, mais non rendus, répondent les Roumains, qu'à cause des agitations bulgares.

II. — *La thèse roumaine* (1)

I. *Histoire.* — La Dobroudja est une unité géographique distincte du reste de la Péninsule balkanique. Elle a son

(1) Parmi les nombreux ouvrages roumains sur la Dobroudja, on consultera avec intérêt : *Jorga* : Droits nationaux et politiques des Roumains dans la Dobroudja, Jassey 1917 ; *G. Angelesco* : Etude sur la Dobroudja ; *N. P. Comnène* : La Dobroudja. Lausanne, Paris 1918 ; *G. Daniesco* : Dobrogeo, thèse pour doctorat ès lettres, de Paris 1903 ; *G. Allard* : Mission médicale dans la Tatarie Dobroudja. Paris 1857 ; *Kanitz* : La Bulgarie danubienne, Paris 1882. — La Dobrogeo roumaine, études et documents d'une grande importance et le livre capital de Tafrali : La Roumanie transdanubienne : La Dobroudja. — *Francis Lebrun* : La Dobroudja. Paris

histoire propre. — Avant le vi^e siècle, les Grecs amenés par la fertilité du sol, s'installèrent dans le pays (sur le littoral) où ils trouvèrent les habitants originaux Scythes, Gètes et Sarmates. Ils y fondèrent des cités. Ovide exilé par Auguste, avait passé neuf années à Tomis Constantza (8-17 août après J.-C.) et laissé la description très originale du pays dans ses *Elégies* et *Trestes* (trad. Nisard). Au iii^e siècle, l'Etat scythe s'organise, au iv^e celui des Gètes. Rome vainc à la fin les Barbares, mais pour peu de temps. Au iii^e siècle arrivèrent les Gothes, qui furent vaincu par l'empereur romain Claude II à Naïssus (Nich). Au vi^e siècle arrivèrent les Slaves qui d'abord installés dans les plaines de la Dobroudja et du bas Danube, se déplacèrent à l'Ouest vers Syrmium, devant la résistance byzantine. La religion chrétienne s'étalait de bonne heure dans cette province.

Au milieu du vi^e siècle, arrivèrent les Bulgares dans l'état de barbarie complète, et passant par la Petite Scythie, s'installèrent dans le triangle Choumla, Silistrie et Varna avec Péréaslav comme capitale. Aucune trace, pas même monnaies ne resta derrière les Bulgares, qui se dirigèrent sur la Maesie et Constantinople.

Vers la seconde moitié du dixième siècle, la Petite Scythie tomba provisoirement au pouvoir des Varègues du prince russe de Kiev Sviatoslav, qui n'était d'ailleurs que de passage à Constantinople.

Dans l'organisation de la Dobroudja, les Byzantins furent troublés par les Pethénèques, peuplades établies entre le

1918. V. aussi une étude remarquable du professeur E. Pittard: Les peupless des Balkans. Recherches anthropologiques dans la Péninsule des Balkans, spécialement dans la Dobroudja.

Danube et le Don, d'abord amis et convertis au christianisme par les Byzantins, puis leurs ennemis au xiii^e siècle. Au même siècle, les tzars bulgares n'avaient jamais étendu leur pouvoir sur cette province, complètement étrangère pour eux.

A la reprise de Constantinople (tombée en 1204) par l'empereur byzantin Michel Paléologue en 1261, les deux frères Dobrotitch et Théodore reçurent le gouvernement de la Dobroudja (d'où le nom) des adversaires du nouvel empereur; celui-ci envoya sa flotte pour rendre ces frères à l'obéissance. En 1366, pendant la guerre entre Venise et Gênes pour la maîtrise de la Mer Noire, Dobrotitch aida les Vénitiens; les princes roumains profitèrent de cette querelle pour se rendre maîtres de la Dobroudja septentrionale. Le successeur de Dobrotitch, Iranco, ne possédait plus la Petite Scythie (1).

En 1379 le prince de Valachie Radoul Voda Bassarabe portait entre autres titres, celui de Seigneur de Silistrie et des terres tartares jusqu'à la mer Noire. Son successeur, Mircea le Vieux, conserva ce titre. En 1390, il devint *despotus terrarum Dobrodicti*, ce qui le rendit maître non seulement de la Petite Scythie, mais aussi du pays situé au sud de Dobric. En 1414, Mircea le Vieux, après avoir lutté courageusement, devint vassal turc avec une certaine autonomie qui disparut

(1) Déjà à cette époque (xiii^e siècle) les voyageurs attestent l'élément roumain à Dobroudja, voir l'historien et géographe arabe Aboul-féda (1273-1331), l'évêque catholique de Nicopolis. Mgr. Philippe Stanislawor en 1659, le marchand Thomas Alberti de Bologne en 1612, Joseph Bochkovitch en 1792, Camille Allard (milice du xix^e siècle), etc. Les géographes comme la russe Mirkovitch en 1867, le professeur Franz Bradaschka, Elisée Reclus en 1876. En plus, il faut remarquer les noms absolument roumains dans la majorité des villages en Dobroudja, ainsi que les vieilles ballades roumaines, dont on ne connaît plus la date.

en 1417. Alors les Turcs devinrent maîtres de la Dobroudja. Plusieurs révolutions contre le régime turc s'en suivirent, les cas de Vlad l'empereur, de Michel le Brave (xvi^e siècle) et Radou-Scherban Bassarab (xvii^e siècle). Durant les xviii^e et xix^e siècles, nous voyons les Russes livrer les batailles aux Turcs sur la Dobroudja, ce qui appauvrit beaucoup les habitants. La population de Dobroudja émigre alors en grandes masses (jusqu'en 1829).

Au Congrès de Berlin (1878) les Roumains cédèrent 8.480 kilomètres carrés de Bessarabie fertile et peuplée, contre 15.560 kilomètres carrés de Dobroudja dévastée et déserte. La frontière passait alors au-dessous de la Silistrie, puis en 1913, elle descendit plus au Sud, avec Teatukaï et Balcie sur le territoire roumain.

Ethnographie de la Dobroudja. — Les recensements russes des familles donnent pour le département de Tulcea en 1878; de Roumains 3.556, soit 36 0/0; de Bulgares 2.877, soit 29 0/0.

Les recensements roumains de familles en 1879 donnent pour le même département: Roumains 4.082, soit 32 0/0; Bulgares 3.347, soit 25 0/0; Turcs 1.401, soit 11 0/0: total 12.947 familles.

De même pour le département de Constantza: Roumains 15.251, soit 23 0/0; Bulgares 8.038, soit 13 0/0; Turcs 11.126 soit 18 0/0; Tartares 23.498, soit 38 0/0, etc.: total 61.561 familles.

En somme le pays qui était donné à la Roumanie par le Congrès de Berlin était turc et tartare dans le Sud et Sud-Est, roumain à l'Ouest le long du Danube, bulgare

et russe dans le Nord-Est. Après les Turcs et les Tartares, l'élément dominant n'étaient pas les Bulgares mais les Roumains.

Depuis, les Roumains ont pris la prépondérance, les Turcs émigrant selon leur habitude des pays où ils ne sont plus maîtres, tandis que les Bulgares et les Russes Lipovans continuent à s'accroître, mais à un taux inférieur à celui des Roumains, ce que montre la statistique de 1911. En Dobroudja, la population totale s'élevait à 338.276 âmes répartie de la façon suivante :

Roumains	186.334	soit 54.7 0/0	Tartares	25.086	soit 7.5 0/0
Bulgares	48.963	— 14.3 0/0	Russes et Lipovans	34.254	— 10. 0/0
Turcs	10.836	— 3.3 0/0	Allemands, Grecs, Tziganes etc...		

Dans les départements de Tulcea et de Constantza, tandis que le nombre des Bulgares a doublé, celui des Roumains a quadruplé. Ceci vient de la force prolifique des Roumains, mais aussi et surtout de l'immigration des pauvres paysans roumains des montagnes.

A la vue de la carte géographique de la Dobroudja on constate un masaique de populations, vivant en petits îlots dispersés ça et là sans aucun ordre.

Economiquement, le pays a connu après 1880 un essor qui est à remarquer. La cause en doit être cherchée dans la prépondérance de la petite propriété rurale et la liberté complète (économique et politique) du peuple. Les ports sur la mer Noire de Dobroudja sont indispensables à la Roumanie.

Pour toutes ces raisons, et surtout pour des raisons historiques et ethnographiques, il faut laisser la Dobroudja entre les mains des Roumains.

SECTION V* — *Le Banat*

Le pays. — Le Banat est une région carrée, que limite au Nord le bas Morich (Maros) à l'Ouest la basse Tisza et le Danube, au Sud le Danube encore et à l'Est d'abord le frontière roumano-magyare d'avant 1916, depuis les Portes de Fer jusqu'aux environs du mont Goujon, ensuite la ligne qui clôt les bassins du Témich (Ténès) et de la Béga. La zone orientale est montagneuse, le centre est un plateau de faible altitude, la lisière occidentale et méridionale est une plaine marécageuse, où les eaux de la Tisza et de la Béga du Danube et du Témich forment un labyrinthe de canaux naturels ou artificiels.

Ce pays est revendiqué par les Serbes et les Roumains.

I. *La thèse serbe* (1), *Aperçu géographique et ethnographique.* — Le Banat ne constitue pas une unité géographique.

(1) La question du Banat par Yovan Tseriyitch, Y. Radowitch, S. Stanogviitch et H. Zeremsky. Paris 1919; Délimitation between the Serbiens and the Roumanians in the Banat (édit. de la Dél. du royaume des S. C. S. à la Conférence de la Paix). Le Banat par Grégoire Yakchitch; Le rôle des Serbes en Hongrie par St Stanoyevitch. Paris 1919; Chabossseau: Serbes, Croates et Slovènes. Paris 1919, p. 79 et suiv.; une brochure intitulée: Le programme yougoslave; M. R. Vesnitch: Les aspirations nationales de la Serbie (édition spéciale de la Paix des Peuples; Sundlaka: Revendications territoriales yougoslaves, conférence. Paris 1919; Less revendications nationales des Serbes, Croates et Slovènes, présentées aux FF. des pays Alliés. Paris 1919, p. 68 et suiv., etc. Haumont: Less revendications nationales des Serbes, Croates et Slovènes: le Banat dans les Travaux du Comité d'études, t. II; Radonitch (J.): Le droit historique des Roumains et des Serbes sur le Banat. Extrait de la Revue des Etudes historiques, n° oct.-nov. 1916. — Yakchitch (Grégoire): Le Banat. Edition spécial de la Revue hebdomadaire 1915. — Biankoni (P.): Carte ethnographique de l'ancienne Voyévodine Serbie de Hongrie, ou Banat de Temesvar. Paris (sans date, mais édité pendant la guerre). — Novakovitch (Dr Mileta): Exposé de la question du Banat et des questions

économique et ethnique; il est au contraire sous tous ces rapports formé de deux parties bien différentes et indépendantes l'une de l'autre: le Banat occidental ou Banat plat qui s'étend de la Theiss à Temichvar, Krchats et Bela Tsrkva, et le Banat oriental ou Banat montagneux, à l'est de ces villes. Chacun de ces pays a son caractère propre: tandis que le Banat occidental est le prolongement géographique des pays serbes, le Banat oriental l'est de même pour les pays roumains. Le Banat occidental a connu une prospérité économique très grande au XVIII^e siècle avec la noblesse serbe très riche et large. Au XIX^e siècle nous assistons à l'immigration de l'élément allemand et magyar, qui font actuellement une grande partie de la population. — Si les Roumains dans cette partie du Banat étaient autochtones, la question serait facilement tranchée. Mais on peut affirmer que la population roumaine y est toute récente. Descendus des montagnes ou fuyant les Boyards et les Hospodars de la Petite Valachie et de la Moldavie, les Roumains ont trouvé de quoi vivre et en paix dans la population slave du Banat. Ainsi le Banat a revêtu depuis le XIX^e siècle un caractère complexe, qu'on apprécie le mieux en comparant la population des villes des deux Banats (Banat occidental 44.303 Serbes, y compris 1.630 Tchéco-Slovaques, 4.229 Roumains, 23.601 Magyars et 39.751 Allemands. — Banat oriental, Allemands 28.857, Roumains 16.579, Magyars 13.593, Serbes et Slaves 4.320. Statistiques hongroises de 1910). Les Allemands qui habitent la région de Tèmesvar pourraient être consultés, lequel des Etats choisiront comme le leur.

de la Croatie et de la Dalmatie, conférence faite le 26 juin 1915, au Congrès des Nationalités à Lausanne.

Statistiques. — Le Banat actuel se compose de trois comitats qui se suivent de l'Est à l'Ouest et vont du Morich au Nord jusqu'au Danube au Sud. A l'Est se trouve le comitat de *Krasso-Szöreny*, situé dans la région montagneuse et peuplé en grande majorité par les Roumains (population totale: 466.147. Roumains, 336.082; Hongrois, 33.787; Allemands, 55.883; Slaves, 40.395). Comitat de *Témès*: population totale 500.835. Roumains, 169.030; Hongrois, 79.960; Allemands, 165.883; Slaves, 85.962. Comitat de *Torontal*: population totale 614.151. Roumains, 86.937; Hongrois, 128.405; Allemands, 165.779; Slaves, 234.030. Il faut ajouter à la population slave la rubrique « les autres », ce qui ferait près de 330.000 de Slaves sur 250.000 de Roumains que la Serbie revendique.

Aperçu historique. — Au commencement du ⁱⁱe siècle après J.-C., la région qui constitue le Banat actuel fut soumise par les Roumains qui la colonisèrent d'abord mais bientôt la quittèrent complètement (vers 272). A la fin du ^{iv}e siècle les Huns avec Attila possédèrent cette province. Après la destruction des Huns, ce furent d'abord les Gépides (seconde moitié du ^ve siècle) tribu germanique, puis les Avars (vers 567), qui se rendirent successivement maîtres du Banat. A la fin du ^{viii}e siècle, Charlemagne anéantit l'Etat des Avars et occupa le Banat, mais sans le tenir longtemps. Alors, ce furent les Bulgares qui le reprirent, puis les Magyars au ^xe siècle. Pendant le ^{xv}e siècle, à cause des guerres turques, la population se dispersa, suivie presque immédiatement d'une vague slave, qui l'inonda presque et renforça la population slave établie depuis le ^{xiii}e siècle. Pendant les ^{xviii}e et ^{xix}e siècles, le Banat jouit d'une grande prospérité. En

Comme compensation des Slaves ainsi incorporés, les Roumains laissent leurs frères de race dans la vallée de Timac et de Macédoine (Nous en parlerons dans une étude spéciale).

Une assemblée roumaine à Alba Julia, du 5 décembre 1918, en présence de 100.000 Roumains a voté la déclaration suivante: « L'Assemblée nationale des Roumains de Transylvanie, de Hongrie et du Banat, proclame l'unité de tous les Roumains ainsi que l'union avec la Roumanie de tous les territoires habités par les Roumains. L'Assemblée nationale Roumaine affirme les droits imprescriptibles de la nation roumaine sur le Banat inclus entre le Muczesh, la Tisza et le Danube.

Solutions du problème. — En donnant le Banat entier à la Roumanie, celle-ci acquierait des frontières stratégiques de premier ordre, et serait maîtresse de la plaine aussi bien que de la montagne. Les Serbes de leur côté, avec les comitats de Torontal et de Teuces, veraient libérés ses concitoyens, avec lesquels les lient les liens moraux, culturels et surtout nationaux très forts. Il serait injuste de donner la totalité du Banat à un des prétendants. Au contraire, une ligne qui suivra la répartition de la population pourrait servir de borne frontière. Ce que les Serbes et les Roumains ont fait, en se partageant le Banat.

II. *La thèse roumaine* (1). *Considérations stratégiques* —

Le Banat avec la Tisza est indispensable aux Roumains pour la défense de leur territoire. La plaine qui s'étend à l'Est de la Tisza et du Danube fournit la possibilité de la défense du Banat, tandis que reculée aux montagnes, la Roumanie se voit dans l'insécurité constante, d'autant plus qu'elle est une île latente dans la mer slave (2).

Considérations ethniques. — Dans l'ensemble du Banat, les Roumains ont la majorité (592.046 soit 39,3 0/0 de la population totale). Les Slaves ne représentent qu'une faible minorité (313.724 soit 19,7 0/0); leur nombre est inférieur même à celui des Allemands (387.545 soit 25,5 0/0) et à peine supérieur à celui des Hongrois (242.152 soit 15,2 0/0). Les Serbes n'ont la majorité relative que dans le Torontal (32 0/0); encore forment-ils des groupes discontinus, séparés par des îlots nombreux de Hongrois, Allemands ou Roumains. Tandis que les Roumains habitent le Banat en masse compacte.

Considérations économiques. — La plaine est nécessaire à la montagne. Le Banat oriental montagneux, pastorel, industriel a besoin du Banat occidental, agricole et rural. La Tisza et le Maros forment un réseau fluvial indispensable à la vie économique de tout le Banat.

(1) V. Lalesco: Le problème ethnographique du Banat. Paris 1919; Mișco: Le problème du Banat, M. E. de Martonne: Les revendications roumaines; Le Banat dans les Travaux du Comité d'étude, t. II; v. Jean Cautacuzène: La question nationale roumaine et les Roumains de l'Aut. Hong. dans la Revue hebdomadaire du 24 mars 1915. Guerivé: La Bukovine et le Banat, 1918.

(2) Les Alliés eux-mêmes s'étaient aperçu de cette situation difficile des Roumains, en leur accordant la totalité du Banat par le traité secret de 1916, qui malheureusement n'avait à la fin de guerre aucune valeur.

1849 l'Autriche créa, pour répondre au vœu unanime de la nation serbe, le Duché serbe (Voïvodina) ; le Banat en forma une partie et Temichvar en devint la capitale ; mais peu de temps après l'abolition brutale de ce Duché en 1860, le Banat fut définitivement incorporé à la Hongrie (1867). Depuis cette époque, il a fait partie intégrante de la Hongrie jusqu'à l'automne 1918, époque à laquelle il fut occupé par l'armée serbe, qui y est venue à l'appel de toute la population. Une Assemblée nationale, peu après, proclama la réunion de cette province au royaume de Serbie avec le roi Pierre comme chef.

Les fluctuations de la population. — A l'arrivée des Kougras (x^e siècle), les Serbes, restés dans le Banat lors de la grande migration, résistaient à leurs nouveaux maîtres. Au x^ve siècle, avec la domination turque, l'élément serbe passa dans le Banat en grande masse. A la fin du x^ve siècle, les Serbes y obtinrent 4 évêchés et 11 monastères. Dans les cartes géographiques de cette date on mentionne le Banat comme pays serbe. Après 1718, les Autrichiens commencent à pourchasser les Serbes, en installant les Germains dans le Banat. De même, les Roumains émigrèrent les montagnes à la suite d'une situation agraire très pénible. Ceci changea l'aspect du Banat, mais celui-ci resta, dans sa partie occidentale tel qu'il était depuis longtemps, c'est-à-dire serbe.

Le rôle intellectuel des Serbes du Banat fut considérable. Aucune province serbe n'a fourni à la Serbie autant d'hommes éminents : littérateurs, hommes d'Etat, savants, journalistes et artistes que cette province. C'est un des plus puissants argument de la thèse serbe.

SECTION VI. — *Les Roumains de Serbie*

I. — *La thèse roumaine* (1). — Dans le Nord-Est de la Serbie, en la Morava à l'Ouest et le Timoka à l'Est, le mont Rtanj au Nord et le Danube au Sud, le pays est en grande partie habité par une population roumaine. Cette région, dont l'étendue est environ de 12.240 kilom. est divisée administrativement en quatre districts: Kraïna, Pojarovatz, Timok et Morava. Au point de vue ethnographique, géologique et géographique, cette région au Sud du Danube est caractérisée par les traits communs des régions habitées par les Roumains au Nord du Danube.

C'est vers le ^{xiv}e et ^{xv}e siècles (malgré la prétention des Serbes qui donnent le ^{xvi}e siècle) qu'ils seraient venus de la Valachie, poussant leurs troupeaux vers les plaines de Timok et de Morava, puis plus au Sud, vers la Macédoine.

Statistiques. — M. Gakchitch évolue le nombre des Roumains en 1846 de 97.215 vers 1859, le géographe français G. Lejean trouve 104.343 Roumains de Serbie. En 1884, le nombre des Roumains, d'après les statistiques serbes, atteint le chiffre de 149.713. En 1890, 143.684; en 1895, 159.510; en 1900, 122.429. Ces statistiques inspirent peu de confiance aux Roumains. D'après leurs évolutions, en accroissant les Roumains dans la même proportion que les Serbes, il y

(1) N. G. Valsan: Les Roumains de Bulgarie et de Serbie, trad. de Tafrali. Paris 1918; Athenase Popovici: Mémoire des Roumains de Serbie, présenté à la Conférence de la Paix (Roumanie du 20 mars 1919) avec un article de J. Gavanescu: Dans la question du Timok. — Pour les Roumains de Macédoine, Emile Picot: Les Roumains de Macédoine. Paris 1875 et G. Weigand: Die Aromunen, deux vol. Leipzig 1894-1895.

aurait en 1918 326.000, 350.000 de Roumains en Serbie. — La serbisation de ces provinces se faisait par les écoles où la langue serbe était seule enseignée et les églises où les livres sianis roumains étaient interdits.

Les Roumains de Macédoine et de Serbie du Sud serait au nombre de 96.630, répartis entre les trois sandjaks suivants: Monastir, Uskub et Ipec. Si on y ajoute le nombre des pâtres qui promènent leurs troupeaux du Danube jusqu'en Macédoine, nous arrivons au nombre de 112.000 de Roumains-Tiontzo-Valaques en Serbie. Cette population est très consciente, grâce à la permission du sultan d'ouvrir les écoles et les églises roumaines.

Conclusion. — Ce nombre respectable des Roumains en Serbie (460.000) doit servir d'échange contre la population serbe du Banat qui irait à la Roumanie. Ainsi, le fleuve du Danube sera conservé comme idéale frontière naturelle et le gage solide de l'amitié serbo-romaine.

II. *La thèse serbe* (2). — Les Roumains de Serbie sont des nouveaux venus, immigrés de Roumanie et du Banat aux XVIII^e et XIX^e siècle, n'ayant aucun rapport avec la population roumaine ancienne, dont les traces disparurent avant le XV^e siècle. Quelques noms témoignent de leur existence, mais chose curieuse, dans la population purement serbe, tandis que dans le Nord-Est de la Serbie Koponymie est 99 0/0 serbe. Les Roumains de Serbie eux-mêmes se rappellent

(2) La thèse serbe: T. R. Georgevitch: *La vérité sur les Roumains de Serbie*. Paris 1919, les Roumains de Serbie, manifeste des professeurs serbes. Paris, 1919; Haumont, dans les travaux du Comité d'études, t. II, les revendications Yougoslaves, le Banat.

de leur arrivée en Serbie, ce qui est forcément récent. La cause des réfugiés dans les pays serbes doivent être cherchées dans l'état insupportable du paysan roumain (1). Vers le milieu du XVIII^e siècle nous assistons à la dépopulation énorme de la Moldavie et de la Valachie, grâce aux mesures et dispositions systématiquement défavorables aux paysans. Ces paysans se réfugient en Transylvanie, Banat et Serbie où ils sont bien accueillis et où ils reçoivent des terres. Depuis lors, les Roumains de Serbie ont supporté les mêmes peines que les Serbes eux-mêmes sous le régime turc, ainsi que les bienfaits de la liberté lors de la libération du commencement du XIX^e siècle.

Actuellement les Roumains de la Serbie possèdent les mœurs et chants nationaux serbes et les seuls souvenirs qui les rattachent à la Roumanie, ce sont les récits tristes et terrifiants des supplices subis autrefois en Roumanie.

Statistiques. — D'après les statistiques serbes de 1900, il y avait dans les 4 départements mentionnés 501.012 Serbes et 120.658 Roumains. En 1910: 631.584 Serbes et 93.640 Roumains. Enfin en Macédoine il n'y aurait de 11.072 Roumains ou Koutzo-Valaques sur une population de 560.528 Serbes. La diminution des Roumains en Serbie n'est pas due à la serbisation forcée de l'élément roumain, mais à ce que la plupart parmi les Roumains de Serbie se rappellent avec horreur de leur patrie d'origine et se disent volontiers Serbes. Quant à l'emploi de la langue roumaine dans les écoles ou les églises, jamais en aucune occasion les Rou-

(1) IV. le témoignage des auteurs français eux-mêmes. E. Regnault: Histoire politique et sociale des Principautés Danubiennes, Paris, 1855, p. 293 et E. de Laveley: La péninsule des Balkans, Paris, 1888, t. II, p. 310.

maines ne l'avait demandé. Et le seul Roumain de Serbie qui ait élevé sa voix contre sa patrie était Dr Athanase Popovitch, dont l'hostilité et les arguments contre la Serbie, ne se comprennent pas et sont pour la plupart inventés.

Le conflit qui en résulta, pouvait compromettre les bonnes relations entre les Roumains et les Serbes, fut étouffé heureusement dans son germe, les Roumains n'y faisant aucune suite, les Serbes se contentant d'enregistrer cette abstention roumaine.

CHAPITRE IX

Les revendications nationales des Tchéco-Slovaques

SECTION PREMIÈRE. — *Les frontières de l'Etat Tchéco-Slovaque* (1)

Les revendications tchéco-slovaques sont de trois ordres : droits historiques, droit des nationalités et droit à une vie indépendante.

(1) V. J. E. Pichon: Les frontières de l'Etat tchéco-slovaque, dans les « Travaux du Comité d'étude », t. II. — Ernest Denis: La question de l'Autriche: Les Slovaques; La Bohême depuis la Montagne blanche; Fin de l'indépendance bohème. — Niederlé: La race slave, 1918. — Chervin (Dr A.): De Prague à l'Adriatique. 1919. — Fournol (Etienne): De la succession d'Autriche. 1919. — Auerbach: Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie. — Léger Louis: L'histoire de l'Autriche-Hongrie. Paris 1895; le Monde Slave. Paris 1897; le Panslavisme et l'intérêt français. Paris 1917; la Renaissance tchèque au XIX^e siècle. Paris 1911. — Eisenmann: Le Compromis austro-hongrois. Paris 1914; la Solidarité slave. Paris 1916. — Hantich: Le droit historique de la Bohême; la Bohême d'aujourd'hui. — Benes Edouard: Détruisons l'Autriche-Hongrie. 1916. — Léon Sychrava: La question tchéco-slovaque dans le n° 3 (1918) de la « Revue anthropologique ». — Bourtier Jean: Le Tchèques et la Bohême contemporaine. Paris 1897. — Vybel (Vlastimír): Etude sur les origines du mouvement hussite en Bohême. Paris 1917. — Les pays tchèques: Bohême, Moravie, Silésie, Slovaquie, leur passé, leur présent, leur avenir, par un groupe de Français. Paris 1917. — Germantsirung oder Czechisirung? Ein Beitrag zur Nationalitätsfrage in Böhmen. Leipzig 1861. — Schlesinger Ludwig: Die Nationalität-Verhältnisse Böhmens. Stuttgart. 1886. — Rauchberg (Heinrich): Der nationale Besitzstand in Böhmen. Leipzig 1905, 2 vol. — Et deux revues très bien faites: *Le Monde Slave* et la *Nation Tchèque*, 1915-1918, 4 années. — Massaryk (T. G.): Les Slaves dans le monde, « Revue internationale de Sociologie », juin-juillet 1916, p. 325-342; l'art. portant le même titre, dans la « Nation Tchèque » du 15 mars 1916, p. 343-349.

I. — Les pays de la couronne de Bohême, de St-Venceslas, doivent dans les idées des Tchéco-Slovaques être le noyau principal du nouvel Etat. Ces pays sont: la Bohême et la Moravie auxquels se rattachent, comme pays adjacents, la région d'Eger (Egerland) et la Silésie qu'en 1348 et 1355 Charles IV incorpora à son royaume.

Les pays de la couronne de Bohême. — Depuis 1848, la date où les Tchèques opposent leur résistance aux prétentions centralisatrices des Habsbourg, ceux-là demandent l'incorporation dans un même Etat, les trois pays en question (v. la résolution votée à Prague le 11 mars 1848). A propos de la *Silésie* (de Teschen) nous nous sommes expliqué, en étudiant la question de cette province revendiquée pour des raisons ethnographiques par des Polonais. Les Tchèques opposent, il est bon de se rappeler, principalement des raisons historiques (Ferdinand I^{er} et sa lettre patente du 13 déc. 1526; l'archiduc Albrecht et sa demande auprès de l'empereur François-Joseph en 1858).

Les frontières de la Bohême. — Sauf quelques petites rectifications, la Bohême pouvait conserver ses frontières du côté de la Haute-Autriche, la Bavière, la Prusse et la Basse-Autriche.

Les frontières de la Moravie. — Du côté de la Silésie, cette région se trouve séparée en deux tronçons: l'un morave (Ostava), l'autre silésien (Opava-Tropau) et Teschen. Pour remédier à cet état de choses, les Tchèques demandent l'incorporation d'une partie de ces pays dans leur Etat, étant donné qu'ils y forment 47 0/0 (d'après les statistiques allemandes) de la population totale. La seconde revendication porte sur

la Silésie autrichienne où les Allemands, les Tchèques et les Polonais sont fortement enchevêtrés (305.099 Allemands, 175.471 Tchèques et 235.180 Polonais). Pour des raisons économiques et parce que les statistiques ont été défavorables aux Polonais, ceux-ci revendiquent ce territoire. Ainsi, la frontière moravo-autrichienne doit être rectifiée de façon à pousser la frontière morave jusqu'aux collines où prennent naissance les affluents de la Dyje.

La Slovaquie et ses frontières. — La Slovaquie est autrement parlé, la Hongrie septentrionale. Ces habitants, les Slovaques, sont des frères de race avec les Tchèques. Un savant hongrois, Czambel, a prétendu que les Slovaques font partie des Slaves du Sud, ce qui est complètement faux (v. *L. Niederlé*: La race slave, trad. Louis Léger, Paris 1918 et *Ernest Denis*: Les Slovaques, Paris 1917). La langue slovaque est un ensemble de dialects tchèques. La scission linguistique entre les Tchèques et les Slovaques en matière littéraire est de date récente. Bien que séparés politiquement dès le x^e siècle, lorsque les Magyars vinrent s'établir sur les ruines de la grande Moravie, créée par Mojmir, Rostislav et Swatopluk (830-906). Tchèques et Slovaques restèrent unis intellectuellement. La langue tchèque joua même quelque temps un rôle si considérable, qu'elle s'imposa à la Cour de Hongrie, notamment avec Mathias Corvin (1458-1490) et Vladislav II, son successeur. Dans les premières années du xix^e siècle, nous voyons les Slovaques, comme poète Kollar et comme slaviste Schafarik, travailler à la renaissance tchèque. Jusqu'en 1825, la date de l'introduction du hongrois à la place du latin comme langue officielle des pays de la couronne de St-Etienne, les Slovaques vivaient indépendants,

sans craindre de l'influence magyare. Mais à partir de cette année, nous assistons à la magyarisation de ces pays, et à se tenir à des statistiques hongroises, on ne pourrait pas se donner une idée exacte de la population.

La Slovaquie peut être définie géographiquement comme fermée par les bassins des affluents du Danube et de la Tissa (Theiss) qui descendent des Tatra et des Carpathes. Mais ce pays bien défini géographiquement, n'est pas slovaque en entier par la langue. Ceci vient de la magyarisation à outrance au moyen des écoles et d'éducation (ainsi l'historien François Schedel devient Toldi; le poète Alexandre Petrovitch et le peintre Michel Liebel changent leurs noms en Petöfi et Munkacsy). L'administration y est magyare et le fameux système électoral hongrois n'accordait que deux représentants à la Chambre de Budapest aux 2 millions de Slovaques.

L'étude des recensements hongrois nous relève qu'en 1890 il y avait en Transleithanie (Hongrie) 8.240.000 Magyars, 1.910.000 Slovaques; en 1900: 8.742.301 Magyars, 2.019.641 Slovaques; en 1910: 10.050.575 Magyars, 1.967.970 Slovaques. Ainsi donc, les Slovaques ont diminué dans la période de 1900-1910 de 51.671 tandis que les Hongrois ont augmenté de 1.308.274. D'où vient cette augmentation des Hongrois et la diminution des Slovaques? C'est les statistiques du mouvement démographique qui se chargent de répondre:

	Magyars		
	Naissances	Décès	Accroissement
De 1901-1905	334.300	228.821	105.479
De 1905-1910	349.916	230.054	109.862
Accroissement total de 1900-1910 : Magyars	225.341		

	Slovaques		
	Naissances	Décès	Accroissement
De 1901-1905	82.554	57.351	25.203
De 1905-1910	78.491	51.884	26.607
Accroissement total de 1900-1910 : Slovaques 51.800			

Il y a donc $1.308.274 - 225.341 = 1.082.933$ Magyars dont l'origine n'est pas due à une augmentation naturelle. C'est par la magyarisation systématique et le truquage de la statistique que les Magyars augmentent tandis que les Slovaques diminuent. Les Slovaques se sont accrus de 51.810 unités apparaissent néanmoins comme ayant diminués de 51.671. D'où vient cette perte réelle de $51.671 + 51.810 = 103.481$ Slovaques, sinon d'une dénationalisation à outrance. Mêmes procédés et remarques s'appliquent pour les statistiques des autres nationalités: Roumains, Serbes, Croates, Slovènes, Ruthènes, etc. (Remarques de M. Pichon: Les revendications tchéco-slovaques, auquel est empreinté la majeure partie de cette étude (dans « Travaux du Comité d'Etudes », t. II).

Le Couloir. — Au-delà du Danube, en face de Bratislava-Presbourg, on trouve encore des groupes de population slovaque qui descend vers Budapest. Du Danube à la Drave, on rencontre aussi les îlots slaves, mélangés à des groupements allemands et magyars. Ce fait a suggéré l'idée d'établir le long de la rivière austro-hongroise un corridor permettant de relier l'Etat tchéco-slovaque à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. Il prendrait une partie de Burgenland, autour duquel une discussion violente entre l'Autriche et la Hongrie vient de s'engager. C'est une solution parfaitement réalisable,

que de neutraliser le couloir ou de le soumettre à la Société des Nations, afin d'assurer un libre passage à la mer à la Tchéco-Slovaquie, en même temps que de délivrer de la tyrannie hongroise une nombreuse population slave (les statistiques hongroises y enregistrent 221.000 Slaves).

Ainsi, l'Etat tchéco-slovaque possède tout ce qui lui faut pour se développer. Ses frontières, sa population, ses richesses naturelles permettent les meilleures espérances pour l'avenir.

SECTION II. — *Les Allemands de Bohême et de la Moravie* (1)

La Bohême est entourée de Germaniques de tous les côtés, mais grâce à des communications difficiles et une situation

(1) V. J. G. *Pichon*: Les Allemands de Bohême et de Moravie, dans les Travaux du Comité d'études, t. II — Dr *Antonín Bohac*: La statistique des Allemands et Bohême: Revue « Nation Tchéque », 4^e année, n° 18-20, 1919, nous donne des chiffres sensiblement pareils à ceux de M. Pichon nous fournit et que nous avons accepté. Il y a en Bohême, d'après les dernières statistiques (1916), 2.467.724 Allemands, c'est-à-dire 36,76 0/0 de la population totale. Mais les statistiques sont inexactes à cause de leur base même: la langue d'usage comme signe de nationalité, d'où rectifications nécessaires. La population allemande serait répartie de la façon suivante: a) Le territoire mixte et allemand de la Bohême du Nord: 679.209 habitants dont 25.531 Tchèques et 641.026 Allemands, en réalité il y avait 145.000 Tchèques et 520.000 Allemands. b) Le territoire mixte et allemand de la Bohême occidentale: 912.954 habitants. dont 160.000 Tchèques et 730.000 Allemands. c) Le territoire mixte et allemand de la Sumava: 182.593 habitants dont 45.000 Tchèques et 135.000 Allemands. d) Le territoire mixte et allemand de Géants: 187.960 habitants dont 50.000 Tchèques et 135.000 Allemands. e) Bande étroite des villages mixtes et allemands du massif d'Orlice: 96.250 habitants dont 8.000 Tchèques et 28.000 Allemands. En tout, les cinq territoires en question, comptent 1.998.406 habitants dont 408.000 Tchèques et 1.590.406 Allemands. — A remarquer certaines inexactitudes dans les chiffres qui sont dues certainement à la faute des imprimeurs.

Pour les Serbes de Iusaces, une branche slave, déjà presque étouffée dans la mer germanique, mais très consciente, quoique peu nombreuse,

géographiquement bien abritée, la germanisation de Bohême a pu être facilement surveillée et défendue. Les montagnes environnantes ont conservé le gros de la population tchèque de la germanisation, spécialement à la Moravie et à la Slovaquie.

Histoire des Tchéco-Slovaques et les progrès du germanisme. — Certaines tribus slaves s'étaient au début de l'ère chrétienne établis en Bohême, en Moravie et dans la Hongrie septentrionale. Elles avaient même débordé plus à l'Ouest, en Bavière, et plus au Sud, jusqu'au lac Balaton. Parmi ces diverses tribus, la plus compacte, celle des Tchèques, finit par dominer et par donner son nom aux autres. Dès le ix^e siècle, les Slaves de la Bohême et de la Moravie, à qui les apôtres Cyrille et Method viennent prêcher le christianisme, sont désignés sous le nom des Tchèques. Ils forment un peuple unique qu'à la fin du ix^e siècle, Svatopluk, prince morave réunit en un Etat considérable, l'Empire de Moravie ou la Grande-Moravie. Cet Etat slave eût pu se développer dans d'excellentes conditions et affronter avec succès les attaques germaniques, si les successeurs de Svatopluk, les Premyslides n'eussent ouvert eux-mêmes, les portes du pays à l'invasion. Par égoïsme, pour cultiver leurs immenses domaines, surtout pour défricher les vastes forêts du Nord, les Premysl Otokar I^{er} (1197-1230), Vaclav I^{er} (1230-1253), Premysl Otokar II (1253-1278) et leurs successeurs appelèrent des colons allemands. La noblesse et le clergé sui-

(160.000-200.000); v. l'art dans la Revue « Nation Tchèque » n^o 14-17, 1919, intitulé: *La question des Serbes des deux Lusaces, et le livre de M. Louis Léger : Les luttes séculaires des Germains contre les Slaves.* Paris 1916.

virent leur exemple et bientôt les Tchèques virent toutes les régions frontières défrichées par les colons et habitées par eux. Peu à peu, la germanisation gagna l'intérieur de la Bohême et de la Moravie et fut d'autant plus de progrès que les princes, puis les rois de Bohême accordèrent aux Allemands de nombreux privilèges. Au ^{xiii}^e siècle, la langue allemande parlée à la Cour parmi les grands et même dans les villes, était devenue une sorte de langue officielle. La dynastie du Luxembourg, avec Charles IV et son fils Vaclav, tenta d'arrêter ce mouvement germanisateur et de favoriser l'élément slave. Celui-ci eut d'ailleurs l'occasion de prendre sa revanche au ^{xiv}^e siècle, pendant les guerres hussites. Le hussitisme fut en effet, autant une croisade nationale qu'une lutte religieuse. Il rendit à la langue tchèque une foule de villes déjà germanisées et fit de cet idiome la langue officielle de toute la Bohême et de toute la Moravie.

La victoire nationale des Hussites fut cependant de courte durée. L'élection des Habsbourg au trône de Bohême (1526), ramena la germanisation. Celle-ci prit des proportions désastreuses lorsque les Tchèques qui s'étaient soulevés eurent été défaits à la Montagne blanche près de Prague (1620). A la suite des persécutions qui suivirent cette malheureuse bataille et des désastres causées par la guerre de Trente ans, un grand nombre de nobles tchèques et une partie de la population furent exterminés et chassés. On les remplaça par des nobles et des colons allemands ou étrangers germanisés, qui, désunis lors, furent toujours favorisés par le gouvernement de Vienne. La propagande allemande s'en suivit par les livres, les écoles ou tout fut donné gratuitement aux enfants. Mais la Bohême, comme une partie de l'empire

habsbourgeois, n'a jamais cessé d'exister. — Les Allemands prétendent être en droit de conserver un territoire qu'ils ont creusé, labouré, défriché et qui sans leur travail serait complètement inhabitable. En plus, se considérant comme maîtres de la Bohême, les Allemands en 1914 demandaient la langue allemande comme officielle dans toute la Bohême, et le tchèque comme purement local.

Répartition des Allemands en Bohême et en Moravie. Les Allemands de Bohême. — 503.592 Allemands se trouvent en Bohême disséminés parmi les Tchèques ou groupés en petits îlots isolés. Ces Germains ne sauraient donc ni former une province autonome, ni passer à un Etat voisin. Les autres au nombre de 1.961.132 sont séparés en quatre groupes inégaux.

1^o Le premier groupe, situé au Nord-Ouest sur les pentes des Monts Métalliques et de la Forêt de Bohême compte 861.637 Allemands, répartis en 19 districts administratifs où la proportion des habitants de langue allemande va de 100 0/0, à moins de 85 0/0. Deux districts seulement renferment aussi une population tchèque de 50.000 habitants environ.

2^o Le second groupe allemand, situé au Nord-Est, s'étend sur les Monts des Géants. Il comprend 13 districts où la population allemande varie de 99 0 0 et 79 0/0. Ce groupe renferme 855.301 Allemands et 54.499 Tchèques.

3^o Le troisième groupe allemand, situé dans la partie centrale des Monts des Géants, se compose de 3 districts et renferme une population de 151.193 Allemands et 34.106 Tchèques.

4° Il en est de même du dernier groupe, celui qui, au Sud-Ouest s'étend à l'extrémité de la forêt de Bohême et comprend 96.001 Allemands auxquels se mêlent 18.577 Tchèques.

Les Allemands de Moravie. — Pas plus qu'en Bohême, les Allemands en Moravie ne vivent pas en masse compacte. 357.996 d'entre eux sont sporadiquement disséminés dans le gros de la population tchèque. Les 381.863 autres sont divisés en trois groupes séparés, dont au moins deux manquent absolument d'homogénéité et pourraient tout aussi bien être considérées comme mixtes ou même, le recensement révisé, comme étant de majorité tchèque.

1° Le premier groupe allemand est celui du district de Moravska Trarova (73 0/0 d'Allemands) ou vivent 58.289 Allemands et 21.533 Tchèques.

2° Le second, plus important longe au Nord-Est les frontières de la Silésie. Il comprend 4 districts et compte 174.073 Allemands contre 25.713 Tchèques.

3° A l'Est, contigu au district silésien d'Opava (Troppau) se trouve le district de Novy-Jicin, ou on pourrait admettre 44.813 Allemands contre 39.554 Tchèques. Au Sud enfin, aux frontières de l'Autriche, se trouve le groupe formé par les districts de Znojmo, où on dénombre 104.688 Allemands et 18.661 Tchèques.

La thèse tchèque sur l'origine des Allemands de Bohême. — Suivant les Tchèques, les Allemands sont les colons qui se sont installés dans les pays tchèques en usurpant la place aux nationaux. Les noms des localités trahissent l'origine tchèque, et la langue allemande même possède un grand

nombre de mots tchèques. Mais les Tchèques s'abstiennent des violences quelles qu'elles soient envers les Allemands, vu l'importance de leur nombre et surtout par crainte des persécutions qui pourrait en résulter pour les minorités tchèques de l'Autriche.

La thèse allemande. — Les Allemands de leur côté demandent l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en conséquence de se rattacher à l'Allemagne et à l'Autriche. Les Tchèques leur refusent ce droit disant que les Allemands dans leur pays sont des étrangers abusant de l'hospitalité, et sans ménager le sentiment national tchèque, ils y avaient introduit leur langue et leur culture. Quant à la constitution d'une Bohême allemande (*Deutschböhmen*) ceci est irréalisable, parce qu'il faudrait alors créer les unités d'Etat autonomes séparés entre eux et sans aucune communauté, ni possibilité de vie.

La réalisation de la thèse allemande serait contraire à l'unité historique et intellectuelle de la Bohême, qui au point de vue géographique et économique est un tout inséparable (v. *Hernerck*: *Böhmen als geographischer Einheitsbegriff*, dans *Deutsche Arbeit* VI, 6 Heft). Tout force donc les Allemands dans l'impossibilité de créer les 8 Etats autonomes, de rester sous la souveraineté tchèque, qui, en échange, doit tolérer l'enseignement primaire, secondaire et supérieur allemand, et assurer aux Allemands par la représentation proportionnelle, les voix dans les Assemblées législatives. Alors, seulement, les Tchèques auront résolu le grave problème des Allemands de Bohême.

SECTION III. — *L'action des Tchéco-Slovaques pendant la guerre*

De tous les peuples assujettis par l'Autriche-Hongrie, les Tchéco-Slovaques étaient les premiers à s'apercevoir que la victoire ne pourra se faire qu'au dépens des Empires centraux et principalement de l'Autriche. D'où tout un système de sabotage de guerre (mécontentement de la population de la Bohême, reddition des régiments entiers tchéco-slovaques à la Russie, conspirations de toute sorte, etc.) qui leur valu une répression violente de la part d'Autriche, mais ne les intimida point. C'est surtout à partir de 1917 que la lutte à la vie et à la mort s'engagea entre les Tchéco-Slovaques et leurs dominateurs (v. Manifeste révolutionnaire des écrivains tchèques du 19 mai 1917 « Nation Tchèque » 3^e année N^o 2-3, 15 juin-1^{er} juillet 1917). A la convocation du Reichsrat autrichien (faite par le décret du 16 avril 1917), celui-ci comptait la majorité slave et latine. Les députés tchèques s'organisèrent en « Club Union tchèque », les Yougo-Slaves en « Club yougo-slave » et les Polonais, après une longue hésitation, se déclarèrent au Congrès de Cracovie, tenu le 26 mai 1917, solidaires aux autres Slaves et Latins. A l'ouverture du Reichsrat, le 30 mai, les députés tchèques, yougo-slaves, ukrainiens et polonais, lurent des déclarations demandant tous la liberté et l'indépendance (v. le compte-rendu dans la « Nation Tchèque », n^o 2-3, 1917). Ces demandes furent repoussées avec la dernière énergie par les députés allemands, d'accord avec la presse allemande, autrichienne et magyare. Au discours du président du Conseil M. Clam

Martinitz, contre les menées slaves, le député tchèque Stransky déclara notamment :

« Avant tout, nous demandons le droit de constituer un Etat. Nous réclamons notre droit et les garanties de notre existence nationales que, ses dernières années, la monarchie et la dynastie ont déshonoré et foulé aux pieds... Si l'intérêt d'un Etat n'est pas identique avec la liberté et les intérêts du peuple, cet Etat n'a aucun droit à l'existence ».

Les déclarations yougo-slave et polonaise suivirent dans le même sens. Toute l'action des Tchéco-Slovaques ne se fit que pour la réalisation de ces vues prophétiques de M. Massaryk :

« La question des nationalités, dit-il, est une question sociale... En droit international une petite nation correspond à ce qu'est en droit civil un petit individu. Ce qu'est la solution d'une question sociale pour un tel petit individu, cette guerre l'est pour les petites nations ». (v. Massaryk, La « Nation Tchèque », 3^e année, n^o 8-9, 1917, art. intitulé : La guerre mondiale et le problème des petites nations, p. 286).

« Si l'autonomie devait nous suffir, dit M. Massaryk dans le même article, nous aurions pu rester tranquillement chez nous. Chacun peut à Prague et à Brno proclamer l'autonomie, on nous la donnera, mais ce que nous voulons, c'est l'indépendance complète. L'Autriche doit être détruite, les Habsbourg doivent être dépossédés » (p. 290),

La campagne ouverte battait en plein entre les Tchèques et les Allemands ; ceux-là ont eu le courage de relire la déclaration des députés tchèques au Reichsrat de Vienne en 1870, dans la séance du 9 novembre 1917. Mais ce qui donnait le maximum d'espoir aux Tchèques, c'était la création d'une armée tchéco-slovaque en France (le décret du 16 déc. 1917 suivie d'une lettre, portant la même date, adressée au

Président de la République par MM. Clémenceau et Pichon). C'était la reconnaissance comme Etat indépendant la Tchéco-Slovaquie, car sans Etat point d'armée. — Au commencement de l'année 1918, les premiers ministres alliés: MM. Lloyd George (le 5 janvier), Wilson et Pichon, ont proclamé leurs buts de guerre, dont un est essentiel: « Le règlement territorial doit être conçu sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire sur le consentement des gouvernés ». Le 6 janvier se réunit à Prague la Constituante tchèque, comprenant tous les députés tchèques au Reichsrat et aux Diètes de Bohême, de Moravie et de Silésie et demanda l'indépendance complète de la Tchéco-Slovaquie. Le président du Conseil, M. de Seidler répondit d'une façon brutale, aux applaudissements de la presse de Vienne et de Budapest (v. La « Nation Tchèque », 3^e année, 1918, n^o 18-19). — Un fait de très grande importance se passa au mois d'avril 1918: le Congrès des nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie fut ouvert à Rome (le 8 avril 1918). Il signifiait le point du départ d'une nouvelle politique de l'Entente, dont les gouvernements se déclarèrent d'accord avec les conclusions auxquelles il aboutit. A l'ouverture du Congrès, le député italien Torre a lu devant l'Assemblée plénière la déclaration suivante qui fut adoptée à l'unanimité:

« Les représentants des nationalités assujetties totalement ou partiellement à la domination de l'Autriche-Hongrie: Italiens, Polonais, Roumains, Tchéco-Slovaques et Yougoslaves, conviennent d'affirmer comme suit leurs principes pour une action commune: 1^o Chacun de ces peuples proclame son droit à constituer sa nationalité et une unité nationale ou à le compléter et à atteindre sa pleine indépendance politique et économique; 2^o Chacun de ces peuples reconnaît dans la monarchie austro-hongroise, l'ins-

trument de la domination allemande et un obstacle fondamental à la réalisation de ses aspirations et de ses droits ; 3^o L'Assemblée reconnaît par conséquent la nécessité d'une lutte commune contre les oppresseurs communs, afin que chaque peuple atteigne sa libération totale et son unité nationale complète dans la libre unité de l'Etat ».

La seconde partie de la déclaration constitue un accord particulier entre les Italiens et les Yougo-Slaves, dont nous avons parlé plus haut.

Les présidents du Conseil des trois nations alliées, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, réunis à Versailles, par une déclaration du 3 juin 1918, expriment « leurs vives sympathies pour les aspirations nationales des peuples tchéco-slovaque et yougo-slave vers la liberté ». — Le Conseil national tchéco-slovaque fut reconnu le 1^{er} juin par les Etats-Unis d'Amérique, le 3 juin par le gouvernement britannique, le 30 juin dans une lettre de M. Pichon à M. Balfour, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Grande-Bretagne, par la France, suivit d'une réponse de celui-là, le 7 juillet 1918 par la Serbie, le 13 juillet par le Comité polonais, le 4 juillet par la Russie. — A la date du 9 août, le gouvernement britannique a reconnu l'armée tchéco-slovaque comme alliée et le Conseil national tchéco-slovaque comme l'organe suprême des intérêts nationaux tchéco-slovaque ayant le droit d'exercer l'autorité suprême sur cette armée alliée. — En août, les représentants tchèques, privés de leur mandat, constituent à Prague un Conseil demandant l'indépendance complète de leur pays. — Le 2 sept. 1918, la reconnaissance du Conseil national tchéco-slovaque comme le gouvernement *de facto* par les Etats-Unis ; le 9 sept. par le Japon. — La protestation du gouvernement austro-hongrois à la date du

16 août 1918, contre la reconnaissance anglaise. — Le 3 oct. 1918, M. Orlando répète que le gouvernement tchéco-slovaque était reconnu déjà par l'Italie comme le gouvernement *de facto*.

En vertu de la décision du gouvernement des pays tchéco-slovaques M. Benes, ministre des affaires étrangères a transmis le 14 oct. 1918 aux gouvernements des Puissances alliées la communication suivante: « Par la déclaration du gouvernement des Etats-Unis du 2 sept. 1918, le Conseil National tchéco-slovaque siégeant à Paris, a été reconnu comme gouvernement tchéco-slovaque *de facto*. — Cette reconnaissance a été confirmée par les gouvernements alliés: par l'Angleterre dans son accord avec le Conseil National du 3 sept., 1918, par la France dans l'accord du 28 sept. et par l'Italie dans la déclaration du Président du Conseil du 3 oct. 1918.

« J'ai l'honneur de vous communiquer, que, vu ces reconnaissances successives, le gouvernement tchéco-slovaque provisoire s'est constitué par décision du 26 septembre 1918 établissant provisoirement son siège à Paris ». (Suivent les noms des ministres et des représentants auprès des gouvernements alliés).

C'est donc le gouvernement provisoire tchéco-slovaque qui prend définitivement entre ses mains, le destinée de son pays, les députés tchéco-slovaques ayant complètement rompus avec l'Autriche et s'étant ralliés avec toute la nation à l'ancien Conseil National.

Par la note du 28 oct. 1918, l'Autriche répondant à la note du président Wilson du 18 octobre, accepta toutes les conditions et spécialement celles qui se rapportent aux Tchéco-Slovaques et Yougo-Slaves. — Le 28 octobre, le Conseil National de Prague prit la direction du pays entre

ses mains, par une proclamation du peuple, en même temps que quelques députés tchéco-slovaques à Genève proclament ouvertement et définitivement la déchéance des Habsbourg. Tandis que le Conseil National de Prague assume à l'intérieur le gouvernement du pays, le gouvernement provisoire de Paris établit la situation juridique internationale. — Le 30 octobre 1918, le Conseil National slovaque se constitue à St-Martin de Turiec, proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se déclare séparé de la Hongrie et uni à la nation tchèque unie et indivisible.

L'Assemblée nationale de l'Etat tchéco-slovaque a tenu sa première séance le 14 nov. 1918. C'est le Conseil National de Prague agrandi et transformé en une assemblée qui, jusqu'à l'élection d'une Constituante sera un organe de contrôle du Cabinet ministériel et qui remplira ainsi les fonctions de la Chambre des députés et du pouvoir législatif. Elle a élu M. Massaryk à l'unanimité, Président de la République. Celui-ci lut son message à la nation le 23 déc. 1918 à la prise du pouvoir. — Ainsi, l'Etat tchéco-slovaque était complètement constitué, après de longues luttres et souffrances.

FIN

VIDAN BLAGOYÉVITCH.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
G. DE LAPRADELLE.

Vu : *Le Doyen*,
F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION HISTORIQUE. — CHAPITRE I^{er}. — Des différentes races qui composent la Nation française et l'unité de la France	6
CHAPITRE II. — <i>Les origines de la Nation française</i>	12
CHAPITRE III. — <i>De l'ancienneté du sentiment national en France</i>	20
CHAPITRE IV. — <i>Origines historiques du principe des nationalités. Les plébiscites sous l'ancien régime et l'histoire nationale de la Révolution française jusqu'à nos jours</i>	33
SECTION I ^{re} . — Les plébiscites sous l'ancien régime. (Du XII ^e siècle à la Révolution française)	33
SECTION II. — De la Révolution française jusqu'à 1848.	40
SECTION III. — De 1848 à nos jours	69
PREMIÈRE PARTIE : Essai d'une théorie générale sur les Nationalités	79
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Définition</i>	79
CHAPITRE II. — <i>Les éléments constitutifs de la nationalité</i>	87
§ 1. — La race	88
§ 2. — Les langues	96
§ 3. — La religion	102
§ 4. — Les frontières naturelles (le territoire)	105
§ 5. — La dynastie	109
§ 6. — Les intérêts	111

§ 7. — La possession d'une commune tradition.....	113
§ 8. — Le consentement national.....	114
CHAPITRE III. — <i>Etude comparative des différentes écoles de nationalité et les définitions qu'elle donnent de nation, nationalité, peuple, etc.</i>	119
SECTION I ^{re} . — Ecole italienne	119
SECTION II. — Ecole allemande.....	129
SECTION III. — Ecole française.....	138
DEUXIÈME PARTIE. — Les buts de guerre des pays belligérants en général, les nationalités et le principe des nationalités en particulier. — Analyse sommaire de la doctrine du président Wilson. — Les Armistices. — Discours de M. Poincaré, à l'inauguration de la Conférence de la Paix.....	155
TROISIÈME PARTIE. — L'application du principe des nationalités dans les traités de paix de Versailles et de St.-Germain.....	217
CHAPITRE I ^{er} . — <i>La question de l'Alsace-Lorraine</i>	218
§ 1. — La formation de l'Alsace-Lorraine.....	218
§ 2. — La réunion de l'Alsace à la France.....	219
§ 3. — La réunion de la Lorraine à la France.....	220
§ 4. — La réunion à la France de l'Alsace et de la Lorraine sous la Révolution Française.....	221
§ 5. — La Lorraine et l'Alsace depuis la Révolution Française jusqu'en 1870	222
§ 6. — L'Alsace-Lorraine pendant et après la guerre de 1871-1871.....	223
§ 7. — L'Alsace et la Lorraine pendant et après la guerre Mondiale (1914-1918)	226
CHAPITRE II. — <i>La question du Slesvig</i>	230
SECTION I ^{re} . — Histoire et Nationalités.....	230
SECTION II. — Le Slesvig et le Traité de paix de Versailles.....	234
CHAPITRE III. — <i>La Pologne</i>	239

SECTION I ^{re} . — Histoire des origines jusqu'en 1772...	239
1 ^{re} période (992 à 1139). — De Ladislas I ^{er} au morcellement.....	239
2 ^e période (1139 à 1305). — Anarchie et morcellement, encerclement et invasion.....	242
3 ^e période. — La Pologne sauvée et réorganisée au xiv ^e siècle. Sa frontière à l'avènement et à la mort de Casimir le Grand (1330 à 1370). Fin de la dynastie des Piast (1386).....	245
4 ^e période. — Etat polonais à la fin du xv ^e siècle....	247
5 ^e période. — Pologne au xvi ^e siècle. La lutte contre Moscovie et l'union de Lublin (1569).....	249
6 ^e période. — xvii ^e siècle. Le déclin	251
§ 1. — La Prusse	252
§ 2. — La Suède.....	253
§ 3. — La Russie	253
§ 4. — La Turquie.....	255
7 ^e période. — xviii ^e siècle.....	255
SECTION II. — Les partages de la Pologne	256
§ 1. — Premier partage en 1772.....	256
§ 2. — Deuxième partage en 1793.....	257
§ 3. — Troisième partage en 1795.....	258
§ 4. — Duché de Varsovie 1807 à 1815.....	260
§ 5. — Congrès de Vienne 1815.....	262
SECTION III. — Les Polonais sous la domination étrangère.....	263
SECTION IV. — La Posnanie, la Prusse Occidentale et la Prusse Orientale.....	268
SECTION V. — La question de Dantzig.....	272
SECTION VI. — La question de la Haute-Silésie.....	276
SECTION VII. — La question de la Silésie de Teschen..	284
SECTION VIII. — Le problème de la Galicie Orientale..	292
SECTION IX. — Les revendications polonaises de l'ancien Empire russe.....	301
SECTION X. — La question juive en Pologne.....	302

CHAPITRE IV. — <i>L'Autriche-Hongrie (généralités)</i>	314
CHAPITRE V. — <i>Les revendications italiennes (le Tyrol et le Trentin)</i>	318
CHAPITRE VI. — <i>La question Adriatique</i>	322
SECTION I ^{re} . — <i>La thèse italienne</i>	322
§ 1. — <i>Le Frioul Oriental</i>	323
§ 2. — <i>Trieste et l'Istrie</i>	323
§ 3. — <i>Revendication de Fiume (Riëka)</i>	326
§ 4. — <i>La Dalmatie et les îles</i>	327
§ 5. — <i>Une vue d'ensemble de la thèse italienne sur l'Istrie et la Dalmatie</i>	331
SECTION II. — <i>La thèse serbo-croato-slovène</i>	336
§ 1. — <i>L'idée nationale yougo-slave</i>	337
§ 2. — <i>Les pays contestés de l'Isonzo à Fiume</i> ,...	339
§ 3. — <i>Riëka (Fiume)</i>	343
§ 4. — <i>Question de la Dalmatie</i>	347
SECTION III. — <i>Les solutions de la question Adriatique</i> .	351
CHAPITRE VII. — <i>Les revendications nationales des Serbes, Croates et Slovènes</i>	368
SECTION I ^{re} . — <i>L'Histoire</i>	370
SECTION II. — <i>Institutions législatives et administratives dans les pays des Serbes, Croates et Slovènes</i>	375
SECTION III. — <i>Les Serbes, Croates et Slovènes pendant la guerre Mondiale</i>	378
SECTION IV. — <i>La frontière septentrionale de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes</i>	381
CHAPITRE VIII. — <i>Les revendications roumaines</i>	390
SECTION I ^{re} . — <i>La Transylvanie</i>	391
SECTION II. — <i>La Boukovine</i>	407
SECTION III. — <i>La Bessarabie</i>	410
SECTION IV. — <i>La Dobroudja</i>	419
SECTION V. — <i>Le Banat</i>	426
SECTION VI. — <i>Les Roumains de Serbie</i>	432

CHAPITRE IX. — <i>Les revendications nationales des Tchéco-Slovaques</i>	436
SECTION I ^{re} . — Les frontières de l'Etat Tchéco-Slovaque.....	436
SECTION II. — Les Allemands de Bohême et de Moravie.....	441
SECTION III. — L'action des Tchéco-Slovaques pendant la guerre Mondiale.....	447
TABLE DES MATIÈRES	452

ANGERS. — IMP. CENTRALE
